



Comité de monitoring

Actualisation 2024

Estimations pluriannuelles 2025 - 2029

Table des matières

INTRODUCTION	5
PRINCIPALES HYPOTHÈSES UTILISÉES DANS LES ESTIMATIONS	6
1 RÉSULTATS ESTIMÉS À LÉGISLATION CONSTANTE	10
1.1 Estimation du solde nominal pour l'Entité I	10
1.2 Estimation du solde nominal pour l'ensemble des pouvoirs publics	13
1.3 Estimation du solde primaire structurel pour l'ensemble des pouvoirs publics	15
1.4 Estimation du taux d'endettement	18
2 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	20
2.1 Environnement international	20
2.2 Belgique	22
3 HET EUROPEES KADER	28
3.1 Het huidige begrotingskader	28
3.1.1 Correctieve luik	28
3.1.2 Preventieve luik	29
3.1.2.1 De Middellangetermijndoelstelling	29
3.1.2.2 De uitgavenbenchmark	29
3.1.3 De algemene ontsnappingsclausule	30
3.2 Herziening van het Europees begrotingskader	30
3.2.1 Wijzigingen aan het correctieve luik	31
3.2.2 Wijzigingen aan het preventieve luik	31
3.3 Landenspecifieke aanbevelingen voor België	32
3.4 Beoordeling door de EC van het ontwerpbegrotingsplan	33
4 ENTITÉ I	35
4.1 Pouvoir fédéral	35
4.1.1 Estimation du solde de financement du pouvoir fédéral	35
4.1.2 Bespreking van de ramingen per ontvangsten-/uitgavenrubriek	35

4.1.2.1	Fiscale ontvangsten	35
4.1.2.1.1	De resultaten in ESR-termen	46
4.1.2.1.2	De overgang naar de fiscale ontvangsten in kas-termen	47
4.1.2.2	Fiscale afdrachten	50
4.1.2.2.1	Algemeen overzicht	50
4.1.2.2.2	Fiscale afdrachten aan de EU	51
4.1.2.2.3	Fiscale afdrachten aan Gemeenschappen en Gewesten	51
4.1.2.2.4	Fiscale afdrachten aan de Sociale Zekerheid	56
4.1.2.2.5	Overige afdrachten	56
4.1.2.3	De niet-fiscale ontvangsten en niet-fiscale middelen	56
4.1.2.4	Les dépenses primaires	59
4.1.2.5	De interestlasten	68
4.1.2.6	Uitgave vrijstellingen bedrijfsvoorheffing	70
4.1.2.7	Solde des organismes à consolider avec le pouvoir fédéral (2023-2024)	71
4.1.2.8	Onverdeelde overgangscorrecties	77
4.2	Sécurité sociale	78
4.2.1	Remarques préalables	78
4.2.2	Solde de la sécurité sociale	80
4.2.3	Régime des travailleurs salariés	82
4.2.4	Régimes des travailleurs indépendants	90
4.2.5	Régimes des soins de santé	93
4.2.6	Régimes hors gestions globales	95
4.3	Solde pour l'Entité I	97
4.3.1	Soldes nominal et primaire pour l'Entité I	97
4.3.2	Solde primaire structurel de l'Entité I	98
5	SOLDE ET TAUX D'ENDETTEMENT DE L'ENSEMBLE DES POUVOIRS PUBLICS	101
5.1	Solde de l'ensemble des pouvoir publics	101
5.2	Taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics	102
6	ENTITÉ I	105
6.1	Pouvoir fédéral	105
6.1.1	Estimation du solde de financement du pouvoir fédéral	105
6.1.2	Bespreking van de ramingen per ontvangsten-/uitgavenrubriek	106
6.1.2.1	Fiscale ontvangsten 2025-2029	106
6.1.2.1.1	De fiscale ontvangsten in ESR-termen voor 2025-2029	106
6.1.2.1.2	De overgang naar de fiscale ontvangsten in kas-termen voor 2025-2029	116
6.1.2.2	Fiscale afdrachten	118
6.1.2.2.1	Algemeen overzicht	118
6.1.2.2.2	Fiscale afdrachten aan de EU	119

6.1.2.2.3	Fiscale afdrachten aan Gemeenschappen en Gewesten	120
6.1.2.2.4	Afdrachten aan de Sociale Zekerheid	123
6.1.2.2.5	Overige afdrachten	123
6.1.2.3	De niet-fiscale ontvangsten en niet-fiscale middelen 2025-2029	124
6.1.2.4	Les dépenses primaires	127
6.1.2.5	De interestlasten 2025-2029	136
6.1.2.6	Uitgaven vrijstellingen bedrijfsvoorheffing	138
6.1.2.7	Solde des organismes à consolider avec le pouvoir fédéral (2025-2029)	139
6.1.2.8	Onverdeelde overgangscorrecties	143
6.2	Sécurité sociale	144
6.2.1	Remarques préalables	144
6.2.2	Solde de la sécurité sociale	145
6.2.3	Régime des travailleurs salariés	147
6.2.4	Régime des travailleurs indépendants	154
6.2.5	Régime des soins de santé	158
6.2.6	Régimes hors gestions globales	160
6.3	Solde pour l'Entité I	162
6.3.1	Soldes nominal et primaire pour l'Entité I	162
6.3.2	Solde primaire structurel de l'Entité I	163
7	SOLDE ET TAUX D'ENDETTEMENT DE L'ENSEMBLE DES POUVOIRS PUBLICS	165
7.1	Solde de l'ensemble des pouvoirs publics	165
7.2	Taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics	166
8	COMPARAISON DES ESTIMATIONS DE L'ENSEMBLE DES POUVOIRS PUBLICS AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS	168
9	OVERZICHT VAN DE GLOBALE INVESTERINGSINSPANNING VOOR ENTITEIT I	169
10	BIJLAGEN	171
	Bijlage 1 – Niet-fiscale middelen voor overgangscorrecties: grote posten (in kEUR)	172

Introduction

Le 26 janvier 2024, le Conseil des Ministres a approuvé une circulaire relative au calendrier concernant l'organisation des travaux budgétaires au cours du premier semestre de l'année 2024. Dans ce cadre, le Comité de monitoring a été chargé de réaliser une mise à jour des chiffres pour les années 2024 à 2029. Les estimations du Comité de monitoring devant se baser, entre autres, sur les paramètres macroéconomiques du Budget économique 2024 et des Perspectives économiques 2025-2029 du Bureau fédéral du Plan du 15 février 2024.

Le rapport commence par un aperçu des principales hypothèses utilisées dans les estimations, suivi d'une synthèse des résultats estimés à politique inchangée. Il aborde ensuite brièvement l'environnement macroéconomique et le cadre budgétaire européen.

Le rapport est ensuite divisé en deux parties. La partie I couvre les prévisions pour 2024. La partie II couvre les prévisions pluriannuelles 2025-2029. La structure des deux parties est similaire. Tout d'abord, les estimations des recettes et des dépenses du pouvoir fédéral et de la sécurité sociale sont examinées plus en détail, puis la détermination des différents soldes au niveau de l'entité I est expliquée. Enfin, une estimation du solde et du taux d'endettement de l'ensemble des administrations publiques, à politique inchangée, est présentée.

Le rapport se conclut par une comparaison des résultats estimés par le Comité de monitoring pour l'ensemble des pouvoirs publics avec ceux préparés par d'autres institutions, et par un aperçu de l'effort d'investissement global au niveau de l'entité I.

Principales hypothèses utilisées dans les estimations

Au niveau général

Les projections budgétaires de ce rapport sont basées sur les estimations transmises par les différents fournisseurs de données.

Dans la mesure où ce rapport est un exercice purement technique se concentrant sur les grands flux, aucune bilatérale n'a été organisée pour les dépenses primaires et les recettes non fiscales.

Les chiffres pour 2023 sont encore des réalisations préliminaires. L'Institut des comptes nationaux (ICN) publiera en principe une première estimation des comptes publics pour 2023 en avril. Les comptes publics détaillés pour 2023 seront publiés en octobre.

Au niveau des paramètres macroéconomiques

Les **projections** reprises dans ce rapport sont basées sur les estimations transmises par les différentes institutions concernées qui, pour ce qui concerne les paramètres macroéconomiques, s'appuient sur le **Budget économique 2024 et les Perspectives économiques 2025-2029 du 15 février 2024 du Bureau fédéral du Plan**.

Le Budget économique 2024 et les Perspectives économiques 2025-2029 ne tiennent compte que des mesures qui étaient connues avec suffisamment de précision le 9 février 2024.

Selon les perspectives économiques du Bureau fédéral du Plan, les prochains **dépassements de l'indice pivot** sont prévus en avril 2024, avril 2025, avril 2026, juillet 2027, août 2028 et novembre 2029.

En ce qui concerne **l'indexation des crédits de fonctionnement et d'investissement, pour l'année 2024**, aucun indice supplémentaire n'a été accordé en plus de l'indice accordé lors de la préparation du budget pour l'exercice 2024 (soit une indexation de 1,1 % pour les départements et de 2,9 % pour les budgets de gestion des institutions publiques de sécurité sociale). **Pour la période 2025-2029**, tant les dépenses primaires que les budgets de gestion des IPSS tiennent compte d'une **indexation** basée sur les paramètres des Perspectives économiques et ce, **en fonction de la nature des dépenses**.

Au niveau de l'accord-cadre entre l'Etat belge et Engie

S'agissant de l'accord-cadre avec Engie signé le 21 juillet 2023 et confirmé par l'accord final signé le 13 décembre 2023, il n'a été tenu compte dans le cadre de ce rapport d'aucun autre montant que ceux repris dans la notification du budget initial 2024 concernant le LTO (Long Term Operation).

Au niveau des recettes fiscales

Concernant les recettes supplémentaires de l'impôt des sociétés résultant des sanctions relatives aux **avoirs russes gelés**, il a été tenu compte dans le cadre de ce rapport d'un montant de 1.700 millions EUR en 2024, contre 1.084 millions EUR en 2023. Par rapport au budget initial, les recettes liées à l'exercice 2024 n'ont pas été réévaluées. Toutefois, dans la mesure où les recettes seront entièrement perçues via les versements anticipés et non plus en partie via les enrôlements, la répartition entre les exercices budgétaires a été adaptée. Par conséquent, les recettes allouées budgétairement à 2024 sont révisées et passent de 1.610 millions EUR à 1.700 millions EUR.

Au niveau des transferts fiscaux et des dotations aux Communautés et Régions

S'agissant des transferts fiscaux aux Communautés et Régions, les montants repris dans le cadre de ce rapport correspondent aux estimations qui ont été soumises à un groupe de travail interfédéral le 20 mars 2024, qui sont calculées sur base des paramètres du Bureau fédéral du Plan.

Au niveau des recettes non fiscales

S'agissant des droits d'émission, le montant repris dans l'exposé général du budget initial 2024 a été repris.

S'agissant d'ETS2/CBAM (Carbon Border Adjustment Mechanism), dans la mesure où les négociations sont encore en cours et qu'aucune information concernant la répartition n'est connue, il n'a pas été tenu compte d'éventuelles recettes supplémentaires dans le cadre de ce rapport.

Au niveau des transferts à l'UE et de la contribution BNI

Les estimations relatives aux transferts au budget l'UE proviennent de la Représentation permanente de la Belgique auprès de l'Union européenne. Les calculs de la contribution à l'UE sont basés sur les données macroéconomiques des prévisions d'hiver de la Commission européenne. En outre, le premier ajustement budgétaire 2024 et la révision du cadre financier pluriannuel 2021-2027 pour les années 2024-2027 ont également été pris en compte. Pour les exercices 2028 et 2029, l'hypothèse d'une évolution linéaire basée sur l'évolution entre 2026 et 2027 a été retenue.

S'agissant de la **contribution plastique**, la dépense a été supportée en 2023 par le pouvoir fédéral. Pour les **années 2024 à 2029**, dans la mesure où les négociations avec les entités fédérées sont toujours en cours, la dépense est pour le moment reprise au niveau des mesures non réparties au niveau de **l'ensemble des pouvoirs publics**. Les montants relatifs à la contribution plastique sont estimés à 132 millions EUR en 2024, 158 millions EUR en 2025, 157 millions EUR en 2026, 156 millions EUR en 2027, 155 millions EUR en 2028 et 154 millions EUR en 2029.

En ce qui concerne la problématique de la **sous-évaluation des textiles chinois**, la Belgique a déjà payé 251,3 millions EUR en 2021 afin de mettre fin à l'accumulation d'intérêts moratoires. Après que la Cour de Justice (CJUE) a statué en faveur de la Commission en mars 2022 et qu'un accord a été conclu avec le Royaume-Uni début 2023 sur le montant final dû, une réévaluation des montants dus par les Etats membres a été effectuée. Ainsi, au printemps 2023, la Belgique a été autorisée à déduire 51,5 millions EUR de ses paiements mensuels de ressources propres traditionnelles (RPT). Il ne s'agit toutefois pas encore d'un montant définitif. Conformément aux instructions d'Eurostat, ce montant est comptabilisé jusqu'en 2023. Dans le présent rapport, il a été intégré au niveau des recettes non fiscales. Les intérêts de retard initialement imputés par l'ICN en 2021 selon les données de la Commission devraient être imputés en 2024 selon les mêmes instructions. Compte tenu du remboursement de 51,5 millions EUR, les intérêts de retard sont estimés au prorata à 92 millions EUR et imputés en 2024 par le biais d'une correction SEC au niveau des dépenses primaires.

Au niveau de l'objectif de sous-utilisation

Au niveau de l'**objectif de sous-utilisation globale**, le montant repris est de 1.566 millions EUR en 2024 et de 1.500 millions EUR à partir de 2025 et jusqu'en 2029, conformément aux notifications budgétaires du 13 octobre 2023. Les montants évoqués ci-avant se répartissent comme suit :

- Dépenses primaires : 1.210 millions EUR en 2024 et 1.159 millions EUR à partir de 2025 ;
- OIP : 143 millions EUR en 2024 et 137 millions EUR à partir de 2025 ;
- IPSS : 213 millions EUR en 2024 et 204 millions EUR à partir de 2025.

Au niveau des dépenses primaires (budget général des dépenses)

La provision Ukraine est mise au même niveau que celui des recettes. Cependant, dans la mesure où, au niveau de la contribution RNB, une partie est liée à la facilité ukrainienne (130 millions EUR), une correction positive a été apportée afin d'éviter un double comptage.

Au niveau de la sécurité sociale

Le montant des **dotations d'équilibre** pour 2024 est maintenu à ce qui a été fixé lors du budget initial 2024. Pour les années 2026-2029, ce rapport fixe provisoirement le montant de la dotation d'équilibre à celui de 2024, mais adapté chaque année à l'indice santé. Dans les données communiquées par le SPF Sécurité sociale, le montant de la dotation d'équilibre pour l'année N+1 a été fixé provisoirement en ajustant le montant nécessaire à l'équilibre budgétaire de l'année N à l'indice santé de l'année N+1.

Au niveau du **financement alternatif**, à partir de 2024, de nouveaux pourcentages de calcul sont d'application, conformément à la loi programme du 22 décembre 2023. En 2024, l'application de ces nouveaux pourcentages aux recettes de TVA donne un résultat inférieur aux nouveaux montants minimums, qui sont dès lors utilisés.

Une correction technique relative aux **frais de gestion** des IPSS a été intégrée dans le but de faire correspondre les données transmises par les IPSS aux budgets normés.

Au niveau des mesures non réparties au niveau de l'entité I

Les **mesures** suivantes, qui ont été décidées dans le cadre de la **confection du budget 2021**, sont reprises au niveau des mesures non réparties au niveau de l'entité I :

- Les mesures de lutte contre la fraude. Cela représente 300 millions EUR à partir de 2024, soit le rendement supplémentaire prévu à partir de 2023 conformément à la notification initiale. Le rendement prévu pour 2023 est quant à lui considéré comme étant déjà intégré dans les réalisations/estimations ;
- « Augmenter l'efficacité de la sécurité sociale ». Cela représente 30 millions EUR à partir de 2024, soit le rendement supplémentaire prévu à partir de 2023 conformément à la notification initiale. Le rendement prévu pour 2023 est quant à lui considéré comme étant déjà intégré dans les réalisations/estimations.

Les moyens restants qui n'ont pas encore été concrètement alloués par le gouvernement en ce qui concerne la **promotion de l'utilisation du vélo pour les déplacements domicile-travail** sont inclus en tant que mesure non répartie au niveau de l'entité I. Les montants atteignent respectivement 2 millions EUR en 2024, 17 millions EUR en 2025, 15 millions EUR en 2026, 44 millions EUR en 2027, 47 millions EUR en 2028 et 49 millions EUR en 2029.

Dans le cadre de ce rapport, l'impact budgétaire d'un crédit d'impôt remboursable pour la **distribution de publications papier** et d'une déduction temporairement majorée de 180 % des coûts encourus par les détaillants de journaux pour la **fourniture de publications papier destinées à la revente directe au détail** pour la période 2024-2026 a été intégré au niveau des mesures non réparties au niveau de l'entité I. Le coût total est estimé à 19 millions EUR en 2024, 42 millions EUR en 2025 et 48 millions EUR en 2026.

Au niveau des estimations pour l'entité II

Les estimations des soldes de financement des Communautés et des Régions sont basées sur le Budget économique et les Perspectives économiques de février du Bureau fédéral du Plan, ces soldes étant corrigés par le SPF BOSA pour tenir compte de la différence entre les estimations du BFP et du SPF Finances concernant l'impôt régional des personnes physiques en termes de SEC.

Pour les administrations locales, les estimations du Bureau fédéral du Plan ont été reprises du Budget économique et des Perspectives économiques de février.

1 Résultats estimés à législation constante

1.1 Estimation du solde nominal pour l'Entité I

Les tableaux suivants présentent les estimations du solde de financement de l'Entité I pour la période 2023-2029, en tenant compte des hypothèses décrites dans le chapitre 1.

Tableau 1 : Solde de financement de l'Entité I (2023-2024)

	2023	2024	2024	Différence	Différence	
	Mon. 03/24	Initial	Mon. 03/24			
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24 (1)	Initieel (2)	Mon. 03/24 (3)	Verschil	Verschil	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
Pouvoir fédéral	-19.980	-17.960	-18.160	1.820	-200	Federale overheid
Sécurité sociale	1.293	289	590	-703	301	Sociale zekerheid
Mesures non réparties	0	285	309	309	25	Onverdeelde maatregelen
Entité I	-18.687	-17.386	-17.261	1.426	126	Entiteit I
	% PIB - % bbp					
Pouvoir fédéral	-3,4	-3,0	-3,0	0,4	0,0	Federale overheid
Sécurité sociale	0,2	0,0	0,1	-0,1	0,0	Sociale zekerheid
Mesures non réparties	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	Onverdeelde maatregelen
Entité I	-3,2	-2,9	-2,9	0,4	0,0	Entiteit I

Tableau 2 : Solde de financement de l'Entité I (2024-2029)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	'29 vs. '24	
	Mon. 03/24	Différence						
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24	Verschil	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)					
Pouvoir fédéral	-18.160	-22.979	-25.241	-28.510	-31.260	-34.315	-16.155	Federale overheid
Sécurité sociale	590	361	-1.907	-3.300	-4.981	-6.441	-7.031	Sociale zekerheid
Mesures non réparties	309	271	267	286	283	281	-28	Onverdeelde maatregelen
Correction conjoncturelle Entité I	0	0	0	0	0	0	0	Conjunctuurcorrectie entiteit I
Entité I	-17.261	-22.347	-26.881	-31.524	-35.959	-40.474	-23.214	Entiteit I
	% bbp - % PIB							
Pouvoir fédéral	-3,0	-3,7	-3,9	-4,3	-4,6	-4,9	-1,9	Federale overheid
Sécurité sociale	0,1	0,1	-0,3	-0,5	-0,7	-0,9	-1,0	Sociale zekerheid
Mesures non réparties	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Onverdeelde maatregelen
Entité I	-2,9	-3,6	-4,2	-4,7	-5,2	-5,7	-2,9	Entiteit I

Les tableaux suivants présentent quant à eux le détail du solde de financement consolidé de l'Entité I, c'est-à-dire après déduction des transferts entre le pouvoir fédéral et la sécurité sociale.

Tableau 3 : Composition des soldes nominal et primaire de l'Entité I – flux globaux (2023-2024) (en % du PIB)

	En % PIB					
	In % bbp					
	2023	2024	2024	Vershil	Vershil	
	Mon. 03/24	Initieel	Mon. 03/24	-	-	
Mon. 03/24	Initial	Mon. 03/24	Différence	Différence		
	(1)	(2)	(3)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	
Recettes	30,7	32,1	31,6	0,9	-0,5	Inkomsten
Recettes fiscales nettes	14,9	16,1	15,6	0,7	-0,4	Nettofiscale inkomsten
Recettes fiscales brutes	25,1	26,3	25,6	0,5	-0,7	Brutofiscale inkomsten
Impôts directs	14,9	15,8	15,3	0,4	-0,5	Directe belastingen
Impôts indirects et capital	10,1	10,5	10,3	0,2	-0,2	Indirecte & kapitaal
	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	Eigen fiscale ontvangsten ION
Transferts fiscaux à l'UE et à d'autres entités	-10,2	-10,3	-10,0	0,2	0,2	Fiscale adrachten naar EU & andere entiteiten
Cotisations sociales/recettes parafiscales	13,2	13,7	13,4	0,2	-0,2	Sociale bijdragen/parafiscale ontvangsten
Recettes non fiscales	2,5	2,4	2,5	-0,1	0,1	Niet-fiscale ontvangsten
Dépenses primaires	-32,4	-33,3	-32,9	-0,5	0,5	Primaire uitgaven
Dépenses finales	-28,2	-29,3	-28,9	-0,7	0,4	Finale uitgaven
Ensemble des prestations sociales	-20,3	-21,3	-21,0	-0,6	0,4	Totaal prestaties Sociale Zekerheid
Autres dépenses de la sécurité sociale	-2,0	-1,9	-2,0	0,0	-0,1	Andere uitgaven Sociale Zekerheid
Budget des dépenses primaires et OIP	-5,8	-6,1	-5,9	-0,1	0,1	Primaire uitgaven begroting & ION
Transferts fiscaux nets	-4,2	-4,0	-4,0	0,2	0,0	Nettobudgettaire transferten
Non réparti	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	Onverdeeld
Solde primaire	-1,7	-1,2	-1,2	0,5	0,0	Primair saldo
Charges d'intérêts	-1,5	-1,7	-1,6	-0,1	0,1	Interestlasten
Solde de financement	-3,2	-2,9	-2,9	0,4	0,0	Vorderingensaldo

Tableau 4 : Composition des soldes nominal et primaire de l'Entité I – flux globaux (2024-2029) (en % du PIB)

	En % PIB						Différence -	
	In % bbp							
	2024 Mon. 03/24 -	2025 Mon. 03/24 -	2026 Mon. 03/24 -	2027 Mon. 03/24 -	2028 Mon. 03/24 -	2029 Mon. 03/24 -		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(6) vs. (1)		
Recettes	31,6	31,2	31,2	30,9	30,9	30,9	-0,7	Inkomsten
Recettes fiscales nettes	15,6	15,4	15,4	15,2	15,2	15,2	-0,5	Nettofiscale inkomsten
Recettes fiscales brutes	25,6	25,5	25,5	25,4	25,3	25,3	-0,4	Brutofiscale inkomsten
Impôts directs	15,3	15,2	15,3	15,1	15,1	15,1	-0,1	Directe belastingen
Impôts indirects et capital	10,3	10,2	10,2	10,2	10,1	10,1	-0,2	Indirecte & kapitaal
Transferts fiscaux à l'UE et à d'autres entités	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	Eigen fiscale ontvangsten ION
	-10,0	-10,1	-10,1	-10,1	-10,1	-10,1	-0,1	Fiscale afdrachten naar EU & andere entiteiten
Cotisations sociales/recettes parafiscales	13,4	13,6	13,6	13,6	13,7	13,7	0,2	Sociale bijdragen/parafiscale ontvangsten
Recettes non fiscales	2,5	2,3	2,2	2,0	2,0	2,0	-0,5	Niet-fiscale ontvangsten
Dépenses primaires	-32,9	-33,1	-33,6	-33,7	-34,1	-34,3	-1,5	Primaire uitgaven
Dépenses finales	-28,9	-29,0	-29,4	-29,5	-29,9	-30,2	-1,3	Finale uitgaven
Ensemble des prestations sociales	-21,0	-21,3	-21,6	-21,9	-22,2	-22,4	-1,5	Totaal prestaties Sociale Zekerheid
Autres dépenses de la sécurité sociale	-2,0	-1,9	-1,9	-1,9	-1,9	-1,9	0,0	Andere uitgaven Sociale Zekerheid
Budget des dépenses primaires et OIP	-5,9	-5,8	-5,8	-5,7	-5,8	-5,8	0,2	Primaire uitgaven begroting & ION
Transferts fiscaux nets	-4,0	-4,2	-4,2	-4,2	-4,2	-4,2	-0,2	Nettobudgettaire transferten
Non réparti	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Onverdeeld
Solde primaire	-1,2	-1,9	-2,3	-2,8	-3,1	-3,4	-2,2	Primair saldo
Charges d'intérêts	-1,6	-1,7	-1,8	-2,0	-2,1	-2,3	-0,7	Interestlasten
Solde de financement	-2,9	-3,6	-4,2	-4,7	-5,2	-5,7	-2,9	Vorderingensaldo

Le solde de financement de l'Entité I est estimé sur base des chiffres toujours provisoires à -18.687 millions EUR en 2023, soit -3,2 % du PIB.

Le solde de financement de l'Entité I en 2024 est estimé à -17.261 millions EUR, soit -2,9 % du PIB. Il s'agit d'une amélioration de 1.426 millions EUR ou 0,4 point de pourcentage du PIB par rapport aux résultats provisoires pour l'année 2023. En raison des mesures non réparties, qui améliorent le solde de l'Entité I de 309 millions EUR en 2023, les soldes du pouvoir fédéral et de la sécurité sociale doivent être considérés comme partiels. Le solde partiel du pouvoir fédéral s'établit à -18.160 millions EUR ou -3,0 % du PIB, ce qui représente une amélioration de 1.820 millions EUR par rapport à 2023. Le solde partiel de la sécurité sociale atteint quant à lui 590 millions EUR, ce qui représente une détérioration de 703 millions EUR par rapport à 2023. Le montant de 309 millions EUR relatif aux mesures non réparties qui impactent le solde de financement de l'entité I se décompose comme suit :

- Fraude : 300 millions EUR (il s'agit de 300 millions EUR supplémentaires conformément à la notification initiale) ;
- Efficacité de la sécurité sociale : 30 millions EUR (il s'agit de 30 millions EUR supplémentaires, conformément à la notification initiale) ;
- Publications papier : -19 millions EUR ;
- Crédits résiduels « plan vélo » : -2 millions EUR.

Si le résultat pour l'année 2024 est comparé aux estimations du budget initial, le solde de financement de l'Entité I s'améliore de 126 millions EUR. Le solde de financement du pouvoir fédéral se détériore

de 200 millions EUR alors que le solde de financement de la sécurité sociale s'améliore de 301 millions EUR. Les mesures non réparties passent quant à elles de +285 millions EUR à +309 millions EUR.

Pour la période 2024-2029, le solde de financement de l'Entité I passe de -17.261 millions EUR ou -2,9 % du PIB à -40.474 millions EUR ou -5,7 % du PIB, soit une détérioration de 23.214 millions EUR ou 2,9 point de pourcentage du PIB. Le solde de financement du pouvoir fédéral passe quant à lui de -18.160 millions EUR ou -3,0 % du PIB à -34.315 millions EUR ou -4,9 % du PIB, soit une détérioration de 16.155 millions EUR ou 1,9 point de pourcentage du PIB. Le solde de financement de la sécurité sociale passe de 590 millions EUR à -6.441 millions EUR. Cette évolution est influencée par la méthodologie utilisée pour déterminer le montant des dotations d'équilibre versées aux gestions globales des travailleurs salariés et indépendants.

Entre 2024 et 2029, les mesures non réparties passent de 309 millions EUR à 281 millions EUR. En 2029, ces dernières intègrent notamment les gros postes suivants :

- Fraude : 300 millions EUR ;
- Efficacité de la sécurité sociale : 30 millions EUR ;
- Crédits résiduels « plan vélo » : -49 millions EUR.

Les estimations du solde de financement de l'Entité I pour la période 2024-2026 sont en ligne avec les estimations des autres institutions. À partir de 2027, les estimations évoluent beaucoup plus négativement par rapport, notamment, au Bureau fédéral du Plan.

Ainsi, l'estimation de la croissance moyenne des recettes fédérales est légèrement inférieure.

Du côté des dépenses, les charges d'intérêt sont estimées plus élevées, de même que la croissance moyenne de certaines prestations sociales (par exemple les pensions et les indemnités d'invalidité) et de certaines dépenses sociales incluses dans les dépenses primaires (GRAPA et personnes handicapées).

1.2 Estimation du solde nominal pour l'ensemble des pouvoirs publics

Les tableaux suivants présentent les estimations du solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics pour la période 2024-2029.

Les données relatives à l'entité II proviennent du budget économique 2024 et des perspectives économiques 2025-2029 de février 2024 du Bureau fédéral du Plan et ont été adaptées concernant les Communautés et Régions en tenant compte de la différence d'estimation de l'IPP régional en SEC entre le BFP et le SPF Finances.

Tableau 5 : Solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics (2023-2024)

	2023	2024	2024	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	
	Mon. 03/24	Initial	Mon. 03/24			
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24 (1)	Initieel (2)	Mon. 03/24 (3)			(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
Pouvoir fédéral	-19.980	-17.960	-18.160	1.820	-200	Federale overheid
Sécurité sociale	1.293	289	590	-703	301	Sociale zekerheid
Mesures non réparties	0	285	309	309	25	Onverdeelde maatregelen
Entité I	-18.687	-17.386	-17.261	1.426	126	Entiteit I
Communautés et Régions	-7.345	-8.703	-8.385	-1.040	318	Gemeenschappen en Gewesten
Pouvoirs locaux	-400	-1.152	-815	-415	338	Lokale overheden
Entité II	-7.745	-9.855	-9.199	-1.455	656	Entiteit II
Corrections non réparties ensemble des pouvoirs publics	0	-218	-182	-182	36	Onverdeelde correcties gezamenlijke overheid
Ensemble des pouvoirs publics	-26.431	-27.460	-26.642	-211	818	Gezamenlijke overheid
	% PIB - % bbp					
Pouvoir fédéral	-3,4	-3,0	-3,0	0,4	0,0	Federale overheid
Sécurité sociale	0,2	0,0	0,1	-0,1	0,0	Sociale zekerheid
Mesures non réparties	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	Onverdeelde maatregelen
Entité I	-3,2	-2,9	-2,9	0,4	0,0	Entiteit I
Communautés et Régions	-1,3	-1,4	-1,4	-0,1	0,1	Gemeenschappen en Gewesten
Pouvoirs locaux	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	0,1	Lokale overheden
Entité II	-1,3	-1,6	-1,5	-0,2	0,1	Entiteit II
Corrections non réparties ensemble des pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Onverdeelde correcties gezamenlijke overheid
Ensemble des pouvoirs publics	-4,5	-4,6	-4,4	0,1	0,2	Gezamenlijke overheid

Tableau 6 : Solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics (2024-2029)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	'29 vs. '24	
	Mon. 03/24	Différence						
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24	Verschil	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)					
Pouvoir fédéral	-18.160	-22.979	-25.241	-28.510	-31.260	-34.315	-16.155	Federale overheid
Sécurité sociale	590	361	-1.907	-3.300	-4.981	-6.441	-7.031	Sociale zekerheid
Mesures non réparties	309	271	267	286	283	281	-28	Onverdeelde maatregelen
Entité I	-17.261	-22.347	-26.881	-31.524	-35.959	-40.474	-23.214	Entiteit I
Communautés et Régions	-8.385	-7.205	-7.044	-5.704	-4.852	-4.079	4.306	Gemeenschappen en Gewesten
Pouvoirs locaux	-815	-425	-145	-80	139	-50	765	Lokale overheden
Entité II	-9.199	-7.629	-7.189	-5.783	-4.714	-4.129	5.070	Entiteit II
Corrections non réparties ensemble des pouvoirs publics	-182	-158	-157	-156	-155	-154	28	Onverdeelde correcties gezamenlijke overheid
Ensemble des pouvoirs publics	-26.642	-30.135	-34.227	-37.463	-40.827	-44.757	-18.115	Gezamenlijke overheid
	% bbp - % PIB							
Pouvoir fédéral	-3,0	-3,7	-3,9	-4,3	-4,6	-4,9	-1,9	Federale overheid
Sécurité sociale	0,1	0,1	-0,3	-0,5	-0,7	-0,9	-1,0	Sociale zekerheid
Mesures non réparties	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Onverdeelde maatregelen
Entité I	-2,9	-3,6	-4,2	-4,7	-5,2	-5,7	-2,9	Entiteit I
Communautés et Régions	-1,4	-1,2	-1,1	-0,9	-0,7	-0,6	0,8	Gemeenschappen en Gewesten
Pouvoirs locaux	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	Lokale overheden
Entité II	-1,5	-1,2	-1,1	-0,9	-0,7	-0,6	0,9	Entiteit II
Corrections non réparties ensemble des pouvoirs publics	0,0	Onverdeelde correcties gezamenlijke overheid						
Ensemble des pouvoirs publics	-4,4	-4,8	-5,3	-5,6	-6,0	-6,3	-1,9	Gezamenlijke overheid

Le solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics est estimé sur base des chiffres toujours provisoires à -26.431 millions EUR en 2023, soit -4,5 % du PIB.

En 2024, le solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics est estimé à -26.642 millions EUR, soit -4,4 % du PIB. Il s'agit d'une détérioration de 211 millions EUR par rapport au résultat provisoire pour l'année 2023.

Par rapport aux données pour l'année 2024 présentées dans le cadre du budget initial, le déficit de l'ensemble des pouvoirs publics diminue de 818 millions EUR ou 0,2 point de pourcentage du PIB.

Sur la période 2024-2029, le solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics se détériore et passe de -26.642 millions EUR à -44.757 millions EUR. Exprimé en pourcentage du PIB, le déficit de l'ensemble des pouvoirs publics passe de -4,4 % du PIB à -6,3 % du PIB.

1.3 Estimation du solde primaire structurel pour l'ensemble des pouvoirs publics

Dans le cadre du réexamen de la gouvernance économique (RGE), la Commission européenne a mis l'accent sur le concept de solde primaire structurel. Pour passer du solde nominal au solde structurel, il est nécessaire de neutraliser l'impact de la conjoncture et l'impact des mesures ponctuelles (« one off ») ainsi que de tenir compte de la correction pour les transferts aux entités fédérées (concept CSF). Pour passer du solde structurel au solde primaire structurel, il est nécessaire de neutraliser l'impact des charges d'intérêt.

L'estimation du solde primaire structurel pour l'ensemble des pouvoirs publics pour les années 2024 à 2029 est présentée dans les tableaux suivants.

Tableau 7 : Solde structurel de l'ensemble des pouvoirs publics (2023-2024)

(en millions EUR)	2023	2024	2024	Différence	Différence	
	Mon. 03/24	Initial	Mon. 03/24			
	-	-	-	-	-	
	Mon. 03/24	Initieel	Mon. 03/24	Vershil	Vershil	
(en millions EUR)	(1)	(2)	(3)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	(in miljoen EUR)
Entité I						Entiteit I
Solde de financement	-18.687	-17.386	-17.261	1.426	126	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-6.685	-5.242	-6.143	542	-901	Structureel primair saldo
Entité II						Entiteit II
Solde de financement	-7.745	-9.855	-9.199	-1.455	656	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-8.115	-6.760	-6.401	1.715	359	Structureel primair saldo
Corrections non réparties ensemble des pouvoirs publics	0	-218	-182	-182	36	Onverdeelde correcties gezamenlijke overheid
Ensemble des pouvoirs publics						Gezamenlijke overheid
Solde de financement	-26.431	-27.460	-26.642	-211	818	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-14.803	-12.223	-12.729	2.074	-505	Structureel primair saldo
PIB	583.775	602.482	605.569	21.794	3.087	bbp
(en % PIB)	2023	2024	2024	Différence	Différence	
	Mon. 03/24	Initial	Mon. 03/24			
	-	-	-	-	-	
	Mon. 03/24	Initieel	Mon. 03/24	Vershil	Vershil	
(en % PIB)	(1)	(2)	(3)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	(in % bbp)
Entité I						Entiteit I
Solde de financement	-3,2	-2,9	-2,9	0,4	0,0	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-1,1	-0,9	-1,0	0,1	-0,1	Structureel primair saldo
Entité II						Entiteit II
Solde de financement	-1,3	-1,6	-1,5	-0,2	0,1	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-1,4	-1,1	-1,1	0,3	0,1	Structureel primair saldo
Corrections non réparties ensemble des pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Onverdeelde correcties gezamenlijke overheid
Ensemble des pouvoirs publics						Gezamenlijke overheid
Solde de financement	-4,5	-4,6	-4,4	0,1	0,2	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-2,5	-2,0	-2,1	0,4	-0,1	Structureel primair saldo

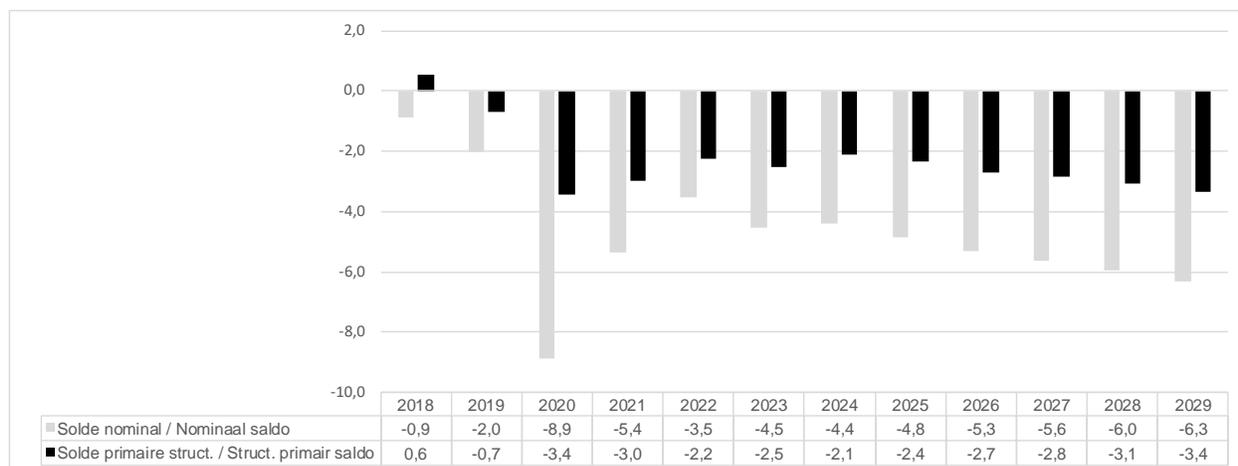
Tableau 8 : Solde structurel de l'ensemble des pouvoirs publics (2024-2029)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	29 vs. 24	
	Mon. 03/24	Différence						
(en millions EUR)	Mon. 03/24	Vershil	(in miljoen EUR)					
Entité I								Entiteit I
Solde de financement	-17.261	-22.347	-26.881	-31.524	-35.959	-40.474	-23.214	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-6.143	-10.245	-13.926	-17.196	-20.739	-24.043	-17.900	Structureel primair saldo
Entité II								Entiteit II
Solde de financement	-9.199	-7.629	-7.189	-5.783	-4.714	-4.129	5.070	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-6.401	-4.297	-3.406	-1.530	-222	530	6.931	Primair structureel saldo
Corrections non réparties ensemble des pouvoirs publics	-182	-158	-157	-156	-155	-154	28	Onverdeelde correcties gezamenlijke overheid
Ensemble des pouvoirs publics								Gezamenlijke overheid
Solde de financement	-26.642	-30.135	-34.227	-37.463	-40.827	-44.757	-18.115	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-12.729	-14.703	-17.492	-18.886	-21.119	-23.670	-10.941	Structureel primair saldo

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	29 vs. 24	
	Mon. 03/24	Différence						
(en % PIB)	Mon. 03/24	Vershil	(in % bbp)					
Entité I								Entiteit I
Solde de financement	-2,9	-3,6	-4,2	-4,7	-5,2	-5,7	-2,9	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-1,0	-1,6	-2,2	-2,6	-3,0	-3,4	-2,4	Structureel primair saldo
Entité II								Entiteit II
Solde de financement	-1,5	-1,2	-1,1	-0,9	-0,7	-0,6	0,9	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-1,1	-0,7	-0,5	-0,2	0,0	0,1	1,1	Primair structureel saldo
Corrections non réparties ensemble des pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Onverdeelde correcties gezamenlijke overheid
Ensemble des pouvoirs publics								Gezamenlijke overheid
Solde de financement	-4,4	-4,8	-5,3	-5,6	-6,0	-6,3	-1,9	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-2,1	-2,4	-2,7	-2,8	-3,1	-3,4	-1,2	Structureel primair saldo

Le graphique suivant présente l'évolution des soldes nominal et primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics entre 2018 et 2029.

Graphique 1 : Soldes nominal et structurel de l'ensemble des pouvoirs publics (2018-2029)



1.4 Estimation du taux d'endettement

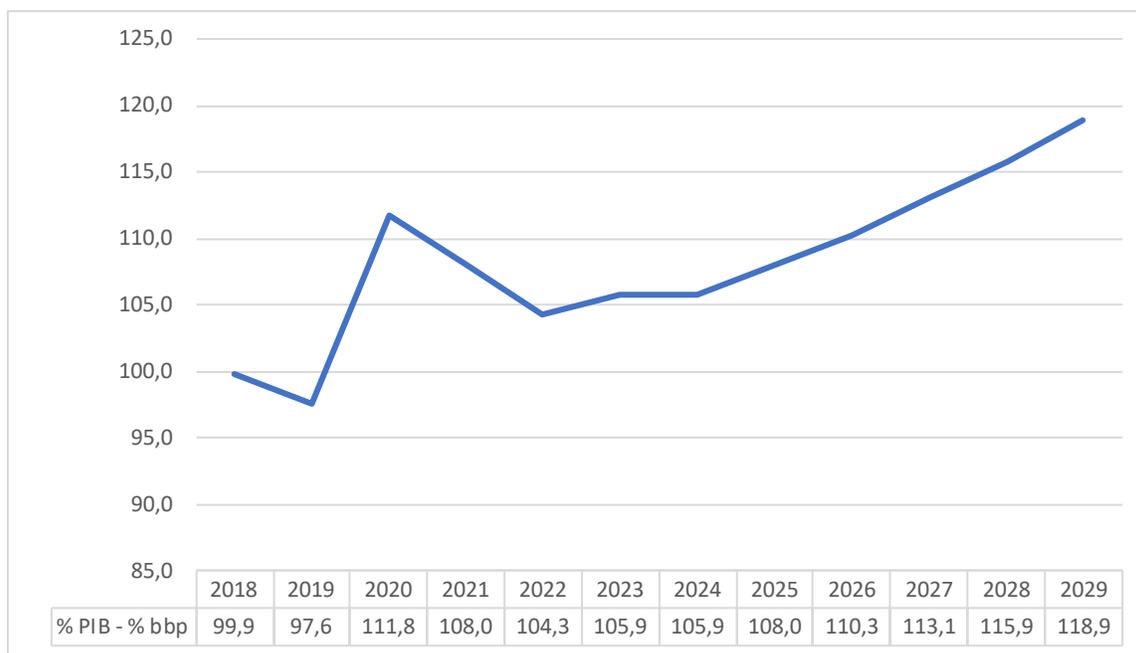
Le tableau suivant présente l'estimation de l'évolution du taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics pour la période 2022-2029.

Tableau 9 : Taux d'endettement (2022-2029)

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
	ICN	Mon. 03/24							
	-	-	-	-	-	-	-	-	
	INR	Mon. 03/24							
(en % PIB)									(in % bbp)
Taux d'endettement	104,3	105,9	105,9	108,0	110,3	113,1	115,9	118,9	Schuldgraad
Variation du taux d'endettement	-3,6	1,5	0,0	0,0	2,2	2,3	2,7	2,8	Verandering schuldgraad
Facteurs endogènes	-5,4	-0,8	0,6	0,6	1,6	1,9	2,4	2,5	Endogene factoren
Facteurs exogènes	1,8	2,3	-0,6	-0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	Exogene factoren

Le graphique ci-dessous, quant à lui, présente l'évolution du taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics pour la période 2018-2029.

Graphique 2 : Evolution du taux d'endettement depuis 2018



Le taux d'endettement en 2023 est estimé à 105,9 % du PIB. En 2024, le taux d'endettement est stable.

À partir de 2024, le taux d'endettement augmente pour atteindre 118,9 % du PIB en 2029.

2 Environnement économique

Le 15 février 2024, le Bureau fédéral du Plan a publié le « Budget économique 2024 » et les « Perspectives économiques 2023-2029 » qui estiment les paramètres macroéconomiques jusqu'en 2029. Ces deux publications servent de base aux prévisions budgétaires du présent rapport.

Cette projection macroéconomique ne tient compte que des mesures dont les modalités étaient connues avec suffisamment de précision le 9 février 2023.

2.1 Environnement international

Croissance économique

Selon les projections de janvier du FMI, la croissance économique mondiale a ralenti en 2023 pour atteindre 3,1 %, alors qu'en 2022, elle atteignait 3,5 %. En effet, les tensions géopolitiques persistantes ainsi que les hausses de taux d'intérêt décidées par plusieurs banques centrales afin de maîtriser l'inflation ont pesé sur la croissance économique. Les prévisions pour 2024 et 2025 indiquent une croissance proche de celle de 2023 (respectivement 3,1 % et 3,2 %). Ces prévisions sont en dessous de la moyenne historique 2000-2019 qui est de 3,8 %. Cela s'explique, d'une part, par le déclin de la croissance démographique et de la productivité et d'autre part, par le durcissement des politiques monétaires pour lutter contre l'inflation ainsi que le retrait des dispositifs d'aide budgétaire qui pèsent sur l'activité économique dans un contexte de fort endettement.

L'économie américaine s'est montrée plus que résiliente en 2023. Effectivement, malgré les fortes hausses de taux d'intérêt décidée par la Federal Reserve Bank (Fed), la loi sur la réduction de l'inflation (« Inflation Reduction Act ») de 2022 a permis, via des subventions, de soutenir les investissements. De plus, la consommation privée est restée robuste car les Américains ont puisé dans leur épargne. Tout cela permet aux États-Unis d'enregistrer une croissance économique de 2,5 % en 2023. Pour 2024 et 2025, le FMI estime que la croissance ralentirait à 2,1 % puis 1,7 % au vu des effets décalés du resserrement de la politique monétaire, du rééquilibrage progressif des finances publiques et de l'atténuation des pénuries de main-d'œuvre qui ralentissent la demande globale.

L'économie chinoise a connu une reprise économique de courte durée après la levée des mesures contre le Covid-19 en décembre 2022. En effet, le marché immobilier en berne instaure un climat d'insécurité qui pèse sur les investissements et la consommation des ménages. Toutefois, le gouvernement chinois a mis en place un appui budgétaire afin de maintenir la croissance économique. Le FMI indique que la croissance économique de la Chine a atteint 5,2 % en 2023 et devrait ralentir à 4,6 % en 2024 et 4,1 % en 2025.

L'Union Européenne et la zone euro ont fait face en 2023 à un contexte de baisse du pouvoir d'achat des ménages (dû à une croissance des salaires inférieure à l'inflation), d'effondrement de la demande extérieure, de resserrement monétaire et de retrait partiel du soutien budgétaire. En outre, les effets persistants des prix élevés de l'énergie et la faiblesse des investissements des entreprises et de l'industrie manufacturière compte tenu de leur sensibilité aux taux d'intérêt ont également plombé la croissance économique. Par conséquent, tant l'Union Européenne que la zone euro enregistrent une croissance économique de seulement 0,5 %. Grâce au regain de dynamisme de la demande

extérieure, à la reprise de la consommation des particuliers (portée par la hausse des salaires réels) ainsi qu'aux différents programmes de relance qui vont soutenir les investissements (transition énergétique, digitalisation et infrastructures), l'Union Européenne et la zone euro devraient connaître une croissance économique plus prononcée en 2024 et 2025 à savoir respectivement 0,9 % et 0,8 % puis 1,7 % et 1,5 %.

Notons que ces prévisions s'insèrent dans un climat international incertain. De fait, les évolutions tant de la guerre en Ukraine et en Palestine que de la situation économique en Chine seront des facteurs déterminants pour les perspectives économiques futures. De plus, la vitesse du repli de l'inflation impactera de manière significative la reprise économique.

Evolution des prix

Après la hausse considérable de l'inflation en 2021 et 2022 causée par la crise énergétique et la reprise économique post-Covid, l'inflation a connu fin 2023 et début 2024 un reflux important. En effet, la chute brutale des prix de l'énergie, en 2023, a été suivie d'une modération généralisée et plus rapide que prévu des pressions inflationnistes. Effectivement, les stocks de gaz naturel importants, le temps relativement clément et l'approvisionnement régulier du continent européen en gaz naturel liquéfié ont permis une baisse des prix du gaz naturel et de l'électricité. Les prix de l'énergie devraient donc encore baisser et ce malgré la hausse des coûts de transport causé par les perturbations commerciales connues en mer Rouge. L'inflation sous-jacente, qui ne tient notamment pas compte de l'évolution des prix des produits énergétiques et des denrées alimentaires fraîches, a atteint un pic en mai 2023 (8,9 %) et diminue depuis lors régulièrement.

En 2022, le prix du pétrole a atteint en moyenne 100,8 USD/baril. Par la suite, le prix du pétrole a diminué progressivement à 82,5 USD/baril en 2023 et devrait atteindre 75,0 USD/baril en 2025. Cette diminution s'explique par la baisse de la demande causée par le ralentissement de la croissance économique mondiale. Sur la période 2026-2029, on s'attend à ce que le prix du pétrole remonte graduellement jusqu'à 96,9 USD/baril.

L'inflation dans la zone euro a atteint 8,4 % en 2022, soit le niveau le plus élevé depuis le début des années 1990. En 2023, l'inflation s'est résorbée à 5,4 % grâce à la baisse des prix de l'énergie et au resserrement de la politique monétaire. C'est à partir de 2024 que la zone euro retrouve une inflation proche de l'objectif de 2,0 %, soit 2,7 %. En 2025, l'inflation de la zone euro devrait s'élever à 2,2 %.

Marchés financiers

L'inflation galopante que l'on a connu en 2021-2022, a poussé les banques centrales à réagir pour ancrer les attentes d'inflation à des niveaux plus raisonnables. Depuis mars 2022, la Federal Reserve Bank (Fed) a amorcé un relèvement de ses taux directeurs jusqu'à atteindre des taux d'intérêt entre 5,25 % et 5,50 %. La Banque Centrale Européenne (BCE), quant à elle, a commencé à relever ses taux directeurs à partir de juillet 2022. C'est le premier resserrement de la politique monétaire européenne en près de 11 ans, induisant ainsi la fin des taux d'intérêt négatifs. Depuis, le relèvement des taux d'intérêt (de refinancement, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt) s'est poursuivi pour atteindre 4,50 %, 4,75 % et 4,0 % au 20 septembre 2023. Les marchés s'attendent à ce que le pic en termes de relèvement des taux directeurs soit atteint. De plus, c'est à partir du second semestre 2024 qu'on devrait connaître un reflux des taux directeurs.

Le taux d'intérêt de la zone euro sur les obligations d'État à 10 ans remonte à 1,8 % en 2022 après avoir connu des niveaux historiquement bas en 2020 et 2021. Pour 2023, le taux d'intérêt à long terme continue de remonter à 3,1 % et devrait se maintenir proche des 3,0 % à l'horizon 2029. Le taux d'intérêt de court terme (Euribor 3 mois), quant à lui, remonte de manière plus modérée en 2022 (0,3 %) puis prononcée en 2023 (3,4 %) avant de redescendre progressivement pour atteindre 2,1 % en 2029.

Le dollar a perdu beaucoup de terrain par rapport à l'euro en 2021 (118,3 dollars/100 EUR). En 2022, le dollar a connu une appréciation sous l'influence d'un resserrement monétaire de la banque centrale américaine (FED) (105,4 dollars/100 EUR). Par la suite, on a constaté une appréciation de l'euro face au dollar (108,2 dollars/100 EUR en 2023). Cette tendance devrait se poursuivre en 2024. À partir de 2025, les taux de change devraient se stabiliser à 111,3 dollars/100 EUR.

2.2 Belgique

Croissance économique

Les principaux paramètres économiques de la Belgique pour la période 2022-2029 sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 10 : Prévisions macroéconomiques selon le Bureau fédéral du Plan

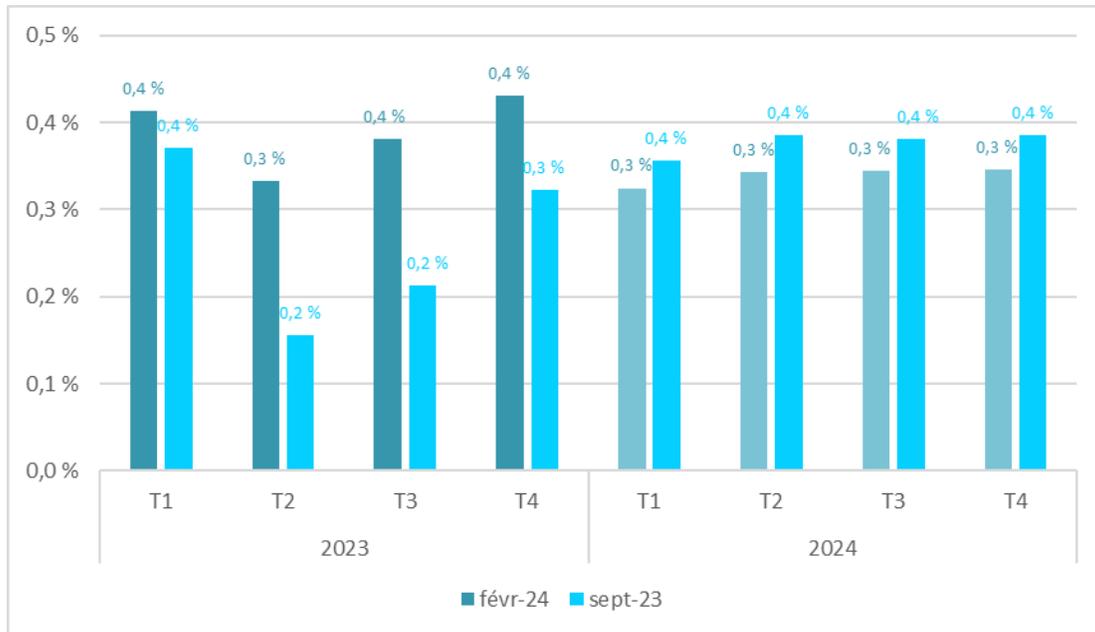
<i>Pourcentages de variation du volume, sauf indication contraire</i>	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	<i>Wijzigingspercentages in volume, tenzij anders vermeld</i>
Dépenses de consommation finale privée	3,2	1,4	1,8	1,7	1,5	1,5	1,4	1,4	Consumptieve bestedingen van de particulieren
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	4,2	-0,1	0,7	1,0	1,2	1,2	1,3	1,1	Consumptieve bestedingen van de overheid
Formation brute de capital fixe	-0,2	5,6	3,6	1,2	1,9	1,0	1,6	1,8	Brutovorming van vast kapitaal
a. Investissement des entreprises	1,1	9,0	3,6	2,3	2,2	1,8	1,9	1,8	a. Bedrijfsinvesteringen
b. Investissement public	-1,6	5,7	13,4	-4,1	1,4	-4,4	0,4	2,0	b. Overheidsinvesteringen
c. Investissement résidentiel	-3,2	-5,2	-2,5	0,5	1,4	1,2	1,3	1,3	c. Investerings in woongebouwen
Variations des stocks (contribution à la croissance du PIB)	0,4	0,3	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Veranderingen in voorraden (bijdrage tot de bbp-groei)
Demande intérieure totale	3,0	2,4	1,8	1,4	1,6	1,3	1,4	1,4	Totale binnenlandse vraag
Exportations de biens et de services	4,9	-3,3	-0,5	2,3	3,3	2,9	2,8	2,8	Uitvoer van goederen en diensten
Importations de biens et services	4,9	-2,3	0,0	2,5	3,4	2,9	2,8	2,9	Invoer van goederen en diensten
Exportations nettes (contribution à la croissance du PIB)	0,1	-0,9	-0,4	-0,1	-0,2	0,0	-0,1	-0,1	Netto-uitvoer (bijdrage tot bbp-groei)
Produit intérieur brut	3,0	1,5	1,4	1,3	1,4	1,3	1,4	1,3	Bruto binnenlands product
déflateur du PIB	5,9	3,8	2,3	1,8	1,8	1,7	1,8	1,7	Bbp-deflator
Indice national des prix à la consommation	9,6	4,1	2,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	Nationaal indexcijfer der consumptieprijzen
Indice santé	9,3	4,3	2,9	1,9	1,8	1,8	1,8	1,8	Gezondheidsindex
Revenu disponible réel des particuliers	-1,9	3,6	2,1	1,5	1,4	1,3	1,3	1,3	Reël beschikbaar inkomen van de particulieren
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	12,9	14,6	14,9	14,8	14,7	14,5	14,4	14,3	Spaarquote van de particulieren (in % beschikbaar inkomen)
Évolution de l'emploi (en milliers)	103,7	41,1	33,0	38,4	44,9	42,9	46,2	47,2	Evolutie werkgelegenheid (in duizendtallen)
Taux de chômage (définition du BFP, en %)	8,1	8,6	8,9	9,0	9,0	8,8	8,5	8,2	Werkloosheidsgraad (definitie FPB, in %)
Saldo des transactions courantes avec le reste du monde (en % du PIB)	-1,0	-0,5	-0,3	-0,3	-0,7	-0,8	-1,0	-1,1	Saldo lopende verrichtingen met buitenland (in % bbp)
Taux de change de l'euro en dollars (nombre de dollars/100 euros)	105,4	108,2	109,6	111,3	111,3	111,3	111,3	111,3	Wisselkoers van de euro in dollar (aantal dollars/100 euro)

Face à un contexte international challengeant, la Belgique a su faire preuve d'une grande résilience. En effet, elle a enregistré une croissance économique de 3,0 % en 2022 et devrait connaître une croissance économique de 1,5 % et 1,4 % en 2023-2024, contre 0,5 % et 0,8 % de croissance au sein de la zone euro. Cette croissance belge a été rendue possible par la consommation des particuliers ainsi que par les investissements des entreprises qui sont au beau fixe tandis que les exportations nettes et les investissements en logement pèsent sur la croissance. À moyen terme, les prévisions nous indiquent une croissance très stable à 1,3 %/1,4 %.

D'un point de vue trimestriel, le PIB a mieux résisté que prévu tout au long de l'année 2023. De fait, malgré une politique de resserrement monétaire et une demande extérieure en berne, la croissance du PIB belge atteint en moyenne 0,4 % à chaque trimestre. Cela représente une révision à la hausse

de 0,2 point de pourcentage et plus pour les trois derniers trimestres de 2023 par rapport aux estimations de septembre dernier.

Graphique 3 : Croissance trimestrielle du PIB en %



Source : Bureau fédéral du Plan

Composantes des dépenses

La consommation des particuliers s'est maintenue en 2022 (+3,2 %) malgré le fait que le revenu disponible des particuliers a enregistré un recul (-1,9 %) à cause de la forte inflation. Ce résultat s'explique par le fait que les ménages ont puisé dans leur épargne pour maintenir leur niveau de consommation. Pour 2023, la croissance de la consommation privée a ralenti (+1,4 %). Ce ralentissement semble se poursuivre en 2024 (+1,8 %). Cela malgré le fait que le revenu disponible des particuliers croît de manière importante (+3,6 % en 2023 et 2,1 % en 2024). Cette hausse du revenu disponible trouve son origine dans l'effet à retardement de l'indexation (par exemple les salaires du secteur privé) mais aussi par les mesures prises afin d'alléger la facture énergétique pour 2023 et les fortes créations d'emplois. De plus, le taux d'épargne repart à la hausse (de 12,9 % en 2022 à 14,9 % en 2024) étant donné que la hausse des taux d'intérêts rend l'épargne plus attrayante. Sur la période 2025-2029, la consommation des particuliers devrait ralentir progressivement pour atteindre 1,4 %. Une tendance similaire se dégage au niveau du revenu disponible qui se stabilise à moyen terme autour de 1,3 %. Le taux d'épargne, quant à lui, se stabilise juste autour de 14,0 % à l'horizon 2029. Notons que le taux d'épargne se stabilise à un niveau supérieur au niveau historique d'avant la crise du Covid-19 (±12,0 %).

Les investissements résidentiels sont en berne depuis 2022 (-3,2 %). La tendance s'est aggravée en 2023 avec une contraction de 5,2 %. Ce n'est qu'à partir de 2025 que les investissements résidentiels devraient connaître à nouveau une faible croissance (+0,5 %). Cette évolution s'explique par la

remontée des taux hypothécaires et le coût élevé des matériaux de construction. À partir de 2026, la stabilisation des taux d'intérêts et l'augmentation du pouvoir d'achat permettront aux investissements résidentiels d'osciller autour de 1,3 % de croissance.

Les investissements des entreprises ont crû de manière remarquable en 2023 (+9,0 %) et ce, malgré la remontée des taux d'intérêt et un taux d'utilisation des capacités de production industrielle relativement faible. Les marges d'intérêt historiquement élevées depuis la crise du Covid ont permis aux entreprises de s'autofinancer et d'investir dans les domaines tels que la digitalisation et la transition écologique. En outre, les investissements ont été et sont soutenus par les différents plans de relance. En 2024, les investissements des entreprises continuent de croître à un bon rythme (+3,6 %). Par la suite, leur croissance va ralentir graduellement au fil de la fin des plans de relance et atteindre 1,8 % à l'horizon 2029.

Après s'être contractés en 2022 (-1,6 %), les investissements publics devraient connaître une importante croissance jusqu'à atteindre 13,4 % en 2024. Puis, ils devraient connaître deux fortes contractions (environ -4,2 %) entrecoupées de phases de faible croissance (environ +1,0 %). Ce profil d'évolution très volatile trouve son origine dans le cycle électoral des pouvoirs locaux, le timing des plans de relance et le calendrier sporadique des investissements de la Défense.

La consommation publique est marquée par une petite contraction (-0,1 %) en 2023 qui s'explique par la fin des mesures budgétaires de soutien face à la crise énergétique (élargissement du tarif social). Ensuite, la consommation publique se relève et croît de manière relativement constante autour de 1,0 % par an. Ce sont les dépenses de soins de santé induites par le vieillissement de la population qui sont le moteur de la croissance des dépenses publiques à l'horizon 2029.

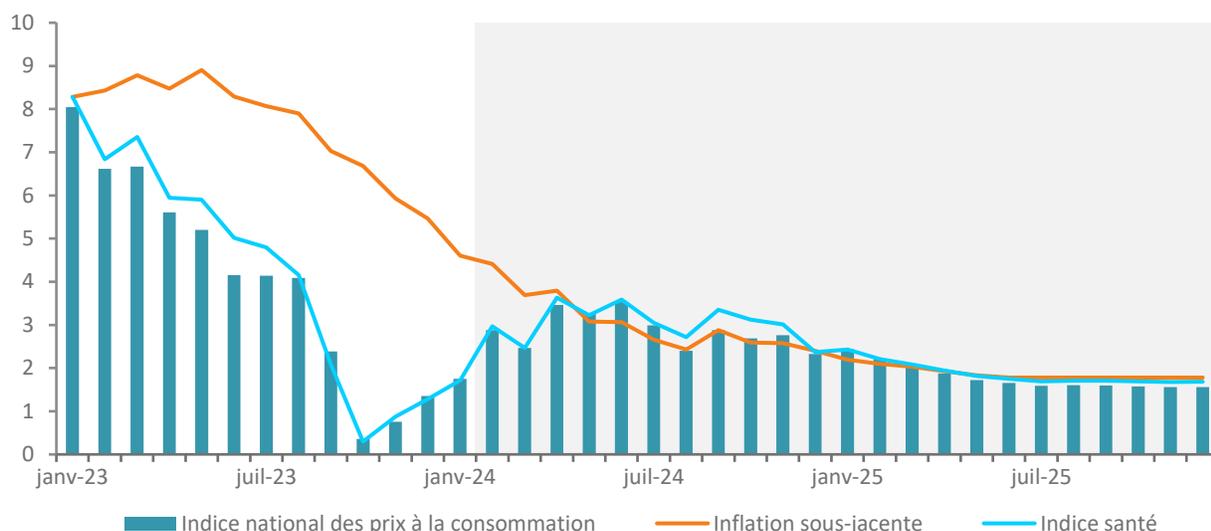
La balance des paiements, a une contribution négative ou nulle à la croissance du PIB sur toute la période de projection. En effet, la croissance du commerce mondial en berne a plombé les exportations belges qui se sont contractées de 3,3 % en 2023. De plus, le manque de compétitivité induit par l'augmentation des coûts salariaux érode grandement les parts de marché jusqu'en 2026.

Inflation

L'inflation a connu une hausse historique en 2021-2022 à cause de l'explosion des prix de l'énergie causée par l'arrêt des importations en provenance de Russie et la forte demande induite par la reprise post-Covid. Au cours de l'année 2023, les craintes de pénurie se sont dissipées, ce qui a permis aux prix de l'énergie tels que celui du gaz naturel et celui de l'électricité de redescendre à des niveaux plus bas entraînant avec eux l'inflation. Cependant, l'inflation s'est propagée vers les autres prix de l'économie tels que la nourriture et les services (via l'indexation des salaires). Par conséquent, l'inflation sous-jacente s'est maintenue à un niveau élevé de manière persistante. Elle a atteint son pic en mai 2023, à près de 9 %. Depuis, l'inflation sous-jacente continue de baisser régulièrement et ce, malgré les récentes perturbations commerciales en mer Rouge.

L'inflation belge, mesurée sur la base de l'indice national des prix à la consommation, a atteint respectivement un niveau de 9,6 % et 4,1 % en 2022 et 2023. En 2024, l'inflation devrait se réduire pour atteindre 2,8 %. À moyen terme, l'inflation se stabilise à 1,8 %.

Graphique 4 : Croissance trimestrielle du PIB en %



Source : Bureau fédéral du Plan

Tout comme l'inflation, l'indice santé connaît un ralentissement de sa croissance en passant de 9,3 % en 2022 à 2,9 % en 2024 puis se stabilise à 1,8 % à l'horizon 2029. Ainsi, alors qu'au cours de l'année 2022, les allocations sociales et les salaires de la fonction publique ont été relevés à cinq reprises de 2,0 %, à partir de 2023, on n'attend plus qu'un saut pivot par année. Le dernier dépassement de l'indice pivot a eu lieu en octobre 2023 et les prochains dépassements devraient se produire en avril 2024, suivi d'avril 2025, avril 2026, juillet 2027, août 2028 et enfin, novembre 2029. Notez qu'on ne tient pas compte de la récente mise à jour des prévisions d'inflation publiée par le Bureau du Plan, indiquant des dépassements prévus pour avril 2024 puis mars 2025.

Marché du travail

L'emploi intérieur a connu une croissance remarquable en 2021-2022 sous l'impulsion de la reprise post-Covid (+103.700 emplois en 2022). L'effet de rattrapage étant arrivé à sa fin, la croissance de l'activité du secteur marchand a fortement ralenti et les créations d'emploi du secteur public sont moins importantes. Par conséquent, en 2023, seuls 41.100 nouveaux emplois ont vu le jour. En 2024, on s'attend à 33.000 nouveaux emplois. À l'horizon 2029, la création annuelle d'emploi remonterait lentement pour atteindre 47.200 nouveaux emplois.

Le taux d'emploi (définition EFT1) connaît une augmentation progressive tout au long de la période de projection. Il est estimé à 71,9 % en 2022 et devrait atteindre 74,3 % en 2029.

Sur la période 2022-2025, le taux de chômage (selon la définition administrative) devrait croître pour passer de 8,1 % à 9,0 %. Cette hausse s'explique principalement par l'élargissement du groupe cible

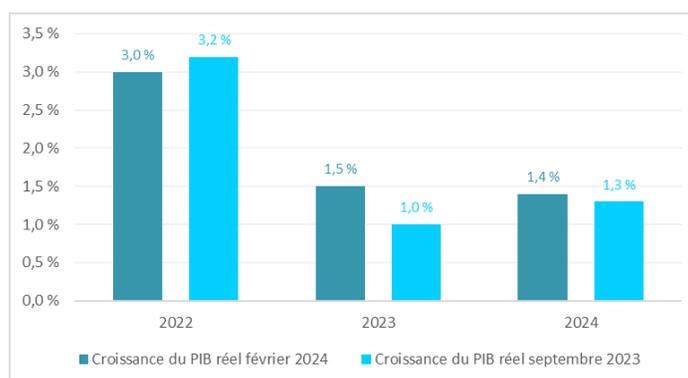
¹ EFT = Enquête sur les forces de travail.

des demandeurs d'emploi pour les services régionaux de l'emploi. À l'horizon 2029, le taux de chômage devrait se replier jusqu'à 8,2 %.

Comparaison avec les estimations de septembre

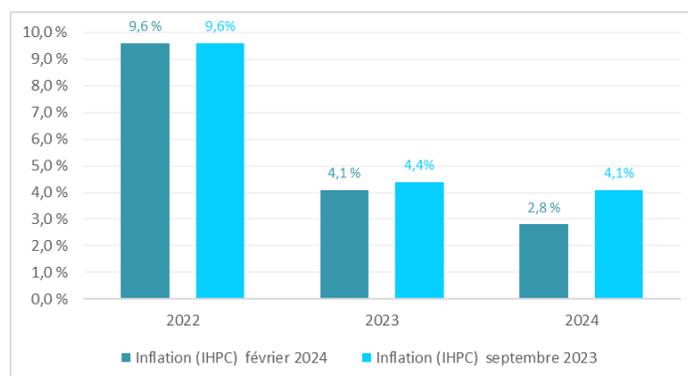
En comparaison avec le budget économique de septembre 2023, les données de croissance ont été revues à la baisse pour 2022 et à la hausse pour 2023 et 2024. L'évolution pour 2022 s'explique par une révision à la baisse tant des exportations nettes que de la demande nationale. Les révisions à la hausse de 2023 et 2024 trouvent leur origine dans les investissements plus importants qu'initialement prévus.

Graphique 5 : Comparaison des estimations de croissance



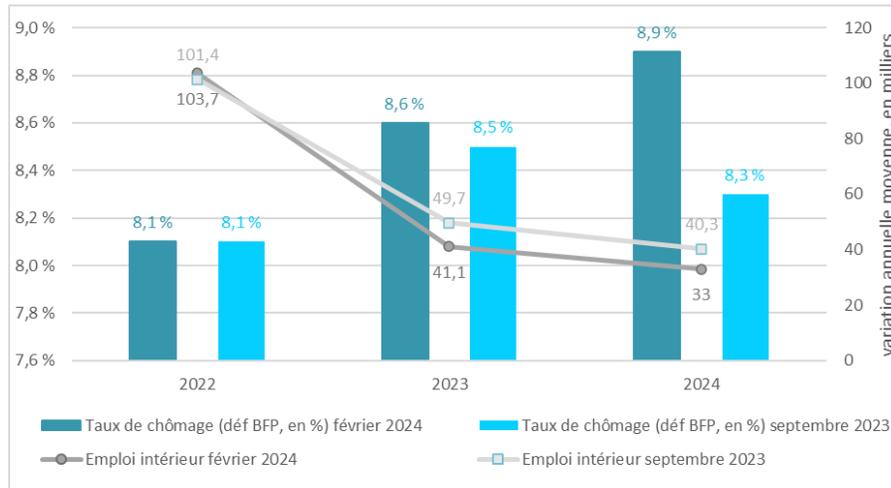
En comparaison avec le budget économique de septembre 2023, on constate que l'inflation a été revue à la baisse pour 2023 et 2024.

Graphique 6 : Comparaison des estimations d'inflation



En comparaison avec le budget économique de septembre 2023, on constate d'une part que le taux de chômage a été revu à la hausse surtout pour 2024. Cette hausse s'explique par l'élargissement du groupe cible des demandeurs d'emploi pour les services régionaux de l'emploi. D'autre part, concernant la création de nouveaux emplois, on constate une révision à la baisse par rapport aux estimations de septembre.

Graphique 7 : Comparaison des estimations de chômage et de création d'emploi



Comparaison du budget économique avec les perspectives de la Commission européenne

Une comparaison est effectuée entre les chiffres macro-économiques des prévisions d'hiver de la Commission européenne du 15 février 2024 et le budget économique de février 2024.

Le budget économique prévoit une croissance de l'économie de 1,5 % pour 2023, suivie d'une croissance de 1,4 % en 2024 et de 1,3 % en 2025. La Commission européenne part sur un profil de croissance très proche, avec la même croissance pour 2023 et 2024 suivi d'une croissance comparativement un peu plus forte en 2025 (+1,5 %).

Concernant l'estimation de l'inflation, elle est mesurée par l'indice national des prix à la consommation dans le budget économique tandis que la Commission européenne se base sur l'indice harmonisé des prix à la consommation. Cela explique la différence au niveau des estimations de l'inflation en 2023. D'un côté, le budget économique table sur une inflation qui se réduit progressivement. De l'autre côté, la Commission européenne s'attend à un rebond de l'inflation en 2024.

Tableau 11 : Comparaison des prévisions faites par la Commission Européenne et le Bureau du Plan

	Projections économiques (février 2024) Economische projecties (februari 2024)			Economic Forecast (Winter 2024)			
	2023	2024	2025	2023	2024	2025	
<i>Pourcentages de variation du volume</i>							<i>Wijzigingspercentages in volume</i>
Produit intérieur brut	1,5	1,4	1,3	1,5	1,4	1,5	Bruto binnenlands product
Inflation	4,1	2,8	1,8	2,3	3,5	2,3	Inflatie

3 Het Europees kader

De herziening van het Europees begrotingskader zit momenteel in haar laatste fase. Er moet van uitgegaan worden dat het nieuwe kader nog voor de zomer van dit jaar in werking zal treden. Zolang het nieuwe Europese begrotingskader niet is afgerond, blijft het huidige kader van toepassing. Daarom wordt onder dit hoofdstuk eerst nog summier de principes van het huidige kader in herinnering gebracht, alvorens de belangrijkste elementen uit het herziene kader aan te halen. Tot slot worden de landspecifieke aanbevelingen die de Europese Raad vorige zomer voor België maakte, hernomen, alsook de beoordeling door de Europese Commissie van het ontwerpbegrotingsplan die eind november werd gepubliceerd.

3.1 Het huidige begrotingskader

De huidige begrotingsregels werden vastgelegd in het Stabiliteits- en Groeipact (SGP). Het SGP bestaat uit een correctief en een preventief luik. Binnen het correctief luik moet een lidstaat voldoen aan een regel met betrekking tot het nominaal saldo en aan een schuldregel. Binnen het preventief luik van het stabiliteits- en groeipact moet een lidstaat voldoen aan een regel met betrekking tot het structureel saldo en aan een uitgavenregel.

3.1.1 Correctieve luik

De primaire rechtsgrondslag van het correctieve luik van het SGP is artikel 126 van het Verdrag betreffende de werking van Europese Unie (VWEU) en Protocol nr. 12 bij het Verdrag. Artikel 126 van het VWEU bepaalt dat de lidstaten buitensporige tekorten moeten vermijden en definieert begrotingsdiscipline in termen van naleving van specifieke grenzen voor overheidstekorten en schuldenniveaus. Het bevat ook de stappen die moeten worden ondernomen als aan één of beide voorwaarden niet wordt voldaan. De referentiewaarden waarop de tekort- en schuldcriteria zijn gebaseerd, zijn vastgelegd in Protocol nr. 12:

- 3 % voor de verhouding tussen het geplande of feitelijke overheidstekort en het bruto binnenlands product tegen marktprijzen;
- 60 % voor de verhouding tussen de overheidsschuld en het bruto binnenlands product tegen marktprijzen.

Een lidstaat voldoet niet aan het tekortcriterium als het overheidstekort groter is dan 3 % van het bbp.

Een lidstaat voldoet niet aan het schuld criterium als de overheidsschuld groter is dan 60 % van het bbp en niet voldoende afneemt om 60% van het bbp in een aanvaardbaar tempo te naderen.

De concepten van "voldoende afnemend" en "aanvaardbaar tempo" zijn in Verordening (EG) 1467/97 gedefinieerd als zijnde voldaan indien "het verschil [van de schuldgraad] ten opzichte van de referentiewaarde over de voorgaande drie jaar is afgenomen met een gemiddelde snelheid van 1/20e per jaar als benchmark".

3.1.2 Preventieve luik

Naast het correctieve luik dat toeziet op de handhaving van de tekort- en schuldregel is er het preventieve luik dat als doel heeft budgettaire onevenwichten te voorkomen.

De middellangetermijndoelstelling (MTO) en de uitgavenregel maken onderdeel uit van het preventieve luik.

3.1.2.1 De Middellangetermijndoelstelling

Volgens de Europese verordening n° 1466/97 moet een lidstaat met een schuldgraad die hoger is dan 60 % van het bbp, in normale economische tijden, een structurele inspanning doen van meer dan 0,5 procentpunt van het bbp zolang hij zijn middellangetermijndoelstelling niet heeft bereikt. 'Meer' dan 0,5 procentpunt betekent dat een dergelijke lidstaat een structurele inspanning van minstens 0,6 procentpunt van het bbp moet doen. De middellangetermijndoelstelling van België is momenteel vastgelegd op een (structureel) budgettair evenwicht.

3.1.2.2 De uitgavenbenchmark

Volgens de Europese verordening n° 1466/97 beoordelen de raad en de Commissie of het groeipad van de overheidsuitgaven, gezien in samenhang met het effect van de genomen of geplande maatregelen aan de ontvangstenzijde, de uitgavenbenchmark niet overschrijdt.

Voor lidstaten die hun middellangetermijndoelstelling nog niet hebben bereikt, ligt de jaarlijkse groei van de uitgaven niet hoger dan een percentage dat lager ligt dan een referentiepercentage van potentiële groei van het bbp op middellange termijn, tenzij de overschrijding door discretionaire maatregelen aan de ontvangstenzijde wordt gecompenseerd.

In de weerhouden uitgaven wordt geen rekening gehouden met rente-uitgaven, uitgaven in het kader van programma's van de Europese Unie die volledig met inkomsten uit fondsen van de Europese Unie worden gefinancierd en cyclische werkloosheidsuitkeringen.

De uitgavenregel is door de EU bepaald op het niveau van de lidstaat en niet op het niveau van de gefedereerde entiteiten. Dit betekent dat de gezamenlijke overheid moet voldoen aan deze regel, maar dat er geen verdeling wordt gegeven over de verschillende individuele overheden. Zolang er geen verdeelsleutel wordt bepaald, kan er dus niet worden nagegaan of een individuele overheid al dan niet voldoet aan de (subnationale) uitgavenregel.

3.1.3 De algemene ontsnappingsclausule

Naar aanleiding van het uitbreken van de coronacrisis werd de algemene ontsnappingsclausule die voorzien is in het huidige begrotingskader geactiveerd op 20 maart 2020.

In perioden van ernstige economische neergang in het eurogebied of in de Unie als geheel, kan het de lidstaten worden toegestaan om tijdelijk af te wijken van het aanpassingstraject richting de MTO mits de houdbaarheid van de begroting op middellange termijn daardoor niet in gevaar komt.

Deze activering van de algemene ontsnappingsclausule heeft geleid tot flexibelere begrotingsregels.

De clausule werd gedeactiveerd eind 2023.

3.2 Herziening van het Europees begrotingskader

Sinds het Verdrag van Maastricht van 1992 heeft het EU-kader voor economisch bestuur lidstaten sturing gegeven bij het uitwerken van hun economische en budgettaire beleidsdoelen, het coördineren van hun economisch beleid, het aanpakken van macro-economische onevenwichtigheden en het waarborgen van gezonde overheidsfinanciën.

Hoewel het kader in de loop van de tijd is geëvolueerd om bepaalde tekortkomingen aan te pakken, is het ook steeds complexer geworden en hebben niet alle instrumenten en procedures de tand des tijds doorstaan.

Het herstel van de COVID-19 pandemie en de gevolgen van de Russische aanvalsoorlog tegen Oekraïne stellen de EU-economie voor nieuwe uitdagingen, tegen een achtergrond van hogere schuld niveaus en rentetarieven en nieuwe investerings- en hervormingsdoelstellingen. Bovendien is het huidige kader in moeilijke tijden te rigide gebleken, waardoor de lidstaten de regels niet in dezelfde mate naleefden.

Daarom heeft de EU haar kader voor economische governance verder geactualiseerd om het klaar te maken voor de toekomst. De onderhandelaars van de Raad en het Europees Parlement hebben op 10 februari een voorlopig politiek akkoord bereikt over de nieuwe regels, die in het voorjaar van 2024 in werking moeten treden.

De belangrijkste doelstellingen van de hervorming zijn:

- zorgen voor gezonde en houdbare overheidsfinanciën;
- groei bevorderen door hervormingen en investeringen.

De nieuwe regels moeten ook bijdragen aan de prioriteiten van de EU. Hieronder vallen onder meer het verwezenlijken van een eerlijke, groene en digitale transitie, het waarborgen van energie-zekerheid, het versterken van de sociale en economische veerkracht en, waar nodig, de opbouw van defensie-vermogens.

3.2.1 Wijzigingen aan het correctieve luik

De referentiewaarden voor het tekort en de schuld worden gehandhaafd:

- 3 % voor de verhouding tussen het geplande of feitelijke overheidstekort en het bruto binnenlands product tegen marktprijzen;
- 60 % voor de verhouding tussen de overheidsschuld en het bruto binnenlands product tegen marktprijzen.

De voorwaarden voor een schending van het tekortcriterium zijn ongewijzigd. Het tekortcriterium wordt namelijk geschonden wanneer het tekort de referentiewaarde van 3% van het bbp overschrijdt.

De voorwaarden voor een schending van het schuld criterium zijn wel gewijzigd. Een lidstaat voldoet niet aan het schuld criterium als de overheidsschuld groter is dan 60 % van het bbp en niet voldoende afneemt om 60% van het bbp in een aanvaardbaar tempo te naderen. De schuldgraad wordt geacht in voldoende mate af te nemen en de referentiewaarde in een bevredigend tempo te benaderen indien de betrokken lidstaat zich aan zijn nettouitgaventraject (zie verder onder punt 3.2.2) houdt. Afwijkingen van de landspecifieke netto-uitgaventrajecten worden daarom geregistreerd op een controlerekening.

3.2.2 Wijzigingen aan het preventieve luik

Om het begrotingskader van de Unie te vereenvoudigen en de transparantie te vergroten, dient **één enkele operationele indicator** die verankerd is in de houdbaarheid van de schuld als basis voor het bepalen van het begrotingstraject en het uitoefenen van jaarlijks begrotingstoezicht voor elke lidstaat. Die ene operationele indicator zal gebaseerd worden op de **nationaal gefinancierde netto primaire uitgaven**, dat wil zeggen de overheidsuitgaven exclusief rente-uitgaven, discretionaire maatregelen aan de ontvangstenzijde, de uitgaven gefinancierd door de EU, de nationale uitgaven voor de cofinanciering van door de Unie gefinancierde programma's, alsook het conjuncturele deel in de werkloosheidsuitgaven. In overeenstemming met de leidende beginselen die door de Commissie worden gehanteerd voor het classificeren van transacties als eenmalige en andere tijdelijke maatregelen worden ook deze van de netto-uitgaven worden uitgesloten.

De Commissie zal een "referentietraject voor de evolutie van de nationaal gefinancierde primaire uitgaven" voorleggen aan de lidstaten waarvan de overheidsschuld hoger is dan 60 % van het bruto binnenlands product (bbp) of waarvan het overheidstekort hoger is dan 3 % van het bbp. Dit zal vooraf worden gegaan door een facultatieve en een op feiten gebaseerde dialoog tussen de lidstaten en de Commissie.

Het referentietraject geeft aan (in termen van evolutie van de nationaal gefinancierde primaire uitgaven) hoe de lidstaten ervoor kunnen zorgen dat de overheidsschuld aan het einde van een budgettaire aanpassingsperiode op een plausibel neerwaarts traject ligt of op middellange termijn op een prudent niveau blijft.

Vervolgens nemen de lidstaten een op basis van het referentietraject opgesteld begrotingsaanpassingstraject - in de vorm van netto-uitgaven-trajecten - op in hun nationale structurele begrotingsplannen voor de middellange termijn. Al deze plannen, met inbegrip van de netto-uitgaventrajecten, moeten door de Raad worden goedgekeurd. Het uiteindelijke uitgaventraject moet toelaten dat na afloop van de budgettaire aanpassingsperiode, de schuldgraad op een plausibel neerwaarts pad ligt en daar blijft op middellangetermijn en dat het tekort onder de referentiewaarde van 3% van het bbp gebracht wordt en daar eveneens blijft op middellangetermijn. De budgettaire aanpassingsperiode bedraagt in de regel 4 jaar maar kan verlengd worden tot 7 jaar. De nieuwe regels moeten namelijk structurele hervormingen en overheidsinvesteringen verder aanmoedigen. Daarom kunnen lidstaten om een verlenging van de budgettaire aanpassingsperiode tot maximaal 7 jaar vragen als zij bepaalde hervormingen doorvoeren en bepaalde investeringen doen die de veerkracht en het groeipotentieel verbeteren, de houdbaarheid van de begroting ondersteunen en de gemeenschappelijke prioriteiten aanpakken.

De nationale structurele begrotingsplannen voor de middellange termijn vervangen de stabiliteitsprogramma's uit het huidige begrotingskader en worden afhankelijk van de duur van de legislatuur, om de 4 of 5 jaar opgemaakt. In de jaren die volgen op het jaar waarin het middellange termijnplan werd vastgesteld, wordt de implementatie ervan gemonitord via jaarlijkse vooruitgangverslagen.

Net zoals in het huidig kader dient er elk jaar in het najaar een ontwerpbegrotingsplan voor het komende jaar opgemaakt te worden.

3.3 Landenspecifieke aanbevelingen voor België

Op 30 juni 2023 heeft de Raad volgende aanbevelingen gedaan in verband met het begrotingsbeleid:

In 2023 en 2024 de geldende noodsteunmaatregelen voor energie zo snel mogelijk afbouwen, met gebruikmaking van de daarmee samenhangende besparingen om het overheidstekort terug te dringen. Indien hernieuwde stijgingen van de energieprijzen nieuwe of voortgezette steunmaatregelen vereisen, ervoor zorgen dat dergelijke steunmaatregelen gericht zijn op de bescherming van kwetsbare huishoudens en bedrijven, budgettair haalbaar zijn, en stimulansen voor energiebesparing behouden.

Zorgen voor een prudent begrotingsbeleid, met name door de nominale stijging van de nationaal gefinancierde netto primaire uitgaven in 2024 te beperken tot maximaal 2 %.

Nationaal gefinancierde overheidsinvesteringen in stand houden en zorgen voor een doeltreffende absorptie van subsidies uit de faciliteit en andere Uniefondsen, met name om de groene en de digitale transitie te bevorderen.

Voor de periode na 2024 blijven streven naar een begrotingsstrategie op middellange termijn van geleidelijke en duurzame consolidatie, in combinatie met investeringen en hervormingen die bevorderlijk zijn voor een hogere duurzame groei, teneinde een prudente begrotingssituatie op middellange termijn tot stand te brengen.

De inspanningen ter verbetering van de efficiëntie van de langdurige zorg opvoeren. De belasting- en uitkeringsstelsels hervormen om de prikkels die werken ontmoedigen, te verminderen door een taxshift en het belasting- en uitkeringsstelsel te vereenvoudigen. Belastinguitgaven herzien om de schadelijke economische, sociale en milieugevolgen ervan te verminderen.

3.4 Beoordeling door de EC van het ontwerpbegrotingsplan

Op 21 november 2023 heeft de Europese Commissie een advies gepubliceerd betreffende het ontwerpbegrotingsplan van België. Hieronder gaan de voornaamste conclusies:

- Volgens de prognose van de Commissie zal de groei van de netto nationaal gefinancierde primaire uitgaven naar verwachting niet in overeenstemming zijn met de aanbevolen maximale groei in 2024.
- Volgens de najaarsprognose 2023 van de Commissie, en rekening houdend met de informatie in het Belgische ontwerpbegrotingsplan, zullen de noodmaatregelen ter ondersteuning van de energievoorziening tegen eind 2023 zijn afgebouwd. Tegelijkertijd zullen de daarmee gepaard gaande besparingen naar verwachting niet volledig worden gebruikt om het overheidstekort in 2024 terug te dringen.
- Anderzijds wordt verwacht dat België nationaal gefinancierde overheidsinvesteringen in stand houdt. België moet ook blijven zorgen voor een doeltreffende absorptie van subsidies uit de Herstel- en veerkrachtfaciliteit en andere EU-fondsen.
- Algemeen genomen is de Commissie van oordeel dat het ontwerpbegrotingsplan van België niet in overeenstemming dreigt te zijn met de aanbeveling van de Raad van 14 juli 2023. De Commissie verzoekt België derhalve om in het kader van de nationale begrotingsprocedure de nodige maatregelen te nemen teneinde ervoor te zorgen dat het begrotingsbeleid voor 2024 in overeenstemming is met de aanbeveling van de Raad van 14 juli 2023.

Deel I – Actualisatie 2023-2024

4 Entité I

4.1 Pouvoir fédéral

4.1.1 Estimation du solde de financement du pouvoir fédéral

Le tableau ci-dessous présente la composition du solde de financement du pouvoir fédéral.

Tableau 12 : Estimation du solde de financement du pouvoir fédéral (2023-2024)

(en millions EUR sauf indication contraire)	2023	2024	2024	Différence (3) vs. (1)	Différence (3) vs. (2)	% Différence (3) vs. (1)	% Différence (3) vs. (2)	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
	Mon. 03/24 (1)	Initial Initieel (2)	Mon. 03/24 (3)					
Recettes fiscales	146.215	158.166	154.892	8.677	-3.274	5,9	-2,1	Fiscale ontvangsten
Transferts fiscaux (-)	-83.915	-85.871	-85.012	-1.097	859	-1,3	1,0	Fiscale overdrachten (-)
Moyens fiscaux	62.300	72.295	69.880	7.580	-2.415	12,2	-3,3	Fiscale middelen
Moyens non fiscaux	6.958	5.231	5.918	-1.040	686	-14,9	13,1	Niet-fiscale middelen
Recettes Voies et Moyens	69.258	77.526	75.798	6.540	-1.728	9,4	-2,2	Middelen
Charges d'intérêt (-)	-8.582	-10.251	-9.877	-1.295	374	-15,1	3,6	Interestlasten (-)
Dépenses primaires (-)	-77.701	-81.466	-80.606	-2.905	861	-3,7	1,1	Primaire uitgaven (-)
Dép. dispenses précompte pr. (-)	-4.399	-4.734	-4.611	-212	123	-4,8	2,6	Uitgave vrijstellingen BV (-)
Solde primaire organismes	1.370	1.149	1.141	-229	-8	-16,7	-0,7	Primair saldo instellingen
Corrections de passage non ventilées	74	-184	-6	-80	178	-107,5	97,0	Onverdeelde overgangscorrecties
Solde de financement pouvoir fédéral	-19.980	-17.960	-18.160	1.820	-200	9,1	-1,1	Vorderingensaldo federale overheid
% PIB	-3,4	-3,0	-3,0	0,4	0,0	12,4	-0,6	% bbp

En 2023, le solde de financement du pouvoir fédérale est estimé à un déficit de 19.980 millions EUR, soit 3,4 % du PIB.

Pour 2024, le solde de financement du pouvoir fédéral est quant à lui réestimé à un déficit de 18.160 millions EUR, soit -3,0 % du PIB. En point de pourcentage du PIB, la réestimation est stable par rapport aux données du budget initial 2024. En 2024, la diminution des recettes Voies et Moyens est compensée par la diminution des charges d'intérêts, des dépenses primaires et des dépenses relatives aux dispenses de versement du précompte professionnel.

Il faut toutefois noter qu'en raison des mesures non ventilées au niveau de l'Entité I, les résultats présentés ci-dessus concernant le pouvoir fédéral sont partiels.

Une analyse des estimations par grand poste de recettes et de dépenses est présentée ci-après.

4.1.2 Bespreking van de ramingen per ontvangsten-/uitgavenrubriek

4.1.2.1 Fiscale ontvangsten

De gegevens van de fiscale ontvangsten zijn afkomstig van de FOD Financiën². Ze betreffen de federaal geïnde bedragen, exclusief de gemeentelijke opcentiemen. Ten opzichte van de aangeleverde cijfers werden de terugbetalingen met betrekking tot de bankentaks van 161 miljoen EUR die in de berekeningen en ESR-resultaten van de FOD Financiën op 2023 werden aangerekend, voor de finale

² Zie nota "Prévision des recettes fiscales totales 2024-2029" (ref. ESS/2024-0024-01vf2) van 13 maart 2024 van de stafdienst BEO.

ESR-resultaten van dit verslag aan de hand van een bijkomende correctie op 2022 aangerekend (zijnde het jaar van de definitieve uitspraak) gezien de ESR-reglementering daaromtrent.

De ESR-cijfers, gebruikt voor de berekening van het vorderingensaldo, worden eerst toegelicht. Vervolgens wordt de overgang tussen ESR-ontvangsten en kasontvangsten nog kort besproken.

De raming van de fiscale ontvangsten door de FOD Financiën gebeurt grotendeels rechtstreeks in ESR-termen. De ontvangsten van de belangrijkste belastingcategorieën worden geraamd op basis van de realisaties van het voorgaande jaar. De groei ten opzichte van vorig jaar wordt per belastingcategorie berekend op basis van een econometrische vergelijking die de gevoeligheid van de betrokken belastingcategorie ten opzichte van bepaalde macro-economische aggregaten uit de economische begroting weergeeft, en wordt gecorrigeerd voor specifieke technische factoren en voor de aanvullende impact van maatregelen.

Bij de opmaak van de ramingen waren de kasresultaten voor januari 2024 bekend. Dit betekent dat afhankelijk van de soort belasting de ESR-ontvangst van 2023 volledig bekend was of dat er nog een maand ontbrak (dit is het geval voor de kohieren). Er wordt immers soms, al naargelang de belastingcategorie, nog een verschuiving tot maximaal 2 maanden toegepast op de kasontvangsten om de cijfers in ESR-termen te bekomen.

De onderstaande tabel vergelijkt de cijfers van 2023 gehanteerd bij de initiële begroting (zie kolom 'vermoedelijke ontvangsten' met de cijfers van 2023 gebruikt als startbasis door de FOD Financiën (zie kolom 'voorlopige ontvangsten').

Tabel 13: Vergelijking gebruikte startbasis 2023 (voorlopige realisaties versus initiële begroting 2024)

	2023 Recettes probables SEC -	2023 Recettes provisoires SEC -	Écart millions EUR -	
	2023 Vermoedelijke ontvangsten ESR	2023 Voorlopige ontvangsten ESR	Verschil miljoen EUR	
Contributions directes				Directe belastingen
Taxe de circulation	0,0	0,0	0,0	Verkeersbelasting
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	Belasting op inverkeerstelling
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	Eurovignet
Taxe compensatoire des accises	0,0	0,0	0,0	Accijnscompenserende belasting
Taxe sur les jeux et paris et les appareils automatiques	32,7 10,4	34,6 10,3	1,9 -0,1	Belasting op spelen en weddenschappen en automatische ontspanningstoestellen
Précompte immobilier	0,0	0,0	0,0	Onroerende voorheffing
Précompte mobilier	4.913,4	5.545,8	632,3	Roerende voorheffing
soit : Pr.M. dividendes	3.479,5	3.572,2	92,7	w.o. : RV dividenden
: Pr.M. autres	1.680,1	2.059,1	379,0	: RV andere
: Rôles	-246,2	-85,6	160,6	: Kohieren
: Prélèvement Etat de résidence	0,0	0,0	0,0	: Woonstaatheffing
Cotisation sur les hauts revenus du patrimoine	0,0	0,0	0,0	Bijdrage op hoge vermogensinkomens
Impôt sur les participations de salariés	12,7	12,5	-0,2	Belasting werknemersparticipatie
Versements anticipés	21.854,6	21.574,1	-280,5	Voorafbetalingen
Rôles	-2.854,7	-1.689,4	1.165,2	Kohieren
soit : Rôles sociétés	2.418,1	2.355,0	-63,1	w.o. : Kohieren vennootschappen
: Rôles personnes physiques	-5.382,9	-4.184,7	1.198,2	: Kohieren natuurlijke personen
: Rôles INR	110,1	140,3	30,2	: Kohieren BNI
Précompte professionnel	62.686,2	61.228,9	-1.457,3	Bedrijfsvoorheffing
soit : Source	62.250,4	61.123,1	-1.127,3	w.o. : Bronheffing
: Rôles	435,8	105,8	-330,0	: Kohieren
Divers	396,5	339,9	-56,6	Andere
Total Contributions directes	87.051,9	87.056,7	4,8	Totaal Directe Belastingen
Douanes	3.244,7	2.992,7	-252,0	Douane
Accises et divers	10.309,7	10.383,3	73,6	Accijnzen en diversen
Total Douanes et Accises	13.554,4	13.376,0	-178,4	Totaal Douane en Accijnzen
TVA	0,0			
soit : TVA pure	40.920,6	40.910,3	-10,3	BTW
: droits et taxes "divers"	37.508,5	37.413,4	-95,0	w.o. : zuivere BTW
Droits d'enregistrement	3.412,1	3.496,8	84,7	: "diverse" rechten en taksen
soit : droits d'enregistrement régionaux	2.348,9	2.138,1	-210,9	Registratierechten
: droits d'enregistrement non régionalisés	2.216,8	2.000,8	-216,1	w.o. : gewestelijke registratierechten
: droits d'enregistrement non régionalisés	132,1	137,3	5,2	: niet-geregionaliseerde registratierechten
Divers et amendes	943,5	1.048,2	104,7	Diversen en boetes
soit : amendes régionalisées	282,0	282,5	0,5	w.o. : geregionaliseerde boetes
: amendes non régionalisées et droits divers	661,5	765,7	104,2	: niet-geregionaliseerde boetes en diverse rechten
Total TVA, Enregistrement et divers	44.213,1	44.096,5	-116,5	Totaal Btw, Registratie en diversen
Droits de succession	1.208,0	1.180,7	-27,3	Successierechten
Régularisation fiscale	102,0	117,4	15,4	Fiscale regularisatie
Taxe épargne à long terme	221,5	226,7	5,2	Jaarlijkse taks op het langetermijnsparen
TOTAL DES RECETTES FISCALES	146.351,0	146.054,1	-296,9	TOTAAL FISCALE ONTVANGSTEN

	2023	2023
Dispenses de versements P r P	4483,1	4398,8

De startbasis om de totale fiscale ontvangsten in ESR-termen voor 2024 te ramen ligt netto 297 miljoen EUR lager dan deze gebruikt bij de initiële begroting. Hierin is onder andere een verschil vervat van +632 miljoen EUR voor de roerende voorheffing, +1.198 miljoen EUR voor de kohieren natuurlijke personen en -1.457 miljoen EUR voor de bedrijfsvoorheffing. Van dit laatste is ongeveer 330 miljoen EUR te wijten aan een vertraging bij de inkohiering van de bedrijfsvoorheffing. Voor de stijging van de kohieren natuurlijke personen kon nog niet bepaald worden in welke mate dit kan worden toegeschreven aan gunstigere economische resultaten of een wijziging van het inkohieringsritme.

De economische begroting van februari voorziet, ondanks een licht hoger bbp dan in september, in enkele beduidend minder gunstige parameters voor wat de raming van de fiscale ontvangsten betreft, zoals een lagere groei van de reële loonmassa, een lagere inflatie, een lagere macro-economische basis van de btw-ontvangsten en een lager aandeel van accijnsproducten in de private consumptie. Ondanks een hogere macro-economische basis valt ook de totale impact voor de vennootschapsbelasting minder gunstig uit. De term 'winstgevendheid' in de econometrische raming wordt immers gebruikt om inverse effecten van een wijziging van de belastbare basis te capteren (bv. recuperatie van verliezen in een periode van groei en individuele verliezen die kleiner worden die de basis doen toenemen, maar niet de belastingontvangsten).

De onderstaande tabel geeft een overzicht van de belangrijkste macro-economische parameters van de economische vooruitzichten van februari gehanteerd voor de raming van de fiscale ontvangsten per belastingcategorie.

Tabel 14: Belangrijkste parameters voor raming van de fiscale ontvangsten 2024

		2024	2024
Impôt	Variables	BE Sept 2023	BE Fev 2024
PRP	Salaires (croissance réelle)	0,4%	-0,4%
	Allocations (croissance réelle)	2,5%	2,7%
	Dont inflation (t-1)	4,4%	4,1%
ISoc	Base macroéconomique	1,4%	5,5%
	Profitabilité	-1,9%	2,6%
TVA	Base macroéconomique	5,3%	3,5%
Accises	Consommation à prix constants	1,4%	1,7%
	Part du tabac, carburants, alcool	-2,7%	-5,0%

Voor het ramen van de ontvangsten op basis van de ramingen 2023 wordt eerst de impact van een aantal tijdelijke maatregelen en factoren uit de basis 2023 gehaald. Het betreft onder meer de btw van 6 % op sloop en heropbouw (+341 miljoen EUR), de tijdelijke aanpassing van de korf met het oog op minimumbelasting (-289 miljoen EUR), verlagingen van de accijnzen (+238 miljoen EUR), de koopkrachtpremie (+168 miljoen EUR) en een uitzonderlijke betaling in het kader van een dossier omtrent transferprijzen (+377 miljoen EUR). Al deze correcties werden niet gewijzigd ten opzichte van de initiële begroting. Er wordt daarnaast nog een correctie in rekening gebracht voor de verschuiving van de bedrijfsvoorheffing in 2023 (+324 miljoen EUR).

Tabel 15: Verschuivingen en technische factoren die de ontvangsten van 2023 corrigeren

<i>Mesures temporaires Covid</i>		<i>Tijdelijke maatregelen COVID</i>
Réserve exonéré "Carry Back" (Exonération temporaire des pertes prévues en 2020)	-24,5	Vrijgestelde reserve 'carry back' (tijdelijke vrijstelling voorziene verliezen 2020)
<i>Mesures temporaires Covid suite</i>		<i>Tijdelijke maatregelen COVID: vervolg</i>
Tax Shelter covid vague 2	1,6	Taxshelter COVID tweede golf
Tax Shelter start/scale up, campagne d'information	0,6	Taxshelter start-/scale-up, informatiecampagne
Réduction de 30% sur diminution ou annulation loyers	0,5	Belastingvermindering van 30% bij verlaging of kwijtschelding van huur
<i>Mesures temporaires autres</i>		<i>Tijdelijke maatregelen: andere</i>
TVA 6% sur les panneaux solaires	14,3	Btw 6% op zonnepanelen
TVA 6% sur les pompes à chaleur et boilers solaires	6,8	Btw 6% op warmtepompen en zonneboilers
TVA 6% démolition et reconstruction	340,9	Btw van 6% op sloop en heropbouw
Adaptation temporaire corbeille en vue d'une imposition minimale	-288,5	Tijdelijke aanpassing korf met het oog op minimumbelasting
Diminution accises gaz pour entreprises janvier à mars 2023	13,2	Verlaging accijnzen op gas voor bedrijven januari tot en met maart 2023
Diminution accises électricité pour entreprises janvier à mars 2023	69,4	Verlaging accijnzen op elektriciteit voor bedrijven januari tot en met maart 2023
Prolongation de la diminution des accises sur l'essence et le diesel du 1/1/2023 au 31/3/2023	155,0	Verlaging accijnzen op benzine en diesel oktober-december
Contribution spéciale d'énergie	-24,6	Bijzondere bijdrage energie
Prolongation de la TVA à 6% sur consommation intermédiaire de gaz du 1/04/2023 au 30/06/2023	48,0	Verlenging btw 6% op intermediair verbruik gas van 1/04/2023 tot en met 30/06/2023
Compensation chômage temporaire pour force majeure	-31,7	Compensatie tijdelijke werkloosheid overmacht
Crédit d'impôt pour l'augmentation de l'indemnité kilométrique pour déplacements professionnels	7,5	Belastingkrediet voor de verhoging van de kilometervergoeding bij professionele verplaatsingen
Prime de pouvoir d'achat	167,9	Koopkrachtpremie
Dégrèvements taxe bancaire suite à l'arrêt Cour Constitutionnelle	161,0	Terugbetalingen bankentaks ingevolge arrest Grondwettelijk Hof
Remboursement paiement exceptionnel prix de transfert	377,4	Terugbetaling uitzonderlijke betaling transferprijzen
<i>Glissement</i>		<i>Verschuiving</i>
Enrollement précompte professionnel 2023	324,2	Inkohiering bedrijfsvoorheffing 2023

Er worden ook technische correcties voorzien die betrekking hebben op 2024. Er wordt onder meer gecorrigeerd voor de impact van de hervorming van de bedrijfsvoorheffing (-244 miljoen EUR zoals bij de IB24), de extra inkomsten vennootschapsbelasting ten gevolge bevroren Russische tegoeden (+615 miljoen EUR in plaats van +1.505 miljoen EUR bij de IB24)³ en uitzonderlijke inkomsten ten gevolge het aflopen van de regularisaties (+220 miljoen EUR in plaats van +90 miljoen EUR bij de IB24).

Voor de inkomsten ten gevolge bevroren Russische tegoeden wordt nu voor 2024 rekening gehouden met 1.700 miljoen EUR, ten opzichte van 1.084 miljoen EUR in 2023. Ten opzichte van de initiële begroting werd de opbrengst met betrekking tot inkomstenjaar 2024 niet herraamd. Wel werd deze enigszins anders toegewezen aan de budgettaire jaren doordat nu de opbrengst wordt voorzien in de voorafbetalingen en niet meer deels in de kohieren. Daarmee wordt de opbrengst die budgettaire aan 2024 wordt toegerekend herzien van 1.610 miljoen EUR naar 1.700 miljoen EUR.

Bij de initiële begroting werd nog een correctie voorzien voor stijgende inkomsten uit roerende voorheffing wegens verschuivingen van spaardeposito's naar termijndeposito's (+60 miljoen EUR bij de initiële begroting) en extra inkomsten roerende voorheffing op de staatsbon (+76 miljoen EUR bij de initiële begroting). Hiervoor is nu niets meer opgenomen onder de technische correcties gezien de

³ De vergelijking van de onderdelen van de raming van de inkomsten ten opzichte van de initiële begroting wordt wel bemoeilijkt doordat de impact van inkomsten ten gevolge bevroren Russische tegoeden eerder ook deels verwerkt was in de parameters van 2024, terwijl nu deze bijkomende impact in 2024 wordt opgenomen als technische factor.

effecten ervan vervat moeten zijn in de herziene economische parameters die als basis dienen om de groei te ramen.

De tabel hierna geeft de impact per belastingcategorie weer van de technische correcties die moeten worden toegepast op de ontvangsten van 2024:

Tabel 16: Verschuivingen en technische factoren die de ontvangsten van 2024 corrigeren

<i>Glissements</i>		<i>Verschuivingen</i>
Réforme PrP	-243,8	Hervorming BV
Réforme CSSS	20,0	Hervorming BBSZ
Hogere accijnzen a.g.v. stopzetting van soctar-rvt vanaf 1 juli 2023	16,6	Augmentation des droits d'accises en raison de l'abandon de SOCTAR-BIM à partir du 1er juillet 2023
Recettes supplémentaires impôt des sociétés: profits sur intérêts avoir gelés russes	615,3	Extra inkomsten vennootschapsbelasting: winsten op intresten bevroren Russische tegoeden
Réestimation expiration régularisation	220,0	Herraming aflopende regularisatie

Vervolgens wordt de aanvullende impact van maatregelen toegevoegd. De voorziene impact van de maatregelen voor 2024 is gebaseerd op deze van de initiële begroting, met daarop enkele correcties. De tabel hierna toont de bijkomende impact van maatregelen voor 2024 die nog bovenop de ramingen gebaseerd op de parameters van het Federaal Planbureau en de cijfers van 2023 moet worden toegevoegd voor het berekenen van de ontvangsten voor 2024. Globaal gezien bedraagt deze nog toe te voegen bijkomende impact 1.650 miljoen EUR (t.o.v. 1.756 miljoen EUR bij de initiële begroting). De belangrijkste aanpassingen ten opzichte van de initiële begroting betreffen de verlaging van de impact van de minimumbelasting die door de FOD Financiën herraamd werd op basis van meer recente gegevens (-42 miljoen EUR), het wegvallen van de technische correctie voor het level playing field pakjesdiensten (-13 miljoen EUR), een herraming voor de aanpassing van de werkbonus (-19 miljoen EUR) en het voorzien van een impact voor de verhoging van het vrijgestelde bedrag en van het plafond van de fietsvergoeding (-44 miljoen EUR).

Onderstaande tabel geeft een overzicht voor wat de maatregelen betreft die herraamd werden:

Tabel 17: Verschillen in op te nemen bijkomende impact van maatregelen voor 2024

	MC 03/24	verschil	IB24	
Mesures: conclave budgétaire octobre 2020	443,7	9	434,8	Maatregelen: begrotingsconclaaf oktober 2020
Augmentation des accises sur le tabac	108,1	9	99,2	Verhogingen accijnzen op tabak
Mesures: conclave budgétaire octobre 2022	205,2	8	197,0	Maatregelen: begrotingsconclaaf oktober 2022
Augmentation des accises sur le tabac	111,4	8	103,3	Verhoging accijnzen op tabak
Mesures: conclave budgétaire mars 2023	508,4	-46	553,9	Maatregelen: begrotingsconclaaf maart 2023
Taxe OCDE (impôt minimum international)	308,5	-42	350,1	OESO Taks (internationale minimumbelasting)
Augmentation des accises sur le tabac	30,3	2	28,1	Verhoging accijnzen op tabak
Réforme de la taxe annuelle sur les ASBL	75,9	-6	82,0	Hervorming jaarlijkse taks op de vzw's
Suppression du pension pour inaptitude physique	0,0	-7	7,2	Afschaffing definitief ziektepensioen
Recettes contrôleurs fiscaux	7,2	7		Opbrengst fiscale controleurs
Mesures: conclave budgétaire octobre 2023	257,5	-34	291,1	Maatregelen: begrotingsconclaaf oktober 2023
Réforme taxe caïman	12,5	-1	13,0	Hervorming kaaimantaks
Augmentation des accises sur le tabac y compris produits de tabac alternatifs	44,6	-5	50,0	Accijnsverhoging tabak incl. alternatieve tabaksproducten
Diesel professionnel: réduction du remboursement des accises	27,8	3	25,0	Professionele diesel: vermindering van de terugbetaling van accijnzen
Correction technique level playing field services de livraison de colis	0,0	-13	12,9	Technische correctie level playing field pakjesdiensten
Modification bonus emploi	-56,2	-19	-37,3	Aanpassing werkbonus
Démolition et reconstruction	-125,7	1	-127,0	Sloop en wederopbouw
Mesures post conclave octobre 2023	-43,6	-44		Maatregelen post-conclaaf oktober 2023
Augmentation du montant exonéré et du plafond de l'indemnité kilométrique vélo	-43,6	-44		Verhoging van het vrijgestelde bedrag en van het plafond van de fietsvergoeding
Total général	1650,4	-106	1756,1	Algemeen totaal
Total général par impôt	1650,4	-106	1756,1	Algemeen totaal per belasting

De volgende tabel geeft volledig een overzicht per belastingcategorie van de opgenomen bijkomende impact van maatregelen voor 2024.

Tabel 18: Overzicht op te nemen bijkomende impact van maatregelen voor 2024

	IPP				I.Soc		TVA "pure"	Accises	Divers	Total
	VA	Pr.p SEC	Rôles ex 2023	Rôles ex 2024	VA	Rôles				
Mesures : conclave budgétaire juillet 2018	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-10,0	0,0	0,0	0,0	-10,0
Statut unique						-10,0				-10,0
Mesures pouvoirs spéciaux et Covid	0,3	0,0	0,0	0,0	11,9	0,0	0,0	0,0	0,0	12,2
Réserve exonérée "Carry Back" (Exonération temporaire des pertes prévues en 2020)	0,3				11,9					12,2
Mesures : conclave budgétaire octobre 2020	0,0	20,5	-46,0	-1,9	300,0	115,0	10,0	108,1	-62,0	443,7
Transposition de la directive e-commerce							10,0			10,0
Taxe sur les services numériques (Digitax)									0,0	0,0
Taxe OCDE (impôt minimum international)					300,0					300,0
Augmentation des accises sur le tabac							0,0	108,1		108,1
Non indexation des dépenses fiscales			4,4	40,7						45,2
Fin des régularisations									-62,0	-62,0
Déduction majorée pour investissement					0,0	115,0				115,0
Précompte professionnel chômage temporaire		20,5	-50,4	-42,6						-72,5
Mesures post conclave mars 2021	0,0	0,0	-1,6	-0,7	-2,9	-1,9	0,0	0,0	0,0	-7,1
Réduction impôt bornes électriques			-1,6	-0,7						-2,3
Déduction majorée bornes électriques						-1,2				-1,2
DPI eTrucks						-0,7				-0,7
Mesures : conclave budgétaire octobre 2021	0,0	0,0	-3,6	0,0	0,0	4,5	0,0	2,9	0,0	3,8
Renforcement des contrôles des prix de transfert						15,0				15,0
Diesel professionnel: réduction du remboursement des accises						0,0	0,0	2,9		2,9
Réforme de la déduction pour investissement						-10,5				-10,5
Réduction additionnelle pour chômage			-3,6							-3,6
Mesures post conclave octobre 2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1
Crédit d'impôt frais non-récupérables événement						pm				pm
Relèvement plafond pour libéralités fonds de calamités						-0,1				-0,1
Mesures : conclave budgétaire mars 2022	0,0	0,0	0,0	-2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-2,0
Extension de la réduction fiscale sur les bornes de recharge				-2,0						-2,0
Mesures post conclave mars 2022	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,4
Réduction de la période de remboursement du crédit d'impôt pour la R&D non remboursé					-0,4					-0,4
Mesures : conclave budgétaire octobre 2022	0,0	45,8	0,0	0,0	0,0	47,9	0,0	111,4	0,0	205,2
Adaptation temporaire corbeille en vue d'une imposition minimale						33,2				33,2
Abrogation de la déduction des intérêts notionnels (DIN)					pm	pm				pm
Limitation de la déduction de la taxe bancaire, de la taxe sur les entreprises d'assurance et de la taxe sur les organismes de placement collectif					0,0	13,7				13,7
Augmentation des accises sur le tabac							0,0	111,4		111,4
La QIE pour les redevances : retenue à la source effectivement payée							1,1			1,1
Réforme droits d'auteurs		45,8								45,8
Mesures post conclave octobre 2022	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,6	0,0	256,8	52,7	308,9
Contribution spéciale d'énergie			0,0	0,0					52,7	52,7
Tax Shelter gaming						-0,6				-0,6
Compensation en accises de la réduction permanente TVA gaz & électricité à 6% (janvier-mars)								256,8		256,8
Mesures : conclave budgétaire mars 2023	11,7	0,0	6,7	28,4	337,7	10,5	1,5	30,3	81,6	508,4
Taxe OCDE (impôt minimum international)					308,5					308,5
Augmentation des accises sur le tabac							0,0	30,3		30,3
Réforme de la taxe annuelle sur les ASBL									75,9	75,9
Report réforme de la déduction pour investissement						10,5				10,5
1500 emplois supplémentaires (effet retour)		0,0								0,0
Compliance revenus immobiliers grâce à l'amélioration de la collecte des données			6,7	28,4						35,1
Non-déductibilité des taxes régionales liées aux jeux et paris	11,7				29,2					41,0
Suppression du pension pour inaptitude physique		0,0								0,0
Recettes contrôleurs fiscaux		0,0					1,5		5,7	7,2
Mesures post conclave mars 2023	0,0	-18,0	0,0	0,0	-6,7	-1,5	0,0	0,0	0,0	-26,2
AIP: Prolongation heures supplémentaires avec sursalaire (plafond 180 heures) 1/7/2023-30/6/2025		0,0								0,0
AIP: Prolongation heures supplémentaires non-taxées (heures de relance) 1/7/2023-30/6/2025		-15,0								-15,0
Généralisation indemnité vélo & crédit d'impôt compensatoire		-2,9			-6,7	-1,5				-11,1
Mesures : conclave budgétaire octobre 2023	0,0	-56,2	0,0	0,0	144,2	12,3	-126,6	89,4	194,4	257,5
Réforme taxe caïman									12,5	12,5
Contrôle renforcé impôt personnes morales (art. 181-182 CIR92)					48,6					48,6
Obligation d'une demande électronique de remboursement du diesel professionnel								15,0		15,0
Scanners mobiles supplémentaires: intensification des contrôles de conteneurs								2,1		2,1
Contrôle renforcé sportifs				0,0		5,0				5,0
La taxe bancaire, la taxe sur les entreprises d'assurance et la taxe sur les organismes de placement collectif non admises comme frais professionnels pour les banques					29,4					29,4
Augmentation de la taxe bancaire									121,0	121,0
Modification réglementation CFC					31,9					31,9
Modification des articles 54 et 344, §2, CIR 92					22,5					22,5
Augmentation des accises sur le tabac y compris produits de tabac alternatifs							0,0	44,6		44,6
Augmentation du taux du droit d'enregistrement pour l'emphytéose et le droit de superficie de 2% à 5%									32,5	32,5
Diesel professionnel: réduction du remboursement des accises					0,0			27,8		27,8
Correction technique level playing field services de livraison de colis		0,0								0,0
Modification bonus emploi		-56,2								-56,2
Augmentation effort fixe - crossborder (poursuite automatique des infractions art. 67ter)									28,4	28,4
Démolition et reconstruction								-125,7		-125,7
Mise en place service citoyen		0,0								0,0
Prolongation de la TVA à 6% sur les pompes à chaleur								-6,7		-6,7
Introduction période de détention minimale fonds d'investissement immobiliers spécialisés					11,9					11,9
Lutte contre fraude sociale: nouvelles sanctions en cas de non-utilisation de caisse enregistreuse								3,5		3,5
Lutte contre les infractions aux droits d'auteurs sur internet et le vol de propriété intellectuelle								2,3		2,3
Echange données entre SPF Economie et l'AGFisc										3,8
Lutte contre les jeux illégaux en ligne										3,5
Mesures post conclave octobre 2023	0,0	-19,7	0,0	0,0	-24,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-43,6
Augmentation du montant exonéré et du plafond de l'indemnité kilométrique vélo		-19,7			-24,0					-43,6
Total général	12,1	-27,5	-44,4	23,8	759,8	176,1	-115,1	598,9	266,7	1650,4
Total général par impôt			-36,1			936,0		-115,1	598,9	266,7

Er moet worden opgemerkt dat dit de impact is die modelmatig moet worden toegevoegd in de berekeningen, dit stemt niet volledig overeen met de totale impact van de genomen maatregelen. Bijvoorbeeld, terugverdieneffecten vervat in de parameters van het Federaal Planbureau mogen niet worden opgenomen om een dubbeltelling te vermijden. Maatregelen die budgetneutraal zijn binnen het begrotingsjaar worden hier evenmin opgenomen.

De raming van de personenbelasting gebeurt traditioneel eerst globaal. Vervolgens worden de bedrijfsvoorheffing en de voorafbetalingen voor de personenbelasting geraamd. Het resterend saldo ten opzichte van het totaal wordt dan aan de kohieren toegewezen, waarbij moet rekening worden gehouden dat deze over verschillende jaren gespreid moeten worden. Volgende tabel vat de berekening samen voor de grote belastingcategorieën die worden geraamd aan de hand van de macro-economische methode.

Tabel 19: Overzicht van de raming 2024 via de macro-economische methode

	2023	2024
	Voorlopige ontvangsten	Verwachte ontvangsten
1. Personenbelasting "ESR"		
1.1. Globale PB-opbrengst, aanslagjaar t+1		
Nominale toename van het globaal inkomen	8,9 %	4,4 %
Inflatie voorgaand jaar (t-1)	9,6 %	4,1 %
Reële groeivoet	-0,6 %	0,4 %
Groei globale PB-opbrengst, excl. maatregelen en verschuivingen	8,7 %	4,6 %
Globale PB-opbrengst bij lopende wetgeving	57 127,6	59 811,3
Idem groeivoet	8,8 %	4,7 %
Bijkomende weerslag van de maatregelen (excl. indexering)	13,1	81,4
Globale PB-opbrengst bij wetgeving t-1	57 114,5	59 729,8
1.2 Bedrijfsvoorheffing "ESR"		
Nominale loonstijging	8,9 %	3,6 %
Nominale groei van de sociale uitkeringen	8,4 %	6,8 %
Inflatie voorgaand jaar (t-1)	9,6 %	4,1 %
Reële groei van de reële lonen	-0,6 %	-0,4 %
Reële groei van de uitkeringen	-1,1 %	2,7 %
Groei bedrijfsvoorheffing, excl. maatregelen en verschuivingen	8,5 %	5,2 %
Bedrijfsvoorheffing "ESR" bij lopende wetgeving	61 228,9	64 118,0
	4,8 %	4,7 %
Maatregelen (excl. indexering van de belastingsschalen en vrijstellingen)	-20,6	-27,5
Verschuivingen en diverse factoren "t-1"	0,0	460,4
Verschuivingen en diverse factoren "t"	-572,4	-736,0
Bedrijfsvoorheffing "ESR" bij wetgeving t-1	61 821,9	64 421,1
	6,0%	4,2%
1.3 Voorafbetalingen personenbelasting		
Voorafbetalingen bij lopende wetgeving	1 501,8	1 549,1
Bijkomende weerslag van de maatregelen (excl. indexering)	0,7	12,1
Verschuivingen en diverse factoren	-1,0	-0,7
Voorafbetalingen personenbelasting bij wetgeving t-1	1 502,1	1 537,7
1.4 Kohieren PB "ESR"		
Saldo vastgestelde rechten bij wetgeving t-1	-6 209,6	-6 228,9
Inachtneming van de vorige aanslagjaren en van de niet-geïnde rechten	-4 440,2	-4 454,0
Kohieren PB bij wetgeving t-1	-4 184,7	-4 675,0
Bijkomende weerslag van de maatregelen (excl. indexering), vorig aanslagjaar		- 44,4
Bijkomende weerslag van de maatregelen (excl. indexering), lopend aanslagjaar		23,8
Verschuivingen en diverse factoren		494,5
Kohieren PB bij lopende wetgeving	-4 184,7	-4 201,1

	2023	2024
	Voorlopige ontvangsten	Verwachte ontvangsten
2. Vennootschapsbelasting "ESR"		
<i>Verklarende variabelen</i>		
Primair inkomen van de vennootschappen	87 713,1	92 502,2
Groeivoet		5,5 %
Winstgevendheid	0,315	0,323
Groeivoet		2,6 %
Groei van de ontvangsten bij ongewijzigde wetgeving		2,5%
Structurele groei bij ongewijzigde wetgeving		
<i>Maatregelen en verschuivingen</i>		
Bijkomende weerslag maatregelen		936,0
Verschuivingen en diverse factoren "t-1"		72,9
Verschuivingen en diverse factoren "t"		615,3
Ontvangsten Ven.B "ESR"	23 217,4	25 426,8
Verwachte groei van de ontvangsten		9,5 %
<i>Waaronder</i>		
Voorafbetalingen vennootschappen	20 072,3	21 631,6
Kohieren vennootschappen	2355,0	2985,2
Roerende voorheffing vennootschappen	790,1	810,0
3. Roerende voorheffing natuurlijke personen "ESR"		
<i>Verklarende variabelen</i>		
Ontvangen rente en winstuitkeringen	36.980,0	39.900,0
Groeivoet		7,9%
<i>Maatregelen en verschuivingen</i>		
Bijkomende weerslag maatregelen		12,5
Verschuivingen en diverse factoren "t-1"		
Verschuivingen en diverse factoren "t"		
Ontvangsten roerende voorheffing natuurlijke personen	4.755,6	5.143,6
Verwachte groei van de ontvangsten		8,2%
4. Btw "ESR"		
<i>Verklarende variabelen</i>		
Macro-economische grondslag	310 783,3	321 529,2
Uitvoer jaar "t" en eerste kwartaal "t+1"	375 797,0	386 724,0
Uitvoer 4e kwartaal "t-1" tot en met 3e kwartaal "t"	399 003,0	380 355,0
<i>Idem, groeivoet</i>		
Macro-economische grondslag		3,5 %
Uitvoer jaar "t" en eerste kwartaal "t+1"		-0,5 %
Uitvoer 4e kwartaal "t-1" tot en met 3e kwartaal "t"		-3,0 %
<i>Groei van de ontvangsten, excl. maatregelen en verschuivingen</i>		4,3 %
<i>Maatregelen en verschuivingen</i>		
Bijkomende weerslag maatregelen		-115,1
Verschuivingen en diverse factoren "t-1"		409,9
Verschuivingen en diverse factoren "t"		0,0
Ontvangsten btw	37 413,4	39 338,4
Verwachte groei van de ontvangsten		5,14 %
5. Accijnzen "ESR"		
<i>Verklarende variabelen</i>		
Gezinsconsumptie tegen constante prijzen (groei)	1,2 %	1,7 %
Aandeel van tabak, brandstoffen en alcohol in gezinsconsumptie (groei)	-2,9 %	-5,0 %
<i>Groei van de ontvangsten, excl. maatregelen en verschuivingen</i>	-1,06 %	-2,3%
<i>Maatregelen en verschuivingen</i>		
Bijkomende weerslag van de maatregelen		598,9
Verschuivingen en diverse factoren "t-1"		237,6
Verschuivingen en diverse factoren "t"		16,6
Ontvangsten accijnzen	10 383,3	10 993,9
Verwachte groei van de ontvangsten		5,88 %

4.12.11 De resultaten in ESR-termen

Tabel 20: De fiscale ontvangsten 2023-2024 in ESR-termen

(en millions EUR sauf indication contraire)	2023	2024	2024	Différence -	Différence -	% -	% -	
	Mon. 03/24 -	Initial -	Mon. 03/24 -					
	Mon. 03/24 (1)	Initieel (2)	Mon. 03/24 (3)	Verskil (3) vs. (1)	Verskil (3) vs. (2)	Verskil (3) vs. (1)	Verskil (3) vs. (2)	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
Précompte mobilier	5.546	5.415	5.954	408	539	7,4	9,9	Roerende voorheffing
dividendes	3.572	3.686	3.886	313	200	8,8	5,4	dividenden
autres	2.059	1.909	2.233	173	323	8,4	16,9	andere
rôles	-86	-180	-164	-79	15	-92,2	8,6	kohieren
Participation des travailleurs	13	13	13	1	0	4,1	-1,9	Werknemersparticipatie
Versements anticipés	21.574	25.065	23.181	1.607	-1.884	7,4	-7,5	Voorafbetalingen
Rôles	-1.689	-1.969	-1.101	589	868	34,8	44,1	Kohieren
sociétés	2.355	3.134	2.985	630	-149	26,8	-4,8	vennootschappen
personnes physiques	-4.185	-5.272	-4.201	-16	1.071	-0,4	20,3	natuurlijke personen
impôt des non résidents	140	168	115	-25	-53	-18,0	-31,5	belasting der niet-inwoners
Précompte professionnel	61.229	66.030	64.118	2.889	-1.912	4,7	-2,9	Bedrijfsvoorheffing
source	61.123	65.571	63.672	2.549	-1.899	4,2	-2,9	bron
rôles	106	459	446	340	-13	321,3	-2,9	kohieren
Divers non régionaux	340	430	215	-125	-215	-36,9	-50,1	Niet-geregionaliseerde diversen
Impôts directs	87.012	94.984	92.379	5.367	-2.605	6,2	-2,7	Directe belastingen
Accises	10.383	11.062	10.994	611	-68	5,9	-0,6	Accijnzen
TVA	41.071	43.701	43.187	2.116	-514	5,2	-1,2	Btw
pure	37.413	39.887	39.338	1.925	-549	5,1	-1,4	zuivere
droits et taxes divers	3.658	3.814	3.849	191	35	5,2	0,9	diverse rechten en taken
Droits d'enregistrement non régionaux	137	165	171	33	5	24,2	3,2	Niet-geregionaliseerde registratierechten
Divers et amendes non régionaux	766	856	902	136	46	17,8	5,4	Niet-geregionaliseerde diversen en boeten
Régularisation (montants non répartis)	117	130	260	143	130	121,4	100,0	Regularisatie (niet-verdeelde bedragen)
Taxe épargne à long terme	227	227	232	5	5	2,3	2,3	Taks op het langetermijnsparen
Total hors impôts entièrement encaissés pour des tiers	139.714	151.124	148.124	8.411	-3.000	6,0	-2,0	Totaal excl. belastingen geheel geïnd voor derden
Impôts entièrement encaissés pour des tiers								Belastingen geheel geïnd voor derden
Impôts régionaux	3.509	3.677	3.785	276	109	7,9	3,0	Gewestelijke belastingen
Taxe sur les jeux et paris	35	33	37	2	4	6,7	10,8	Belasting op spelen en weddenschappen
Appareils automatiques de divertissement	10	10	11	1	1	6,7	5,3	Automatische ontspanningstoestellen
Droits d'enregistrement régionalisés	2.001	2.250	2.206	205	-44	10,3	-2,0	Geregionaliseerde registratierechten
Amendes reg. impôts indirects	282	180	338	55	157	19,5	87,3	Geregionaliseerde boeten indirecte bel.
Droits de succession	1.181	1.203	1.194	13	-9	1,1	-0,7	Successierechten
Droits de douane	2.993	3.365	2.982	-10	-383	-0,3	-11,4	Douanerechten
Total y compris impôts entièrement encaissés pour des tiers (impôts additionnels exclus)	146.215	158.166	154.892	8.677	-3.274	5,9	-2,1	Totaal incl. belastingen geheel geïnd voor derden (uitgez. opcentiemen)

De fiscale ontvangsten van **2024** worden nu overeenkomstig de hoger besproken parameters en methodiek geraamd op 154.892 miljoen EUR, dit is 8.677 miljoen EUR hoger (+5,9 %) dan voor 2023. Ten opzichte van de initiële begroting ligt de raming 3.274 miljoen EUR lager (-2,1 %).

Exclusief de volledig voor derden geïnde gewestelijke belastingen en douanerechten bedraagt het verschil ten opzichte van de initiële begroting -3.000 miljoen EUR (-2,0 %). De belangrijkste verschillen ten opzichte van de raming van de initiële begroting situeren zich bij:

- zuivere btw: -549 miljoen EUR (-1,4 %). De daling vindt zijn oorsprong in de groei van de macro-economische basis die nu 1,9 % lager is in de economische begroting;
- bedrijfsvoorheffing: -1.912 miljoen EUR (-2,9 %). De daling is in hoofdzaak toe te schrijven aan de lagere startbasis 2023 (met een impact van -1.457 miljoen EUR), maar ook aan een lagere voorziene groei van de nominale lonen (3,6 % ten opzichte van 4,8 % bij de initiële begroting);
- voorafbetalingen: -1.884 miljoen EUR (-7,5 %). De daling kan worden toegeschreven aan de lagere globale raming van de vennootschapsbelasting, die een impact heeft op de kohieren bij de vennootschappen, roerende voorheffing betaald door vennootschappen, maar vooral de voorafbetalingen. De lagere globale raming van de vennootschapsbelasting (-1.749 miljoen EUR) kan vooral worden verklaard door:
 - een lagere startbasis 2023 (-57 miljoen EUR);
 - een lagere inschatting van de bijkomende impact van maatregelen (-58 miljoen EUR, waarvan -42 miljoen EUR voor de herziene impact van de minimumbelasting);
 - een herziene macro-economische basis (-1.634 miljoen EUR), waarin ook de hoger vermelde +90 miljoen EUR herziening is vervat voor de impact van de bevroren Russische tegoeden in de vennootschapsbelasting;
- roerende voorheffing: +539 miljoen EUR (+9,9 %). De oorzaak van dit verschil is vooral de hogere startbasis 2023 (+632 miljoen EUR);
- kohieren natuurlijke personen: +1.071 miljoen EUR (+20,3 %). De raming hangt samen met de lagere realisaties van de bedrijfsvoorheffing 2023 die een gunstig effect hebben op de kohieren van 2024. De personenbelasting wordt immers eerst in zijn geheel geraamd en de kohieren vormen het saldo nadat de deelrubrieken bedrijfsvoorheffing en voorafbetalingen van natuurlijke personen van vorige jaren werden bepaald.

4.1.2.1.2 De overgang naar de fiscale ontvangsten in kas-termen

Een groot gedeelte van de overgang tussen ESR- en kasconcept betreft de vrijstellingen van doorstorting van de bedrijfsvoorheffing (in ESR te beschouwen als een subsidie). Deze komen verder nog aan bod in een aparte rubriek als ESR-uitgave.

Daarnaast wordt het verschil tussen kas- en ESR-termen ook bepaald door de gebruikelijke correctie voor het verschil in moment van registratie voor een aantal belastingcategorieën.

Voor de accijnsverrekening in het kader van de BLEU is er momenteel geen bedrag opgenomen vanaf 2024. Voor 2023 is een bedrag van ongeveer 6 miljoen EUR aan de ESR-ontvangsten toegevoegd. Eenzelfde negatief bedrag wordt nog buiten de fiscale ESR-ontvangsten verwerkt. Op basis van de ESR-reglementering wordt de accijnsverrekening immers verwerkt als een transfer naar het buitenland.

De tabel hierna toont de overgang van de totale fiscale ontvangsten in ESR-termen naar de totale fiscale ontvangsten op kasbasis voor 2023-2024.

Tabel 21: De overgang van ESR-ontvangsten naar kasontvangsten 2023-2024

	2023 Mon. 03/24 -	2024 Initial -	2024 Mon. 03/24 -	Différence -	Différence -	% Différence -	% Différence -	
	Mon. 03/24 (1)	Initieel (2)	Mon. 03/24 (3)	Verschied (3) vs. (1)	Verschied (3) vs. (2)	Verschied (3) vs. (1)	Verschied (3) vs. (2)	
ESR-basis Financiën	146.215	158.166	154.892	8.677	-3.274	6	-2,1	base SEC Finance
vrijstellingen doorstorting BV	4.399	4.734	4.611	212	-123	5	-2,6	dispenses versements PrP
federale ESR-correctie excl. vrijstellingen BV	1.304	1.337	1.472	169	135	13	10,1	correction SEC fédérale dispenses versements PrP exclus
niet-federale ESR-correctie	-22	20	-2	20	-23	91	-110,3	correction SEC non-fédérale
kasbasis	140.535	152.074	148.811	8.276	-3.263	6	-2,1	base caisse

De ramingen van de fiscale ontvangsten op kasbasis komen voor 2024 uit op 148.811 miljoen EUR.

De volgende tabel geeft het detail weer van de fiscale ontvangsten op kasbasis.

Tabel 22: De fiscale ontvangsten op kasbasis 2023-2024

	2023 Mon. 03/24 -	2024 Initial -	2024 Mon. 03/24 -	Différence -	Différence -	% -	% -	
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24 (1)	Initieel (2)	Mon. 03/24 (3)	Verskil (3) vs. (1)	Verskil (3) vs. (2)	Verskil (3) vs. (1)	Verskil (3) vs. (2)	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
Précompte mobilier	5.394	5.422	5.898	504	476	9,3	8,8	Roerende voorheffing
dividendes	3.529	3.680	3.872	343	192	9,7	5,2	dividenden
autres	1.888	1.893	2.198	310	306	16,4	16,2	andere
rôles	-24	-150	-173	-149	-22	- 625,8	- 14,9	kohieren
Participation des travailleurs	13	13	13	1	0	4,1	- 1,9	Werknemersparticipatie
Versements anticipés	21.574	25.065	23.181	1.607	-1.884	7,4	- 7,5	Voorafbetalingen
Rôles	-2.884	-2.553	-1.856	1.027	696	35,6	27,3	Kohieren
sociétés	2.854	2.563	2.623	-232	59	- 8,1	2,3	vennootschappen
personnes physiques	-5.815	-5.308	-4.593	1.222	716	21,0	13,5	natuurlijke personen
impôt des non résidents	77	192	114	37	-79	47,2	- 40,8	belasting der niet-inwoners
Précompte professionnel	57.386	60.894	59.130	1.744	-1.764	3,0	- 2,9	Bedrijfsvoorheffing
source	57.274	60.423	58.673	1.398	-1.750	2,4	-2,9	bron
rôles	112	471	457	345	-14	309,2	- 3,0	kohieren
Divers non régionaux	340	430	215	-125	-215	- 36,9	- 50,1	Niet-geregionaliseerde diversen
Impôts directs	81.823	89.271	86.580	4.757	-2.691	5,8	- 3,0	Directe belastingen
Accises	10.378	11.062	10.994	616	-68	5,9	- 0,6	Accijnzen
TVA	40.560	43.343	42.904	2.344	-439	5,8	- 1,0	Btw
pure	37.079	39.529	39.056	1.977	-474	5,3	- 1,2	zuivere
droits et taxes divers	3.482	3.814	3.848	366	34	10,5	0,9	diverse rechten en taken
Droits d'enregistrement non régionaux	137	165	171	33	5	24,2	3,2	Niet-geregionaliseerde registratierechten
Divers et amendes non régionaux	766	856	902	136	46	17,8	5,4	Niet-geregionaliseerde diversen en boeten
Regularisation (montants non répartis)	120	130	260	140	130	116,1	100,0	Regularisatie (niet-verdeelde bedragen)
Taxe épargne à long terme	227	227	232	5	5	2,3	2,3	Taks op het langetermijnsparen
Total	134.011	145.053	142.042	8.031	-3.012	6,0	- 2,1	Totaal
Impôts entièrement encaissés pour des tiers								Belastingen geheel geïnd voor derden
Impôts régionaux	3.531	3.656	3.787	256	131	7,3	3,6	Gewestelijke belastingen
Taxe de circulation	0	0	0	0	0			Verkeersbelasting
Taxe de mise en circulation	0	0	0	0	0			Belasting op inverkeerstelling
Taxe sur les jeux et paris	35	33	37	2	4	6,7	10,8	Belasting op spelen en weddenschappen
Appareils automatiques de divertissement	10	10	11	1	1	6,7	5,3	Automatische ontspanningstoestellen
Précompte immobilier	0	0	0	0	0			Onroerende voorheffing
Amendes reg. impôts directs	0	0	0	0	0			Geregion. fiscale boeten directe bel.
Droits d'enregistrement régionalisés	2.001	2.250	2.206	205	-44	10,3	- 2,0	Geregion. registratierechten
Amendes reg. impôts indirects	282	180	338	55	157	19,5	87,3	Geregion. fiscale boeten indirecte bel.
Droits de succession	1.203	1.182	1.196	-7	14	- 0,6	1,2	Successierechten
Droits de douane	2.993	3.365	2.982	-10	-383	- 0,3	- 11,4	Douanerechten
Total y compris impôts entièrement encaissés pour des tiers (impôts additionnels exclus)	140.535	152.074	148.811	8.276	-3.263	5,9	- 2,1	Totaal incl. belastingen geheel geïnd voor derden (uitgez. opcentiemen)

4.1.2.2 Fiscale afdrachten

4.1.2.2.1 Algemeen overzicht

De volgende tabel geeft een overzicht van de geraamde evolutie van de fiscale afdrachten voor de periode 2023-2024.

Tabel 23: Fiscale afdrachten 2023-2024

	2023	2024	2024	Différence	Différence	%	%	
	Mon. 03/24	Initial	Mon. 03/24	Différence	Différence	Différence	Différence	
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24	Initieel	Mon. 03/24	Vershil	Vershil	Vershil	Vershil	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
	(1)	(2)	(3)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	
UE	3.638	4.134	3.751	114	-383	3,1	-9,3	EU
TVA	645	769	769	124	0	19,3	0,0	Btw
Droits de douane	2.993	3.365	2.982	-10	-383	-0,3	-11,4	Douanerechten
Communautés et Régions	56.086	57.060	56.665	579	-394	1,0	-0,7	Gemeenschappen en Gewesten
Impôts régionaux	3.531	3.656	3.787	256	131	7,2	3,6	Gewestelijke belastingen
Taxe additionnelle régionale sur l'IPP (avances)	12.570	13.324	13.244	675	-80	5,4	-0,6	Gewestelijke aanvullende belasting op PB (voorschotten)
Dotations IPP et TVA	40.147	40.227	39.779	-368	-448	-0,9	-1,1	PB- en btw-dotaties
Limitation 2 % des 'versements' comme prévu dans l'article 54, § 1, alinéa 6 et 7, LSF	-162	-147	-145	17	2	10,2	1,2	2 %-bepanking van de 'stortingen' zoals bedoeld in artikel 54, § 1, zesde en zevende lid, BFW
Sécurité sociale	22.836	23.204	23.444	607	239	2,7	1,0	Sociale zekerheid
Gestion globale travailleurs salariés	19.362	19.561	19.932	571	371	2,9	1,9	Globaal beheer werknemers
Gestion globale travailleurs indépendants	3.181	3.310	3.384	203	74	6,4	2,2	Globaal beheer zelfstandigen
Maribel social et CSSS	294	334	128	-167	-206	-56,6	-61,8	Sociale Maribel en BBSZ
Autres	1.857	1.615	1.527	-330	-88	-17,8	-5,4	Andere
Police	340	364	358	18	-7	5,2	-1,8	Politie
CREG	1.222	687	681	-541	-5	-44,3	-0,8	CREG
Elia	221	506	427	206	-79	93,4	-15,6	Elia
ONDRAF	29	23	23	-6	0	-20,4	0,0	NIRAS
Apetra (Aseva)	46	35	38	-8	3	-16,6	9,4	Apetra (Aseva)
Transferts de recettes fiscales avant les corrections de passage	84.417	86.013	85.387	970	-626	1,1	-0,7	Afdrachten fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties
Corrections de passage non fédérales	-22	20	-2	20	-23	90,6	-110,3	Niet-federale overgangscorrecties
Autres corrections de passage	-480	-162	-373	107	-211	22,3	-129,7	Andere overgangscorrecties
Transferts de recettes fiscales, incluant les corrections de passage au niveau du solde	83.915	85.871	85.012	1.097	-859	1,3	-1,0	Afdrachten fiscale ontvangsten, gecorrigeerd met overgangscorrecties op saldoniveau

De fiscale afdrachten na overgangscorrecties worden voor 2023 geraamd op 83.915 miljoen EUR. De overgangscorrecties hebben betrekking op de overgang van de gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting volgens de voorschottenregeling naar ESR-termen (642 miljoen EUR minder afdrachten in ESR), het neutraliseren van de lopende afrekening in kas ingevolge de definitieve vaststelling van de autonomiefactor in 2018 (dit verhoogt de afdrachten met 162 miljoen EUR) en een ESR-correctie voor successierechten (22 miljoen EUR minder afdracht in ESR).

Voor 2024 worden de fiscale afdrachten na overgangscorrecties herraamd op 85.012 miljoen EUR. Dit is een daling met 859 miljoen EUR ten opzichte van de ramingen bij begrotingsopmaak 2024. Deze daling is vooral toe te schrijven aan verminderde afdrachten aan de EU (douanerechten: -383 miljoen EUR), een daling van de fiscale afdrachten aan de Gemeenschappen en Gewesten (394 miljoen EUR) en bijkomend 211 miljoen EUR via de overgangscorrecties voor de overgang van gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting volgens de voorschottenregeling naar ESR-termen en het neutraliseren van de lopende afrekening in kas ingevolge de definitieve vaststelling van de autonomiefactor in 2018). De fiscale afdrachten aan de sociale zekerheid daarentegen nemen toe met 239 miljoen EUR.

4.1.2.2 Fiscale afdrachten aan de EU

Voor 2023 worden de fiscale afdrachten aan de EU geraamd op 3.638 miljoen EUR, waarvan 2.993 miljoen EUR betrekking heeft op de afdracht van de inkomsten uit douanerechten en 645 miljoen EUR op de afdracht van btw-inkomsten.

Voor 2024 worden de fiscale afdrachten aan de EU herraamd op 3.751 miljoen EUR. Dit is 383 miljoen EUR minder dan hetgeen geraamd was bij begrotingsopmaak. Deze daling is integraal toe te schrijven aan lagere inkomsten uit douanerechten. De afdracht van de inkomsten uit douanerechten wordt nu geraamd op 2.982 miljoen EUR tegenover 3.365 miljoen EUR bij begrotingsopmaak. De raming van de afdracht van btw-inkomsten blijft voor 2024 gehandhaafd op 769 miljoen EUR.

4.1.2.3 Fiscale afdrachten aan Gemeenschappen en Gewesten

1. Parameters

De volgende tabel geeft een overzicht van de parameters die werden gehanteerd voor de raming van de fiscale afdrachten aan de Gemeenschappen en Gewesten in het kader van de Bijzondere Financieringswet.

Tabel 24: Parameters BFW

begrotingsjaar (t) / année budgétaire (t)	2023	2024	2024
	definitief - définitif	initieel - initial	aangepast - ajusté
ICP / IPC	4,05%	4,10%	2,80%
	<i>FOD-SPF ECO</i>	<i>EB-BE 07/09/23</i>	<i>EB-BE 15/02/24</i>
reële bbp-groei / croissance réelle PIB	1,50%	1,30%	1,40%
	<i>EB-BE 15/02/24</i>	<i>EB-BE 07/09/23</i>	<i>EB-BE 15/02/24</i>
# inwoners -18 jaar	30/06/2022 (DEF)	30/06/2023 (1° obs)	30/06/2023 (2° obs)
# habitants -18 ans			
VG / RF	1.312.077	1.314.654	1.314.804
WG excl. DG / RW excl. CG	734.069	728.559	728.581
BHG / RBC	276.217	273.213	273.573
totaal excl. DG / total hors CG	2.322.363	2.316.426	2.316.958
DG / CG	15.626	15.686	15.680
# leerlingen (6 tem 17 jaar) *	sch j / année scol	sch j / année scol	sch j / année scol
# élèves (6 à 17 ans inclus) *	2022 - 2023 REA	2023 - 2024 ram-est	2023 - 2024 ram-est
VG / Comm fl	915.697	921.454	920.098
	58,168%	58,351%	58,358%
FG / Comm fr	658.529	657.696	656.548
	41,832%	41,649%	41,642%
totaal excl. DG / total hors CG	1.574.226	1.579.150	1.576.646
# inwoners 0 tot en met 18 jaar *	01/01/2023 REA	01/01/2024 ram-est	01/01/2024 ram-est
# habitants 0 à 18 ans inclus *			
VG / RF	1.388.213	1.395.011	1.393.350
WG incl. DG / RW avec CG incluse	791.283	789.168	787.510
BHG / RBC	289.189	287.265	286.086
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	2.468.685	2.471.444	2.466.946
DG / CG	16.579	16.803	16.749
WG excl. DG / RW hors CG	774.704	772.366	770.761
totaal excl. DG / total hors CG	2.452.106	2.454.641	2.450.197
# inwoners +80 jaar *	01/01/2023 REA	01/01/2024 ram-est	01/01/2024 ram-est
# habitants +80 ans *			
VG	370.937	373.056	373.143
WG incl. DG / RW avec CG incluse	165.168	164.368	164.294
BHG / RBC	41.631	41.418	41.403
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	577.736	578.842	578.840
DG / CG	4.137	4.329	4.341
WG excl. DG / RW hors CG	161.031	160.039	159.953
totaal excl. DG / total hors CG	573.599	574.513	574.499

begrotingsjaar (t) / année budgétaire (t)	2023	2024	2024
	definitief - définitif	initieel - initial	aangepast - ajusté
totale bevolking *	01/01/2023 REA	01/01/2024 ram-est	01/01/2024 ram-est
population totale*			
VG / RF	6.774.807	6.813.669	6.818.360
WG incl. DG / RW avec CG incluse	3.681.575	3.691.733	3.692.385
BHG / RBC	1.241.175	1.243.276	1.246.600
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	11.697.557	11.748.678	11.757.345
DG / CG	79.383	79.777	79.791
WG excl. DG / RW hors CG	3.602.192	3.611.956	3.612.594
totaal excl. DG / total hors CG	11.618.174	11.668.901	11.677.554
totale bevolking: solid. mech. / population totale: méch. de solid.	01/01/(AJ-EI)2022 REA	01/01/(AJ-EI)2023 REA	01/01/(AJ-EI)2023 REA
VG / RF	6.698.876	6.774.807	6.774.807
WG incl. DG / RW avec CG incluse	3.662.495	3.681.575	3.681.575
BHG / RBC	1.222.637	1.241.175	1.241.175
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	11.584.008	11.697.557	11.697.557
DG / CG	78.604	79.383	79.383
WG excl. DG / RW hors CG	3.583.891	3.602.192	3.602.192
totaal excl. DG / total hors CG	11.505.404	11.618.174	11.618.174
federale personenbelasting / impôt de personne physique fédérale	AJ-EI 2022 REA	AJ-EI 2023 ram-est	AJ-EI 2023 ram-est
VG / RF	24.104.341.184,33	26.696.366.616,78	26.594.424.259,96
WG excl. DG / RW total hors CG	10.248.406.297,48	11.383.202.121,95	11.352.375.896,91
BHG / RBC	3.155.642.467,90	3.479.673.477,93	3.471.422.837,12
DG / CG	159.590.291,01	176.825.813,33	176.225.806,27
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	37.667.980.240,72	41.736.068.029,99	41.594.448.800,26
WG incl. DG / RW avec CG incluse	10.407.996.588,49	11.560.027.935,28	11.528.601.703,18
sleutel federale personenbelasting / clé impôt de personne physique fédérale	AJ-EI 2022 REA	AJ-EI 2023 ram-est	AJ-EI 2023 ram-est
VG / RF	63,992%	63,965%	63,937%
WG excl. DG / RW total hors CG	27,207%	27,274%	27,293%
BHG / RBC	8,378%	8,337%	8,346%
DG / CG	0,424%	0,424%	0,424%
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	100,000%	100,000%	100,000%
WG incl. DG / RW avec CG incluse	27,631%	27,698%	27,717%
Stroom van pendelaars	2023	2024	2024
Flux de navettes			
VG / RF	61,823%	61,850%	61,823%
WG / RW	38,177%	38,150%	38,177%
Tota(a)l :	100,000%	100,000%	100,000%
Reële bbp-groei per inwoner / taux de croissance réelle du PIB par habitant	0,5147%	0,8592%	0,8844%

Bron : FOD Financiën

2. Gewestelijke belastingen

De afdrachten inzake gewestelijke belastingen worden voor 2023 geraamd op 3.531 miljoen EUR.

Voor 2024 worden de afdrachten inzake gewestbelastingen herraamd op 3.787 miljoen EUR. Dit is een stijging met 131 miljoen EUR ten opzichte van de ramingen bij begrotingsopmaak. Het verschil wordt verklaard door een toename van de inkomsten uit fiscale boeten (+157 miljoen EUR) en uit successierechten (+14 miljoen EUR). De inkomsten uit registratierechten worden daarentegen neerwaarts herzien (-44 miljoen EUR).

3. Gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting

De gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting in termen van doorgestorte voorschotten en afrekeningen wordt voor 2023 geraamd op 12.570 miljoen EUR. In ESR-termen wordt de gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting geraamd op 11.928 miljoen EUR. Het verschil tussen beide optieken (642 miljoen EUR gunstiger in ESR) wordt via de overgangscorrecties verrekend om zodoende rekening te houden met ESR-concept.

Voor 2024 wordt de gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting in termen van doorgestorte voorschotten en afrekeningen herraamd op 13.244 miljoen EUR. Dit is een daling met 80 miljoen EUR ten opzichte van de ramingen bij begrotingsopmaak. Deze daling is hoofdzakelijk het gevolg van een daling van de gewestelijke opcentiemen (34 miljoen EUR) en een daling van de geraamde afrekeningen van de gewestelijke personenbelasting (46 miljoen EUR).

In ESR-termen wordt de gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting geraamd op 12.726 miljoen EUR in 2024.

De volgende tabel geeft een overzicht van de samenstelling van de gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting voor 2023 en 2024 (doorgestorte voorschotten), de gewestelijke personenbelasting in ESR-termen, alsook de ramingen van de gewestelijke opcentiemen en de fiscale uitgaven.

Tabel 25: Samenstelling van de gewestelijke pb 2023-2024, gewestelijke opcentiemen en fiscale uitgaven

<i>in miljoen EUR</i>	2023 Mon. 03/24 - Mon. 03/24 (1)	2024 Initial - Initieel (2)	2024 Mon. 03/24 - Mon. 03/24 (3)	Différence - Verschil (3) vs. (1)	Différence - Verschil (3) vs. (2)
Gewestelijke pb (doorgestorte voorschotten)	12.088	13.278	13.245	1.157	-34
Afrek AJ x-1 sept	328	-114	-154	-482	-40
Afrek AJ x-1 ontv sep-dec	69	80	69	0	-11
Voorgaande AJ	90	85	90	0	5
Afrek BNI AJ x-1	-5	-5	-5	0	0
TOTAAL	12.570	13.324	13.244	675	-80
<i>waarvan afrekeningen</i>	482	45	-1	-482	-46
Gewestelijke pb in ESR	11.928	13.014	12.726	798	-289
<i>Verschil ESR - doorgestorte voorschotten</i>	-642	-309	-518	123	-209

<i>in miljoen EUR</i>	2023 Mon. 03/24 - Mon. 03/24 (1)	2024 Initial - Initieel (2)	2024 Mon. 03/24 - Mon. 03/24 (3)	Différence - Verschil (3) vs. (1)	Différence - Verschil (3) vs. (2)
Opcentiemen	14.333	15.610	15.576	1.243	-34
Fiscale uitgaven	2.327	2.251	2.251	-76	-1

Uit de definitieve vaststelling van de autonomiefactor in 2018 bleek dat de Gewesten voor de jaren 2015 tot en met 2017 te veel middelen hadden ontvangen. Voor die jaren voorzag de wet immers de toepassing van een voorlopige autonomiefactor die uiteindelijk hoger bleek te zijn dan de definitieve autonomiefactor. De afrekening bedroeg ongeveer 1.624 miljoen EUR. Dit bedrag werd in ESR integraal op 2018 aangerekend. In kastermen wordt deze afrekening evenwel over meerdere jaren gespreid om niet meer dan 2 % van de overgedragen middelen per begrotingsjaar te overschrijden. Hierdoor liggen de afdrachten voor 2023 en 2024 in kastermen respectievelijk 162 miljoen EUR en 145 miljoen EUR lager. Via een overgangscorrectie wordt dit bedrag evenwel geneutraliseerd om te komen tot een bedrag in ESR. Na 2024 rest er in totaal nog ongeveer 665 miljoen EUR te verrekenen in de daaropvolgende jaren.

4. Pb- en btw-dotaties

De pb- en btw-dotaties aan de Gemeenschappen en Gewesten bedroegen in 2023 40.147 miljoen EUR.

Voor 2024 worden de pb- en btw-dotaties herraamd op 39.779 miljoen EUR. Dit is 448 miljoen EUR minder ten opzichte van de ramingen bij begrotingsopmaak 2024. Deze daling is onder meer het gevolg van de nieuwe parameters inzake groei en inflatie voor 2023 en 2024.

4.1.2.2.4 Fiscale afdrachten aan de Sociale Zekerheid

De fiscale afdrachten aan de sociale zekerheid worden voor 2023 geraamd op 22.836 miljoen EUR.

Voor 2024 worden de fiscale afdrachten aan de sociale zekerheid herraamd op 23.444 miljoen EUR. Dit is een stijging met 239 miljoen EUR ten opzichte van de ramingen bij begrotingsopmaak.

De fiscale afdrachten voor 2024 kunnen als volgt uitgesplitst worden:

- Inzake alternatieve financiering (23.316 miljoen EUR of +445 miljoen EUR ten opzichte van begrotingsopmaak 2024):
 - Globaal beheer werknemers: 19.932 miljoen EUR (+371 miljoen EUR);
 - Globaal beheer zelfstandigen 3.384 miljoen EUR (+74 miljoen EUR);
- Sociale Maribel en BBSZ: 128 miljoen EUR (-206 miljoen EUR).

Het gedeelte met betrekking tot de alternatieve financiering komt ook aan bod in de hoofdstukken met betrekking tot de respectieve globale beheren (zie infra).

4.1.2.2.5 Overige afdrachten

Het gaat om afdrachten ter financiering van de CREG, Elia, Niras, Apetra (Petroleumagentschap), alsook de Politie (sociale dotatie en bijdrage voor het Fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie).

Deze afdrachten bedroegen in 2023 1.857 miljoen EUR.

Voor 2024 worden deze afdrachten herraamd op 1.527 miljoen EUR. Dit is 88 miljoen EUR lager dan bij begrotingsopmaak 2024. De daling wordt vooral verklaard door een lagere afdracht aan Elia (-79 miljoen EUR).

4.1.2.3 De niet-fiscale ontvangsten en niet-fiscale middelen

De ramingen van de niet-fiscale ontvangsten zijn gebaseerd op de resultaten van de initiële begroting, die in toepassing voor de nota aan de Ministerraad van 23/1/2024 voor een beperkt aantal posten werden herzien in functie van informatie aangeleverd door de departementen. Voor de andere posten werden de cijfers uit de initiële begroting overgenomen.

Er wordt een klein bedrag van de niet-fiscale ontvangsten afgedragen aan de gewesten en er worden nog een aantal ESR-correcties toegepast om cijfers te bekomen waarmee het vorderingensaldo

volgens de ESR-regels kan worden berekend. Zoals voorheen werden de niet-fiscale ontvangsten in kastermen gebruikt als vertrekpunt voor deze correcties.

Tabel 26: De niet-fiscale ontvangsten en middelen 2023-2024

(en millions EUR sauf indication contraire)	2023	2024	2024	Différence	Différence	%	%	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
	Mon. 03/24	Initial	Mon. 03/24	-	-	-	-	
	Mon. 03/24	Initieel	Mon. 03/24	Vershil	Vershil	Vershil	Vershil	
	(1)	(2)	(3)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	
Chancellerie du Premier Ministre	12	6	6	-6	0	-52,4	0,0	Kanselarij van de Eerste Minister
Stratégie et Appui	12	495	333	321	-162	2 646,3	-32,7	Beleid en Ondersteuning
Justice	64	62	62	-2	0	-3,2	0,0	Justitie
Intérieur	85	123	123	39	0	45,6	0,0	Binnenlandse Zaken
Affaires étrangères	124	126	126	2	0	1,8	0,0	Buitenlandse Zaken
Défense	56	57	57	1	0	1,3	0,0	Landsverdediging
Police fédérale et fonctionnement intégré	39	48	48	9	0	24,1	0,0	Federale politie en geïntegreerde werking
Finances	5.308	5.024	5.081	-228	57	-4,3	1,1	Financiën
Emploi, Travail et Concertation sociale	2	0	0	-1	0	-81,4	0,0	Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg
Sécurité sociale	754	4	886	132	882	17,5	23 297,5	Sociale Zekerheid
Santé publique	241	99	99	-142	0	-58,9	0,0	Volksgezondheid
Economie, Classes moyennes et Énergie	1.320	957	983	-337	27	-25,5	2,8	Economie, Middenstand en Energie
Mobilité et Transports	387	393	393	6	0	1,5	0,0	Mobiliteit en Vervoer
Intégration sociale	66	3	3	-63	0	-95,8	0,0	Maatschappelijke integratie
Politique scientifique	19	22	22	3	0	16,9	0,0	Wetenschapsbeleid
Recettes non fiscales	8.489	7.419	8.223	-266	804	-3,1	10,8	Niet-fiscale ontvangsten
dont recettes courantes	6.709	4.773	5.739	-970	966	-14,5	20,2	waarvan lopende ontvangsten
dont recettes de capital	1.780	2.646	2.484	704	-162	39,6	-6,1	waarvan kapitaalontvangsten
Recettes non fiscales transférées	35	17	16	-18	-1	-52,8	-5,6	Afgestane niet-fiscale ontvangsten
Recettes non fiscales Voies et Moyens	8.454	7.402	8.206	-247	805	-2,9	10,9	Niet-fiscale middelen
Corrections de passage	-1.496	-2.170	-2.289	-793	-118	-128	-5,5	Overgangscorrecties
Correction codes 8	-1.320	-1.963	-1.975	-655	-22	-49,7	-1,1	Correctie codes 8
Autres corrections de passage	-176	-217	-313	-137	-96	-77,9	-44,4	Andere overgangscorrecties
Recettes non fiscales Voies et Moyens, incluant les corrections de passage au niveau du solde	6.958	5.231	5.918	-1.040	686	-14,9	13,1	Niet-fiscale middelen, gecorrigeerd met overgangscorrecties op saldoniveau

Hieronder worden voor 2024 achtereenvolgens de niet-fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties, de afdrachten en de overgangscorrecties besproken.

De niet-fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties worden voor 2024 geraamd op 8.223 miljoen EUR. Dit is een daling met 266 miljoen EUR ten opzichte van de realisaties voor 2023. Ten opzichte van de initiële begroting nemen de ontvangsten toe met 804 miljoen EUR.

Het verschil ten opzichte van de initiële begroting wordt in hoofdzaak verklaard door:

- ontvangsten van de EU voor investeringen (-162 miljoen EUR t.o.v. de initiële begroting, FOD BOSA, artikel 59.11.01). Tussen ontvangsten en uitgaven met betrekking tot EU-subsidies dient evenwel een evenwicht te worden geregistreerd in ESR-termen. Dit wordt via een onverdeelde ESR-correctie buiten de niet-fiscale ontvangsten geregeld;
- de terugbetaling door de EU van inningskosten bij de Thesaurie (-60 miljoen EUR t.o.v. de initiële begroting, FOD Financiën, §1, artikel 16.13.01);
- interesten van de portefeuille van de Deposito- en Consignatieskas (+67 miljoen EUR t.o.v. de initiële begroting, FOD Financiën, §1, artikel 26.20.03);
- dividend van de FPIM (+38 miljoen EUR t.o.v. de initiële begroting, FOD Financiën, §1, artikel 28.20.05). In de raming wordt rekening gehouden met 142 miljoen EUR voor 2024;

- nalatigheidsinteressen inzake belastingen (+13 miljoen EUR t.o.v. de initiële begroting, FOD Financiën, §2, artikel 26.10.01);
- terugbetaling van alternatieve financiering (+433 miljoen EUR t.o.v. de initiële begroting, FOD Sociale Zekerheid, artikel 42.20.02);
- terugbetaling door de OISZ van COVID-19 subsidies (+60 miljoen EUR t.o.v. de initiële begroting, FOD Sociale Zekerheid, artikel 42.20.03);
- terugbetaling evenwichtsdotatie RSVZ/RSZ (+390 miljoen EUR t.o.v. de initiële begroting, FOD Sociale Zekerheid, artikel 42.80.03);
- de bijdrage van de oliesector (+3 miljoen EUR in kastermen t.o.v. de initiële begroting, FOD Economie, artikel 36.90.13). In ESR-termen verschilt evenwel de aanrekenbaarheid. Er wordt in 2024 geen ontvangst meer geboekt omdat de ontvangsten moeten worden aangerekend in het jaar waarop de ontvangsten economisch betrekking hebben (cf. infra);
- de overwinstbelasting voor elektriciteitsproducenten (+24 miljoen EUR in kastermen t.o.v. de initiële begroting, FOD Economie, artikel 37.10.01). In ESR-termen evenwel verschilt de aanrekenbaarheid. Er wordt in 2024 geen ontvangst meer geboekt omdat de ontvangsten moeten worden aangerekend in het jaar waarop de ontvangsten economisch betrekking hebben (cf. infra).

Voor de afgedragen niet-fiscale ontvangsten wordt er rekening gehouden met een bedrag van 16 miljoen EUR voor 2024. Dit betreft interestontvangsten op gewestelijke belastingen.

In ESR-termen worden voor 2024 volgende correcties doorgevoerd:

Er worden code 8-verrichtingen geëlimineerd voor een bedrag van 1.975 miljoen EUR in plaats van 1.953 miljoen EUR bij de initiële begroting. Het verschil is te wijten aan een herklassering van een bedrag van 22 miljoen EUR toegekend aan Skeyes van een code 3 naar een code 8.

Er worden zoals bij de initiële begroting ook een aantal andere aanpassingen doorgevoerd voor 2024. Deze andere correcties bedragen voor 2024 netto -313 miljoen EUR ten opzichte van -217 miljoen EUR bij de initiële begroting. Deze diverse aanpassingen betreffen:

- een correctie om bepaalde ontvangsten van het Rode Kruis die via een thesaurierekening verlopen aan te rekenen: +9 miljoen EUR (ongewijzigd). Er gebeurt ook simultaan de omgekeerde correctie bij de uitgaven;
- een correctie voor het aanrekeningsmoment van telecomlicenties ingevolge de ESR2010-reglementering: +97 miljoen EUR (t.o.v. +28 miljoen EUR t.o.v. de initiële begroting). Het op 2024 aan te rekenen bedrag wordt daarmee op 148 miljoen EUR gebracht. Er werd nu, in tegenstelling tot bij de initiële begroting, ook rekening gehouden met interestbetalingen van operatoren voor 2024. Bij de initiële begroting werd gezien de oplopende rentevoeten en de mogelijkheid voor de operatoren om de keuze om gespreid te betalen met interesten nog te

herzien, geen rekening gehouden met eventuele renteontvangsten. Er wordt nu bij gebrek aan een definitief akkoord over de verdeling van de ontvangsten, geen rekening gehouden met een afdracht door de federale overheid.

- een correctie voor de aanrekening van ontvangsten van emissierechten +53 miljoen EUR (ongewijzigd);
- een correctie voor het uitsluiten van het geboekte bedrag voor niet ESR-aanrekenbare code 08- en code 9-verrichtingen: -58 miljoen EUR (ongewijzigd);
- een correctie voor het aanrekenmoment voor de bijdragen van de oliesector: -153 miljoen EUR (-151 miljoen EUR bij de initiële begroting). Deze correctie dient louter om de in 2024 geïnde ontvangsten te elimineren gezien deze ESR-matig tot 2023 behoren;
- een correctie voor het aanrekenmoment voor de overwinstbelastingen voor elektriciteitsproducenten: -716 miljoen EUR (-692 miljoen EUR bij de initiële begroting). Deze correctie dient louter om de in 2024 geïnde ontvangsten te elimineren gezien deze ESR-matig tot 2023 behoren;
- een correctie voor het in rekening brengen van de bijdrage van de financiële instellingen aan het Depositogarantiefonds: +438 miljoen EUR op basis van herziene cijfers van de FOD Financiën (+582 miljoen EUR bij de initiële begroting);
- een correctie voor het in rekening brengen van hogere stortingen van het BIPT in de middelenbegroting dan initieel voorzien (+19 miljoen EUR, nul bij de initiële begroting).

De niet-fiscale middelen na overgangscorrecties voor 2024 stijgen met 686 miljoen EUR tot 5.918 miljoen EUR (+13,1 %) ten opzichte van de initiële begroting.

In de bijlagen wordt een overzicht gegeven per artikel van de belangrijkste niet-fiscale middelen voor overgangscorrecties.

4.1.2.4 Les dépenses primaires

Le tableau suivant reprend une situation des dépenses primaires (liquidations) pour les années 2023 (réalisations) et 2024 conforme à la présentation de l'Exposé général.

Tableau 27 : Aperçu des dépenses primaires (concept exposé général)

	2023	2024	2024	Différence -	Différence -	%	%	
	Mon. 03/24 -	Initial -	Mon. 03/24 -					
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24 (1)	Initieel (2)	Mon. 03/24 (3)	Vershil (3) vs. (1)	Vershil (3) vs. (2)	Vershil (3) vs. (1)	Vershil (3) vs. (2)	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
Crédits	78.740	88.986	88.268	9.528	-718	12,1	- 0,8	Kredieten
Total Cellule Autorité	35.187	42.795	42.513	7.326	-282	20,8	- 0,7	Totaal Autoriteitscel
Total Cellule Sociale	32.418	34.582	34.368	1.950	-214	6,0	- 0,6	Totaal Sociale Cel
Total Cellule Économique	7.517	5.800	5.775	-1.742	-25	- 23,2	- 0,4	Totaal Economische Cel
Provisions	0	2.669	2.463	2.463	-205		- 7,7	Provisies
Contribution RNB UE	3.619	3.140	3.150	-469	10	- 13,0	0,3	Bni-bijdrage EU
Intérêts SPF Finances (-)	-26	-124	-124	-98	0	- 380,2	0,0	Interesten FOD Financiën (-)
Sous-utilisation (-)	0	-1.210	-1.210	-1.210	0		0,0	Onderbenutting (-)
Dépenses primaires EG	78.714	87.652	86.934	8.220	-718	10,4	- 0,8	Primaire uitgaven AT
Corrections SEC	-1.013	-6.185	-6.328	-5.315	-143	- 524,5	- 2,3	ESR-correcties
Contribution RNB UE	20	0	112	93	112	470,6		Bni-bijdrage EU
Dépenses primaires de la dette	95	66	66	-29	0	- 30,7	0,0	Primaire uitgaven schuldbegroting
Correction codes 8 et 9	-267	-237	-237	29	0	11,0	0,0	Correctie codes 8 en 9
Autres corrections SEC	-862	-6.014	-6.269	-5.408	-255	- 627,7	- 4,2	Andere ESR-correcties
Dépenses primaires SEC	77.701	81.466	80.606	2.905	-861	3,7	- 1,1	Primaire uitgaven ESR

2023

Les dépenses primaires SEC réalisées en 2023 se montent à 77.701 millions EUR, soit une diminution de 1.410 millions EUR par rapport aux dépenses SEC estimées pour 2023 dans l'exposé général 2024.

2024

Les dépenses primaires SEC sont estimées à 80.606 millions EUR pour l'actualisation 2024, soit une diminution de 861 millions EUR (-1,1 %) par rapport aux dépenses SEC estimées pour le budget initial 2024.

L'évolution des différentes rubriques ayant permis d'estimer les dépenses primaires SEC 2024 actualisées est détaillée ci-dessous (évolution par rapport au budget initial 2024) :

1) Crédits (-718 millions EUR) :

La circulaire du 23 janvier 2024 vise à présenter un calendrier pour l'organisation des travaux budgétaires au cours du premier semestre de cette année.

Hypothèses de la circulaire :

La circulaire prévoit de ne pas faire un contrôle budgétaire classique mais de se limiter à une nouvelle estimation des principaux flux.

Il s'agit donc d'un exercice purement technique pendant lequel aucune initiative nouvelle ne sera discutée et aucune réunion bilatérale n'aura lieu.

L'actualisation des « gros postes » se fera notamment sur base :

- des hypothèses d'index et d'inflation du budget économique ;
- des adaptations avérées dans les effets de volume pour les principaux postes budgétaires, après vérification avec les départements concernés.

Le tableau suivant reprend les crédits de liquidation des dépenses primaires par départements actualisés pour 2024.

Le tableau reprend les colonnes suivantes :

(1) Réalisations 2023 : il s'agit des liquidations effectuées en 2023 ;

(2) 2024 INI : il s'agit des crédits de liquidation du budget initial 2024 ;

(3) Index : elle reprend les indexations légales et les différences de change ;

(4) Volume : elle reprend les variations en volume actualisées par rapport au budget initial 2024 ;

(5) Colonne 2024 actualisation : elle reprend l'actualisation de l'estimation des crédits de liquidation 2024 ;

(6) Evolution entre l'actualisation et le budget initial 2024.

Tableau 28 : Crédits de liquidation par département (2023-2024)

(en millions EUR)

	1	2	3	4	5	6= 5-2
	2023	2024	2024	2024	2024	2024
Crédits de liquidation	Réalisations	INI	Index	Volume	Actu	Actu/INI
Départements						
Dotations	16.965	17.089		-261	16.828	-261
Chancellerie du Premier Ministre	261	233		0	233	0
Stratégie et Appui	336	641	0	0	641	0
Organismes indépendants	32	41		0	41	0
Justice	2.528	2.689		0	2.689	0
Intérieur	2.329	2.377		10	2.387	10
Affaires étrangères et Coop. Développement	1.796	1.794		0	1.794	0
Défense nationale	5.178	5.078		0	5.078	0
Police fédérale et fonctionnement intégré	2.711	2.818	-29	0	2.789	-29
Finances	2.187	9.064		-2	9.063	-2
Régie des Bâtiments	864	971		0	971	0
TOTAL CELLULE AUTORITÉ	35.187	42.795	-29	-253	42.513	-282
Emploi, Travail et Concertation sociale	265	283		-1	282	-1
Sécurité sociale	28.852	31.173	-65	-203	30.906	-267
Santé publique, Sécurité de la Chaîne Alimentaire et Environnement	1.044	1.106		0	1.106	0
Intégration sociale	2.257	2.020		54	2.074	54
TOTAL CELLULE SOCIALE	32.418	34.582	-65	-150	34.368	-214
Économie, PME, Classes moyennes et Énergie	2.753	758		21	778	21
Mobilité et Transport	4.157	4.429	35	-81	4.383	-46
Politique scientifique	607	613		0	613	0
TOTAL CELLULE ÉCONOMIQUE	7.517	5.800	35	-61	5.775	-25
Provision interdépartementale		373		0	373	0
Provision politique nouvelle		0		0	0	0
Provision indexation		791	-400	0	390	-400
Provision Ukraine		1.505		195	1.700	195
TOTAL PROVISIONS	0	2.669	-400	195	2.463	-205
Crédits départementaux	75.121	85.846	-459	-268	85.118	-727
Contribution RNB	3.619	3.140		10	3.150	10
Total crédits de liquidation	78.740	88.986	-459	-258	88.268	-718

Sur base de cette situation, les crédits de liquidation actualisés pris en compte dans ce rapport pour 2024 se montent ainsi à 88.268 millions EUR, soit une diminution de 718 millions EUR (-0,8 %) par rapport au budget initial 2024.

Le tableau suivant reprend les crédits de liquidation des dépenses primaires 2024 par gros postes.

Tableau 29 : Crédits de liquidation par gros postes (2023-2024)

(en millions EUR)

	1	2	3	5	6	7= 6-2
Gros postes	2023	2024	2024	2024	2024	2024
Crédits de liquidation	Réalisations	INI	Index	Volume	Actu	Actu/INI
Salaires et charges sociales	7.250	7.822	0	0	7.822	0
Frais de fonctionnement (hors RRF, vaccins et matériel covid)	3.361	3.250	0	0	3.250	0
Investissements (hors RRF)	1.971	1.844	0	0	1.844	0
RRF	101	342	0	0	342	0
Vaccins, médicaments, moyens de protection, bioterrorisme	17	81	0	0	81	0
Achat de vaccins	141	50	0	0	50	0
Budget des dotations hors dot. aux Comm.	426	458	0	0	458	0
Budget des dotations aux Communautés	16.539	16.630	0	-261	16.369	-261
Pro Déo	152	199	0	0	199	0
Dotation mobilité Bxl-capitale	55	55	0	0	55	0
Financement communes et instit. bruxelloises	471	471	0	10	482	10
Dotation FEDASIL	838	786	0	0	786	0
Dotation aux zones de secours	205	188	0	0	188	0
Organismes internationaux	121	127	0	0	127	0
Coopération au développement	1.301	1.256	0	0	1.256	0
Dotations aux zones de police	1.239	1.268	-29	0	1.238	-29
Fonds paneuropéens	7	42	0	0	42	0
Dotations Régie des bâtiments	864	971	0	0	971	0
Dotation à l'ONEM	157	156	0	-1	155	-1
Dotation globale indépendants	443	465	-9	0	456	-9
Dotation équilibre indépendants	748	761	0	0	761	0
Allocations aux personnes handicapées	2.728	3.000	0	-26	2.974	-26
Dotation globale salariés	2.485	2.604	-47	0	2.557	-47
Dotation équilibre salariés	5.604	7.143	0	0	7.143	0
Subvention ORPSS	270	275	0	0	275	0
Dotations pensions	14.908	15.325	0	-183	15.141	-183
Garantie revenus personnes âgées	941	984	0	8	992	8
Source de financement supplémentaire soins de santé	456	475	-9	0	465	-9
Subvention Covid-19 à l'ONVA	33	0	0	0	0	0
Blouses blanches	402	402	0	0	402	0
Dotation AFSCA	114	116	0	0	116	0
Subsides aide médicale urgente	91	146	0	0	146	0
Concession journaux et périodiques	176	126	0	21	146	21
CREG élargissement tarif social	332	3	0	0	3	0
CREG prime chauffage	1.445	0	0	0	0	0
Remise unique mazout, propane, pellet, ...	82	0	0	0	0	0
Instal.collectives de chauffage (tarif social, remise unique)	41	4	0	0	4	0
Paiement Poste contrat de gestion	148	154	-1	0	153	-1
SNCB	2.042	2.130	18	-83	2.065	-65
Infrabel	1.664	1.813	19	1	1.833	20
Subvention Métro Nord	50	50	0	0	50	0
Subventions CPAS - revenu d'intégration	1.543	1.627	0	52	1.679	52
Subventions CPAS - loi du 02.06.1965	490	157	0	7	164	7
Remboursement à la CAAMI	93	96	0	-5	91	-5
Projets spatiaux ESA	284	266	0	0	266	0
Codes 8 et 9	267	237	0	0	237	0
Santé publique Provision covid-19	0	0	0	0	0	0
Provision interdépartementale	0	373	0	0	373	0
Provision politique nouvelle	0	0	0	0	0	0
Provision indexation	0	791	-400	0	390	-400
Provision augmentation coût de l'énergie	0	0	0	0	0	0
Provision guerre Ukraine	0	1.505	0	195	1.700	195
Provision présidence UE	0	0	0	0	0	0
Reconstitution du fonds de garantie	0	6.684	0	0	6.684	0
Autres dépenses primaires	2.027	2.137	0	-3	2.134	-3
Crédits départementaux	75.121	85.846	-459	-268	85.118	-727
Contribution RNB	3.619	3.140	0	10	3.150	10
Crédits y compris contribution RNB	78.740	88.986	-459	-258	88.268	-718

L'évolution entre le budget initial 2024 et l'actualisation 2024 se répartit entre les 2 éléments suivants :

- Effet index (-459 millions EUR) : les crédits des départements ont été diminués de 59 millions EUR afin de tenir compte des indexations légales. La provision indexation du budget initial 2024 a été diminuée de 400 millions EUR.
 - o L'effet index négatif de 459 millions EUR est lié au ralentissement de l'inflation par rapport aux hypothèses du budget économique de septembre 2023. En septembre 2023, il était prévu un dépassement de l'indice pivot en février et juin 2024 alors que sur base du budget économique de février 2024, il est uniquement prévu un dépassement de l'indice pivot en avril 2024 ;
- Effet volume : -258 millions EUR.

L'évolution en volume s'explique principalement par les éléments suivants :

- Budget des dotations : Les dotations aux communautés diminuent de 261 millions EUR suite à l'application des paramètres du budget économique de février 2024 et du solde du décompte 2023 ;
- SPF Sécurité sociale (-203 millions EUR) : la diminution en volume s'explique principalement par le crédit pour les allocations aux personnes handicapées qui diminue de 25,9 millions EUR et les dotations au Service des Pensions du Secteur Public qui diminuent de 183,4 millions EUR.
Pour l'année 2024, les dotations d'équilibre ont été maintenues au niveau du budget initial 2024. Cependant, étant donné l'actualisation des données budgétaires de la sécurité sociale pour 2024, les dotations d'équilibre devraient en principe être revues à la baisse de 508 millions EUR pour l'ONSS-Gestion globale et de 278 millions EUR pour l'INASTI-Gestion globale, de manière à ce que le solde des comptes budgétaires des Gestion globales respectives soit nul (y compris les opérations de capital) sans tenir compte du trop-perçu de 2023. ;
- SPP Intégration sociale (+54 millions EUR) : le crédit pour les transferts aux CPAS pour le revenu d'intégration sociale augmente en volume de 52 millions EUR ;
- SPF Economie (+21 millions EUR) : le montant prévu dans l'actualisation 2024 pour les services de concession des journaux est de 146,4 millions EUR, soit 20,7 millions EUR de plus par rapport au budget initial 2024. Le Conseil des Ministres du 15/12/2023 a décidé de supprimer ce mécanisme de financement des services de concession des journaux et de le prolonger pour 6 mois, à partir du 1er janvier 2024, pour un montant maximal de 75 millions EUR. Le montant de 146,4 millions EUR est le montant nécessaire pour financer la dernière tranche de 2023 à liquider en 2024 et la prolongation pour le premier semestre de 2024 ;
- SPF Mobilité (-81 millions EUR) :
 - o les dotations à la SNCB diminuent en volume de 70,2 millions EUR dont 60,1 millions EUR pour la dotation variable à la SNCB suite à une révision à la baisse du produit des ventes servant de base à la fixation de la dotation variable.
 - o les dotations à Infrabel diminuent de 12 millions EUR suite à la correction d'une faute matérielle lors de l'élaboration du budget 2024.
- La provision Ukraine (+195 millions EUR) a été revue à la hausse et s'établit désormais à 1.700 millions EUR. Ce montant de 1.700 millions EUR est en lien avec l'impact sur les recettes fiscales des avoirs gelés russes.

Tableau 30 : Aperçu des provisions 2024

<i>en millions EUR</i>	INI 24	Evolution	Actu 24
Frais de justice et divers	114,1	0,0	114,1
Chèques repas	37,0	0,0	37,0
Impulsion projets violences intrafamiliales	0,9	0,0	0,9
Bien-être	0,0	0,0	0,0
Nouveaux contrats B-Post	83,8	0,0	83,8
Fedasil	137,4	0,0	137,4
Provision interdépartementale	373,2	0,0	373,2
Renforcement Justice	0,0	0,0	0,0
Provision politique nouvelle	0,0	0,0	0,0
Provision indexation	790,5	-400,4	390,1
Provision guerre Ukraine	1.505,0	195,0	1.700,0
Total provisions	2.668,7	-205,3	2.463,4

- 1) **Charges d'intérêt** : les charges d'intérêts comprises dans les crédits de liquidation 2024 du SPF Finances et réintégrées dans la partie charges d'intérêt dans le cadre de ce rapport restent inchangée à 124 millions EUR ;
- 2) **Sous-utilisation** : la sous-utilisation prise en compte dans ce rapport pour 2024 reste inchangée à 1.210 millions EUR ;
- 3) **Corrections SEC** :

En tenant compte des corrections SEC estimées à -6.328 millions EUR (diminution des dépenses SEC), les dépenses primaires SEC sont alors estimées à 80.606 millions EUR pour l'année 2024, soit une amélioration de 861 millions EUR par rapport aux dépenses SEC 2024 estimées dans l'exposé général 2024.

Les corrections SEC viennent diminuer les dépenses SEC à concurrence de 6.328 millions EUR contre 6.185 millions EUR lors du dernier exposé général (diminution des dépenses primaires de 143 millions EUR).

Le tableau ci-dessous reprend les corrections SEC apportées aux dépenses primaires pour l'actualisation 2024.

Tableau 31 : Corrections de passage vers les dépenses SEC

Corrections de passage vers les dépenses SEC	2024	2024	Différence - Verschil
	Exp Gén - Alg toel	Mon. Mars 24 - Mon. Maart 24	
Contribution RNB à l'Union européenne	0	112	112
Dépenses primaires budget de la Dette	66	66	0
Investissements Défense Nationale	662	631	-31
Hélicoptères Police fédérale	-12	-12	0
Compte de trésorerie Croix rouge (dépense)	9	9	0
Pécule de vacances	-18	-18	0
Octrois de crédits et prises de participation (codes 8)	-188	-188	0
Amortissements de dettes (codes 9)	-49	-49	0
Reconstitution du Fonds de Garantie	-6.684	-6.684	0
Intérêts condamnation textile chinois	0	92	92
Banques multilatérales de développement	0	-115	-115
Flexibilité Ukraine	0	-130	-130
Concession journaux	0	-71	-71
Pro Deo	30	30	0
Totaux	-6.185	-6.328	-143

Les corrections de passage vers les dépenses SEC pour 2024 sont les suivantes :

- Le budget de la Dette publique comprend des dépenses autres que des charges d'intérêt, qui ont un impact sur le solde SEC. Il s'agit entre autres des commissions sur les émissions d'emprunts publics, de la taxe annuelle sur les comptes titres et de la dotation à l'Agence de la Dette. Pour 2024, cette correction s'élève à 66 millions EUR ;
- Une correction est apportée aux investissements de la Défense afin de prendre en compte la différence entre le moment d'imputation budgétaire et le moment d'imputation en termes SEC. Il s'agit d'une correction venant augmenter les dépenses primaires de 631 millions EUR pour l'actualisation 2024 (et donc avec un impact négatif sur le solde SEC de 631 millions EUR) ;
- Une correction venant diminuer les dépenses SEC de 12 millions EUR (et donc avec un impact positif sur le solde SEC de 12 millions EUR) est apportée en 2024 suite au crédit de liquidation de 12 millions EUR prévu au budget de la Police fédérale en 2024 pour l'achat de deux hélicoptères Light Utility dont la livraison et donc l'impact SEC est prévue au plus tôt en 2026 ;
- Une correction de passage est apportée à la fois en recettes non fiscales et en dépenses pour tenir compte du fait que le fonds organique relatif à la Croix-Rouge a été remplacé par un compte de trésorerie (9 millions EUR en 2024) ;

- Suite au passage à l'enregistrement du pécule de vacances sur base des droits constatés en 2024 pour certains départements, des crédits de liquidation supplémentaires ont été accordés en 2024 à concurrence de 18 millions EUR. Cette régularisation faisant double emploi avec les crédits déjà prévus, elle fait l'objet d'une correction SEC positive (diminution des dépenses SEC) ;
- Les octrois de crédits et les prises de participation (code 8), ainsi que les remboursements de dettes (code 9) n'ont pas d'incidence sur le solde de financement. Le montant correspondant aux opérations code 8 dans le budget général des Dépenses (hors budget de la Dette publique) est de 188 millions EUR en 2024 et celui relatif aux opérations code 9 se monte à 49 millions EUR ;
- Les crédits de 2024 contiennent un montant de 6,684 milliards EUR inscrit au SPF Finances pour le transfert comptable des moyens du Fonds de garantie des services financiers. Il s'agit d'une opération interne, sans impact sur le solde SEC et dès lors corrigée dans les dépenses enregistrables en SEC ;
- Une correction augmentant les dépenses SEC de 92 millions EUR (et donc avec impact négatif sur le solde SEC de 92 millions EUR) est apportée pour tenir compte de l'enregistrement des intérêts dus dans le cadre de la condamnation relative aux droits de douane sur l'importation de textiles chinois. Ce montant de 92 millions EUR est une estimation qui avait été reprise comme correction pour 2023 dans l'exposé général 2024. Cependant, vu que le montant n'est pas encore définitivement arrêté mais est une estimation basée sur le montant en principal estimé pour la condamnation, l'ICN a choisi de ne pas le reprendre dans les comptes publics de 2023. Nous sommes donc partis de l'hypothèse que le montant serait définitivement fixé en 2024 et que le budget de 2024 serait en conséquence impacté négativement ;
- Suite à une analyse effectuée par l'ICN, il apparaît qu'une correction SEC doit être apportée pour les augmentations de capital dans les banques multilatérales de développement dont le moment d'enregistrement dans le budget diffère du moment à prendre en compte en SEC. L'approche suivie relative au moment d'enregistrement SEC des transferts en capital (codes 5) est que le premier paiement de chaque programme détermine le moment de décision du paiement total effectué pour le programme en question. Le montant global de chaque programme est donc repris lors de la première année du paiement, impactant le solde des administrations publiques. Le cash déboursé lors des années ultérieures est comptabilisé en tant qu'autre compte à payer et n'a pas d'impact sur le solde des administrations publiques. Cette approche a été suivie pour l'ensemble des programmes pour lesquels un échelonnement des paiements était réalisé et conduit à une correction SEC positive de 115 millions EUR en 2024 (diminution des dépenses SEC de 115 millions EUR) ;
- Le montant prévu pour les services de concession des journaux dans l'actualisation 2024 est de 146,4 millions EUR. Or, le Conseil des Ministres du 15/12/2023 a décidé de supprimer ce mécanisme de financement des services de concession des journaux et de le prolonger pour 6 mois, à partir du 1er janvier 2024, pour un montant maximal de 75 millions EUR. La différence de 71,4 millions EUR, est le montant nécessaire pour apurer la dernière tranche de 2023 et fait dès lors l'objet d'une correction SEC positive en 2024 ;

- Afin d'éviter un double comptage entre la Provision Ukraine et la contribution RNB, une correction (flexibilité Ukraine) venant diminuer les dépenses SEC de 129,6 millions EUR est apportée en 2024 ;
- Une correction venant augmenter les dépenses SEC de 30 millions EUR en 2024 (et donc avec impact négatif sur le solde SEC de 30 millions EUR) est prise en compte pour les indemnités versées aux avocats pro déo. Les avocats pro déo sont en effet rémunérés avec un certain décalage par rapport au moment de leurs prestations. Concrètement, les prestations de 2024 sont pour 8/12ème à charge des crédits 2025 et pour 4/12ème à charge des crédits de 2026. La correction a pour but d'annuler ce décalage.

4.1.2.5 De interestlasten

De totale interestlasten worden bepaald door de som van:

- de interestlasten geraamd door het Federaal Agentschap van de Schuld (interestlasten ten laste van de Schatkist);
- de interestlasten van de te consolideren instellingen;
- de vanuit de primaire uitgaven naar de interestuitgaven geherklasseerde bedragen.

Tabel 32: De interestlasten voor 2023-2024

	2023 Mon. 03/24	2024 Initial	2024 Mon. 03/24	Différence	Différence	%	%	
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24 (1)	Initieel (2)	Mon. 03/24 (3)	Vershil (3) vs. (1)	Vershil (3) vs. (2)	Vershil (3) vs. (1)	Vershil (3) vs. (2)	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
Charges d'intérêt (économiques)	8.582	10.251	9.877	1.295	-374	15,1	- 3,6	Interestlasten (economisch)
Trésor	8.466	10.058	9.685	1.219	-373	14,4	- 3,7	Schatkist
Intérêts en provenance des dépenses primaires	26	124	124	98	0	380,2	0,0	Uit primaire uitgaven overgehevelde interesten
Organismes à consolider	90	69	68	-22	-1	-24,3	- 1,9	Te consolideren instellingen

De interestlasten geraamd door het Federaal Agentschap van de Schuld bedragen 9.685 miljoen EUR voor **2024**. Dit is 1.219 miljoen EUR meer dan de interestlasten voor 2023. Ten opzichte van de initiële begroting is er een daling van 373 miljoen EUR.

In deze raming wordt uitgegaan van bruto-financieringsbehoeften van 51,7 miljard EUR voor 2024 (ten opzichte van 54,2 miljard EUR in de initiële begroting). Daarvan is 20,2 miljard EUR toe te schrijven aan het geraamde netto te financieren saldo van 2024. Dit netto te financieren saldo is gebaseerd op een vorderingstekort van 2,9 % van het bbp zoals voorzien is in de initiële begroting.

Voor de overgang van het vorderingensaldo naar het netto te financieren saldo wordt een netto-correctie verondersteld van circa 2,6 miljard EUR.

Volgende tabel geeft de hypothesen voor de overgang van het vorderingensaldo naar het netto te financieren saldo weer.

Tabel 33: De overgang tussen vorderingensaldo en netto te financieren saldo voor 2024

<i>en millions EUR</i>	
	<u>2024</u>
PIB	605.569
Solde de financement de l'entité I %	2,90
<u>Solde de financement de l'entité I</u>	<u>17.562</u>
<u>Corrections de passage</u>	<u>2.634</u>
Intérêts courus vers intérêts échus	790
Remboursement prêts (ONSS et Région wallonne)	-212
Remboursements prêts Grèce	0
Primes d'émission cash	1.596
Impact des swaps	-52
Coût BB	-39
Prime d'annulation de swap	100
Autres codes 8	452
<u>SNF</u>	<u>20.195</u>

In het financieringsplan van 2024 wordt rekening gehouden met uitgiften van staatsbons met een looptijd van één jaar ten belope van 13,5 miljard EUR, naast uitgiftes ten bedrage van 2 miljard EUR voor staatsbons op een termijn groter dan één jaar die reeds voorzien waren bij de initiële begroting.

De rentevoeten worden lager ingeschat dan voor de raming van de initiële begroting 2024. Op de termijn van 10 jaar wordt gerekend op een gemiddelde rentevoet van 2,90 % (-50 basispunten ten opzichte van de initiële begroting). Deze rentevoet ligt lager dan de toegepaste rente op korte termijn. Voor de termijn van 4 maand wordt een rentevoet van 3,14 % gebruikt (-24 basispunten ten opzichte van de initiële begroting). Volgende tabel toont de gemiddelden van een aantal interestvoeten die werden toegepast door het Federaal Agentschap van de Schuld:

Tabel 34: De gemiddelde interesthypothesen voor 2024 (in %)

	2024 INI	2024 MON 3/24	Δ	
4 maand	+3,38	+3,14	-0,24	4 mois
6 maand	+3,33	+3,01	-0,32	6 mois
12 maand	+3,19	+2,77	-0,41	12 mois
5 jaar	+2,98	+2,53	-0,44	5 ans
10 jaar	+3,39	+2,90	-0,50	10 ans
30/50 jaar	+3,46	+3,14	-0,32	30/50 ans

Aan het eind van de bespreking in dit rapport van de rentelasten 2025-2029 bij het Federaal Agentschap van de Schuld is een korte toelichting opgenomen van een sensitiviteitsanalyse voor wat een wijziging van de rentevoeten en het vorderingstekort betreft, inclusief resultaten voor 2024.

De interestlasten van de te consolideren instellingen worden voor 2024 geraamd op 68 miljoen EUR, quasi evenveel als bij de initiële begroting.

De vanuit de primaire uitgaven geherklasseerde interestuitgaven worden op 124 miljoen EUR geraamd voor 2024, evenveel als bij de initiële begroting.

De totale interestlasten op economische basis worden voor 2024 bijgevolg geraamd op 9.877 miljoen EUR, dit is 374 miljoen EUR minder dan gehanteerd bij de initiële begroting en 1.295 miljoen of 15,1 % meer ten opzichte van 2023.

4.1.2.6 Uitgave vrijstellingen bedrijfsvoorheffing

Voor het vaststellen van de fiscale ontvangsten in ESR-termen worden de vrijstellingen van doorstorting van bedrijfsvoorheffing niet in rekening gebracht. Deze worden immers als een uitgave beschouwd.

De vrijstellingen van doorstorting van bedrijfsvoorheffing bedroegen in 2023 4.399 miljoen EUR.

Voor 2024 worden deze fiscale uitgaven herraamd op 4.611 miljoen EUR. Dit is een toename met 212 miljoen EUR ten opzichte van 2023. In vergelijking met de ramingen bij begrotingsopmaak 2024 – de raming ging toen uit van 4.734 miljoen EUR - gaat het om een daling met 123 miljoen EUR.

De volgende tabel geeft het detail van deze vrijstellingen weer:

Tabel 35: Vrijstellingen van doorstorting van bedrijfsvoorheffing

En millions EUR	2023	2024	2024	Différence	Différence
	Mon. 03/24	Initial	Mon. 03/24		
	-	-	-		
	Mon. 03/24	Initieel	Mon. 03/24	Vershil	Vershil
	(1)	(2)	(3)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)
Dispenses de PrP à leg courante	4.399	4.734	4.611	212	-123
AIP	252	269	270	17	1
R&D	1.516	1.609	1.582	66	-27
Sport	144	144	150	6	6
Overtime	210	234	219	9	-14
Night+Shift à leg courante	2.151	2.290	2.245	94	-45
Marine	98	100	103	4	2
Starters+Zone	27	63	29	1	-34
Formation	0	26	13	13	-13

4.1.2.7 Solde des organismes à consolider avec le pouvoir fédéral (2023-2024)

Le tableau ci-dessous reprend les soldes des organismes du périmètre de consolidation fédéral intégrés dans eBMC.

Pour l'année 2023, les données de la plupart des organismes ne sont encore que provisoires, ceux-ci ayant jusqu'au 20 mars 2024 pour clôturer leurs comptes 2023.

Pour 2024, les données actualisées ont été calculées sur la base des dernières données budgétaires disponibles dans eBMC. En l'absence de contrôle budgétaire classique, il s'agit des données définitives introduites dans eBMC pour le budget initial 2024. En effet, comme mentionné dans l'exposé général du budget initial 2024, les données budgétaires 2024 des organismes assimilés étaient provisoires au moment de la rédaction de l'exposé général étant donné que ces entités disposaient jusqu'au 9 décembre 2024 pour transmettre au SPF BOSA les budgets initiaux approuvés par leurs organes de gestion.

Tableau 36 : Soldes des organismes à consolider, en millions EUR (2023-2024)

Recettes	2023	2024	2024	Différence	Différence
	Est. mars	Exp Gén	Mon. Mars 24		
	-	-	-		
	Ram. maart	Alg toel	Mon. Maart 24	Vershil	Vershil
	(1)	(2)	(3)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)
Solde hors opérations financières	1.280,4	936,9	930,3	-350,1	-6,6
Sous-utilisation		143,0	143,0	143,0	0,0
Solde SEC	1.280,4	1.079,9	1.073,3	-207,1	-6,6
Charges d'intérêt	89,8	69,3	68,0	-21,8	-1,3
Solde primaire SEC	1.370,1	1.149,2	1.141,3	-228,9	-7,9

2023

Le solde SEC estimé pour 2023 s'établit à +1.280,4 millions EUR, soit une amélioration de 161,7 millions EUR par rapport à l'estimation reprise dans l'Exposé général du contrôle budgétaire 2023. Les charges d'intérêt s'établissent à 89,8 millions EUR et le solde primaire SEC est désormais estimé à +1.370,1 millions EUR.

2024

Pour l'année 2024, tenant compte de la sous-utilisation de 143 millions EUR prévue au budget initial 2024, le solde SEC est désormais estimé à +1.073,3 millions EUR, soit une détérioration de 6,6 millions EUR par rapport à l'Exposé général du budget initial 2024.

On remarquera que les principales évolutions de soldes entre l'exposé général 2024 et cette actualisation se situent auprès des organismes assimilés qui avaient jusqu'au 9 décembre 2023 pour introduire dans eBMC leurs budgets approuvés par leurs organes de gestion.

Principales évolutions

Les principaux organismes expliquant l'évolution du solde SEC 2024 par rapport à l'estimation de l'Exposé général du budget initial 2024 sont les suivants :

- **Du croire 'opérations compte de l'Etat' (Credendo)** : le solde SEC se détériore de 14 millions EUR principalement suite aux indemnités à payer qui augmentent de 22,7 millions EUR tandis que le montant estimé des intérêts à recevoir croît de 13 millions EUR ;
- **Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT)** : le solde SEC se détériore de 16,5 millions EUR suite à la prise en compte d'un versement de 22,7 millions EUR au budget des Voies et Moyens contre 4,2 millions EUR à l'exposé général (+18,5 millions EUR). L'opération est sans impact sur le solde SEC du pouvoir fédéral consolidé car elle s'effectue au sein du même périmètre de consolidation ;
- La **Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz (CREG)** a un solde SEC en amélioration de 23,3 millions EUR. Cette amélioration s'explique principalement du côté des dépenses par la diminution du coût du tarif social classique (-56 millions EUR) entre l'hypothèse retenue lors de l'exposé général initial 2024 (138,4 millions EUR) et les estimations reçues de la CREG fin février 2024 (82,4 millions EUR) et du côté des recettes par la diminution des versements en provenance du SPF Finances (-28,9 millions EUR) ;
- La **Société fédérale de participations et d'investissement (SFPI)** a un solde SEC qui se détériore de 25,1 millions EUR ;
- La dégradation du solde SEC de la SFPI s'explique principalement par une augmentation des dividendes versés au budget des voies et moyens qui passent de 104,6 millions EUR à 142,7 millions EUR, soit une croissance de 38,1 millions EUR. Ce versement supplémentaire ayant pour conséquence une augmentation des recettes voies et moyens, il s'agit d'une opération neutre pour le pouvoir fédéral consolidé. Sans ce versement supplémentaire de 38,1 millions EUR, le solde de la SFPI s'améliorerait de 13 millions EUR ;

- La dégradation du solde SEC du **Palais des Congrès** (- 5 millions EUR) s'explique par le fait qu'il n'est plus prévu de financement en provenance de la SFPI ;
- **Infrabel**, dont le solde SEC du budget 2024 approuvé par son organe de gestion connaît une amélioration de 27,3 millions EUR par rapport à l'Exposé général.

Le tableau suivant montre l'évolution du solde SEC par organisme.

Tableau 37 : Solde SEC par organisme (2023-2024)

	2023	2024	2024		
	Est. mars	Exp Gén	Mon. Mars 24	Différence	Différence
	-	-	-	-	-
<i>en millions EUR</i>	Ram. maart	Alg toel	Mon. Maart 24	Verschil	Verschil
	(1)	(2)	(3)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)
Organismes administratifs publics à gestion ministérielle					
Régie des Bâtiments	0,4	11,8	13,9	13,5	2,1
Bureau fédéral du Plan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire	-5,3	0,5	0,5	5,8	0,0
Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile	7,5	0,0	0,0	-7,5	0,0
Agence fédérale des Médicaments et des Produits de Santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Agence fédérale de la dette	0,4	0,0	0,0	-0,4	0,0
Organismes administratifs publics à gestion autonome					
War Heritage Institute	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,0
Orchestre national de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Théâtre royal de la monnaie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institut géographique national	-3,7	0,0	0,0	3,7	0,0
Institut pour l'égalité des femmes et des hommes	0,4	0,0	0,0	-0,4	0,0
Agence fédérale de contrôle nucléaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Credendo	-3,0	14,1	0,1	3,1	-14,0
Services administratifs à comptabilité autonome					
Bibliothèque royale Albert I	0,6	-1,1	-1,1	-1,6	0,0
Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les provinces	-0,8	-0,8	-0,8	0,1	0,0
Observatoire royal de Belgique	-0,4	-0,1	-0,1	0,4	0,0
Institut royal météorologique de Belgique	-1,3	-2,0	-2,0	-0,7	0,0
Institut d'aéronomie spatiale de Belgique	1,8	-0,1	-0,1	-1,9	0,0
Institut royal des sciences naturelles de Belgique	1,6	0,2	0,2	-1,4	0,0
Musée royal de l'Afrique centrale	0,6	-2,2	-2,2	-2,8	0,0
Musées royaux d'art et d'histoire	0,4	-1,0	-1,0	-1,4	0,0
Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique	-0,4	-0,6	-0,6	-0,2	0,0
Institut royal du patrimoine artistique	0,4	0,1	0,1	-0,3	0,0
Service d'information scientifique et technique	-0,8	0,0	0,0	0,8	0,0
Institut national de Criminalistique et Criminologie	0,6	-3,6	-3,6	-4,2	0,0
BELNET	0,4	3,0	3,0	2,7	0,0
Résidence Palace/Centre international de presse	-1,5	-0,7	-0,7	0,8	0,0
SGS pour la gestion des cartes d'identité et du Registre national	-3,0	-0,7	-0,7	2,3	0,0
Affaires consulaires	6,9	0,6	0,6	-6,3	0,0
Palais d'Egmont	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fedorest	0,4	0,0	0,0	-0,4	0,0
Service de restauration et d'hôtellerie de la Défense	-0,2	0,0	0,0	0,2	0,0
Service central de traduction allemande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secrétariat Polaire	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0
Commissariat général belge pour les expositions internationales	-1,2	0,0	0,0	1,2	0,0
Autorité des données de soins de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autorité nationale de la sécurité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autorité nationale de sécurité	2,0	0,0	0,0	-2,0	0,0
Activités sociales	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0

Organismes assimilés					
Autorité belge de la concurrence	1,8	0,1	0,1	-1,8	0,0
Institut belge des services postaux et des télécommunications	-6,3	16,0	-0,5	5,8	-16,5
Centre d'études de l'énergie nucléaire	2,8	0,0	0,0	-2,8	0,0
Institut des comptes nationaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cinémathèque royale de Belgique	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
Institution royale Messines	0,2	0,0	0,0	-0,2	0,0
Agence du commerce extérieur	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1
Institut de formation judiciaire	-0,3	-0,6	-0,6	-0,3	0,0
Conseil national du travail	0,4	0,0	0,0	-0,4	0,0
Conseil central de l'économie	0,3	0,0	0,0	-0,3	0,0
Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds d'aide médicale urgente	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,0
Palais des Beaux-Arts	0,1	0,0	0,4	0,3	0,4
Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz	566,0	417,0	440,3	-125,8	23,3
SFPIM Real Estate	1,2	0,1	0,1	-1,1	0,0
Unia	0,3	0,0	0,0	-0,3	0,0
Myria	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0
ASBL Egov	1,7	0,1	0,6	-1,1	0,6
ASBL Fonds social chauffage	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0
Commission normes comptables	0,1	0,3	0,3	0,1	0,0
EIG EURIDICE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ONDRAF	4,0	2,7	2,7	-1,3	0,0
Patrimoine de l'École royale militaire	1,0	-0,5	-0,5	-1,5	0,0
Apetra (ASEVA)	158,4	90,3	90,3	-68,2	0,0
Astrid	5,1	0,0	0,0	-5,1	0,0
Belgoprocess	-0,5	0,0	0,0	0,5	0,0
SA Certi-fed	0,4	0,0	0,1	-0,3	0,1
ENABEL	4,2	0,0	0,0	-4,2	0,0
Palais des Congrès	-0,3	0,7	-4,3	-4,0	-5,0
Société belge d'investissement international	1,6	1,7	1,7	0,2	0,0
Société belge d'investissement pour les pays en développement	11,4	21,9	16,2	4,8	-5,7
Société fédérale de participations et d'investissement	500,3	400,6	375,6	-124,8	-25,1
SA Zephir-Fin	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0
Service médiation consommateur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Service médiation énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dexia Holding	14,6	6,2	9,0	-5,7	2,8
SCIENSANO	0,5	-1,5	-1,5	-2,0	0,0
Commission des provisions nucléaires	0,2	0,0	0,0	-0,2	0,0
INFRABEL & SPV	-18,2	-41,4	-14,1	4,1	27,3
TUC RAIL	0,6	1,0	1,0	0,4	0,0
Woodprotect	-0,7	0,2	0,2	0,9	0,0
Myrrha	19,3	0,0	0,0	-19,3	0,0
Relaunch for the Future	6,8	4,4	7,5	0,7	3,1
Cellule de traitement des informations financières	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
Solde hors opérations financières	1.280,4	936,9	930,3	-350,1	-6,6
Sous-utilisation		143,0	143,0	143,0	0,0
Solde SEC	1.280,4	1.079,9	1.073,3	-207,1	-6,6
Charges d'intérêt	89,8	69,3	68,0	-21,8	-1,3
Solde primaire SEC	1.370,1	1.149,2	1.141,3	-228,8	-7,9

Enfin, le tableau ci-dessous reprend une synthèse des recettes et des dépenses des organismes pour les années budgétaires 2023 et 2024.

Tableau 38 : Synthèse des recettes et des dépenses (2023-2024)

Recettes	2023	2024	2024	Différence	Différence	% Différence	% Tot 2024
	Est. mars - Ram. maart (1)	Exp Gén - Alg toel (2)	Mon. Mars 24 - Mon. Maart 24 (3)				
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes courantes pour biens et services	2.136,6	2.397,7	2.282,1	145,5	-115,6	-4,8	24,8
Revenus de la propriété	733,0	672,6	701,8	-31,3	29,2	4,3	7,6
Recettes fiscales	428,2	399,8	401,0	-27,2	1,2	0,3	4,4
Transferts en provenance d'autres secteurs	121,6	107,3	145,8	24,2	38,5	35,9	1,6
Transferts à l'intérieur du groupe institutionnel	7.693,5	5.535,2	5.499,3	-2.194,2	-35,9	-0,6	59,8
Transferts en provenance de la sécurité sociale	3,6	3,7	3,7	0,1	0,0	0,0	0,0
Transferts en provenance des pouvoirs locaux	0,5	0,1	0,1	-0,4	0,0	0,0	0,0
Transferts en provenance d'autres groupes institutionnels	15,1	25,3	24,6	9,5	-0,7	-2,8	0,3
Désinvestissements	26,0	16,0	16,6	-9,4	0,6	3,6	0,2
Total hors opérations financières	11.158,1	9.157,6	9.075,0	-2.083,1	-82,7	-0,9	98,7
Remboursements de crédits et liquidations de participations	201,6	144,0	117,9	-83,8	-26,2	-18,2	1,3
Opérations financières relatives à la dette	93,6	93,6	0,0	-93,6	-93,6	-100,0	0,0
Total des recettes des organismes	11.453,3	9.395,3	9.192,8	-2.260,5	-202,5	-2,2	100,0
Dépenses							
Divers	32,0	104,6	152,0	120,0	47,4	45,3	1,8
Salaires et charges sociales	2.185,0	2.342,8	2.373,5	188,5	30,7	1,3	28,2
Dépenses courantes pour biens et services	2.956,2	3.116,3	2.983,7	27,6	-132,5	-4,3	35,5
Charges d'intérêt	89,8	69,3	68,0	-21,8	-1,3	-1,9	0,8
Transferts à d'autres secteurs	3.027,9	957,8	928,6	-2.099,3	-29,3	-3,1	11,0
Transferts à l'intérieur du groupe institutionnel	284,4	76,6	95,1	-189,3	18,5	24,2	1,1
Transferts aux administrations de sécurité sociale	0,6	0,6	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts aux pouvoirs locaux	190,6	194,5	194,4	3,9	-0,1	-0,1	2,3
Transferts vers d'autres groupes institutionnels	34,3	59,8	59,8	25,5	0,0	0,0	0,7
Investissements	1.077,0	1.298,3	1.288,9	211,9	-9,4	-0,7	15,3
Total hors opérations financières	9.877,7	8.220,8	8.144,7	-1.733,0	-76,1	-0,9	96,8
Octroi de crédits et prises de participations	189,1	214,9	252,5	63,4	37,6	17,5	3,0
Opérations financières relatives à la dette	17,9	15,0	15,0	-3,0	0,0	0,0	0,2
Total des dépenses des organismes	10.084,7	8.450,6	8.412,1	-1.672,6	-38,5	-0,5	100,0
Solde des recettes et des dépenses des organismes	1.368,6	944,7	780,7	-587,9	-164,0	-17,4	
Solde hors opérations financières	1.280,4	936,9	930,3	-350,1	-6,6	-0,7	
Sous-utilisation		143,0	143,0	143,0	0,0	0,0	
Solde SEC	1.280,4	1.079,9	1.073,3	-207,1	-6,6	-0,6	
Charges d'intérêt	89,8	69,3	68,0	-21,8	-1,3	-1,9	
Solde primaire SEC	1.370,1	1.149,2	1.141,3	-228,9	-7,9	-0,7	

Dans l'actualisation 2024, les recettes des organismes s'élèvent au total à 9.192,8 millions EUR, soit une diminution de 202,5 millions EUR par rapport aux données de l'Exposé général du budget initial 2024.

La majeure partie des recettes est perçue sous forme de dotations du pouvoir fédéral (59,8 %).

Viennent ensuite les recettes de ventes et prestations (24,8 %), dont plus d'un tiers (37,5 %) se trouvent dans le budget d'Infrabel.

Les revenus de la propriété (7,6 % dont les $\frac{3}{4}$ sont représentés par les produits d'intérêts et de dividendes perçus par la SFPI) et les recettes fiscales (4,4 %) complètent les principaux postes de recettes.

Les dépenses s'élèvent au total à 8.412,1 millions EUR, soit une diminution de 38,5 millions EUR par rapport aux données de l'Exposé général du budget initial 2024.

Les principales catégories de dépenses sont les dépenses courantes pour biens et services (35,5 %), les salaires et charges sociales (28,2%), les investissements (15,3 % - dont plus de deux tiers (69,8 %) se trouvent dans le budget d'Infrabel) et les transferts aux autres secteurs (11,0 %).

4.1.2.8 Onverdeelde overgangscorrecties

De onverdeelde overgangscorrecties worden voor 2023 en 2024 geraamd op respectievelijk 329 miljoen EUR en -260 miljoen EUR.

Voor 2023 hebben de correcties betrekking op:

- een positieve correctie van 335 miljoen EUR voor de financiering van uitgaven via EU-fondsen. Uitgaven die gebeuren met Europese middelen dienen immers ESR-matig steeds in evenwicht gebracht te worden via een correctie aan ontvangstenzijde;
- Een negatieve correctie voor de BLEU van 6 miljoen EUR.

Voor 2024 hebben de correcties enkel betrekking op de financiering van uitgaven via EU-fondsen.

4.2 Sécurité sociale

4.2.1 Remarques préalables

Cette section vise à adapter les données budgétaires de la sécurité sociale pour les années 2023 et 2024.

Les données chiffrées du régime des salariés proviennent du 75^{ème} rapport au Gouvernement du Comité de Gestion de la Sécurité Sociale, et ont été retravaillées dans des tableaux préparés par le SPF Sécurité sociale.

Les données chiffrées du régime des indépendants proviennent du Comité général de Gestion de l'INASTI-Gestion globale du 29 février 2024, et ont été retravaillées dans des tableaux préparés par le SPF Sécurité sociale.

Un décompte a été fait concernant les dotations d'équilibre de 2023. Il en ressort un trop-perçu de 175 millions EUR pour l'ONSS-Gestion Globale et de 215 millions EUR pour l'INASTI-Gestion Globale. Ces trop-perçus ont été ajoutés au niveau des dépenses diverses respectives en 2024.

Pour l'année 2024, les dotations d'équilibre ont été maintenues au niveau du budget initial 2024. Étant donné l'actualisation des données budgétaires pour 2024, les dotations d'équilibre devraient être revues à la baisse de 508 millions EUR pour l'ONSS-Gestion globale et de 278 millions EUR pour l'INASTI-Gestion globale, de manière à ce que le solde des comptes budgétaires des Gestion globales respectives soit nul (y compris les opérations de capital) sans tenir compte des trop-perçus de 2023 (dotation d'équilibre et financement alternatif, plus précisément §1 *quater*).

Tableau 39 : Détail calcul réestimation dotations d'équilibre 2024

en millions EUR	ONSS - Gestion globale	INASTI - Gestion globale
A. Solde comptes courants 2024	2	24
B. Remboursement trop-perçus 2023 (repris dans les soldes comptes courants)	568	254
Dotation d'équilibre 2023	175	215
Financement alternatif §1 <i>quater</i> 2023	393	39
C. Solde comptes courants 2024 à l'exclusion des remboursements trop-perçus 2023 (A+B)	570	278
D. Solde compte opérations de capital	-62	0
E. Solde budgétaire sans remboursement trop-perçus 2023 (C+D)	508	278
F. Solde budgétaire à atteindre (§2 art 23 et 24 Loi 18/04/2017)	0	0
G. Réestimation dotation d'équilibre (F-E)	-508	-278

Au niveau du financement alternatif, les montants de base TVA et précompte mobilier pour l'année 2023 sont, par dérogation à la loi du 18 avril 2017 portant réforme du financement de la sécurité sociale et conformément aux prescriptions de la loi-programme du 26 décembre 2022, des montants forfaitaires. Pour 2024, le financement alternatif a été calculé, conformément à la loi du 18 avril 2017 portant réforme du financement de la sécurité sociale, sur base des données actualisées concernant la TVA et le précompte mobilier transmises par le SPF Finances.

Notons également qu'un décompte a été fait concernant le financement alternatif des moyens additionnels alloués au financement des soins de santé dit « §1 *quater* » de 2023. Il en ressort un trop-perçu de 393 millions EUR pour l'ONSS-Gestion globale et de 39 millions EUR pour l'INASTI-Gestion globale. Ces trop-perçus ont été ajoutés au niveau des dépenses diverses respectives en 2024.

S'agissant des frais de gestion, un exercice a été réalisé afin de faire correspondre les montants repris dans ce rapport avec le budget normé adapté communiqué par le SPF BOSA aux IPSS. À cette fin, une correction technique globale a été intégrée.

Concernant les enveloppes bien-être, les montants pour 2023 et 2024 ont été intégrés dans les dépenses de prestation des institutions sur base des décisions du gouvernement.

4.2.2 Solde de la sécurité sociale

Le tableau présenté ci-dessous regroupe les données budgétaires du régime des travailleurs salariés, du régime des travailleurs indépendants, des soins de santé, des régimes hors gestion globale et des pensions publiques ainsi que des corrections techniques.

Tableau 40 : Ensemble des régimes de la sécurité sociale (2023-2024)

	En millions EUR					En %	In %	
	In miljoen EUR					In %	En %	
	2023 Mon. 03/24	2024 Initial	2024 Mon. 03/24	Différence	Différence	Différence	Différence	
Mon. 03/24 (1)	Initieel (2)	Mon. 03/24 (3)	Vershil (3) vs. (1)	Vershil (3) vs. (2)	Vershil (3) vs. (1)	Vershil (3) vs. (2)		
Cotisations (en termes SEC)	76.893	81.819	80.967	4.274	-852	5,6	-1,0	Bijdragen (ESR-terminen)
Subventions des pouvoirs publics	26.498	28.925	28.395	1.897	-530	7,2	-1,8	Toelagen van de overheden
Financement alternatif	22.542	22.871	23.316	774	445	3,4	1,9	Alternatieve financiering
Recettes affectées	3.220	3.418	3.381	161	-37	5,0	-1,1	Toegewezen ontvangsten
Transferts externes	432	417	443	11	26	2,5	6,1	Externe overdrachten
Revenus de placements	-47	150	210	257	60	544,1	40,1	Opbrengsten beleggingen
Divers	2.541	2.860	2.882	341	22	13,4	0,8	Diversen
Fraude sociale	0	5	5	5	0	100,0	0,0	Sociale fraude
Recettes totales (transferts entre les régimes exclus)	131.880	140.465	139.600	7.720	-866	5,9	-0,6	Totaal ontvangsten (exclusief overdrachten tussen de stelsels)
Prestations	118.673	128.505	126.939	8.266	-1.566	7,0	-1,2	Prestaties
Frais de paiements	3	3	3	0	0	14,8	0,2	Betalingskosten
Frais de gestion	2.665	2.765	2.818	153	53	5,8	1,9	Beheerskosten
Transferts externes	7.416	7.463	7.389	-27	-75	-0,4	-1,0	Externe overdrachten
Charges d'intérêt	19	17	16	-3	0	-13,6	-2,2	Interestlasten
Divers	2.396	1.637	2.469	73	832	3,1	50,8	Diversen
Dépenses totales (transferts entre les régimes exclus)	131.171	140.390	139.634	8.463	-756	6,5	-0,5	Totaal uitgaven (exclusief overdrachten tussen de stelsels)
Solde budgétaire de la sécurité sociale	709	75	-34	-743	-109	-104,8	-145,5	Begrotingsaldo sociale zekerheid
Corrections techniques	584	214	624	40	410	6,9	192,0	Technische correcties
Solde de financement de la sécurité sociale	1.293	289	590	-703	301	-54,4	104,4	Vorderingsaldo sociale zekerheid

2023

Pour 2023, le solde budgétaire est estimé à 709 millions EUR. Après la prise en compte des corrections techniques à hauteur de 584 millions EUR, le solde de financement est estimé à 1.293 millions EUR. Il n'y a pas de correction pour la sous-utilisation dès lors que les données détaillées reprises dans chaque régime intègrent les dépenses réelles de l'année 2023. Les corrections se décomposent comme suit :

- -40 millions EUR : correction visant à intégrer l'impact de la crise de la Covid-19 sur les cotisations perçues par l'INASTI en 2023 à la place de 2022 ;
- +12 millions EUR : correction visant à intégrer l'impact de la mesure visant à compenser l'assimilation du chômage corona/inondations/Ukraine (correction de -12 millions EUR en 2022) ;
- +2 millions EUR : correction visant à neutraliser l'impact SEC d'un montant relatif à l'introduction du « Seed Money » ;
- +435 millions EUR : correction visant à neutraliser l'impact SEC des moins-values réalisées sur les placements par l'ONSS, l'INASTI et Fedris-MP ;
- +234 millions EUR : correction visant à intégrer des différences méthodologiques liées à l'enregistrement des données en termes budgétaires et SEC ;
- -60 millions EUR : Remboursement du trop-perçu de la dotation Covid 19 de 2020.

2024

Pour 2024, le solde budgétaire est estimé à -34 millions EUR. Après la prise en compte des corrections techniques à hauteur de 624 millions EUR, le solde de financement est estimé à 590 millions EUR ce qui représente une amélioration de 301 millions EUR par rapport au budget initial 2024. Les corrections techniques se décomposent comme suit :

- +213 millions EUR : sous-utilisation des IPSS ;
- +119 millions EUR : correction visant à neutraliser l'impact SEC des moins-values réalisées sur les placements par l'ONSS et l'INASTI ;
- +250 millions EUR : correction visant à intégrer des différences méthodologiques liées à l'enregistrement des données en termes budgétaires et SEC ;
- +43 millions EUR : correction relative aux frais de gestion des IPSS.

4.2.3 Régime des travailleurs salariés

Tableau 41 : Régime des travailleurs salariés (2023-2024)

	2023 Mon. 03/24 -	2024 Initial -	2024 Mon. 03/24 -	Différence -	Différence -	% -	% -	
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24 (1)	Initiel (2)	Mon. 03/24 (3)	Vershil (3) vs. (1)	Vershil (3) vs. (2)	Vershil (3) vs. (1)	Vershil (3) vs. (2)	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
Cotisations	62.795	67.164	66.232	3.437	-932	5,5	-1,4	Bijdragen
Gestion globale	62.700	67.080	66.149	3.449	-931	5,5	-1,4	Global beheer
Cotisations sociales	59.657	63.586	62.791	3.133	-795	5,3	-1,3	Sociale bijdragen
Mesures de gouvernement et majoration et intérêts de retard	94	405	328	234	-77	248,7	-19,1	Regeringsmaatregelen en opslagen en verwijzinteresten
Cotisations spécifiques	2.948	3.088	3.030	82	-58	2,8	-1,9	Specifieke bijdragen
Cotisations des organismes	95	84	83	-12	-1	-12,8	-1,5	Bijdragen instellingen
Subventions des pouvoirs publics	8.986	10.597	10.492	1.506	-104	16,8	-1,0	Toelagen van de overheden
ONSS-Gestion globale	2.675	2.806	2.756	81	-50	3,0	-1,8	RSZ-Global beheer
Dotation équilibre	5.604	7.143	7.143	1.539	0	27,5	0,0	Evenwichtsdotatie
Entités fédérées	708	647	593	-114	-54	-16,1	-8,3	Gefedereerde entiteiten
Secteurs	0	0	0	0	0	-35,1	0,0	Sectoren
Financement alternatif	19.362	19.561	19.932	571	371	2,9	1,9	Alternatieve financiering
Gestion globale	19.362	19.561	19.932	571	371	2,9	1,9	Global beheer
dont INAMI-Soins de santé	7.194	6.749	6.749	-445	0	-6,2	0,0	waarvan RIZIV-Geneseskundige verzorging
Recettes affectées	1.748	1.833	1.792	43	-41	2,5	-2,3	Toegewezen ontvangsten
Transferts externes	525	486	509	-16	23	-3,1	4,7	Externe overdrachten
Produit des placements	-122	47	119	241	72	197,5	154,5	Opbrengsten beleggingen
Gestion globale	-167	47	119	286	72	171,2	154,5	Global beheer
Divers	219	196	198	-21	2	-9,4	1,2	Diversen
Organismes	219	196	198	-21	2	-9,4	1,2	Instellingen
Fraude sociale	0	5	5	5	0	100,0	0,0	Sociale fraude
Total des recettes	93.513	99.889	99.280	5.767	-609	6,2	-0,6	Totaal ontvangsten
Prestations	56.490	61.509	60.480	3.989	-1.030	7,1	-1,7	Uitkeringen
INAM-Indemnités	12.286	13.522	13.300	1.014	-222	8,3	-1,6	RIZIV-Uitkeringen
SFP	37.487	41.239	40.391	2.904	-848	7,7	-2,1	FPD
Fedris-AT	313	321	323	10	2	3,3	0,5	Fedris-AO
Fedris-MP	217	211	208	-9	-2	-4,1	-1,2	Fedris-BZ
ONEm	6.179	6.209	6.250	70	41	1,1	0,7	RVA
Interruption de carrière	556	556	562	7	6	1,2	1,1	Loopbaanonderbreking
Chômage	5.336	5.411	5.477	142	66	2,7	1,2	Werkloosheid
Chômage avec complément d'entreprise et cellules de mise à l'emploi	288	241	210	-78	-31	-27,1	-12,9	Werkloosheid met bedrijfsstoelag en tewerkstellingscellen
Mineurs	0	0	0	0	0	10,7	5,4	Mijnwerkers
Marins	7	8	8	0	0	5,5	-1,7	Zeelieden
Frais de paiement	2	2	2	0	0	14,5	0,1	Betalingskosten
Frais de gestion	1.312	1.370	1.421	109	51	8,3	3,7	Beheerskosten
Gestion globale	239	250	253	14	2	5,7	0,9	Global beheer
Organismes	1.073	1.119	1.168	96	49	8,9	4,4	Instellingen
Transferts	35.122	36.679	36.557	1.435	-121	4,1	-0,3	Overdrachten
Pouvoir fédéral	3.152	3.269	3.280	128	11	4,0	0,3	Federale overheid
Entités fédérées	699	638	584	-115	-54	-16,4	-8,4	Gefedereerde entiteiten
INAMI-Soins de santé	31.272	32.772	32.693	1.422	-78	4,5	-0,2	RIZIV-Geneseskundige verzorging
Intérêts sur emprunts	13	11	11	-2	-1	-18,5	-4,5	Interesten op leningen
Divers	870	256	808	-62	552	-7,2	215,6	Diversen
Total des dépenses	93.809	99.827	99.278	5.469	-549	5,8	-0,5	Totaal uitgaven
Solde	-296	62	2	298	-60	100,6	-97,0	Saldo

Le tableau ci-dessous permet de faire le lien entre les soldes présentés dans le 75^{ème} rapport au Gouvernement du CGSS pour 2023 et 2024 et ceux présentés dans le présent rapport.

Tableau 42 : Réconciliation des soldes qui sont présentés dans le 75^{ème} rapport du CGSS du 8 mars 2024 et dans le cadre de ce rapport (en milliers EUR)

en milliers EUR	2023				2024				
	colonne soins de santé	colonnes autres branches	colonne ONSS-GG	Total	colonne soins de santé	colonnes autres branches	colonne ONSS-GG	Non reparté (fraude sociale)	Total
CGSS 08/03/2024	0	95.926	-392.064	-296.138	0	-500	564.333	5.400	569.233
Solde comptes courants									
(1) Frais d'administrations INAMI-Indemnités							402		402
(2) Revenus placements - FEDRIS - MP			1	1					
(3) Remboursements trop-perçu 2023 :									
Dotation d'équilibre 2023							-174.577		-174.577
FA §1quater 2023							-393.229		-393.229
arrondi			2	2					0
Comité de monitoring - Solde ONSS	0	95.926	-392.064	-296.136	0	-500	-3.071	5.400	1.830

Ci-dessous quelques explications relatives au tableau :

- (1) Il s'agit de la différence entre les frais de gestion selon les instructions du SPF BOSA (budget normé) et les crédits supplémentaires liés à l'inflation et les crédits essentiels demandés par l'INAMI (tel que repris dans le 75^{ème} rapport au gouvernement du CGSS) ;
- (2) Il s'agit d'une actualisation des revenus de placements de Fedris-Maladies professionnelles, reçue après que le document pour le CGSS a été établi ;
- (3) Il s'agit de décomptes de l'année 2023 qui seront remboursés en 2024.

En 2024, le solde du régime des travailleurs salariés est estimé à 2 millions EUR. Cela correspond à une amélioration de 298 millions EUR par rapport à 2023 et une détérioration de 60 millions EUR par rapport au budget initial 2024.

Les cotisations sociales atteignent 66.232 millions EUR en 2024. Cela correspond à une augmentation de 3.437 millions EUR par rapport à 2023. Par rapport au budget initial 2024, les cotisations diminuent de 932 millions EUR dont une diminution de 931 millions EUR pour la partie fédérale et une diminution de 1 million EUR pour les cotisations des organismes.

L'évolution par rapport au budget initial s'explique principalement par :

- Cotisations salariés : -917 millions EUR
 - Masse salariale : -1.142 millions EUR ;
Ceci résulte de l'application des nouvelles hypothèses trimestrielles inférieures du Bureau fédéral du Plan de février 2024 relatives à la croissance de la masse salariale dans les secteurs privé et public pour l'année 2024 par rapport à la base de départ inférieure de l'année 2023 ;
 - Réductions de cotisations SANS réductions régionales groupes cibles (impact brut de la diminution du taux de cotisation patronale dans le cadre du tax shift y compris) : +374 millions EUR ;

-Impact brut de la diminution du taux de cotisation patronale dans le cadre du tax shift : +172 millions EUR (recette supplémentaire suite aux masses salariales moins élevées) ;

-Réductions de cotisations fédérales récurrentes : +203 millions EUR (recette supplémentaire) ;

- Diminution du coût du bonus à l'emploi : +91 millions EUR ;
- Diminution du coût des plans plus : +19 millions EUR ;
- Diminution du coût de la réduction structurelle : +85 millions EUR ;
- Autres : +8 millions EUR (principalement la diminution du coût de la réduction du temps de travail).

○ Correction SEC 2010 : -29 millions EUR ;

○ Mesures du gouvernement : -83 millions EUR

-Adaptation de la base de départ : - 55 million EUR

Par rapport à l'exercice de septembre 2023, l'ONSS dispose à présent des réalisations définitives du trimestre 3/2023 et de réalisations partielles (presque complètes) du trimestre 4/2023. Autrement dit, l'impact des mesures gouvernementales : Incapacité de travail-Retour au travail (-16,9 millions EUR), Trajet de réintégration RIT 2.0 (-16,5 millions EUR), Concurrence loyale (-4,5 millions EUR), Prolongation du délai de prescription - fraude (-3,5 millions EUR), Rendement structurel des inspecteurs sociaux (-8,6 millions EUR), Retour au travail (-5,5 millions EUR), extension du champ d'application des flexi-jobs (-7,5 millions EUR), entreprises de travail adapté (+6,5 millions EUR) et prolongation de la mesure heures supplémentaires relance (+1,6 million EUR), est à présent pour ces trimestres repris dans les recettes de cotisations globales de l'année 2023 (qui est dans la base de départ pour l'année 2024) (et ne figurent donc plus sous la ligne mesures gouvernementales).

-Glissement de l'impact de certaines mesures gouvernementales (notifications Conseil des Ministres du 13/10/2023) : -28 millions EUR :

- L'impact de la recette supplémentaire suite à l'augmentation de la cotisation d'activation est repris dans le présent document sous la

cotisation spécifique « Cotisation d'activation » au lieu d'être repris sous la ligne des mesures gouvernementales : -40 millions EUR ;

- L'impact du coût supplémentaire Accord social salaires minimaux – compensation via le renforcement de la composante des très bas salaires est repris dans le présent document dans la réduction structurelle au lieu d'être repris sous la ligne des mesures gouvernementales : +16 millions EUR ;
- L'impact de la recette supplémentaire de la restriction de la réduction collective du temps de travail est repris dans le présent document dans la réduction de cotisations Réduction collective du temps de travail au lieu d'être repris sous la ligne des mesures gouvernementales : -3 millions EUR ;
 - Cotisations spécifiques : -43 millions EUR ;
 - Majorations et intérêts de retard : +5 millions EUR ;
- Cotisations pouvoirs locaux : -4 millions EUR ;
- ONVA : -10 millions EUR ;
- Cotisations des organismes : -1 million EUR.

Pour plus de détails quant à l'évolution des cotisations sociales, nous renvoyons au 75^{ème} rapport au Gouvernement du CGSS.

Tableau 43 : Hypothèses du Bureau fédéral du Plan relatives au calcul des masses salariales

	2023		2024	
	sept-23	févr-24	sept-23	févr-24
Secteur privé				
Augmentation réelle	0,6%	0,0%	0,1%	0,1%
Indexation	7,8%	8,1%	3,5%	2,4%
ETP	1,2%	0,9%	1,0%	0,9%
Masse salariale - Total	9,7%	9,0%	4,6%	3,4%
Secteur public				
Augmentation réelle	0,6%	0,3%	0,5%	0,8%
Indexation	7,1%	7,0%	4,0%	3,0%
ETP	0,7%	0,8%	0,3%	0,5%
Masse salariale - Total	8,6%	8,2%	4,9%	4,4%

Par rapport à l'estimation de septembre 2023, le Bureau fédéral du Plan a revu à la baisse l'hypothèse annuelle relative à la croissance de la masse salariale dans le secteur privé en 2023 (-0,7 point de

pourcentage) et en 2024 (-1,2 point de pourcentage). Pour ce qui concerne le secteur public, l'hypothèse annuelle a été revue à la baisse de 0,4 point de pourcentage en 2023 et de 0,5 point de pourcentage en 2024.

Le tableau suivant présente l'évolution des réductions de cotisations entre les années 2023 et 2024. L'augmentation des réductions de cotisations de 432 millions EUR en 2024 est obtenue en effectuant la différence entre le « TOTAL réductions fédérales (tax shift compris) » entre 2024 et 2023.

Tableau 44 : Réductions de cotisations (2023-2024)

en millions EUR	2023	2024
Réductions de cotisations spécifiques	226	235
Réductions de cotisations personnelles	1.493	1.646
Réductions de cotisations patronales	737	742
Réductions de cotisations structurelles	1.751	1.847
<i>Hauts salaires</i>	53	53
<i>Bas salaires</i>	1.513	1.582
<i>Très bas salaires</i>	33	58
<i>Forfait</i>	152	155
Arriérés et anciens soldes	0	0
TOTAL réductions fédérales	4.207	4.471
TOTAL Réductions régionalisées	639	525
TOTAL GENERAL	4.846	4.996
Impact brut de la diminution du taux de cotisation patronale (tax shift)	8.318	8.601
Exonération unique 7,07 % cot. patr. de base	1.039	0
TOTAL réductions fédérales (tax shift compris)	14.204	13.596

Les subventions des pouvoirs publics atteignent 10.492 millions EUR en 2024. Cela correspond à une augmentation de 1.506 millions EUR par rapport à 2023. Par rapport au budget initial 2024, les subventions des pouvoirs publics diminuent de 104 millions EUR en 2024. Cette diminution s'explique, d'une part, par la baisse des subventions provenant des Entités fédérées étant donné que le coût des réductions régionales groupes cibles diminue par rapport au budget initial 2024 (-54 millions EUR). D'autre part, par la baisse de l'indice santé, de 4,29 % à 2,92 %, qui impacte l'évolution de la dotation de base ONSS pour 2024 (calculée sur base des chiffres de 2023, en tenant compte des régularisations, et augmentée de l'indice santé) (-50 millions EUR).

Le financement alternatif atteint 19.932 millions EUR en 2024, ce qui correspond à une hausse de 571 millions EUR par rapport à 2023. Par rapport au budget initial 2024, le montant augmente de 371 millions EUR. Cette hausse s'explique par la révision du PM tandis que les montants TVA et soins de santé (§1 *quater*) restent les mêmes. En effet, en appliquant le pourcentage de 21,70 % sur les recettes nettes de TVA estimées, cela donne un montant de 8.475 millions EUR. Ce montant est

inférieur au montant minimum de 8.578 millions EUR prévu par la loi. Par conséquent, le montant minimum de 8.578 millions EUR est retenu. De plus, le montant relatif à l'article 24, §1 *quater* (soins de santé) correspond au montant inscrit dans l'AR du 29/01/2024.

Tableau 45 : Financement alternatif des travailleurs salariés (2023 et 2024)

<i>En millions EUR</i>	2023 (mars) (1)	2024 (initial) (2)	2024 (mars) (3)	Différence (3) - (1)	Différence (3) - (2)
Financement alternatif	19.362	19.561	19.932	571	371
TVA	15.715	15.327	15.327	-388	0
<i>Montant de base</i>	8.521	8.578	8.578	57	0
<i>Soins de santé (§1 quater)</i>	7.194	6.749	6.749	-445	0
Précompte mobilier	3.647	4.234	4.605	958	371
<i>Montant de base</i>	3.647	4.234	4.605	958	371

Les revenus des placements atteignent 119 millions EUR, ce qui correspond à une hausse de 241 millions EUR par rapport à 2023. Par rapport au budget initial 2024, le montant augmente de 72 millions EUR. Cette hausse s'explique par la révision des moins-values réalisées du portefeuille de réserve de l'ONSS (+32 millions EUR) et du Fonds pour l'avenir des soins de santé (+20 millions EUR) ainsi que par la révision des intérêts créditeurs de l'ONSS (+21 millions EUR).

De plus, soulignons le fait que lors du budget initial, un montant de 20 millions EUR lié à la mesure correction technique moyens supplémentaires "Work-Life Balance" a été retiré au niveau des prestations (moindres dépenses) dans nos tableaux tandis que dans les documents budgétaires présentés lors du CGSS de décembre ce montant était retiré au niveau des dépenses diverses (moindres dépenses).

Les prestations (y inclus l'enveloppe bien-être) atteignent 60.480 millions EUR en 2024, ce qui correspond à une augmentation de 3.989 millions EUR par rapport à 2023. Par rapport au budget initial 2024, cela correspond à une diminution de 1.030 millions EUR.

L'évolution des prestations sociales dans le 75^{ème} rapport au Gouvernement est expliquée par quatre facteurs :

- Facteurs de volume : +3 millions EUR ;
- Impact indice-pivot : -778 millions EUR ;
- Variation impact mesures : +16 millions EUR ;
- Autre impact : -271 millions EUR.

Le tableau suivant propose une vision synthétique de l'évolution des dépenses de prestations en 2024 de l'INAMI-Indemnités, du SFP et de l'ONEM, en mettant en évidence l'impact des nouvelles perspectives d'indexation, des effets de volume et d'autres impacts.

Tableau 46 : Evolution des principales prestations sociales entre 2023 et 2024

Prestations (en millions EUR)	2023 (mars)	2024 (initial)	2024 (mars)	Différence	Différence	(3)/(1) (en %)			
	(1)	(2)	(3)	(3)-(1)	(3)-(2)	Index	Volume	Autre	Total
INAMI-Indemnités	12.286	13.522	13.300	1.014	-222	3,01%	4,20%	0,85%	8,25%
SFP	37.487	41.239	40.391	2.904	-848	3,01%	2,05%	2,50%	7,75%
ONEM	6.179	6.209	6.250	70	41	3,01%	-2,80%	1,05%	1,13%

- INAMI-Indemnités : -222 millions EUR
 - Effet-volume : -46 millions EUR ;
 - Indice-pivot : -175 millions EUR ;
 - Impact mesures : -4 millions EUR ;
 - Autre impact : +3 millions EUR
 - Variation de l'indemnité journalière moyenne (hors impact adaptation de l'indice-pivot).

- SFP : -848 millions EUR
 - Effet-volume : -104 millions EUR ;
 - Indice-pivot : -517 millions EUR ;
 - Autre impact : -228 millions EUR (adaptation du montant annuel moyen).

- ONEM : +41 millions EUR
 - Effet volume : +149 millions EUR ;
 - Indice-pivot : -82 millions EUR ;
 - Impact mesures : +20 millions EUR ;
 - Autre impact : -46 millions EUR ;
 - Il s'agit d'une adaptation de l'allocation journalière moyenne sur base des observations de 2023 (impact réel hors index) et d'une adaptation des arriérés, conversion BUD/PHYS, jours indemnisés et glissements entre catégories (-66 millions EUR).
 - Glissement de l'impact de la mesure correction technique moyens supplémentaires "Work-Life Balance" intégrée dans les prestations lors du budget initial vers le poste des dépenses diverses (+20 millions EUR).

Les frais de gestion atteignent 1.421 millions EUR en 2024, ce qui correspond à une augmentation de 109 millions EUR par rapport à l'année 2023 et de 51 millions EUR par rapport au budget initial 2024.

Notons qu'une correction a été apportée au niveau des corrections techniques afin de faire correspondre les montants repris dans ce rapport avec le budget normé adapté communiqué par le SPF BOSA aux IPSS.

Les transferts atteignent 36.557 millions EUR en 2024, ce qui correspond à une augmentation de 1.435 millions EUR par rapport à 2023 et une diminution de 121 millions EUR par rapport au budget initial 2024. Cette diminution s'explique notamment par la baisse des transferts vers l'INAMI-Soins de santé dits §1 *bis* qui sont moins importants et la diminution des réductions de cotisations. Ces diminutions sont partiellement tempérées par l'augmentation des transferts vers le pouvoir fédéral.

Les dépenses diverses atteignent 808 millions EUR en 2024, ce qui correspond à une diminution de 62 millions EUR par rapport à 2023 et une augmentation de 552 millions EUR par rapport au budget initial 2024. Cette augmentation s'explique principalement par le remboursement du trop-perçu de la dotation d'équilibre de 2023 (+175 millions EUR), le remboursement du trop-perçu du financement alternatif §1 *quater* de 2023 (+393 millions EUR) et le glissement de l'impact de la mesure correction technique moyens supplémentaires "Work-Life Balance" intégrée dans les prestations lors du budget initial vers le poste des dépenses diverses (-20 millions EUR).

4.2.4 Régimes des travailleurs indépendants

Tableau 47 : Régime des travailleurs indépendants (2023-2024)

	2023 Mon. 03/24 -	2024 Initial -	2024 Mon. 03/24 -	Différence -	Différence -	% -	% -	
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24 (1)	Initieel (2)	Mon. 03/24 (3)	Vershil (3) vs. (1)	Vershil (3) vs. (2)	Vershil (3) vs. (1)	Vershil (3) vs. (2)	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
Cotisations	5.334	5.591	5.704	370	113	6,9	2,0	Bijdragen
Subventions des pouvoirs publics	1.191	1.226	1.217	26	-9	2,2	-0,7	Toelagen van de overheden
INASTI-Gestion globale	443	465	456	13	-9	3,0	-1,9	RSVZ-Globaal beheer
Dotation équilibre	748	761	761	13	0	1,7	0,0	Evenwichtsdotatie
Financement alternatif	3.181	3.310	3.384	203	74	6,4	2,2	Alternatieve financiering
Gestion globale	3.181	3.310	3.384	203	74	6,4	2,2	Globaal beheer
dont INAMI-Soins de santé	695	674	674	-21	0	-3,1	0,0	waarvan RIZIV-Geneskundige verzorging
Recettes affectées	23	24	24	1	0	5,3	0,0	Toegewezen ontvangsten
Produit des placements	26	68	53	27	-15	105,5	-22,5	Opbrengsten beleggingen
Divers	3	2	3	0	1	7,5	49,4	Diversen
Total des recettes	9.757	10.222	10.385	628	163	6,4	1,6	Totaal ontvangsten
Prestations	6.015	6.588	6.512	497	-76	8,3	-1,1	Uitkeringen
INAMI-Indemnités	825	911	895	69	-16	8,4	-1,8	RIZIV-Uitkeringen
Pensions	5.211	5.655	5.599	388	-57	7,4	-1,0	Pensioenen
Droit passerelle	-26	15	13	39	-3	149,6	-16,3	Overbruggingsrecht
Aidant proche	5	6	6	1	0	24,4	-4,1	Mantelzorg
Frais de paiement	0	0	0	0	0	11,8	-2,2	Betalingskosten
Frais de gestion	138	142	143	5	1	3,9	0,9	Behoerskosten
Gestion globale	102	103	103	1	0	1,0	0,3	Globaal beheer
Organismes	35	39	40	4	1	12,1	2,5	Instellingen
Transferts	3.188	3.452	3.410	222	-42	7,0	-1,2	Overdrachten
hors Gestion globale	0	4	4	4	0	3 466,7	0,0	Buiten globaal beheer
INAMI-Soins de santé	3.188	3.448	3.406	218	-42	6,8	-1,2	RIZIV-Geneskundige verzorging
Intérêts sur emprunts	2	3	3	1	0	43,1	13,2	Interesten op leningen
Divers	29	37	292	263	255	895,3	691,3	Diversen
Total des dépenses	9.373	10.222	10.361	988	140	10,5	1,4	Totaal uitgaven
Solde	384	0	24	-360	24	-93,8		Saldo

En 2024, le solde du régime des travailleurs indépendants est estimé à 24 millions EUR. Cela correspond à une détérioration de 360 millions EUR par rapport à l'année 2023 et à une amélioration de 24 millions EUR par rapport au budget initial 2024.

Le tableau suivant réconcilie les données présentées lors de la réunion du Comité Général de Gestion du 29 février 2024 et les chiffres présentés dans ce rapport.

Tableau 48 : Réconciliation des soldes repris dans les documents transmis par l'INASTI et dans le cadre de ce rapport (en milliers EUR)

Tableau synoptique INASTI du 29/02/2024		
en milliers EUR	2023	2024
INASTI - Résultat consolidé	228.839	278.010
(1) Transferts vers INAMI: operation de trésorerie	152.957	
(2) Pensions	2.367	
(1) Frais d'administration INAMI-Indemnités		92
(4) Remboursements trop-perçu 2023 :		
Dotation d'équilibre 2023		-215.106
FA §1quater 2023		-39.179
arrondi		
Comité de monitoring - Solde INASTI	384.163	23.817

Ci-dessous quelques explications relatives au tableau :

- (1) Il s'agit de la différence entre les droits constatés relatifs au financement des soins de santé (§1 *bis* et §1 *quater*) et les besoins de trésorerie couverts par l'INASTI ;
- (2) Il s'agit de la différence entre le montant des besoins financiers du secteur des pensions, qui constituent, d'après la loi, le droit en recettes de ce secteur et le montant repris dans le tableau de l'INASTI ;
- (3) Il s'agit de la différence entre les frais de gestion selon les instructions du SPF BOSA (budget normé) et les crédits supplémentaires liés à l'inflation et les crédits essentiels demandés par l'INAMI (tel que repris dans le document de l'INASTI du 29/02/2024) ;
- (4) Il s'agit de deux décomptes de l'année 2023 qui seront remboursés en 2024.

Les cotisations atteignent 5.704 millions EUR en 2024, ce qui correspond à une augmentation de 370 millions EUR par rapport à l'année 2023 et de 113 millions EUR par rapport au rapport budget initial 2024.

Le financement alternatif atteint 3.384 millions EUR, ce qui correspond à une amélioration de 203 millions EUR par rapport à 2023. Par rapport au budget initial 2024, le montant augmente de 74 millions EUR. Cette hausse s'explique par la révision du PM tandis que les montants TVA et soins de santé (§1 *quater*) restent les mêmes. En effet, en appliquant le pourcentage de 4,54 % sur les recettes nettes de TVA estimées, cela donne un montant de 1.773 millions EUR. Ce montant est inférieur au montant minimum de 1.795 millions EUR prévu dans la loi. Par conséquent, le montant minimum de 1.795 millions EUR est retenu. De plus, le montant relatif à l'article 6 §1 *quater* (soins de santé) correspond au montant inscrit dans l'AR du 29/01/2024.

Tableau 49 : Financement alternatif des travailleurs indépendants (2023-2024)

<i>En millions EUR</i>	2023 (mars) (1)	2024 (initial) (2)	2024 (mars) (3)	Différence (3) - (1)	Différence (3) - (2)
Financement alternatif	3.181	3.310	3.384	203	74
TVA	2.381	2.468	2.468	87	0
Montant de base	1.686	1.795	1.795	109	0
Soins de santé (§1 quater)	695	674	674	-21	0
Précompte mobilier	800	842	915	116	74
Montant de base	800	842	915	116	74

Les prestations atteignent 6.512 millions EUR en 2024, ce qui correspond à une augmentation de 497 millions EUR par rapport à 2023. Par rapport au budget initial 2024, cela correspond à une diminution de 76 millions EUR. Cette diminution s'explique principalement par la diminution des dépenses de pension (-57 millions EUR) et de l'INAMI-Indemnité (-16 millions EUR).

Tableau 50 : Evolution des principales prestations sociales entre 2023 et 2024

Prestations (en millions EUR)	2023 (mars)	2024 (initial)	2024 (mars)	Différence	Différence	(3)/(1) (en %)			
	(1)	(2)	(3)	(3)-(1)	(3)-(2)	Index	Volume	Autre	Total
INAMI-Indemnités	825	911	895	69	-16	3,01%	4,18%	1,00%	8,39%
SFP	5.211	5.655	5.599	388	-57	3,01%	1,81%	2,62%	7,44%

En 2024, les frais de gestion du régime des travailleurs indépendants atteignent 143 millions EUR. Cela représente une augmentation de 5 millions EUR par rapport à 2023 et de 1 million EUR par rapport au budget initial 2024. Notons qu'une correction a été apportée au niveau des corrections techniques afin de faire correspondre les montants repris dans ce rapport avec le budget normé adapté communiqué par le SPF BOSA aux IPSS.

Par rapport au budget initial, les transferts externes diminuent de 42 millions EUR (-1,2 %), pour s'établir à 3.410 millions EUR. Cette évolution s'explique par la diminution des transferts vers l'INAMI-Soins de santé (« §1 bis ») (-42 millions EUR).

Les dépenses diverses atteignent 292 millions EUR en 2024, ce qui correspond à une augmentation de 263 millions EUR par rapport à 2023 et de 255 millions EUR par rapport au budget initial 2024. Cette augmentation s'explique principalement par le remboursement du trop-perçu de la dotation d'équilibre de 2023 (+215 millions EUR) et le remboursement du trop-perçu du financement alternatif §1 quater de 2023 (+39 millions EUR).

4.2.5 Régimes des soins de santé

Tableau 51 : Soins de santé (2023-2024)

	2023 Mon. 03/24 -	2024 Initial -	2024 Mon. 03/24 -	Différence -	Différence -	% Différence -	% Différence -	
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24 (1)	Initieel (2)	Mon. 03/24 (3)	Verschild (3) vs. (1)	Verschild (3) vs. (2)	Verschild (3) vs. (1)	Verschild (3) vs. (2)	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
Recettes propres	6.055	6.519	6.541	486	22	8,0	0,3	Eigen ontvangsten
Cotisations	1.651	1.696	1.728	78	33	4,7	1,9	Bijdragen
Subventions des pouvoirs publics	904	843	834	-70	-9	-7,7	-1,1	Toelagen van de overheden
Recettes affectées	1.449	1.560	1.565	116	4	8,0	0,3	Toegewezen ontvangsten
Transferts externes	0	0	0	0	0	6,1	0,0	Externe overdrachten
Produits des placements	1	1	2	0	0	25,2	21,0	Opbrengsten beleggingen
Divers	2.050	2.418	2.411	362	-6	17,6	-0,3	Diversen
ONSS - Gestion globale	31.132	32.626	32.554	1.423	-72	4,6	-0,2	RSZ - Globaal beheer
montant 1	23.938	25.877	25.805	1.867	-72	7,8	-0,3	bedrag 1
montant 2	7.194	6.749	6.749	-445	0	-6,2	0,0	bedrag 2
INASTI - Gestion globale	3.004	3.257	3.216	212	-42	7,1	-1,3	RSVZ - Globaal beheer
montant 1	2.309	2.584	2.542	233	-42	10,1	-1,6	bedrag 1
montant 2	695	674	674	-21	0	-3,1	0,0	bedrag 2
Carrières mixtes et FBI	325	336	330	5	-7	1,6	-2,0	Gemengde loopbanen en IBF
Total des recettes	40.515	42.738	42.640	2.126	-98	5,2	-0,2	Totaal ontvangsten
Prestations	35.091	37.825	37.825	2.733	0	7,8	0,0	Prestaties
Frais de gestion	1.047	1.131	1.131	84	0	8,0	0,0	Beheerskosten
Transferts externes	2.697	2.634	2.627	-71	-8	-2,6	-0,3	Externe overdrachten
Divers	1.268	1.196	1.157	-111	1	-8,7	0,1	Diversen
Total des dépenses	40.103	42.746	42.739	2.636	-6	6,6	0,0	Totaal uitgaven
Solde	411	-7	-99	-511	-92	-124,1	-1 281,3	Saldo

Le solde de l'INAMI-Soins de santé en 2023, tel qu'il est présenté dans le cadre de ce rapport, est de 411 millions EUR pour les opérations courantes. Ce solde positif s'explique par des recettes plus élevées (cotisations pensionnés (+182 millions EUR), conventions internationales (+76 millions EUR) et les montants du financement des soins de santé par les gestions globales, dit §1 bis (+43 millions EUR)) et par l'intégration de la sous-utilisation de 85 millions EUR au niveau de l'objectif budgétaire ainsi qu'une sous-utilisation de 28 millions EUR au niveau du BMF (loi hôpitaux). Les montants du financement additionnel des soins de santé par les gestions globales, dit §1 quater, sont identiques à ceux repris dans l'AR du 04/07/2023 dans le cadre du financement alternatif de l'assurance obligatoire des soins de santé destiné aux régimes de sécurité sociale des travailleurs salariés et indépendants. De plus notons qu'à partir de 2023, les coûts liés au COVID-19 sont repris dans l'objectif budgétaire.

Le solde de l'INAMI-Soins de santé en 2024, tel qu'il est présenté dans le cadre de ce rapport, est de -99 millions EUR. Ce montant s'explique principalement par la révision des montants du financement des soins de santé par les gestions globales, dit §1 bis (-72 millions EUR pour l'ONSS-Gestion globale et -42 millions EUR pour l'INASTI-Gestion globale). Les montants du financement additionnel des soins de santé par les gestions globales, dit §1 quater, sont identiques à ceux repris dans l'AR du 29/01/2024 dans le cadre du financement alternatif de l'assurance obligatoire des soins de santé destiné aux régimes de sécurité sociale des travailleurs salariés et indépendants. Étant donné l'actualisation des chiffres, les montants de l'AR du 29/01/2024 devraient être revu pour atteindre 6.841 millions EUR pour l'ONSS-Gestion globale et 674 millions EUR pour l'INASTI-Gestion globale.

Notons également que le solde négatif s'explique en partie (-7 millions EUR) par l'actualisation des données liées aux décomptes de l'aide financière fédérale exceptionnelle aux hôpitaux pour le Covid-19. En 2024 et 2025, l'INAMI versera aux hôpitaux les montants liés aux décomptes. Cela entraînera une régularisation d'environ 27 millions EUR. Cette régularisation sera réglée dans le budget des moyens financiers des hôpitaux (BMF). En 2024, le montant s'élèvera à 7 millions EUR

(dans le BMF en 2024), et en 2025 à 20 millions EUR (dans le BMF en 2025). Il ne s'agit pas d'un coût supplémentaire pour les gestions globales ou d'une détérioration du résultat, sur la période 2020-2025, étant donné les moindres dépenses au niveau de l'objectif budgétaire en 2022 (solde positif d'environ 28 millions EUR pour l'INAMI en 2022) qui compensent le résultat négatif en 2024 et en 2025 (pas indiqué sur le tableau précédent).

En 2023 et 2024, la dotation pour le fonds blouses blanches est de respectivement 346 millions EUR et 347 millions EUR.

Au niveau des dépenses de 2024, l'objectif budgétaire se maintient au niveau du budget initial 2024, c'est-à-dire à 37.825 millions EUR.

4.2.6 Régimes hors gestions globales

Tableau 52 : Organismes hors gestion globale y compris pensions publiques (2023-2024)

	2023	2024	2024	Différence	Différence	%	%	
	Mon. 03/24	Initial	Mon. 03/24					
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24	Initieel	Mon. 03/24	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
	(1)	(2)	(3)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	
Recettes	23.064	24.316	23.909	845	-407	3,7	-1,7	Ontvangsten
Cotisations	6.914	7.368	7.303	389	-65	5,6	-0,9	Bijdragen
Subventions des pouvoirs publics	15.416	16.260	15.851	435	-408	2,8	-2,5	Toelagen van de overheden
Transferts externes	417	411	449	32	38	7,8	9,4	Externe overdrachten
Revenus de placement	48	33	36	-12	3	-24,9	8,6	Opbrengsten beleggingen
Divers	270	244	270	0	25	0,0	10,4	Diversen
Dépenses	22.855	24.295	23.870	1.015	-425	4,4	-1,8	Uitgaven
Prestations	21.076	22.583	22.123	1.047	-461	5,0	-2,0	Prestaties
Frais de gestion	168	123	123	-45	0	-26,7	0,1	Beheerskosten
Transferts externes	1.378	1.398	1.410	31	12	2,3	0,8	Externe overdrachten
Charges d'intérêt	4	3	2	-1	0	-31,6	-8,9	Interestlasten
Divers	229	188	212	-17	24	-7,4	12,5	Diversen
Solde	210	21	39	-170	19	-81,2	91,7	Saldo

Tableau 53 : Pensions du secteur public (2023-2024)

	2023	2024	2024	Différence	Différence	%	%	
	Mon. 03/24	Initial	Mon. 03/24					
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24	Initieel	Mon. 03/24	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
	(1)	(2)	(3)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	
Recettes	21.868	23.091	22.672	804	-419	3,7	-1,8	Ontvangsten
Cotisations	6.532	6.973	6.932	399	-42	6,1	-0,6	Bijdragen
Subventions des pouvoirs publics	14.899	15.731	15.337	438	-394	2,9	-2,5	Toelagen van de overheden
Transferts externes	387	357	371	-16	14	-4,1	3,9	Externe overdrachten
Revenus de placement	15	1	1	-14	0	-95,6	0,0	Opbrengsten beleggingen
Divers	34	28	31	-3	3	-8,9	11,2	Diversen
Dépenses	21.570	23.050	22.559	989	-491	4,6	-2,1	Uitgaven
Prestations	20.233	21.709	21.226	993	-483	4,9	-2,2	Prestaties
Frais de gestion	61	67	67	6	0	9,6	0,1	Beheerskosten
Transferts externes	1.219	1.273	1.266	47	-7	3,9	-0,6	Externe overdrachten
Charges d'intérêt	0,534	0	0	0	0	-47,9	4,1	Interestlasten
Divers	57	1	1	-56	0	-99,1	0,4	Diversen
Solde	298	41	112	-185	72	-62,2	177,0	Saldo

Tableau 54 : Organismes hors gestion globale hors pensions du secteur public (2023-2024)

	2023	2024	2024	Différence	Différence	%	%	
	Mon. 03/24	Initial	Mon. 03/24					
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24	Initieel	Mon. 03/24	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
	(1)	(2)	(3)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	
Recettes	1.197	1.225	1.237	41	12	3,4	1,0	Ontvangsten
Cotisations	382	395	371	-10	-23	-2,7	-5,9	Bijdragen
Subventions des pouvoirs publics	517	528	514	-3	-14	-0,5	-2,6	Toelagen van de overheden
Transferts externes	30	53	78	48	25	163,0	45,9	Externe overdrachten
Revenus de placement	33	32	35	2	3	7,1	8,8	Opbrengsten beleggingen
Divers	235	216	238	3	22	1,3	10,3	Diversen
Dépenses	1.285	1.245	1.311	26	66	2,0	5,3	Uitgaven
Prestations	843	874	896	54	23	6,4	2,6	Prestaties
Frais de gestion	107	56	56	-51	0	-47,4	0,0	Beheerskosten
Transferts externes	159	125	144	-16	19	-9,8	15,4	Externe overdrachten
Charges d'intérêt	3	2	2	-1	0	-35,3	-10,3	Interestlasten
Divers	172	188	211	39	24	22,7	12,6	Diversen
Solde	-88	-20	-73	15	-53	17,3	-264,2	Saldo

Le tableau « Organismes hors gestion globale » ci-dessus correspond à la somme des tableaux « Pensions du secteur public » et « Organismes hors gestion globales hors pensions du secteur public ».

En 2024, le solde des organismes hors gestion globale s'élève à 39 millions EUR. Cela correspond à une détérioration de 170 millions EUR par rapport à l'année 2023 et à une amélioration de 19 millions EUR par rapport aux chiffres du budget initial 2024.

Les cotisations sociales diminuent de 65 millions EUR en 2024 par rapport au budget initial 2024. Cette diminution s'explique principalement par la baisse des cotisations pour les pensions du secteur public (-42 millions EUR). Cette baisse au niveau des cotisations s'explique par les nouvelles hypothèses de masse salariale.

Les dotations diminuent de 408 millions EUR en 2024 par rapport aux chiffres du budget initial 2024, pour atteindre 15.851 millions EUR. Cette diminution s'explique notamment par l'évolution des dotations aux pensions du secteur public, qui diminuent de 394 millions EUR. Cette diminution au niveau des dotations aux pensions du secteur public est principalement due à la baisse des prestations.

Les prestations sociales diminuent de 461 millions EUR par rapport aux chiffres du budget initial 2024, pour atteindre 22.123 millions EUR. Cette diminution s'explique par la baisse des prestations des pensions du secteur public (-483 millions EUR) qui est partiellement tempérée par la hausse des prestations des organismes hors gestion globales hors pensions du secteur public (+23 millions EUR).

4.3 Solde pour l'Entité I

4.3.1 Soldes nominal et primaire pour l'Entité I

Les tableaux suivants présentent un aperçu général de la composition des soldes nominal et primaire pour l'Entité I, d'une part sur base des flux globaux au sein de l'Entité I (exprimés en % du PIB) et, d'autre part, sur la base du solde et des charges d'intérêts par sous-entité (exprimés en millions EUR).

Tableau 55 : Composition des soldes nominal et primaire de l'Entité I – flux globaux (2023-2024) (en % du PIB)

	En % PIB					
	- In % bbp					
	2023	2024	2024	Vershil	Vershil	
	Mon. 03/24	Initieel	Mon. 03/24	-	-	
Mon. 03/24	Initial	Mon. 03/24	Différence	Différence		
	(1)	(2)	(3)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	
Recettes	30,7	32,1	31,6	0,9	-0,5	Inkomsten
Recettes fiscales nettes	14,9	16,1	15,6	0,7	-0,4	Nettofiscale inkomsten
Recettes fiscales brutes	25,1	26,3	25,6	0,5	-0,7	Brutofiscale inkomsten
Impôts directs	14,9	15,8	15,3	0,4	-0,5	Directe belastingen
Impôts indirects et capital	10,1	10,5	10,3	0,2	-0,2	Indirecte & kapitaal
Transferts fiscaux à l'UE et à d'autres entités	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	Eigen fiscale ontvangsten ION
	-10,2	-10,3	-10,0	0,2	0,2	Fiscale afdrachten naar EU & andere entiteiten
Cotisations sociales/recettes parafiscales	13,2	13,7	13,4	0,2	-0,2	Sociale bijdragen/parafiscale ontvangsten
Recettes non fiscales	2,5	2,4	2,5	-0,1	0,1	Niet-fiscale ontvangsten
Dépenses primaires	-32,4	-33,3	-32,9	-0,5	0,5	Primaire uitgaven
Dépenses finales	-28,2	-29,3	-28,9	-0,7	0,4	Finale uitgaven
Ensemble des prestations sociales	-20,3	-21,3	-21,0	-0,6	0,4	Totaal prestaties Sociale Zekerheid
Autres dépenses de la sécurité sociale	-2,0	-1,9	-2,0	0,0	-0,1	Andere uitgaven Sociale Zekerheid
Budget des dépenses primaires et OIP	-5,8	-6,1	-5,9	-0,1	0,1	Primaire uitgaven begroting & ION
Transferts fiscaux nets	-4,2	-4,0	-4,0	0,2	0,0	Nettobudgettaire transferten
Non réparti	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	Onverdeeld
Solde primaire	-1,7	-1,2	-1,2	0,5	0,0	Primair saldo
Charges d'intérêts	-1,5	-1,7	-1,6	-0,1	0,1	Interestlasten
Solde de financement	-3,2	-2,9	-2,9	0,4	0,0	Vorderingensaldo

Exprimées en pourcentage du PIB, les recettes augmentent de 0,9 point de pourcentage entre 2024 et 2023. Les dépenses primaires, quant à elles, diminuent de 0,5 point de pourcentage du PIB. Cette diminution s'expliquant principalement par la diminution des dépenses au niveau de la sécurité sociale. Les mesures non réparties augmentent de 0,1 point de pourcentage du PIB. Ainsi, le solde primaire pour 2024 s'améliore de 0,5 point de pourcentage du PIB par rapport au résultat estimé pour 2023. Les charges d'intérêt consolidées augmentent de 0,1 point de pourcentage du PIB entre 2023 et 2024. Ainsi, le solde de financement de l'Entité I s'améliore de 0,4 point de pourcentage du PIB entre 2024 et 2023.

Par rapport au budget initial 2024, les recettes diminuent de 0,5 point de pourcentage du PIB (principalement à cause de la diminution des impôts directs) alors que les dépenses primaires augmentent de 0,5 point de pourcentage du PIB. Le solde primaire ne varie donc pas entre les deux exercices. Les charges d'intérêt, quant à elles, diminuent de 0,1 point de pourcentage du PIB. Par rapport au budget initial 2024, le solde de financement exprimé en pourcentage du PIB est stable.

Tableau 56 : Composition des soldes nominal et primaire de l'Entité I – par sous-entité (2023-2024)

	2023 Mon. 03/24 -	2024 Initial -	2024 Mon. 03/24 -	Différence -	Différence -	
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24 (1)	Initieel (2)	Mon. 03/24 (3)	Verschil (3) vs. (1)	Verschil (3) vs. (2)	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
Solde primaire entité I	-10.023	-7.254	-7.561	2.462	-307	Primair saldo entiteit I
Solde de financement entité I	-18.687	-17.386	-17.261	1.426	126	Vorderingsaldo entiteit I
Solde de financement fédéral	-19.980	-17.960	-18.160	1.820	-200	Vorderingsaldo federaal
Solde de financement SS	1.293	289	590	-703	301	Vorderingsaldo SZ
Charges d'intérêt entité I	8.664	10.133	9.699	1.035	-433	Interestlasten entiteit I
		% PIB - % bbp				
Solde primaire entité I	-1,7	-1,2	-1,2	0,5	0,0	Primair saldo entiteit I
Solde de financement entité I	-3,2	-2,9	-2,9	0,4	0,0	Vorderingsaldo entiteit I
Solde de financement fédéral	-3,4	-3,0	-3,0	0,4	0,0	Vorderingsaldo federaal
Solde de financement SS	0,2	0,0	0,1	-0,1	0,0	Vorderingsaldo SZ
Charges d'intérêt entité I	1,5	1,7	1,6	0,1	-0,1	Interestlasten entiteit I

Le solde de financement de l'Entité I pour 2023 est estimé à -18.687 millions EUR, soit -3,2 % du PIB.

Pour 2024, le solde de financement de l'Entité I est estimé à -17.261 millions EUR ou -2,9 % du PIB. Cela représente une amélioration de 0,4 point de pourcentage du PIB par rapport à 2023. Par rapport au budget initial 2024, le solde s'améliore de 126 millions EUR. Exprimé en pourcentage du PIB, le solde est stable par rapport au budget initial 2024.

Les charges d'intérêt consolidées pour 2023 sont estimées à 8.664 millions EUR ou 1,5 % du PIB. En 2024, les charges d'intérêt consolidées sont estimées à 9.699 millions EUR ou 1,6 % du PIB. Cela représente une augmentation de 1.035 millions EUR ou 0,1 point de pourcentage du PIB par rapport à 2023 et une diminution de 433 millions EUR ou 0,1 point de pourcentage du PIB par rapport au budget initial 2024.

Le solde primaire de l'Entité I en 2023 est ainsi estimé à -10.023 millions EUR, soit -1,7 % du PIB. Pour 2024, le solde primaire de l'Entité I est estimé à -7.561 millions EUR, soit -1,2 % du PIB. Cela représente une amélioration de 2.462 millions EUR ou 0,5 point de pourcentage du PIB par rapport à 2023. Par rapport au budget initial 2024, cela représente une détérioration de 307 millions EUR.

4.3.2 Solde primaire structurel de l'Entité I

Dans le cadre du réexamen de la gouvernance économique (RGE), la Commission européenne a mis l'accent sur le concept de solde primaire structurel. Pour passer du solde nominal au solde structurel, il est nécessaire de neutraliser l'impact de la conjoncture et l'impact des mesures ponctuelles (« one off ») ainsi que de tenir compte de la correction pour les transferts aux entités fédérées (concept CSF). Pour passer du solde structurel au solde primaire structurel, il est nécessaire de neutraliser l'impact des charges d'intérêt.

L'estimation de l'impact de la conjoncture sur le solde est basée sur l'output gap. Les estimations utilisées dans le cadre de ce rapport sont basées sur le budget économique 2024 du Bureau fédéral du Plan de février 2024. L'output gap pour 2023 et 2024 est estimé respectivement à 0,1 % et -0,2 % du PIB potentiel. En conséquence, la correction cyclique pour l'Entité I est estimée à 166 millions EUR en 2023 et à -445 millions EUR en 2024.

Le tableau suivant présente un aperçu des éléments qui sont repris en tant que **one-off** en 2023 et en 2024.

Tableau 57 : One-off Entité I (2023-2024)

	2023	2024	2024	
	Mon. 03/24	Initial	Mon. 03/24	
	-	-	-	
(en millions EUR)	Mon. 03/24	Initieel	Mon. 03/24	(in miljoen EUR)
Rythme d'enrôlement	- 261	0	0	Inkohieringsritme
Réforme du précompte professionnel	- 664	- 908	- 908	Hervorming bedrijfsvoorheffing
Décomptes LSF	-2 144	98	101	Afrekeningssaldo BFW
Décisions judiciaires	- 377	0	0	Gerechtelijke beslissing
ORD EU Budget	52	0	- 92	ORD EU Budget
TOTAL ENTITÉ I	-3 395	- 810	- 898	TOTAAL ENTITEIT I

Pour les estimations de la **correction pour les transferts**, les pourcentages sont ceux qui ont été transmis par le secrétariat du CSF. Selon le CSF, la correction pour transferts est -109 millions EUR en 2023 et de -75 millions EUR en 2024.

Le tableau suivant présente l'aperçu de l'estimation du solde primaire structurel pour l'Entité I en 2023 et en 2024.

Tableau 58 : Estimation du solde primaire structurel de l'Entité I (2023-2024)

	2023	2024	2024	Différence	Différence	
	Mon. 03/24	Initial	Mon. 03/24			
	-	-	-	-	-	
(en millions d'euros)	Mon. 03/24	Initieel	Mon. 03/24	Verschil	Verschil	(in miljoen euro)
	(1)	(2)	(3)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	
Solde de financement	-18.687	-17.386	-17.261	1.426	126	Vorderingensaldo
Correction cyclique	166	-1.180	-445	-611	735	cyclische correctie
One-off	-3.395	-810	-898	2.497	-89	one-off
Correction pour transferts	-109	-21	-75	34	-53	correctie voor overdrachten
Solde structurel	-15.349	-15.375	-15.842	-494	-467	Structureel saldo
Charges d'intérêt	8.664	10.133	9.699	1.035	-433	Interestlasten
Solde primaire structurel	-6.685	-5.242	-6.143	542	-901	Structureel primaire saldo
<i>PIB</i>	<i>583.775</i>	<i>602.482</i>	<i>605.569</i>	<i>21.794</i>	<i>3.087 bbp</i>	
	2023	2024	2024	Différence	Différence	
	Mon. 03/24	Initial	Mon. 03/24			
	-	-	-	-	-	
(en % PIB)	Mon. 03/24	Initieel	Mon. 03/24	Verschil	Verschil	(in % bbp)
	(1)	(2)	(3)	(3) vs. (1)	(3) vs. (2)	
Solde de financement	-3,2	-2,9	-2,9	0,4	0,0	Vorderingensaldo
Correction cyclique	0,0	-0,2	-0,1	-0,1	0,1	cyclische correctie
One-off	-0,6	-0,1	-0,1	0,4	0,0	one-off
Correction pour transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	correctie voor overdrachten
Solde structurel	-2,6	-2,6	-2,6	0,0	-0,1	Structureel saldo
Charges d'intérêt	1,5	1,7	1,6	0,1	-0,1	Interestlasten
Solde primaire structurel	-1,1	-0,9	-1,0	0,1	-0,1	Structureel primaire saldo

Le solde primaire structurel de l'Entité I en 2023 est estimé à -6.685 millions EUR, soit -1,1 % du PIB. En 2024, le solde primaire structurel est estimé à -6.143 millions EUR, soit -1,0 % du PIB. Par rapport

à 2023, cela représente une amélioration de 542 millions EUR ou 0,1 point de pourcentage du PIB. Par rapport au budget initial 2024, cela représente une détérioration de 901 millions EUR ou 0,1 point de pourcentage du PIB.

5 Solde et taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics

5.1 Solde de l'ensemble des pouvoirs publics

Le tableau suivant présente l'estimation des soldes nominal et primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics à politique constante, à la fois en millions EUR et en % du PIB.

Les données relatives à l'entité II proviennent du budget économique 2024 de février 2024 du Bureau fédéral du Plan et ont été adaptées concernant les Communautés et Régions en tenant compte de la différence d'estimation de l'IPP régional en SEC entre le BFP et le SPF Finances.

Tableau 59 : Aperçu des soldes nominal et primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics (2023-2024)

	2023	2024	2024	Différence -	Différence -	
	Mon. 03/24	Initial	Mon. 03/24			
	-	-	-			
(en millions EUR)	Mon. 03/24 (1)	Initieel (2)	Mon. 03/24 (3)	Vershil (3) vs. (1)	Vershil (3) vs. (2)	(in miljoen EUR)
Entité I						Entiteit I
Solde de financement	-18.687	-17.386	-17.261	1.426	126	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-6.685	-5.242	-6.143	542	-901	Structureel primair saldo
Entité II						Entiteit II
Solde de financement	-7.745	-9.855	-9.199	-1.455	656	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-8.115	-6.760	-6.401	1.715	359	Structureel primair saldo
Corrections non réparties ensemble des pouvoirs publics	0	-218	-182	-182	36	Onverdeelde correcties gezamenlijke overheid
Ensemble des pouvoirs publics						Gezamenlijke overheid
Solde de financement	-26.431	-27.460	-26.642	-211	818	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-14.803	-12.223	-12.729	2.074	-505	Structureel primair saldo
PIB	583.775	602.482	605.569	21.794	3.087	bbp
	2023	2024	2024	Différence -	Différence -	
	Mon. 03/24	Initial	Mon. 03/24			
	-	-	-			
(en % PIB)	Mon. 03/24 (1)	Initieel (2)	Mon. 03/24 (3)	Vershil (3) vs. (1)	Vershil (3) vs. (2)	(in % bbp)
Entité I						Entiteit I
Solde de financement	-3,2	-2,9	-2,9	0,4	0,0	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-1,1	-0,9	-1,0	0,1	-0,1	Structureel primair saldo
Entité II						Entiteit II
Solde de financement	-1,3	-1,6	-1,5	-0,2	0,1	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-1,4	-1,1	-1,1	0,3	0,1	Structureel primair saldo
Corrections non réparties ensemble des pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Onverdeelde correcties gezamenlijke overheid
Ensemble des pouvoirs publics						Gezamenlijke overheid
Solde de financement	-4,5	-4,6	-4,4	0,1	0,2	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-2,5	-2,0	-2,1	0,4	-0,1	Structureel primair saldo

Le **solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics** est estimé à -26.431 millions EUR ou -4,5 % du PIB en 2023. En 2024, le solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics atteint quant à lui -26.642 ou -4,4 % du PIB. Par rapport aux résultats estimés pour 2023, cela représente une

détérioration de 211 millions EUR. En pourcentage du PIB, par contre, cela représente une amélioration de 0,1 point. Par rapport aux données du budget initial 2024, cela représente une amélioration de 818 millions EUR ou 0,2 point de pourcentage du PIB.

Les dépenses suivantes ont été inscrites en tant que mesures non réparties au niveau de l'ensemble des pouvoirs publics car la part de financement de chaque entité n'est pas encore claire :

- La contribution plastique pour laquelle les dépenses sont estimées à 132 millions EUR en 2023 et 158 millions EUR en 2024 ;
- Les paiements liés aux vaccins commandés en 2021 en exécution d'accords d'achats européens (50 millions EUR en 2023).

Le **solde primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics**, c'est-à-dire après correction des impacts de la conjoncture et des one-off ainsi que des charges d'intérêts, est estimé pour l'année 2023 à -14.803 millions EUR ou -2,5 % du PIB. En 2024, le solde primaire structurel est quant à lui estimé à -12.729 millions EUR ou -2,1 % du PIB. Cela représente une amélioration de 2.074 millions EUR ou 0,4 point de pourcentage du PIB par rapport à 2023. Par rapport aux données du budget initial 2024, cela représente une détérioration de 505 millions EUR ou 0,1 point de pourcentage du PIB.

5.2 Taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics

Le taux d'endettement est estimé sur base, entre autres, du solde de financement et des estimations de l'Agence de la Dette concernant l'impact des facteurs exogènes sur la dette.

Tableau 60 : Evolution du taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics

	2022	2023	2024	
	ICN	Mon. 03/24	Mon. 03/24	
	-	-	-	
	INR	Mon. 03/24	Mon. 03/24	
(en % PIB)				<i>In % bbp</i>
Taux d'endettement	104,3	105,9	105,9	Schuldgraad
Variation du taux d'endettement	-3,6	1,5	0,0	Verandering schuldgraad
Facteurs endogènes	-5,4	-0,8	0,6	Endogene factoren
Facteurs exogènes	1,8	2,3	-0,6	Exogene factoren

Entre 2023 et 2024, le taux d'endettement est stable et se fixe à 105,9 % du PIB.

Il a été tenu compte des éléments suivants pour la détermination des facteurs exogènes.

Tableau 61 : Aperçu des facteurs exogènes (2023-2024)

En millions EUR	2023	2024
Exogene factoren	13.574	-3.665
<i>in % bbp</i>	2,3	-0,6
<i>Impact interesten swaps (cash)</i>	-75	-52
<i>Uitgiftepremies</i>	2.106	1.752
<i>Annulatiepremies swaps + swaptions</i>	100	100
<i>Overgang van gelopen intresten naar vervallen intresten (kas)</i>	-50	770
<i>Kostprijs terugkopen OLO's</i>	-8	-39
<i>Terugbetaling Kaupthing</i>	0	0
<i>Terugbetaling Griekenland EFSF</i>	0	0
<i>Aantal schuldcorrecties op niveau gewesten en lokale overheden (VMSW, VWF)</i>	1.413	1.506
<i>Diverse kasovergang</i>	1.241	1.470
<i>Defensie investeringsuitgaven</i>	1.063	-619
<i>Transformatiefonds</i>	0	0
<i>A1/A3</i>	-91	-459
<i>Participatie BNP</i>	-2.000	0
<i>Bons d'état souscription 2023</i>	9.000	-9.000
<i>Andere</i>	876	908

Deel II – Meerjarenraming 2024-2029

6 Entité I

6.1 Pouvoir fédéral

6.1.1 Estimation du solde de financement du pouvoir fédéral

Le tableau ci-dessous présente la composition du solde de financement du pouvoir fédéral.

Tableau 62 : Estimation du solde de financement du pouvoir fédéral (2024-2029)

	2024 Mon. 03/24	2025 Mon. 03/24	2026 Mon. 03/24	2027 Mon. 03/24	2028 Mon. 03/24	2029 Mon. 03/24	'29 vs. '24 Différence	
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24	Vershil	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)					
Recettes fiscales	154.892	158.594	164.133	168.062	173.211	178.245	23.353	Fiscale ontvangsten
Transferts fiscaux (-)	-85.012	-87.951	-90.991	-94.056	-97.271	-100.715	-15.704	Fiscale overdrachten (-)
Moyens fiscaux	69.880	70.643	73.142	74.006	75.940	77.529	7.649	Fiscale middelen
Moyens non fiscaux	5.918	4.352	4.075	3.501	3.539	3.545	-2.373	Niet-fiscale middelen
Recettes Voies et Moyens	75.798	74.995	77.217	77.507	79.480	81.074	5.277	Middelen
Charges d'intérêt (-)	-9.877	-10.924	-12.060	-13.474	-14.869	-16.558	-6.681	Interestlasten (-)
Dépenses primaires (-)	-80.606	-82.865	-85.985	-88.163	-91.299	-94.065	-13.459	Primaire uitgaven (-)
Dép. dispenses précompte pr. (-)	-4.611	-4.795	-4.979	-5.157	-5.350	-5.545	-935	Uitgave vrijstellingen BV (-)
Solde primaire organismes	1.141	821	742	768	780	780	-362	Primair saldo instellingen
Corrections de passage non ventilées	-6	-210	-175	9	-1	-1	5	Onverdeelde overgangscorrecties
Solde de financement pouvoir fédéral	-18.160	-22.979	-25.241	-28.510	-31.260	-34.315	-16.155	Vorderingsaldo federale overheid
% PIB		-3,7	-3,9	-4,3	-4,6	-4,9		%bbp

Tableau 63 : Estimation du solde de financement du pouvoir fédéral – évolution en %

	'29 vs. '24 Différence	'25 vs. '24 Différence	'26 vs. '25 Différence	'27 vs. '26 Différence	'28 vs. '27 Différence	'29 vs. '28 Différence	'29 vs. '24 Différence	
	Vershil %	Vershil %	Vershil %	Vershil %	Vershil %	Vershil %	Vershil % p.an./ p.jr.	
Recettes fiscales	15,1	2,4	3,5	2,4	3,1	2,9	2,8	Fiscale ontvangsten
Transferts fiscaux (-)	-18,5	-3,5	-3,5	-3,4	-3,4	-3,5	-3,4	Fiscale overdrachten (-)
Moyens fiscaux	10,9	1,1	3,5	1,2	2,6	2,1	2,1	Fiscale middelen
Moyens non fiscaux	-40,1	-26,5	-6,4	-14,1	1,1	0,2	-7,0	Niet-fiscale middelen
Recettes Voies et Moyens	7,0	-1,1	3,0	0,4	2,5	2,0	1,4	Middelen
Charges d'intérêt (-)	-67,6	-10,6	-10,4	-11,7	-10,4	-11,4	-10,9	Interestlasten (-)
Dépenses primaires (-)	-16,7	-2,8	-3,8	-2,5	-3,6	-3,0	-3,1	Primaire uitgaven (-)
Dép. dispenses précompte pr. (-)	-20,3	-4,0	-3,8	-3,6	-3,8	-3,6	-3,8	Uitgave vrijstellingen BV (-)
Solde primaire organismes	-31,7	-28,1	-9,7	3,6	1,5	0,0	-5,7	Primair saldo instellingen
Corrections de passage non ventilées	89,7	-3 683,3	16,6	104,9	-107,0	4,2	13,7	Onverdeelde overgangscorrecties
Solde de financement pouvoir fédéral	-89,0	-26,5	-9,8	-13,0	-9,6	-9,8	-13,6	Vorderingsaldo federale overheid

Le solde de financement du pouvoir fédéral se détériore de 16.155 millions EUR ou 1,9 point de pourcentage du PIB sur la période 2024-2029. Le déficit passe de 18.160 millions d'euros ou 3,0 % du PIB en 2024 à 34.315 millions d'euros ou -4,9 % du PIB en 2029. Malgré la forte augmentation des recettes fiscales au cours de la période concernée (+23.353 millions EUR ou 2,8 % d'augmentation moyenne par an), celle-ci est compensée par une forte augmentation des transferts fiscaux (+15.704 millions EUR ou 3,4 % d'augmentation moyenne par an), des dépenses primaires

(+13.459 millions EUR ou 3,1 % d'augmentation moyenne par an) et des charges d'intérêts (+6.681 millions EUR ou 10,9 % d'augmentation moyenne par an).

Il est à noter qu'en raison de l'intégration de mesures non réparties au niveau de l'Entité I, il ne s'agit en fait que d'un résultat partiel pour le pouvoir fédéral.

Les différentes rubriques de recettes et de dépenses permettant de déterminer le solde de financement du pouvoir fédéral sont examinées ci-après.

6.1.2 Bespreking van de ramingen per ontvangsten-/uitgavenrubriek

6.1.2.1 Fiscale ontvangsten 2025-2029

6.1.2.1.1 De fiscale ontvangsten in ESR-termen voor 2025-2029

Voor de raming van de jaren 2025-2029 werd gebruik gemaakt van parameters uit de Economische vooruitzichten 2025-2029 van februari van het Federaal Planbureau.

Tabel 64: Belangrijkste parameters voor de macro-economische methode

		2025	2026	2027	2028	2029
Impôt	Variables	MT Fev 2024				
PRP	Salaires (croissance réelle)	1,0%	1,4%	1,2%	1,3%	1,2%
	Allocations (croissance réelle)	1,2%	2,0%	1,5%	1,7%	1,6%
	Dont inflation (t-1)	2,8%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%
ISoc	Base macroéconomique	0,8%	2,0%	1,5%	1,9%	1,9%
	Profitabilité	-2,0%	-1,1%	-1,4%	-1,2%	-1,2%
TVA	Base macroéconomique	2,4%	3,0%	2,6%	2,9%	3,0%
Accises	Consommation à prix constants	1,6%	1,4%	1,4%	1,4%	1,3%
	Part du tabac, carburants, alcool	-3,7%	-2,0%	-2,2%	-2,2%	-2,2%

Zoals gebruikelijk wordt er voor elk jaar rekening gehouden met de aanvullende impact van de genomen maatregelen. Bij de berekening van een bepaald jaar werd zoals voorheen, omwille van het éénmalige karakter, eerst de éénmalige impact van maatregelen van het jaar voordien uit de startbasis gehaald via de technische factoren, en vervolgens de nieuwe éénmalige impact voor het nieuwe jaar toegevoegd als maatregel.

De raming van de vennootschapsbelasting werd gewijzigd, in de zin dat de corrigerende contracyclische factor voortaan wordt getemperd in de meerjarenramingen. In de ramingen heeft dit een impact vanaf 2025.

Volgende tabel vat de berekening samen voor de grote belastingcategorieën die worden geraamd aan de hand van de macro-economische methode.

Tabel 65: Synthese van de macro-economische methode 2025-2029

	2025	2026	2027	2028	2029
	Verwachte ontvangsten	Verwachte ontvangsten	Verwachte ontvangsten	Verwachte ontvangsten	Verwachte ontvangsten
1. Personenbelasting "ESR"					
1.1. Globale PB-opbrengst, aanslagjaar t+1					
Nominale toename van het globaal inkomen	3,7 %	3,4 %	3,1 %	3,2 %	3,1 %
Inflatie voorgaand jaar (t-1)	2,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
Reële groeivoet	0,9 %	1,6 %	1,3 %	1,4 %	1,3 %
Groei globale PB-opbrengst, excl. maatregelen en verschuivingen	4,0 %	4,0 %	3,6 %	3,7 %	3,6 %
Globale PB-opbrengst bij lopende wetgeving	62 232,9	64 750,1	67 061,7	69 568,4	72 091,8
Idem groeivoet	4,0 %	4,0 %	3,6 %	3,7 %	3,6 %
Bijkomende weerslag van de maatregelen (excl. indexering)	7,8	29,0	0,0	0,0	0,0
Globale PB-opbrengst bij wetgeving t-1	62 225,1	64 721,1	67 061,7	69 568,4	72 091,8
1.2 Bedrijfsvoorheffing "ESR"					
Nominale loonstijging	3,8 %	3,2 %	3,0 %	3,1 %	3,0 %
Nominale groei van de sociale uitkeringen	4,0 %	3,8 %	3,3 %	3,5 %	3,4 %
Inflatie voorgaand jaar (t-1)	2,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
Reële groei van de reële lonen	1,0 %	1,4 %	1,2 %	1,3 %	1,2 %
Reële groei van de uitkeringen	1,2 %	2,0 %	1,5 %	1,7 %	1,6 %
Groei bedrijfsvoorheffing, excl. maatregelen en verschuivingen	4,3 %	4,1 %	3,6 %	3,8 %	3,7 %
Bedrijfsvoorheffing "ESR" bij lopende wetgeving	66 857,3	69 616,4	72 126,6	74 861,9	77 615,1
Maatregelen (excl. indexering van de belastingsschalen en vrijstellingen)	-20,3	-1,8	0,0	0,0	0,0
Verschuivingen en diverse factoren "t-1"	30,8	30,8	0,0	0,0	0,0
Verschuivingen en diverse factoren "t"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bedrijfsvoorheffing "ESR" bij wetgeving t-1	66 846,9	69 587,4	72 126,6	74 861,9	77 615,1
	3,8%	4,1%	3,6%	3,8%	3,7%
1.3 Voorafbetalingen personenbelasting					
Voorafbetalingen bij lopende wetgeving	1 582,3	1 628,5	1 673,9	1 721,9	1 770,5
Bijkomende weerslag van de maatregelen (excl. indexering)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verschuivingen en diverse factoren	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Voorafbetalingen personenbelasting bij wetgeving t-1	1 582,6	1 628,5	1 673,9	1 721,9	1 770,5
1.4 Kohieren PB "ESR"					
Saldo vastgestelde rechten bij wetgeving t-1	-6 204,4	-6 494,9	-6 738,7	-7 015,3	-7 293,9
Inachtneming van de vorige aanslagjaren en van de niet-geïnde rechten	-4 436,5	-4 644,2	-4 818,6	-5 016,4	-5 215,5
Kohieren PB bij wetgeving t-1	-4 450,6	-4 440,9	-4 592,2	-4 774,9	-4 966,9
Bijkomende weerslag van de maatregelen (excl. indexering), vorig aanslagjaar	10,2	- 11,6	- 2,4	0,0	0,0
Bijkomende weerslag van de maatregelen (excl. indexering), lopend aanslagjaar	- 27,0	- 5,6	0,0	0,0	0,0
Verschuivingen en diverse factoren	686,9	220,8	10,0	0,0	0,0
Kohieren PB bij lopende wetgeving	-3 780,5	-4 237,3	-4 584,6	-4 774,9	-4 966,9

	2025	2026	2027	2028	2029
	Verwachte ontvangsten				
2. Vennootschapsbelasting "ESR"					
<i>Verklarende variabelen</i>					
Primair inkomen van de vennootschappen	93 216,5	95 110,2	96 543,4	98 404,7	100 241,1
Groeivoet	0,8 %	2,0 %	1,5 %	1,9 %	1,9 %
Winstgevendheid	0,316	0,313	0,309	0,305	0,301
Groeivoet	-2,0 %	-1,1 %	-1,4 %	-1,2 %	-1,2 %
Groei van de ontvangsten bij ongewijzigde wetgeving	3,6%	4,4%	3,9%	4,5%	4,4%
Structurele groei bij ongewijzigde wetgeving	2,2%	4,4%	-0,6%	1,1%	0,8%
<i>Maatregelen en verschuivingen</i>					
Bijkomende weerslag maatregelen	7,5	-5,5	-124,9	-16,2	0,0
Verschuivingen en diverse factoren "t-1"	-1.624,1	-7,1	42,6	145,5	14,9
Verschuivingen en diverse factoren "t"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ontvangsten Ven.B "ESR"	24 332,0	25 398,8	25 153,7	25 569,1	25 783,0
Verwachte groei van de ontvangsten	-4,3 %	4,4 %	-1,0 %	1,7 %	0,8 %
<i>Waaronder</i>					
Voorafbetalingen vennootschappen	20 307,2	21 172,7	20 960,5	21 341,2	21 507,2
Kohieren vennootschappen	3197,1	3361,6	3334,2	3359,2	3400,4
Roerende voorheffing vennootschappen	827,7	864,5	858,9	868,7	875,4
3. Roerende voorheffing natuurlijke personen "ESR"					
<i>Verklarende variabelen</i>					
Ontvangen rente en winstuitkeringen	41.250,0	42.730,0	44.410,0	46.060,0	47.760,0
Groeivoet	3,4%	3,6%	3,9%	3,7%	3,7%
<i>Maatregelen en verschuivingen</i>					
Bijkomende weerslag maatregelen	26,3	11,3			
Verschuivingen en diverse factoren "t-1"					
Verschuivingen en diverse factoren "t"					
Ontvangsten roerende voorheffing natuurlijke personen	5.343,9	5.546,9	5.765,0	5.979,2	6.199,8
Verwachte groei van de ontvangsten	3,9%	3,8%	3,9%	3,7%	3,7%
4. Btw "ESR"					
<i>Verklarende variabelen</i>					
Macro-economische grondslag	329 373,8	339 109,6	348 015,6	358 218,0	368 862,9
Uitvoer jaar "t" en eerste kwartaal "t+1"	404 254,5	425 982,7	447 892,9	470 984,8	495 690,2
Uitvoer 4e kwartaal "t-1" tot en met 3e kwartaal "t"	393 739,8	413 440,3	435 224,2	457 535,8	481 328,4
<i>Idem, groeivoet</i>					
Macro-economische grondslag	2,4 %	3,0 %	2,6 %	2,9 %	3,0 %
Uitvoer jaar "t" en eerste kwartaal "t+1"	4,5 %	5,4 %	5,1 %	5,2 %	5,2 %
Uitvoer 4e kwartaal "t-1" tot en met 3e kwartaal "t"	3,5 %	5,0 %	5,3 %	5,1 %	5,2 %
Groei van de ontvangsten, excl. maatregelen en verschuivingen	3,2 %	3,6 %	3,1 %	3,4 %	3,5 %
<i>Maatregelen en verschuivingen</i>					
Bijkomende weerslag maatregelen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verschuivingen en diverse factoren "t-1"	78,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Verschuivingen en diverse factoren "t"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ontvangsten btw	40 670,3	42 128,7	43 425,5	44 919,9	46 489,7
Verwachte groei van de ontvangsten	3,39 %	3,59 %	3,08 %	3,44 %	3,49 %
5. Accijnzen "ESR"					
<i>Verklarende variabelen</i>					
Gezinsconsumptie tegen constante prijzen (groei)	1,6 %	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,3 %
Aandeel van tabak, brandstoffen en alcohol in gezinsconsumptie (groei)	-3,7 %	-2,0 %	-2,2 %	-2,2 %	-2,2 %
Groei van de ontvangsten, excl. maatregelen en verschuivingen	-1,3%	-0,3%	-0,4%	-0,4%	-0,5%
<i>Maatregelen en verschuivingen</i>					
Bijkomende weerslag van de maatregelen	2,9	2,9	0,0	0,0	0,0
Verschuivingen en diverse factoren "t-1"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verschuivingen en diverse factoren "t"	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ontvangsten accijnzen	10 853,4	10 827,2	10 788,0	10 742,9	10 691,5
Verwachte groei van de ontvangsten	-1,28 %	-0,24 %	-0,36 %	-0,42 %	-0,48 %

De resultaten in ESR-termen voor 2025-2029

De fiscale ontvangsten groeien volgens de ramingen tot en met 2029 met gemiddeld 2,8 % per jaar ten opzichte van 2024. Terwijl ze in 2024 op 25,6 % van het bbp worden geraamd, wordt voor 2029 uitgegaan van fiscale ontvangsten ten belope van 25,2 % van het bbp.

Tabel 66: De fiscale ontvangsten 2024-2029 in ESR-termen

	2024 Mon. 03/24	2025 Mon. 03/24	2026 Mon. 03/24	2027 Mon. 03/24	2028 Mon. 03/24	2029 Mon. 03/24	'29 vs. '24 Différence -	
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24	Vershil	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)					
Précompte mobilier	5.954	6.172	6.411	6.624	6.848	7.075	1.122	Roerende voorheffing
dividendes	3.886	4.037	4.198	4.338	4.484	4.633	748	dividenden
autres	2.233	2.305	2.390	2.470	2.553	2.638	405	andere
rôles	-164	-170	-177	-183	-190	-196	-31	kohieren
Participation des travailleurs	13	13	14	14	14	14	1	Werknemersparticipatie
Versements anticipés	23.181	21.890	22.801	22.634	23.063	23.278	97	Voorafbetalingen
Rôles	-1.101	-468	-761	-1.135	-1.301	-1.451	-351	Kohieren
sociétés	2.985	3.197	3.362	3.334	3.359	3.400	415	vennootschappen
personnes physiques	-4.201	-3.780	-4.237	-4.585	-4.775	-4.967	-766	natuurlijke personen
impôt des non résidents	115	115	115	115	115	115	0	belasting der niet-inwoners
Précompte professionnel	64.118	66.857	69.616	72.127	74.862	77.615	13.497	Bedrijfsvoorheffing
source	63.672	66.393	69.132	71.625	74.341	77.076	13.403	bron
rôles	446	465	484	501	520	540	94	kohieren
Divers non régionaux	215	195	178	178	179	179	-36	Niet-geregionaliseerde diversen
Impôts directs	92.379	94.659	98.260	100.442	103.665	106.710	14.331	Directe belastingen
Accises	10.994	10.853	10.827	10.788	10.743	10.692	-302	Accijnzen
TVA	43.187	44.730	46.338	47.770	49.404	51.119	7.932	Btw
pure	39.338	40.670	42.129	43.426	44.920	46.490	7.151	zuivere
droits et taxes divers	3.849	4.059	4.209	4.344	4.484	4.629	780	diverse rechten en taken
Droits d'enregistrement non régionaux	171	171	172	173	174	175	4	Niet-geregionaliseerde registratierechten
Divers et amendes non régionaux	902	923	950	977	992	994	92	Niet-geregionaliseerde diversen en boeten
Régularisation (montants non répartis)	260	0	0	0	0	0	-260	Regularisatie (niet-verdeelde bedragen)
Taxe épargne à long terme	232	237	243	249	255	261	29	Taks op het langetermijnsparen
Total hors impôts entièrement encaissés pour des tiers	148.124	151.574	156.790	160.398	165.232	169.950	21.825	Totaal excl. belastingen geheel geïnd voor derden
Impôts entièrement encaissés pour des tiers								Belastingen geheel geïnd voor derden
Impôts régionaux	3.785	3.917	4.059	4.205	4.338	4.457	672	Gewestelijke belastingen
Taxe de circulation	0	0	0	0	0	0	0	Verkeersbelasting
Taxe de mise en circulation	0	0	0	0	0	0	0	Belasting op inverkeerstelling
Taxe sur les jeux et paris	37	39	42	45	48	51	14	Belasting op spelen en weddenschappen
Appareils automatiques de divertissement	11	12	13	13	14	15	4	Automatische ontspanningstoestellen
Précompte immobilier	0	0	0	0	0	0	0	Onroerende voorheffing
Amendes reg. impôts directs	0	0	0	0	0	0	0	Geregionaliseerde boeten directe bel.
Droits d'enregistrement régionalisés	2.206	2.296	2.390	2.488	2.590	2.696	491	Geregionaliseerde registratierechten
Amendes reg. impôts indirects	338	351	371	390	390	371	33	Geregionaliseerde boeten indirecte bel.
Droits de succession	1.194	1.219	1.244	1.270	1.296	1.323	130	Successierechten
Droits de douane	2.982	3.103	3.285	3.459	3.641	3.838	855	Douanerechten
Total y compris impôts entièrement encaissés pour des tiers (impôts additionnels exclus)	154.892	158.594	164.133	168.062	173.211	178.245	23.353	Totaal incl. belastingen geheel geïnd voor derden (uitgez. opcentiemen)
%pib								%bbp
Total y compris impôts entièrement encaissés pour des tiers (impôts additionnels exclus)	25,6	25,4	25,5	25,3	25,3	25,2	-0,3	Totaal incl. belastingen geheel geïnd voor derden (uitgez. opcentiemen)

	'29 vs. '24 Différence - Verschil %	'25 vs. '24 Différence - Verschil %	'26 vs. '25 Différence - Verschil %	'27 vs. '26 Différence - Verschil %	'28 vs. '27 Différence - Verschil %	'29 vs. '28 Différence - Verschil %	'29 vs. '24 Différence - Verschil % p.an./ p.jr.	
Précompte mobilier	18,8	3,7	3,9	3,3	3,4	3,3	3,5	Roerende voorheffing
dividendes	19,2	3,9	4,0	3,3	3,4	3,3	3,6	dividenden
autres	18,2	3,2	3,7	3,3	3,4	3,3	3,4	andere
rôles	- 19,1	- 3,4	- 4,1	- 3,5	- 3,4	- 3,3	- 3,6	kohieren
Participation des travailleurs	10,4	2,8	1,8	1,8	1,8	1,8	2,0	Werknemersparticipatie
Versements anticipés	0,4	- 5,6	4,2	- 0,7	1,9	0,9	0,1	Voorafbetalingen
Rôles	- 31,8	57,5	- 62,4	- 49,3	- 14,6	- 11,6	- 5,7	Kohieren
sociétés	13,9	7,1	5,1	- 0,8	0,8	1,2	2,6	vennootschappen
personnes physiques	- 18,2	10,0	- 12,1	- 8,2	- 4,2	- 4,0	- 3,4	natuurlijke personen
impôt des non résidents	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	belasting der niet-inwoners
Précompte professionnel	21,1	4,3	4,1	3,6	3,8	3,7	3,9	Bedrijfsvoorheffing
source	21,1	4,3	4,1	3,6	3,8	3,7	3,9	bron
rôles	21,1	4,3	4,1	3,6	3,8	3,7	3,9	kohieren
Divers non régionaux	- 16,6	- 8,9	- 9,1	0,2	0,2	0,2	- 3,1	Niet-geregionaliseerde diversen
Impôts directs	15,5	2,5	3,8	2,2	3,2	2,9	2,9	Directe belastingen
Accises	- 2,8	- 1,3	- 0,2	- 0,4	- 0,4	- 0,5	- 0,5	Accijnzen
TVA	18,4	3,6	3,6	3,1	3,4	3,5	3,4	Btw
pure	18,2	3,4	3,6	3,1	3,4	3,5	3,4	zuivere
droits et taxes divers	20,3	5,5	3,7	3,2	3,2	3,2	3,8	diverse rechten en taken
Droits d'enregistrement non régionaux	2,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	Niet-geregionaliseerde registratierechten
Divers et amendes non régionaux	10,2	2,4	2,9	2,9	1,5	0,2	2,0	Niet-geregionaliseerde diversen en boeten
Régularisation (montants non répartis)								Regularisatie (niet-verdeelde bedragen)
Taxe épargne à long terme	12,5	2,3	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	Taks op het langetermijnsparen
Total hors impôts entièrement encaissés pour des tiers	14,7	2,3	3,4	2,3	3,0	2,9	2,8	Totaal excl. belastingen geheel geïnd voor derden
Impôts entièrement encaissés pour des tiers								Belastingen geheel geïnd voor derden
Impôts régionaux	17,8	3,5	3,6	3,6	3,2	2,7	3,3	Gewestelijke belastingen
Taxe sur les jeux et paris	38,3	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	Belasting op spelen en weddenschappen
Appareils automatiques de divertissement	38,3	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	Automatische ontspanningstoestellen
Droits d'enregistrement régionalisés	22,2	4,1	4,1	4,1	4,1	4,1	4,1	Geregionaliseerde registratierechten
Amendes reg. impôts indirects	9,9	4,0	5,5	5,2	0,0	- 4,8	1,9	Geregionaliseerde boeten indirecte bel.
Droits de succession	10,9	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	Successierechten
Droits de douane	28,7	4,1	5,8	5,3	5,3	5,4	5,2	Douanerechten
Total y compris impôts entièrement encaissés pour des tiers (impôts additionnels exclus)	15,1	2,4	3,5	2,4	3,1	2,9	2,8	Totaal incl. belastingen geheel geïnd voor derden (uitgez. opcentiemen)

2025

De fiscale ontvangsten voor 2025 worden geraamd op 158.594 miljoen EUR, dit is een toename van 2,4 % ten opzichte van de raming voor 2024. Uitgedrukt in procent van het bbp worden de fiscale ontvangsten op 25,4 % geraamd.

Aan de berekeningsbasis bestaande uit de ontvangsten van 2024 wordt een correctie toegevoegd van -1.568 miljoen EUR voor het wegvallen in 2024 van de tijdelijke impact van maatregelen. Daarnaast wordt de basis van 2024 nog aangepast met +702 miljoen EUR voor de impact van hervormingen in de bedrijfsvoorheffing en de bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid. De nog toe te voegen bijkomende weerslag van maatregelen bedraagt netto -139 miljoen EUR. Er wordt in de ramingen vanaf 2025 geen rekening gehouden met een eventuele impact van inkomsten uit bevroren Russische tegoeden.

Tabel 67: De bijkomende weerslag van maatregelen en technische correcties voor 2025 voor de macro-economische methode

2025											2025		
	IPP					I.Soc		TVA "pure"	Accises	Divers		Total	
	PB					VENB		"zuivere" btw	Accijnzen	Diversen		Totaal	
	VA	Pr.p SEC	Rôles ex 2024	Rôles ex 2025	VA	Rôles							
VA	BV ESR	Kohieren AJ 2024	n AJ 2025	VA	Kohieren								
Mesures: conclave budgétaire octobre 2020	0,0	0,0	-0,8	-14,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-160,0	-175,1	Maatregelen: begrotingsconclaaf oktober 2020	
Taxe sur les service numérique (Digitax)										100,0	100,0	Digital service taks (Digitax)	
Fin des régularisations										-260,0	-260,0	Aflopen regularisaties	
Précompte professionnel chômage temporaire			-18,2	-14,3								-32,6	Bedrijfsvoorheffing tijdelijke werkloosheid
Non indexation des dépenses fiscales			17,4								17,4	Niet indexeren fiscale uitgaven	
Mesures post conclave mars 2021	0,0	0,0	-0,3	1,0	-2,2	-1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-2,7	Maatregelen post-conclaaf maart 2021
Réduction impôt bornes électriques			-0,3	1,0							0,7	0,7	Belastingvermindering laadpalen
Déduction majorée bornes électriques							-0,5				-0,5	-0,5	Verhoogde aftrek laadpalen
DPI eTrucks							-2,2				-0,6	-2,9	Investeringsaftrek e-trucks
Mesures post conclave octobre 2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-4,5	0,0	2,9	0,0	0,0	0,0	-1,6	Maatregelen post-conclaaf oktober 2021
Réforme de la déduction pour investissement							-4,5					-4,5	Hervorming van de investeringsaftrek
Crédit d'impôt frais non-récupérables événement							pm				pm		Belastingkrediet niet-recupereerbare kosten event
Diesel professionnelle: réduction du remboursement des accises									2,9			2,9	Professionele diesel: vermindering van de terugbetaling van accijnzen
Mesures: conclave budgétaire mars 2022	0,0	0,0	-0,8	-1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-1,9	Maatregelen: begrotingsconclaaf maart 2022
Extension de la réduction fiscale sur les bornes de recharge			-0,8	-1,1								-1,9	Uitbreiding van de belastingvermindering op laadpalen
Mesures post conclave mars 2022	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,4	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,5	Maatregelen post-conclaaf maart 2022
Réduction de la période de remboursement du crédit d'impôt pour la R&D non remboursé					-0,4	-0,1						-0,5	Inkorting periode terugbetaling niet-verrekenende belastingkrediet onderzoek & ontwikkeling
Mesures: conclave budgétaire octobre 2022	0,0	0,0	0,0	4,2	0,0	6,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,5	Maatregelen: begrotingsconclaaf oktober 2022
Abrogation de la déduction des intérêts notionnels (DIN)						pm					pm		Afschaffing van de notionele interestaftrek (NIA)
Limitation de la déduction de la taxe bancaire, de la taxe sur les entreprises d'assurance et de la taxe sur les organismes de placement collectif							5,9					5,9	Beperking aftrek bankentaks, taks op verzekeringsondernemingen en taks op collectieve beleggingsinstellingen
La QFIE pour les redevances : retenue à la source effectivement payée							0,5					0,5	FBB voor royalty's: werkelijk betaalde bronbelasting
Suppression de l'avantage fiscal pour une deuxième et suivante habitation (nouveaux entrants)				4,2								4,2	Schrappen fiscaal voordeel voor de aanschaf van tweede en volgende woning (nieuwe instroom)
Mesures post conclave octobre 2022	0,0	0,0	18,1	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17,8	Maatregelen post-conclaaf oktober 2022
Contribution spéciale d'énergie			18,1									18,1	Bijzondere bijdrage energie
Tax Shelter gaming							-0,2					-0,2	Taxshelter gaming
Mesures: conclave budgétaire mars 2023	0,0	0,0	12,2	0,0	-85,0	83,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,5	Maatregelen: begrotingsconclaaf maart 2023
Report réforme de la déduction pour investissement					-85,0	4,5						-80,5	Uitstel hervorming van de investeringsaftrek
Non-déductibilité des taxes régionales liées aux jeux et paris							3,6					3,6	Niet aftrekbaarheid regionale belastingen m.b.t. spelen & weddenschappen
Taxe OCDE (impôt minimum international)							75,2					75,2	OESO Taks (internationale minimumbelasting)
Compliance revenus immobiliers grâce à l'amélioration de la collecte des données			12,2									12,2	Compliance onroerende inkomsten door verbeterde datacollectie
Mesures post conclave mars 2023	0,0	0,0	0,0	0,0	-1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-1,5	Maatregelen post-conclaaf maart 2023
Généralisation indemnité vélo & crédit d'impôt compensatoire						-1,5						-1,5	Veralgemening fietsvergoeding & compenserend belastingkrediet
Mesures: conclave budgétaire octobre 2023	0,0	-18,7	0,0	-16,8	0,0	17,8	0,0	0,0	29,8	26,3	12,0	12,0	Maatregelen: begrotingsconclaaf oktober 2023
Réforme taxe caïman												26,3	Hervorming kaaimantaks
Contrôle renforcé impôt personnes morales (art. 181-182 CIR92)							6,0					6,0	Verscherpte controle rechtspersonenbelasting (art. 181-182 WIB)
La taxe bancaire, la taxe sur les entreprises d'assurance et la taxe sur les organismes de placement collectif non admises comme frais professionnels pour les banques							3,6					3,6	Bankentaks, taks op verzekeringsondernemingen en taks op collectieve beleggingsinstellingen verworpen als beroepskosten voor banken
Modification réglementation CFC							3,9					3,9	Aanpassing CFC-regelgeving
Modification des articles 54 et 344, §2, CIR 92							2,8					2,8	Aanpassing artikelen 54 en 344, § 2, WIB 92
Modification bonus emploi		-18,7		-16,8								-35,6	Aanpassing werkbonus
Augmentation effort fixe - crossborder (poursuite automatique des infractions art. 67ter)										3,5		3,5	Verhoging vaste inspanning - crossborder (automatische vervolging art. 67ter-inbreuken)
Introduction période de détention minimale fonds d'investissement immobiliers spécialisés							1,5					1,5	Invoering minimale houdperiode regime gespecialiseerde vastbeleggingsfondsen
Mesures post conclave octobre 2023	0,0	-1,6	0,0	0,0	-2,0	-3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-6,5	Maatregelen post-conclaaf oktober 2023
Augmentation du montant exonéré et du plafond de l'indemnité kilométrique vélo		-1,6			-2,0	-3,0						-6,5	Verhoging van het vrijgestelde bedrag en van het plafond van de fietsvergoeding
Total général	0,0	-20,3	10,2	-27,0	-91,1	98,6	0,0	2,9	-112,2	-138,9	-138,9	-138,9	Algemeen totaal
Total général par impôt			-37,1		7,5		0,0	2,9	-112,2			-138,9	Algemeen totaal per belasting

Glissements et facteurs techniques: prévision 2025								Verschuivingen en technische factoren: raming 2025				
	IPP			I.Soc			TVA	Accises	Divers	Total		
	VA	Pr.p	Rôles	VA	Rôles	Pr M	BTW	Accijnzen	Diversen	Totaal		
	VA	BV	Kohieren	VA	Kohieren	RV						
Glissements et facteurs techniques devant corriger les recettes 2024											Verschuivingen en technische factoren die de ontvangsten van 2024 corrigeren	
<i>Mesures temporaires Covid</i>											<i>Tijdelijke maatregelen COVID</i>	
Réserve exonérée "Carry Back" (Exonération temporaire des pertes prévues en 2020)	-0,3			-11,9							-12,2	Vrijgestelde reserve "Carry Back" (tijdelijke vrijstelling van voorziene verliezen in 2020)
Réserve de reconstitution pour les sociétés					8,8						8,8	Wederopbouwreserve voor vennootschappen
Relèvement plafond pour libéralités fonds de calamités				2,3	0,4						2,7	Verhoging plafond voor giften aan rampenfonds
Déduction majorée pour investissement (conclave oct 2020)					49,0						49,0	Verhoogde investeringsaftrek (conclaf oct 2020)
Adaptation temporaire corbeille en vue d'une imposition minimale				20,1	-21,4						-1,4	Tijdelijke aanpassing korf met het oog op minimumbelasting
<i>Mesures temporaires autres</i>											<i>Tijdelijke maatregelen: andere</i>	
Contribution spéciale d'énergie										-52,7	-52,7	Bijzondere bijdrage energie
Crédit d'impôt pour l'augmentation de l'indemnité kilométrique pour déplacements professionnels					10,1						10,1	
AIP: Prolongation heures supplémentaires avec sursalaire (plafond 180 heures) 1/7/2023-30/6/2025			15,7								15,7	IPA: Verlenging niet-belaste overuren met overloon (plafond 180 uur) 1/7/2023-30/6/2025
AIP: Prolongation heures supplémentaires non-taxées (heures de relance) 1/7/2023-30/6/2025			15,0								15,0	IPA: Verlenging niet-belaste overuren (relance-uren) 1/7/2023-30/6/2025
Généralisation indemnité vélo & crédit d'impôt compensatoire				18,7							18,7	Veralgemeining fietsvergoeding & compenserend belastingkrediet
Prolongation de la TVA à 6% sur les pompes à chaleur							6,7				6,7	Verlenging van 6% btw op warmtepompen
Démolition et reconstruction							72,0				72,0	Sloop en wederopbouw
Recettes supplémentaires impôt des sociétés: profits sur intérêts avoir gelés russes				-1700,0							-1700,0	Extra inkomsten vennootschapsbelasting: winsten op interesten bevroren Russische tegoeden
Glissements et facteurs techniques devant corriger les recettes 2025												Verschuivingen en technische factoren die de ontvangsten van 2025 corrigeren
<i>Glissements</i>											<i>Verschuivingen</i>	
Réforme CSSS										15,0	15,0	Hervorming BBSZ
Réforme PrP			686,9								686,9	Hervorming BV

2026

De fiscale ontvangsten van 2026 worden geraamd op 164.133 miljoen EUR, dit is een toename van 3,5 % ten opzichte van de raming voor 2025. Uitgedrukt in procent van het bbp zouden de fiscale ontvangsten aldus uitkomen op 25,5 %.

De berekeningsbasis 2025 wordt gecorrigeerd met -6 miljoen EUR en er wordt daarnaast nog rekening gehouden met een verschuiving met een impact van +221 miljoen EUR op 2025. Deze laatste is in rekening gebracht bij de kohieren personenbelasting en een gevolg van de hervorming van de bedrijfsvoorheffing. De bijkomend in rekening te brengen impact van maatregelen voor 2026 bedraagt netto -10 miljoen EUR.

Tabel 68: De bijkomende weerslag van maatregelen en technische correcties voor 2026 voor de macro-economische methode

2026	2026											
	IPP					I.Soc		TVA	Accises	Divers	Total	
	PB					VENB		"pure"	Accijnzen	Diversen	Totaal	
	VA	Pr.p	Rôles ex	Rôles ex	VA	Rôles	btw					
VA	BV	2025	2026	VA	Kohieren							
Mesures: conclave budgétaire octobre 2020	0,0	0,0	-6,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-6,1	Maatregelen: begrotingsconclaf oktober 2020
Précompte professionnel chômage temporaire			-6,1								-6,1	Bedrijfsvoorheffing tijdelijke werkloosheid
Mesures post conclave mars 2021	0,0	0,0	0,4	0,0	-0,7	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	Maatregelen post-conclaf maart 2021
Réduction impôt bornes électriques			0,4								0,4	Belastingvermindering laadpalen
Déduction majorée bornes électriques											1,2	Verhoogde aftrek laadpalen
DPI eTrucks							-0,7	-0,4			-1,1	Investeringsaftrek e-trucks
Mesures: conclave budgétaire octobre 2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,9	0,0	0,0	2,9	Maatregelen: begrotingsconclaf oktober 2021
Diesel professionnel: réduction du remboursement des accises										2,9	2,9	Professionele diesel: vermindering van de terugbetaling van accijnzen
Mesures: conclave budgétaire mars 2022	0,0	0,0	-0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,5	Maatregelen: begrotingsconclaf februari 2022
Extension de la réduction fiscale sur les bornes de recharge			-0,5								-0,5	Uitbreiding van de belastingvermindering op laadpalen
Mesures post conclave mars 2022	0,0	0,0	0,0	0,0	-32,8	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-32,8	Maatregelen post-conclaf maart 2022
Réduction de la période de remboursement du crédit d'impôt pour la R&D non remboursé					-32,8	-0,1					-32,8	Inkorting periode terugbetaling niet-verrekenende belastingkrediet onderzoek & ontwikkeling
Mesures: conclave budgétaire octobre 2022	0,0	0,0	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	Maatregelen: begrotingsconclaf oktober 2022
Suppression de l'avantage fiscal pour une deuxième et suivante habitation (nouveaux entrants)			1,8								1,8	Schrappen fiscaal voordeel voor de aanschaf van tweede en volgende woning (nieuwe instroom)
Mesures: conclave budgétaire mars 2023	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	23,2	0,0	0,0	0,0	0,0	23,2	Maatregelen: begrotingsconclaf maart 2023
Report réforme de la déduction pour investissement						-10,5					-10,5	Uitstel hervorming van de investeringsaftrek
Non-déductibilité des taxes régionales liées aux jeux et paris						1,5					1,5	Niet aftrekbaarheid regionale belastingen m.b.t. spelen & weddenschappen
Taxe OCDE (impôt minimum international)						32,2					32,2	OESO Taks (internationale minimumbelasting)
Mesures: conclave budgétaire octobre 2023	0,0	0,0	-7,2	-5,6	0,0	7,6	0,0	0,0	11,3	11,3	6,0	Maatregelen: begrotingsconclaf oktober 2023
Réforme taxe caïman										11,3	11,3	Hervorming kaaimantaks
Contrôle renforcé impôt personnes morales (art. 181-182 CIR92)						2,6					2,6	Verscheppte controle rechtspersonenbelasting (art. 181-182 WIB)
La taxe bancaire, la taxe sur les entreprises d'assurance et la taxe sur les organismes de placement collectif non admises comme frais professionnels pour les banques						1,6					1,6	Bankentaks, taks op verzekeringsondernemingen en taks op collectieve beleggingsinstellingen verworpen als beroepskosten voor banken
Modification réglementation CFC						1,7					1,7	Aanpassing CFC-regelgeving
Modification des articles 54 et 344, §2, CIR 92						1,2					1,2	Aanpassing artikelen 54 en 344, § 2, WIB 92
Modification bonus emploi			-7,2	-5,6							-12,8	Aanpassing werkbonus
Introduction période de détention minimale fonds d'investissement immobiliers spécialisés						0,6					0,6	Invoering minimale houderperiode regime gespecialiseerde vastbeleggingsfondsen
Mesures post conclave octobre 2023	0,0	-1,8	0,0	0,0	-2,2	-1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	-5,4	Maatregelen post-conclaf oktober 2023
Augmentation du montant exonéré et du plafond de l'indemnité kilométrique vélo		-1,8			-2,2	-1,5					-5,4	Verhoging van het vrijgestelde bedrag en van het plafond van de fietsvergoeding
Total général	0,0	-1,8	-11,6	-5,6	-35,6	30,1	0,0	2,9	11,3	11,3	-10,4	Algemeen totaal
Total général par impôt			-19,0		-5,5		0,0	2,9	11,3	11,3	-10,4	Algemeen totaal per belasting

Glissements et facteurs techniques: prévision 2026											Verschuivingen en technische factoren: raming 2026	
IPP					I.Soc		TVA	Accises	Divers	Total		
PB					VENB		BTW	Accijnzen	Diversen	Totaal		
VA	Pr.p	Rôles	VA	Rôles	Pr M							
VA	BV	Kohieren	VA	Kohieren	RV							
Glissements et facteurs techniques devant corriger les recettes 2025											Verschuivingen en technische factoren die de ontvangsten van 2025 corrigeren	
<i>Mesures temporaires autres</i>											<i>Tijdelijke maatregelen: andere</i>	
					3,8						3,8	Wederopbouwreserve voor vennootschappen
						-12,8					-12,8	Tijdelijke aanpassing korf met het oog op minimumbelasting
									-18,1		-18,1	Bijzondere bijdrage energie
		15,7									15,7	IPA: Verlenging niet-belaste overuren met overloon (plafond 180 uur) 1/7/2023-30/6/2025
		15,0									15,0	IPA: Verlenging niet-belaste overuren (relance-uren) 1/7/2023-30/6/2025
											2,0	Veralgemening fietsvergoeding & compenserend belastingkrediet
Glissements et facteurs techniques devant corriger les recettes 2026											Verschuivingen en technische factoren die de ontvangsten van 2026 corrigeren	
<i>Glissements</i>											<i>Verschuivingen</i>	
			220,8								220,8	Hervorming BV

2027

De fiscale ontvangsten van 2027 worden geraamd op 168.062 miljoen EUR, dit is een toename van 2,4 % ten opzichte van de raming voor 2026. Uitgedrukt in procent van het bbp zouden de fiscale ontvangsten aldus uitkomen op 25,3 %.

De bijkomend in rekening te brengen impact van maatregelen na correctie van de startbasis 2026 bedraagt netto -127 miljoen EUR, waarvan -121 miljoen EUR verbonden is aan de verkorting van de

periode voor de terugbetaling van niet-verrekenende belastingkredieten voor onderzoek en ontwikkeling. De verschuivingen en technische factoren bedragen in totaal +53 miljoen EUR.

Tabel 69: De bijkomende weerslag van maatregelen en technische correcties voor 2027 voor de macro-economische methode

2027											2027		
	IPP					I.Soc			TVA	Accises		Divers	Total
	PB					VENB			"pure"	Accijnzen		Diversen	Totaal
	VA	Pr.p	Rôles ex	Rôles ex	VA	Rôles	VA	Rôles	btw				
VA	BV	ESR	AJ 2026	AJ 2027	VA	Kohieren	VA	Kohieren					
Mesures post conclave mars 2021	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0	Maatregelen post-conclaf maart 2021
Déduction majorée bornes électriques								1,2				1,2	Verhoogde aftrek laadpalen
DPI eTrucks								-0,2				-0,2	Investeringsaftrek e-trucks
Mesures post conclave mars 2022	0,0	0,0	0,0	0,0	-117,0	0,0	-4,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-121,0	Maatregelen post-conclaf maart 2022
Réduction de la période de remboursement du crédit d'impôt pour la R&D non remboursé					-117,0		-4,1					-121,0	Verkortingsperiode terugbetaling niet-verrekenende belastingkrediet onderzoek & ontwikkeling
Mesures: conclave budgétaire mars 2023	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	-4,5	Maatregelen: begrotingsconclaf maart 2023
Report réforme de la déduction pour investissement							-4,5					-4,5	Uitstel hervorming van de investeringsaftrek
Mesures: conclave budgétaire octobre 2023	0,0	0,0	-2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-2,4	Maatregelen: begrotingsconclaf oktober 2023
Modification bonus emploi			-2,4									-2,4	Aanpassing werkbonus
Mesures post conclave octobre 2023	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,4	Maatregelen post-conclaf oktober 2023
Augmentation du montant exonéré et du plafond de l'indemnité kilométrique vélo							-0,4					-0,4	Verhoging van het vrijgestelde bedrag en van het plafond van de fietsvergoeding
Total général	0,0	0,0	-2,4	0,0	-117,0	0,0	-7,9	0,0	0,0	0,0	0,0	-127,3	Algemeen totaal
Total général par impôt			-2,4				-124,9		0,0	0,0	0,0	-127,3	Algemeen totaal per belasting
Glissements et facteurs techniques: prévision 2027												Verschuivingen en technische factoren: raming 2027	
	IPP					I.Soc			TVA	Accises	Divers	Total	
	PB					VENB			BTW	Accijnzen	Diversen	Totaal	
	VA	Pr.p	Rôles	VA	Rôles	Pr M	VA	Rôles	RV				
	VA	BV	Kohieren	VA	Kohiere	RV							
Glissements et facteurs techniques devant corriger les recettes 2026												Verschuivingen en technische factoren die de ontvangsten van 2026 corrigeren	
DPI eTrucks							12,5					12,5	Investeringsaftrek e-trucks
Réduction impôt bornes électriques			5,7									5,7	Belastingvermindering laadpalen
Extension de la réduction fiscale sur les bornes de recharge			4,3									4,3	Uitbreiding van de belastingvermindering op laadpalen
Adaptation temporaire corbeille en vue d'une imposition minimale							1,1					1,1	Tijdelijke aanpassing korf met het oog op minimumbelasting
Généralisation indemnité vélo & crédit d'impôt compensatoire							0,991					1,0	Veralgemening fietsvergoeding & compenserend belastingkrediet
Augmentation du montant exonéré et du plafond de l'indemnité kilométrique vélo							28,1					28,1	Verhoging van het vrijgestelde bedrag en van het plafond van de fietsvergoeding

2028

De fiscale ontvangsten van 2028 worden geraamd op 173.211 miljoen EUR, dit is een toename van 3,1 % ten opzichte van de raming voor 2027. Uitgedrukt in procent van het bbp zouden de fiscale ontvangsten aldus uitkomen op 25,3 %.

Voor 2028 wordt een bijkomend in rekening te brengen impact van maatregelen van netto -16 miljoen EUR opgenomen. De netto-impact van verschuivingen en technische factoren op 2028 bedraagt netto +145 miljoen EUR.

Tabel 70: De bijkomende weerslag van maatregelen en technische correcties voor 2028 voor de macro-economische methode

2028											2028																																				
IPP											I.Soc			TVA	Accises	Divers	Total																														
PB											VENB			TVA	Accises	Divers	Total																														
														"pure"																																	
														"zuivere"																																	
														btw	Accijnzen	Diversen	Totaal																														
											VA	Pr.p	Rôles	VA	Rôles																																
											VA	BV	Kohieren	VA	Kohieren																																
											VA	Pr.p	Rôles	VA	Rôles	Pr M																															
											VA	BV	Kohieren	VA	Kohieren	RV																															
Mesures post conclave mars 2021											0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	Maatregelen post-conclaf maart 2021																										
DPI eTrucks																0,1				0,1	Investeringsaftrek e-trucks																										
Mesures post conclave mars 2022											0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-16,2	0,0	0,0	0,0	-16,2	Maatregelen post-conclaf maart 2022																										
Réduction de la période de remboursement du crédit d'impôt pour la R&D non remboursé																-16,2				-16,2	Verkorting periode terugbetaling niet-verrekenende belastingkrediet onderzoek & ontwikkeling																										
Réforme du droit de mise au rôle et modernisation de la législation hypothécaire																			0,0	0,0	Hervorming van de rolrechten en modernisering van de hypotheekwetgeving																										
Mesures post conclave octobre 2023											0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	Maatregelen post-conclaf oktober 2023																										
Augmentation du montant exonéré et du plafond de l'indemnité kilométrique vélo																-0,1				-0,1	Verhoging van het vrijgestelde bedrag en van het plafond van de fietsvergoeding																										
Total général											0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-16,2	0,0	0,0	0,0	-16,2	Algemeen totaal																										
Total général par impôt													0,0			-16,2	0,0	0,0	0,0	-16,2	Algemeen totaal per belasting																										
Glissements et facteurs techniques: prévision 2028																						Verschuivingen en technische factoren: raming 2028																									
											IPP											I.Soc											TVA	Accises	Divers	Total											
											PB											VENB			BTW	Accijnzen	Diversen	Totaal																			
											VA	Pr.p	Rôles	VA	Rôles	Pr M																															
											VA	BV	Kohieren	VA	Kohieren	RV																															
Glissements et facteurs techniques devant corriger les recettes 2027																						Verschuivingen en technische factoren die de ontvangsten van 2027 corrigeren																									
Crédit d'impôt frais non-récupérables événement																pm				pm	Belastingkrediet niet-recupereerbare kosten event																										
Réduction de la période de remboursement du crédit d'impôt pour la R&D non remboursé																			142,0	142,0	Inkorting periode terugbetaling niet-verrekenende belastingkrediet onderzoek & ontwikkeling																										
Augmentation du montant exonéré et du plafond de l'indemnité kilométrique vélo																3,5				3,5	Verhoging van het vrijgestelde bedrag en van het plafond van de fietsvergoeding																										

2029

De fiscale ontvangsten van 2029 worden geraamd op 178.245 miljoen EUR, dit is een toename van 2,9 % ten opzichte van de raming voor 2028. Uitgedrukt in procent van het bbp zouden de fiscale ontvangsten aldus uitkomen op 25,2 %.

Voor 2029 wordt geen bijkomend in rekening te brengen impact van maatregelen opgenomen. De netto-impact van verschuivingen en technische factoren op 2029 bedraagt netto +15 miljoen EUR.

Tabel 71: De bijkomende weerslag van maatregelen en technische correcties voor 2029 voor de macro-economische methode

2029											2029																												
Glissements et facteurs techniques: prévision 2028																						Verschuivingen en technische factoren: raming 2028																	
											IPP											I.Soc			TVA	Accises	Divers	Total											
											PB											VENB			BTW	Accijnzen	Diversen	Totaal											
											VA	Pr.p	Rôles	VA	Rôles	Pr M																							
											VA	BV	Kohieren	VA	Kohieren	RV																							
Glissements et facteurs techniques devant corriger les recettes 2027																						Verschuivingen en technische factoren die de ontvangsten van 2027 corrigeren																	
DPI eTrucks																				2,1	2,1	Investeringsaftrek e-trucks																	
Réduction de la période de remboursement du crédit d'impôt pour la R&D non remboursé																				11,3	11,3	Inkorting periode terugbetaling niet-verrekenende belastingkrediet onderzoek & ontwikkeling																	
Augmentation du montant exonéré et du plafond de l'indemnité kilométrique vélo																			1,49	1,5	Verhoging van het vrijgestelde bedrag en van het plafond van de fietsvergoeding																		

6.1.2.1.2 De overgang naar de fiscale ontvangsten in kas-termen voor 2025-2029

Het verschil tussen ESR- en kasconcept voor 2025-2029 bestaat uit enerzijds de vrijstellingen van de bedrijfsvoorheffing (in ESR te beschouwen als een subsidie) en anderzijds de correctie voor het verschil in het moment van registratie voor een aantal belastingcategorieën.

De tabel hieronder toont de overgang van de totale fiscale ontvangsten in ESR-termen naar de totale fiscale ontvangsten op kasbasis voor de periode 2024-2029.

Tabel 72: De overgang van ESR-ontvangsten naar kasontvangsten 2024-2029

	2024 Mon. 03/24	2025 Mon. 03/24	2026 Mon. 03/24	2027 Mon. 03/24	2028 Mon. 03/24	2029 Mon. 03/24
	-	-	-	-	-	-
	Mon. 03/24					
	0	0	0	0	0	0
ESR-basis Financiën	154.892	158.594	164.133	168.062	173.211	178.245
vrijstellingen BV	4.611	4.795	4.979	5.157	5.350	5.545
federale ESR-correctie excl. vrijstellingen BV	1.472	824	559	423	559	582
niet-federale ESR-correctie	-2	-2	-2	-2	-2	-2
kasbasis	148.811	152.978	158.597	162.485	167.304	172.120

De volgende tabel toont het detail van de fiscale ontvangsten op kasbasis.

Tabel 73: De fiscale ontvangsten op kasbasis 2024-2029

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	'29 vs. '24	
	Mon. 03/24	Différence						
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24	Vershil	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)					
Taxe compensatoire des accises	0	0	0	0	0	0	0	Accijnscompenserende belasting
Précompte mobilier	5.898	6.151	6.387	6.602	6.825	7.052	1.154	Roerende voorheffing
dividendes	3.872	4.031	4.192	4.332	4.478	4.627	755	dividenden
autres	2.198	2.290	2.373	2.454	2.537	2.621	423	andere
rôles	-173	-171	-178	-184	-190	-197	-24	kohieren
Participation des travailleurs	13	13	14	14	14	14	1	Werknemersparticipatie
Versements anticipés	23.181	21.890	22.801	22.634	23.063	23.278	97	Voorafbetalingen
Rôles	-1.856	-717	-720	-1.017	-1.259	-1.419	438	Kohieren
sociétés	2.623	3.075	3.267	3.350	3.345	3.377	754	vennootschappen
personnes physiques	-4.593	-3.906	-4.101	-4.481	-4.718	-4.909	-317	natuurlijke personen
impôt des non résidents	114	114	114	114	114	114	0	belasting der niet-inwoners
Précompte professionnel	59.130	61.704	64.277	66.642	69.154	71.710	12.580	Bedrijfsvoorheffing
source	58.673	61.227	63.780	66.127	68.620	71.156	12.483	bron
rôles	457	477	497	515	534	554	97	kohieren
Divers non régionaux	215	195	178	178	179	179	-36	Niet-geregionaliseerde diversen
Impôts directs	86.580	89.236	92.937	95.053	97.975	100.814	14.234	Directe belastingen
Accises	10.994	10.853	10.827	10.788	10.743	10.692	-302	Accijnzen
TVA	42.904	44.534	46.123	47.578	49.184	50.888	7.984	Btw
pure	39.056	40.475	41.915	43.235	44.701	46.259	7.203	zuivere
droits et taxes divers	3.848	4.059	4.208	4.343	4.483	4.628	780	diverse rechten en taken
Droits d'enregistrement non régionaux	171	171	172	173	174	175	4	Niet-geregionaliseerde registratierechten
Divers et amendes non régionaux	902	923	950	977	992	994	92	Niet-geregionaliseerde diversen en boeten
Regularisation (montants non répartis)	260	0	0	0	0	0	-260	Regularisatie (niet-verdeelde bedragen)
Taxe épargne à long terme	232	237	243	249	255	261	29	Taks op het langetermijnsparen
Total	142.042	145.955	151.252	154.819	159.322	163.823	21.781	Totaal
Impôts entièrement encaissés pour des tiers								Belastingen geheel geïnd voor derden
Impôts régionaux	3.787	3.919	4.061	4.208	4.340	4.460	673	Gewestelijke belastingen
Taxe de circulation	0	0	0	0	0	0	0	Verkeersbelasting
Taxe de mise en circulation	0	0	0	0	0	0	0	Belasting op inverterstelling
Taxe sur les jeux et paris	37	39	42	45	48	51	14	Belasting op spelen en weddenschappen
Appareils automatiques de divertissement	11	12	13	13	14	15	4	Automatische ontspanningstoestellen
Précompte immobilier	0	0	0	0	0	0	0	Onroerende voorheffing
Amendes reg. impôts directs	0	0	0	0	0	0	0	Geregion. fiscale boeten directe bel.
Droits d'enregistrement régionalisés	2.206	2.296	2.390	2.488	2.590	2.696	491	Geregion. registratierechten
Amendes reg. impôts indirects	338	351	371	390	390	371	33	Geregion. fiscale boeten indirecte bel.
Droits de succession	1.196	1.221	1.246	1.272	1.299	1.326	130	Successierechten
Droits de douane	2.982	3.103	3.285	3.459	3.641	3.838	855	Douanerechten
Total y compris impôts entièrement encaissés pour des tiers (impôts additionnels exclus)	148.811	152.978	158.597	162.485	167.304	172.120	23.309	Totaal incl. belastingen geheel geïnd voor derden (uitgez. opcentiemen)

6.1.2.2 Fiscale afdrachten

6.1.2.2.1 Algemeen overzicht

De volgende tabel geeft een overzicht van de geraamde evolutie van de fiscale afdrachten voor de periode 2024-2029.

Tabel 74: Fiscale afdrachten 2024-2029

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	'29 vs. '24	
	Mon. 03/24	Différence						
	Mon. 03/24	Verskil						
(en millions EUR sauf indication contraire)								(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
UE	3.751	3.808	4.025	4.221	4.426	4.647	895	EU
TVA	769	704	740	762	785	809	40	Btw
Droits de douane	2.982	3.103	3.285	3.459	3.641	3.838	855	Douanerechten
Communautés et Régions	56.665	58.492	60.267	62.093	63.953	65.976	9.311	Gemeenschappen en Gewesten
Impôts régionaux	3.787	3.919	4.061	4.208	4.341	4.460	673	Gewestelijke belastingen
Taxe additionnelle régionale sur l'IPP	13.244	14.064	14.823	15.617	16.358	17.134	3.890	Gewestelijke aanvullende belasting op PB
Dotations IPP et TVA	39.779	40.625	41.457	42.344	43.332	44.463	4.684	PB- en btw-dotaties
Limitation 2 % des 'versements' comme prévu dans l'article 54, §1, alinéa 6 et 7, LSF	-145	-117	-73	-75	-78	-81	64	2 %-beperking van de 'stortingen' zoals bedoeld in artikel 54, §1, zesde en zevende lid, BFW
Sécurité sociale	23.444	24.466	25.309	26.351	27.477	28.675	5.231	Sociale zekerheid
Gestion globale travailleurs salariés	19.932	20.813	21.543	22.454	23.437	24.485	4.552	Globaal beheer werknemers
Gestion globale travailleurs indépendants	3.384	3.511	3.623	3.754	3.897	4.048	664	Globaal beheer zelfstandigen
Maribel social et CSSS	128	143	143	143	143	143	15	Sociale Maribel en BBSZ
Autres	1.527	1.200	1.424	1.431	1.437	1.444	-83	Andere
Police	358	365	372	378	385	392	34	Politie
CREG	681	278	256	255	257	257	-424	CREG
Ela	427	494	734	734	734	734	307	Ela
ONDRAF	23	26	26	28	25	25	2	NIRAS
Apetra	38	37	36	36	36	36	-2	Apetra
Transferts de recettes fiscales avant les corrections de passage	85.387	87.966	91.024	94.097	97.293	100.741	15.354	Afdrachten fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties
Corrections de passage non fédérales	-2	-2	-2	-2	-2	-2	0	Niet-federale overgangscorrecties
Autres corrections de passage	-373	-12	-37	-40	-18	-20	353	Andere overgangscorrecties
Transferts de recettes fiscales, incluant les corrections de passage au niveau du solde	85.012	87.951	90.985	94.055	97.273	100.719	15.707	Afdrachten fiscale ontvangsten, gecorrigeerd met overgangscorrecties op saldoniveau

Tabel 75: Fiscale afdrachten - Evolutie in %

	'29 vs. '24 Différence - Verskil %	'25 vs. '24 Différence - Verskil %	'26 vs. '25 Différence - Verskil %	'27 vs. '26 Différence - Verskil %	'28 vs. '27 Différence - Verskil %	'29 vs. '28 Différence - Verskil %	'29 vs. '24 Différence - Verskil % p.an./p.jr.	
UE	23,9	1,5	5,7	4,9	4,9	5,0	4,4	EU
TVA	5,2	- 8,4	5,0	3,0	3,0	3,0	1,0	Btw
Droits de douane	28,7	4,1	5,8	5,3	5,3	5,4	5,2	Douanerechten
Communautés et Régions	16,4	3,2	3,0	3,0	3,0	3,2	3,1	Gemeenschappen en Gewesten
Impôts régionaux	17,8	3,5	3,6	3,6	3,2	2,7	3,3	Gewestelijke belastingen
Taxe additionnelle régionale sur l'IPP	29,4	6,2	5,4	5,4	4,7	4,7	5,3	Gewestelijke aanvullende belasting op PB
Dotations IPP et TVA	11,8	2,1	2,0	2,1	2,3	2,6	2,3	PB- en btw-dotaties
Limitation 2 % des 'versements' comme prévu dans l'article 54, §1, alinéa 6 et 7, LSF	44,3	19,4	37,8	- 3,7	- 3,6	- 3,6	7,6	2 %-bepijking van de 'stortingen' zoals bedoeld in artikel 54, §1, zesde en zevende lid, BFW
Sécurité sociale	22,3	4,4	3,4	4,1	4,3	4,4	4,1	Sociale zekerheid
Gestion globale travailleurs salariés	22,8	4,4	3,5	4,2	4,4	4,5	4,2	Globaal beheer werknemers
Gestion globale travailleurs indépendants	19,6	3,8	3,2	3,6	3,8	3,9	3,6	Globaal beheer zelfstandigen
Maribel social et CSSS	11,8	11,8	0,0	0,0	0,0	0,0	2,2	Sociale Maribel en BBSZ
Autres	- 5,4	- 21,4	18,6	0,5	0,4	0,5	- 1,1	Andere
Police	9,6	2,0	1,9	1,7	1,8	1,7	1,8	Politie
CREG	- 62,2	- 59,2	- 8,0	- 0,3	0,7	0,0	- 10,2	CREG
Elia	71,9	15,8	48,5	0,0	0,0	0,0	11,4	Elia
ONDRAF	8,9	13,2	- 0,5	7,2	- 9,8	0,0	1,7	NIRAS
Apetra	- 5,9	- 3,0	- 3,0	0,0	0,0	0,0	- 1,2	Apetra
Transferts de recettes fiscales avant les corrections de passage	18,0	3,0	3,5	3,4	3,4	3,5	3,4	Afdrachten fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties
Corrections de passage non fédérales	- 14,3	- 2,7	- 2,7	- 2,7	- 2,7	- 2,7	- 2,7	Niet-federale overgangscorrecties
Autres corrections de passage	94,8	96,7	- 196,2	- 8,7	54,9	- 9,2	14,3	Andere overgangscorrecties
Transferts de recettes fiscales, incluant les corrections de passage au niveau du solde	18,5	3,5	3,4	3,4	3,4	3,5	3,4	Afdrachten fiscale ontvangsten, gecorrigeerd met overgangscorrecties op saldoniveau

De fiscale afdrachten na overgangscorrecties stijgen over de periode 2024-2029 met 15.707 miljoen EUR of gemiddeld 3,4 % per jaar. Voor 2024 worden de fiscale afdrachten geraamd op 85.012 miljoen EUR om vervolgens elk jaar toe te nemen tot 100.719 miljoen EUR in 2029.

6.1.2.2.2 Fiscale afdrachten aan de EU

De fiscale afdrachten aan de EU evolueren van 3.751 miljoen EUR in 2024 naar 4.647 miljoen EUR in 2029. Dit is een stijging met 895 miljoen EUR over de periode 2024-2029, hetzij een gemiddelde stijging van 4,4 % per jaar.

De inkomsten uit douanerechten nemen over diezelfde periode toe met 855 miljoen EUR en gaan van 2.982 miljoen EUR in 2024 naar 3.838 miljoen EUR in 2029. De btw-afdrachten nemen toe met 40 miljoen EUR en gaan van 769 miljoen EUR in 2024 naar 809 miljoen EUR in 2029.

6.1.2.3 Fiscale afdrachten aan Gemeenschappen en Gewesten

1. Parameters

De volgende tabel geeft een overzicht van de parameters die werden gehanteerd voor de raming van de fiscale afdrachten aan de Gemeenschappen en Gewesten in het kader van de Bijzondere Financieringswet.

Tabel 76: Parameters BFW 2025-2029

begrotingsjaar (t) / année budgétaire (t)	2025	2026	2027	2028	2029
	indicati(e)f	indicati(e)f	indicati(e)f	indicati(e)f	indicati(e)f
ICP / IPC	1,80%	1,80%	1,80%	1,80%	1,80%
	EB-BE 15/02/24				
reële bbp-groei / croissance réelle PIB	1,30%	1,40%	1,30%	1,40%	1,30%
	EB-BE 15/02/24				
# inwoners -18 jaar	30/06/2024 (ram-est 1* obs)	30/06/2025 (ram-est 1* obs)	30/06/2026 (ram-est 1* obs)	30/06/2027 (ram-est 1* obs)	30/06/2028 (ram-est 1* obs)
# habitants -18 ans					
VG / RF	1.317.152	1.314.907	1.310.588	1.307.925	1.305.136
WG excl. DG / RW excl. CG	724.280	719.099	713.625	708.705	703.606
BHG / RBC	270.487	266.572	262.448	259.043	255.504
totaal excl. DG / total hors CG	2.311.919	2.300.578	2.286.661	2.275.672	2.264.246
DG / CG	15.820	15.967	16.101	16.216	16.280
# leerlingen (6 tem 17 jaar) *	sch j / année scol				
# élèves (6 à 17 ans inclus) *	2024 - 2025 ram-est	2025 - 2026 ram-est	2026 - 2027 ram-est	2027 - 2028 ram-est	2028 - 2029 ram-est
VG / Comm fl	920.652	914.680	908.810	905.891	898.571
	58,549%	58,686%	58,843%	59,055%	59,230%
FG / Comm fr	651.795	643.918	635.651	628.079	618.505
	41,451%	41,314%	41,157%	40,945%	40,770%
totaal excl. DG / total hors CG	1.572.447	1.558.599	1.544.461	1.533.970	1.517.076
# inwoners 0 tot en met 18 jaar *	01/01/2025 ram-est	01/01/2026 ram-est	01/01/2027 ram-est	01/01/2028 ram-est	01/01/2029 ram-est
# habitants 0 à 18 ans inclus *					
VG / RF	1.396.840	1.392.320	1.392.125	1.389.433	1.387.362
WG incl. DG / RW avec CG incluse	784.389	778.162	773.951	769.201	764.203
BHG / RBC	283.436	278.669	275.539	272.317	268.901
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	2.464.665	2.449.151	2.441.615	2.430.951	2.420.466
DG / CG	16.888	16.968	17.158	17.286	17.354
WG excl. DG / RW hors CG	767.501	761.194	756.793	751.915	746.849
totaal excl. DG / total hors CG	2.447.777	2.432.183	2.424.457	2.413.665	2.403.112
# inwoners +80 jaar *	01/01/2025 ram-est	01/01/2026 ram-est	01/01/2027 ram-est	01/01/2028 ram-est	01/01/2029 ram-est
# habitants +80 ans *					
VG	380.193	388.963	397.698	411.960	424.955
WG incl. DG / RW avec CG incluse	165.404	168.013	170.662	180.092	189.787
BHG / RBC	41.519	41.966	42.167	43.039	43.923
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	587.116	598.942	610.527	635.091	658.665
DG / CG	4.408	4.408	4.310	4.396	4.471
WG excl. DG / RW hors CG	160.996	163.605	166.352	175.696	185.316
totaal excl. DG / total hors CG	582.708	594.534	606.217	630.695	654.194

begrotingsjaar (t) / année budgétaire (t)	2025	2026	2027	2028	2029
	indicati(e)f	indicati(e)f	indicati(e)f	indicati(e)f	indicati(e)f
totale bevolking *	01/01/2025 ram-est	01/01/2026 ram-est	01/01/2027 ram-est	01/01/2028 ram-est	01/01/2029 ram-est
population totale*					
VG / RF	6.855.220	6.877.729	6.910.508	6.942.732	6.974.018
WG incl. DG / RW avec CG incluse	3.701.658	3.706.034	3.713.768	3.721.188	3.728.190
BHG / RBC	1.250.091	1.248.266	1.249.498	1.250.036	1.250.307
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	11.806.969	11.832.029	11.873.774	11.913.956	11.952.515
DG / CG	80.130	80.263	80.522	80.749	80.945
WG excl. DG / RW hors CG	3.621.528	3.625.771	3.633.246	3.640.439	3.647.245
totaal excl. DG / total hors CG	11.726.839	11.751.766	11.793.252	11.833.207	11.871.570
totale bevolking: solid. mech. / population totale: méch. de solid.	01/01/(AI-EI)2024 ram-est	01/01/(AI-EI)2025 ram-est	01/01/(AI-EI)2026 ram-est	01/01/(AI-EI)2027 ram-est	01/01/(AI-EI)2028 ram-est
VG / RF	6.818.360	6.855.220	6.877.729	6.910.508	6.942.732
WG incl. DG / RW avec CG incluse	3.692.385	3.701.658	3.706.034	3.713.768	3.721.188
BHG / RBC	1.246.600	1.250.091	1.248.266	1.249.498	1.250.036
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	11.757.345	11.806.969	11.832.029	11.873.774	11.913.956
DG / CG	79.791	80.130	80.263	80.522	80.749
WG excl. DG / RW hors CG	3.612.594	3.621.528	3.625.771	3.633.246	3.640.439
totaal excl. DG / total hors CG	11.677.554	11.726.839	11.751.766	11.793.252	11.833.207
federale personenbelasting / impôt de personne physique fédérale	AJ-EI 2024 ram-est	AJ-EI 2025 ram-est	AJ-EI 2026 ram-est	AJ-EI 2027 ram-est	AJ-EI 2028 ram-est
VG / RF	28.960.957.572,94	30.342.373.363,48	31.588.320.331,23	32.871.778.872,02	34.071.480.282,79
WG excl. DG / RW total hors CG	12.303.322.760,55	12.847.759.860,66	13.351.223.623,48	13.884.937.840,36	14.355.170.544,85
BHG / RBC	3.794.106.449,44	3.962.388.216,80	4.120.110.916,80	4.290.055.747,64	4.442.229.502,26
DG / CG	191.713.935,70	200.624.037,15	208.738.487,80	217.193.254,17	224.945.938,99
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	45.250.100.718,63	47.353.145.478,09	49.268.393.359,30	51.263.965.714,20	53.093.826.268,89
WG incl. DG / RW avec CG incluse	12.495.036.696,25	13.048.383.897,81	13.559.962.111,28	14.102.131.094,54	14.580.116.483,84
sleutel federale personenbelasting / clé impôt de personne physique fédérale	AJ-EI 2024 ram-est	AJ-EI 2025 ram-est	AJ-EI 2026 ram-est	AJ-EI 2027 ram-est	AJ-EI 2028 ram-est
VG / RF	64,002%	64,077%	64,115%	64,123%	64,172%
WG excl. DG / RW total hors CG	27,190%	27,132%	27,099%	27,085%	27,037%
BHG / RBC	8,385%	8,368%	8,363%	8,369%	8,367%
DG / CG	0,424%	0,424%	0,424%	0,424%	0,424%
Rijk incl. DG / Royaume avec CG incluse	100,000%	100,000%	100,000%	100,000%	100,000%
WG incl. DG / RW avec CG incluse	27,613%	27,555%	27,523%	27,509%	27,461%
Stroom van pendelaars	2025	2026	2027	2028	2029
Flux de navettes					
VG / RF	61,823%	61,823%	61,823%	61,823%	61,823%
WG / RW	38,177%	38,177%	38,177%	38,177%	38,177%
Tota(a)l):	100,000%	100,000%	100,000%	100,000%	100,000%
Reële bbp-groei per inwoner / taux de croissance réelle du PIB par habitant	0,8742%	1,1852%	0,9439%	1,0580%	0,9732%

Bron: FOD Financiën

2. Gewestelijke belastingen

De af te dragen gewestbelastingen worden voor 2024 geraamd op 3.787 miljoen EUR en stijgen over de periode 2024-2029 met 673 miljoen EUR om in 2029 uit te komen op 4.460 miljoen EUR. Dit is een gemiddelde stijging van 3,3 % per jaar. De toename situeert zich hoofdzakelijk bij de inkomsten uit registratierechten (+491 miljoen EUR) en successierechten (+130 miljoen EUR) en de inkomsten uit fiscale boeten (+34 miljoen EUR).

3. Gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting

De gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting (doorgestorte voorschotten en afrekeningen) evolueert van 13.244 miljoen EUR in 2024 naar 17.134 miljoen EUR in 2029. Dit is een stijging met 3.890 miljoen EUR over de periode 2024-2029, hetzij een gemiddelde stijging van 5,3 % per jaar. De stijging wordt vooral verklaard door een geraamde toename van de gewestelijke opcentiemen (+3.408 miljoen EUR) en een geraamde daling van de fiscale uitgaven (-505 miljoen EUR).

In ESR-termen evolueert de gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting van 12.726 miljoen EUR in 2024 naar 17.034 miljoen EUR in 2029. Het verschil tussen het ESR-concept en de doorgestorte voorschotten wordt via de overgangscorrecties verrekend.

De volgende tabellen geven een overzicht van de ramingen voor de gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting op basis van doorgestorte voorschotten en in ESR, alsook van gewestelijke opcentiemen en de fiscale uitgaven voor de periode 2024-2029 (in miljoen EUR).

Tabel 77: Gewestelijke personenbelasting, opcentiemen en fiscale uitgaven 2024-2029

in miljoen EUR	2024	2025	2026	2027	2028	2029	'29 vs. '24
	Mon. 03/24	Différence					
	-	-	-	-	-	-	-
	Mon. 03/24	Vershil					
Gewestelijke pb (doorgestorte voorschotten)	13.244	14.064	14.823	15.617	16.358	17.134	3.890
Gewestelijke pb in ESR	12.726	13.935	14.713	15.502	16.262	17.034	4.308
Vershil ESR - doorgestorte voorschotten	-518	-130	-109	-115	-96	-101	418

in miljoen EUR	2024	2025	2026	2027	2028	2029	'29 vs. '24
	Mon. 03/24	Différence					
	-	-	-	-	-	-	-
	Mon. 03/24	Vershil					
Opcentiemen	15 576	16 324	16 986	17 669	18 300	18 984	3 408
Fiscale uitgaven	2 251	2 175	2 074	1 957	1 843	1 746	- 505

Uit de definitieve vaststelling van de autonomiefactor in 2018 bleek dat de Gewesten voor de jaren 2015 tot en met 2017 te veel middelen hadden ontvangen. Voor die jaren voorzag de wet immers de toepassing van een voorlopige autonomiefactor die uiteindelijk hoger bleek te zijn dan de definitieve autonomiefactor. De afrekening bedroeg ongeveer 1.624 miljoen EUR. Dit bedrag werd in ESR integraal op 2018 aangerekend. In kastermen wordt deze afrekening evenwel over meerdere jaren gespreid om niet meer dan 2 % van de overgedragen middelen per begrotingsjaar te overschrijden.

Het bedrag van deze afrekening evolueert van 145 miljoen EUR in 2024 naar 81 miljoen EUR in 2029. Via een overgangscorrectie wordt dit bedrag evenwel jaarlijks geneutraliseerd om te komen tot een bedrag in ESR. De daling over de periode 2024-2026 wordt verklaard doordat de afbetaling door het Waalse Gewest in 2025 afloopt. Deze van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest loopt in 2024 ten einde. Voor het Vlaamse Gewest zal het afbetalingsplan nog enkele jaren doorlopen. Eind 2029 wordt het openstaande saldo geraamd op circa 240 miljoen EUR.

4. Pb- en btw-dotaties

De pb- en btw-dotaties stijgen over de periode 2024-2029 met 4.684 miljoen EUR. Ze worden voor 2024 geraamd op 39.779 miljoen EUR en lopen op tot 44.463 miljoen EUR in 2029. Dit komt overeen met een gemiddelde stijging van 2,3 % per jaar.

6.1.2.2.4 Afdrachten aan de Sociale Zekerheid

De afdrachten aan de sociale zekerheid stijgen over de periode 2024-2029 met 5.231 miljoen EUR en gaan van 23.444 miljoen EUR in 2024 naar 28.675 miljoen EUR in 2029. Dit is een gemiddelde stijging van 4,1 % per jaar.

De afdrachten inzake alternatieve financiering worden geraamd op 23.316 miljoen EUR in 2024 en lopen op tot 28.532 miljoen EUR in 2029 en kunnen als volgt uitgesplitst worden:

- Globaal beheer werknemers: van 19.932 miljoen EUR in 2024 naar 24.485 miljoen EUR in 2029 (+4.552 miljoen EUR);
- Globaal beheer zelfstandigen: van 3.384 miljoen EUR in 2024 naar 4.048 miljoen EUR in 2029 (+664 miljoen EUR).

De afdrachten inzake Sociale Maribel en BBSZ stijgen met 15 miljoen EUR gaan van 128 miljoen EUR in 2024 naar 143 miljoen EUR in 2029.

Het gedeelte met betrekking tot de alternatieve financiering komt ook aan bod in de hoofdstukken met betrekking tot de respectieve globale beheren (zie infra).

6.1.2.2.5 Overige afdrachten

Het gaat om afdrachten ter financiering van de CREG, Elia, Niras, Apetra/Aseva (Petroleumagentschap), alsook de Politie (sociale dotatie en bijdrage voor het Fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie).

De overige afdrachten kennen een fluctuerend verloop over de periode 2024-2029. Ze dalen evenwel tussen 2024 en 2029 met 83 miljoen EUR. Voor 2024 worden de overige afdrachten geraamd op 1.527 miljoen EUR. Voor 2029 worden de overige afdrachten geraamd op 1.444 miljoen EUR. Dit stemt overeen met een daling van gemiddeld 1,1 % per jaar.

6.1.2.3 De niet-fiscale ontvangsten en niet-fiscale middelen 2025-2029

Hieronder worden de niet-fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties, de afdrachten en de middelen na overgangscorrecties besproken. Een groot deel van de verschillen tussen de niet-fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties over de periode 2024-2029 is toe te schrijven aan code 8-verrichtingen die per definitie ESR-neutraal zijn voor het vorderingensaldo, of aan middelen afkomstig van EU-fondsen waarvoor tussen ontvangsten en uitgaven een evenwicht dient te worden geregistreerd in ESR-termen. Dit laatste wordt via een onverdeelde ESR-correctie buiten de niet-fiscale ontvangsten geregeld.

Tabel 78: De niet-fiscale ontvangsten en middelen 2024-2029

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	'29 vs. '24	
	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Différence	
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Vershil	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
Chancellerie du Premier Ministre	6	6	6	6	6	6	0	Kanselarij van de Eerste Minister
Stratégie et Appui	333	311	238	8	8	8	-325	Beleid en Ondersteuning
Justice	62	52	52	52	52	52	-10	Justitie
Intérieur	123	145	98	77	82	82	-41	Binnenlandse Zaken
Affaires étrangères	126	130	130	130	130	130	4	Buitenlandse Zaken
Défense	57	60	52	52	52	52	-5	Landsverdediging
Police fédérale et fonctionnement intégré	48	48	48	48	48	48	0	Federale politie en geïntegreerde werking
Finances	5.081	3.372	3.850	3.834	3.401	3.410	-1.670	Financiën
Emploi, Travail et Concertation sociale	0	0	0	0	0	0	0	Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg
Sécurité sociale	886	1	1	1	1	1	-885	Sociale Zekerheid
Santé publique	99	49	49	49	49	49	-50	Volksgezondheid
Économie, Classes moyennes et Énergie	983	112	92	91	91	91	-893	Economie, Middenstand en Energie
Mobilité et Transports	393	237	289	287	264	242	-151	Mobiliteit en Vervoer
Intégration sociale	3	7	11	11	11	11	9	Maatschappelijke integratie
Politique scientifique	22	2	2	1	1	1	-21	Wetenschapsbeleid
Recettes non fiscales	8.223	4.533	4.920	4.648	4.197	4.184	-4.039	Niet-fiscale ontvangsten
dont recettes courantes	5.739	3.264	3.416	3.054	3.060	3.047	-2.692	waarvan lopende ontvangsten
dont recettes de capital	2.484	1.270	1.504	1.595	1.137	1.137	-1.347	waarvan kapitaalontvangsten
Recettes non fiscales transférées	16	17	17	17	17	18	1	Algemene niet-fiscale ontvangsten
Recettes non fiscales Voies et Moyens	8.206	4.517	4.903	4.631	4.179	4.166	-4.040	Niet-fiscale middelen
Corrections de passage	-2.289	-165	-828	-1.131	-640	-621	1.667	Overgangscorrecties
Correction codes 8	-1.975	-780	-1.087	-1.409	-950	-928	1.047	Correctie codes 8
Autres corrections de passage	-313	615	260	278	310	307	620	Andere overgangscorrecties
Recettes non fiscales Voies et Moyens, incluant les corrections de passage au niveau du solde	5.918	4.352	4.075	3.501	3.539	3.545	-2.373	Niet-fiscale middelen, gecorrigeerd met overgangscorrecties op saldoniveau

	'29 vs. '24	'25 vs. '24	'26 vs. '25	'27 vs. '26	28 vs. '27	29 vs. '28	'29 vs. '24	
	Différence	Différence	Différence	Différence	Différence	Différence	Différence	
	-	-	-	-	-	-	-	
	Vershil	Vershil	Vershil	Vershil	Vershil	Vershil	Vershil	
	%	%	%	%	%	%	% p.an./ p.jr.	
Chancellerie du Premier Ministre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Kanselarij van de Eerste Minister
Stratégie et Appui	-97,5	-6,6	-23,5	-96,4	0,0	0,0	-14,6	Beleid en Ondersteuning
Justice	-16,4	-16,5	0,7	-0,5	0,0	0,0	-3,1	Justitie
Intérieur	-33,5	17,5	-32,1	-22,1	7,0	0,0	-5,9	Binnenlandse Zaken
Affaires étrangères	3,1	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	Buitenlandse Zaken
Défense	-7,9	6,5	-13,5	0,0	0,0	0,0	-1,5	Landsverdediging
Police fédérale et fonctionnement intégré	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Federale politie en geïntegreerde werking
Finances	-32,9	-33,6	14,2	-0,4	-11,3	0,3	-5,9	Financiën
Emploi, Travail et Concertation sociale	-15,6	-15,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg
Sécurité sociale	-99,9	-99,9	0,0	0,0	0,0	0,0	-14,9	Sociale Zekerheid
Santé publique	-50,4	-50,4	0,0	0,0	0,0	0,0	-8,5	Volksgezondheid
Économie, Classes moyennes et Énergie	-90,8	-88,6	-17,5	-1,4	-0,5	0,0	-13,8	Economie, Middenstand en Energie
Mobilité et Transports	-38,5	-39,7	22,0	-0,5	-8,2	-8,3	-6,7	Mobiliteit en Vervoer
Intégration sociale	309,6	170,2	47,1	1,5	1,6	0,0	0,0	Maatschappelijke integratie
Politique scientifique	-95,0	-88,7	-1,2	-61,7	17,6	0,0	-14,3	Wetenschapsbeleid
Recettes non fiscales	-49,1	-44,9	8,5	-5,5	-9,7	-0,3	-8,3	Niet-fiscale ontvangsten
dont recettes courantes	-46,9	-43,1	4,7	-10,6	0,2	-0,4	-8,0	waarvan lopende ontvangsten
dont recettes de capital	-54,2	-48,9	18,4	6,1	-28,7	0,0	-9,1	waarvan kapitaalontvangsten
Recettes non fiscales transférées	8,5	1,6	1,6	1,7	1,7	1,7	1,7	Algemene niet-fiscale ontvangsten
Recettes non fiscales Voies et Moyens	-49,2	-45,0	8,5	-5,5	-9,8	-0,3	-8,3	Niet-fiscale middelen
Corrections de passage	251	92,8	-402,4	-36,6	43,4	2,9	28,5	Overgangscorrecties
Correction codes 8	53,0	60,5	-39,5	-29,6	32,6	2,3	8,9	Correctie codes 8
Autres corrections de passage	197,8	296,2	-57,8	7,3	11,3	-1,1	24,4	Andere overgangscorrecties
Recettes non fiscales Voies et Moyens, incluant les corrections de passage au niveau du solde	-40,1	-26,5	-6,4	-14,1	1,1	0,2	-7,0	Niet-fiscale middelen, gecorrigeerd met overgangscorrecties op saldoniveau

In de bijlagen wordt een overzicht gegeven per artikel van de belangrijkste niet-fiscale middelen vóór overgangscorrecties.

2025

De niet-fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties worden voor 2025 geraamd op 4.533 miljoen EUR. Dit is een verschil van -3.689 miljoen EUR ten opzichte van de raming voor 2024.

Dit verschil wordt voor een deel verklaard door code8-verrichtingen (-1.196 miljoen EUR), en de in 2024 voorziene terugstortingen van alternatieve financiering en coronakosten vanwege de Sociale Zekerheid die op nul vallen in 2025 (-932 miljoen EUR). Daarnaast hebben verschillen voor de overwinstbelastingen in het kader van de energiecrisis een grote impact in kastermen (-153 miljoen EUR voor de oliesector en -716 miljoen EUR voor de elektriciteitssector), maar in ESR-termen is er geen impact gezien deze ontvangsten niet in 2024 worden aangerekend (cf. infra).

Volgende begrotingsartikelen met een grote wijziging ten opzichte van 2024 hebben wel een impact voor het verschil in ESR-vorderingensaldo van Entiteit I tussen 2025 en 2024:

- een lager dividend vanwege Belfius (-220 miljoen EUR t.o.v. 2024, FOD Financiën §1, artikel 28.20.01). Het departement is voor de meerjarenraming uitgegaan van dezelfde inschatting als voor de vorige meerjarenraming;
- het wegvallen van terugbetalingen van Bpost ten opzichte van 2024 (-75 miljoen EUR t.o.v. 2024, FOD Financiën §6, artikel 38.10.02);
- een lager dividend vanwege Proximus (-145 miljoen EUR t.o.v. 2024, FOD Mobiliteit en vervoer, §7, artikel 28.20.01);
- lagere inkomsten uit de repartitiebijdrage van de energiesector (-201 miljoen EUR t.o.v. 2024 op basis van niet herziene ramingen van Synatom, FOD Financiën §2, artikel 37.70.02). Voor 2025 wordt rekening gehouden met 212 miljoen EUR.

Voor de afgedragen niet-fiscale ontvangsten wordt er rekening gehouden met een bedrag van 17 miljoen EUR. Het betreft interestontvangsten op gewestelijke belastingen.

In ESR-termen worden de code 8-verrichtingen geëlimineerd, voor een bedrag van 780 miljoen EUR, ten opzichte van 1.975 miljoen EUR voor 2024. Er worden ook een aantal andere aanpassingen doorgevoerd. Deze andere correcties bedragen netto +615 miljoen EUR ten opzichte van -313 miljoen EUR voor 2024. De diverse aanpassingen betreffen:

- eenzelfde correctie als voor 2024 om bepaalde ontvangsten van het Rode Kruis die via een thesaurierekening verlopen aan te rekenen: +9 miljoen EUR;
- ongeveer dezelfde correctie als voor 2024 voor het aanrekeningsmoment van telecomlicenties ingevolge de ESR2010-reglementering: +96 miljoen EUR;
- eenzelfde correctie als voor 2024 voor het uitsluiten van het geboekte bedrag voor niet-ESR-aanrekenbare code 08- en code 9-verrichtingen: -58 miljoen EUR;
- een correctie voor het reeds in rekening brengen van ontvangsten van emissierechten +51 miljoen EUR (+53 miljoen EUR in 2024);
- een correctie voor het in rekening brengen van de bijdrage van de financiële instellingen aan het Depositogarantiefonds: +518 miljoen EUR (+438 miljoen EUR voor 2024).

De correcties voor stortingen van BIPT (+19 miljoen EUR voor 2024), de bijdrage van de oliesector (-153 miljoen EUR voor 2024) en de overwinstbelasting van de elektriciteitssector (-716 miljoen EUR voor 2024) vallen weg vanaf 2025.

De niet-fiscale middelen na overgangscorrecties dalen met 1.566 miljoen EUR tot 4.352 miljoen EUR (-26,2 %) ten opzichte van 2024.

2026

De niet-fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties worden voor 2026 geraamd op 4.920 miljoen EUR. Dit is een stijging met 386 miljoen EUR ten opzichte van de raming voor 2025.

Dit verschil wordt grotendeels verklaard door aanpassingen die neutraal zijn voor het vorderingensaldo van Entiteit I en:

- ontvangsten in verband met dematerialisering (+175 miljoen EUR, FOD Financiën §1, artikel 38.50.01). Op 1 januari 2026 worden de bedragen afkomstig van de omzetting en verkoop van effecten aan toonder waarvan de houders de omzetting niet hebben gevraagd, die bij de Deposito- en Consignatiekas zijn gestort en waarvoor geen teruggave werd gevraagd, aan de Staat toegekend;
- bijdrage van de energiesector voor de verlenging van Doel 1 en 2 (-20 miljoen EUR, FOD Economie, artikel 36.90.05);
- een toename van het geraamd dividend van Proximus (+36 miljoen EUR, FOD Mobiliteit en vervoer, §7, artikel 28.20.01).

Voor de afgedragen niet-fiscale ontvangsten wordt er rekening gehouden met een bedrag van 17 miljoen EUR.

In ESR-termen worden de code 8-verrichtingen geëlimineerd voor een bedrag van 1.087 miljoen EUR in plaats van 780 miljoen EUR voor 2025. De andere correcties bedragen netto +260 miljoen EUR (t.o.v. +615 miljoen EUR voor 2025). Deze correcties zijn quasi identiek aan die van 2025 behalve de correctie voor het in rekening brengen van de bijdrage van de financiële instellingen aan het Depositogarantiefonds (+172 miljoen EUR i.p.v. +518 miljoen EUR voor 2025) en de correctie voor telecomlicenties (+87 miljoen EUR i.p.v. +95 miljoen EUR voor 2025);

De niet-fiscale middelen na overgangscorrecties dalen met 277 miljoen EUR tot 4.075 miljoen EUR (-6,4 %) ten opzichte van 2025.

2027

De niet-fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties worden voor 2027 geraamd op 4.648 miljoen EUR. Dit is een daling met 271 miljoen EUR ten opzichte van de raming voor 2026.

Wat verrichtingen met impact op het verschil in ESR-vorderingensaldo betreft, gaat het vooral over de ontvangst in verband met dematerialisering die wegvalt (-175 miljoen EUR, FOD Financiën §1, artikel 38.50.01) evenals de repartitiebijdrage van de energiesector (-199 miljoen EUR, FOD Financiën §2, artikel 37.70.02).

Voor de afgedragen niet-fiscale ontvangsten wordt er rekening gehouden met een bedrag van 17 miljoen EUR.

In ESR-termen worden de code 8-verrichtingen geëlimineerd voor een bedrag van 1.409 miljoen EUR, in plaats van 1.087 miljoen EUR voor 2026. De andere correcties bedragen netto 278 miljoen EUR

(t.o.v. 260 miljoen EUR voor 2026). De verschillen t.o.v. 2026 situeren zich bij de correctie voor ontvangsten van emissierechten (+80 miljoen EUR i.p.v. +50 miljoen EUR), de correctie voor de bijdrage van de financiële instellingen aan het Depositogarantiefonds (+169 miljoen EUR i.p.v. +172 miljoen EUR) en de correctie voor de telecomlicenties (+80 miljoen EUR i.p.v. +87 miljoen EUR).

De niet-fiscale middelen na overgangscorrecties dalen met 575 miljoen EUR tot 3.501 miljoen EUR (-14,1 %) ten opzichte van 2026.

2028

De niet-fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties worden voor 2028 geraamd op 4.197 miljoen EUR. Dit is een daling met 452 miljoen EUR ten opzichte van de raming voor 2027.

Het verschil betreft grotendeels ontvangsten van EU-subsidies en code 8-verrichtingen die per definitie neutraal zijn voor het vorderingensaldo in ESR-termen.

Voor de afgedragen niet-fiscale ontvangsten wordt er rekening gehouden met een bedrag van 17 miljoen EUR.

In ESR-termen worden de code 8-verrichtingen geëlimineerd voor een bedrag van 950 miljoen EUR, in plaats van 1.409 miljoen EUR voor 2027. De andere correcties bedragen netto +310 miljoen EUR (+278 miljoen EUR in 2027). Deze andere correcties zijn identiek aan deze van 2027, behalve de bijdrage van de financiële instellingen aan het Depositogarantiefonds (+166 miljoen EUR t.o.v. +169 miljoen EUR voor 2027) en de correctie voor ontvangsten van emissierechten (+117 miljoen EUR i.p.v. +80 miljoen EUR);

De niet-fiscale middelen na overgangscorrecties stijgen met 39 miljoen EUR tot 3.539 miljoen EUR (+1,1 %) ten opzichte van 2027.

2029

De niet-fiscale ontvangsten vóór overgangscorrecties worden voor 2029 geraamd op 4.184 miljoen EUR. Dit is een daling met 13 miljoen EUR ten opzichte van de raming voor 2028.

Voor de afgedragen niet-fiscale ontvangsten wordt er rekening gehouden met een bedrag van 18 miljoen EUR.

In ESR-termen worden de code 8-verrichtingen geëlimineerd voor een bedrag van 928 miljoen EUR, in plaats van 950 miljoen EUR voor 2028. De andere correcties bedragen netto +307 miljoen EUR (+310 miljoen EUR in 2028). Deze andere correcties zijn identiek aan deze van 2028, behalve de correctie voor de telecomlicenties (+73 miljoen EUR i.p.v. +77 miljoen EUR).).

De niet-fiscale middelen na overgangscorrecties stijgen met 6 miljoen EUR tot 3.545 miljoen EUR (+0,2 %) ten opzichte van 2028.

6.1.2.4 Les dépenses primaires

Le tableau suivant reprend une situation des dépenses primaires à prix courants (optique liquidations) pour les années 2024 à 2029 conforme à la présentation de l'Exposé général.

Tableau 79 : Aperçu des dépenses primaires (concept exposé général)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	'29 vs. '24	
	Mon. 03/24	Différence						
	-	-	-	-	-	-	-	
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24	Verschil	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)					
Crédits	88.268	84.349	87.243	89.622	92.335	94.843	6.575	Kredieten
Total Cellule Autorité	42.513	37.195	38.338	39.434	40.615	41.539	-973	Totaal Autoriteitscel
Total Cellule Sociale	34.368	35.678	36.863	38.106	39.413	40.705	6.337	Totaal Sociale Cel
Total Cellule Économique	5.775	6.000	5.914	5.755	5.833	5.971	196	Totaal Economische Cel
Provisions	2.463	688	792	900	954	1.015	-1.448	Provisies
Contribution RNB UE	3.150	4.789	5.336	5.426	5.519	5.613	2.463	Bni-bijdrage EU
Intérêts SPF Finances (-)	-124	-124	-124	-124	-124	-124	0	Interesten FOD Financiën (-)
Sous-utilisation (-)	-1.210	-1.159	-1.159	-1.159	-1.159	-1.159	51	Onderbenutting (-)
Dépenses primaires EG	86.934	83.066	85.960	88.339	91.052	93.560	6.626	Primaire uitgaven AT
Corrections SEC	-6.328	-201	26	-176	248	505	6.833	ESR-correcties
Contribution RNB UE	112	0	0	0	0	0	-112	Bni-bijdrage EU
Dépenses primaires de la dette	66	55	54	56	56	56	-10	Primaire uitgaven schuldbegroting
Correction codes 8 et 9	-237	-205	-121	-123	-124	-124	113	Correctie codes 8 en 9
Autres corrections SEC	-6.269	-50	93	-109	316	573	6.842	Andere ESR-correcties
Dépenses primaires SEC	80.606	82.865	85.985	88.163	91.299	94.065	13.459	Primaire uitgaven ESR

Au niveau des dépenses primaires, les estimations pluriannuelles ont été élaborées sur base de l'actualisation des propositions des départements effectuées à prix constants pour les gros postes mentionnés dans la circulaire du 23 janvier 2024.

Dans l'aperçu des dépenses primaires ci-dessus, les dépenses primaires 2024-2029 sont exprimées à prix courants. Il s'agit d'une estimation pluriannuelle à prix courants. Le passage des prix constants aux prix courants est effectué selon une approche macro-économique basée sur l'évolution des paramètres d'indexation du budget économique du bureau fédéral du plan de février 2024 et en appliquant des coefficients d'indexation spécifique sur base de la nature économique des dépenses et non par un calcul détaillé par allocations de base. Les données à prix courants obtenues par cette approche ne préjugent en rien de décisions qui pourraient être prises ultérieurement.

Les crédits de 2024 contiennent un montant de 6,684 milliards EUR inscrit au SPF Finances pour le transfert comptable des moyens du Fonds de garantie des services financiers. Il s'agit d'une opération interne, sans impact sur le solde SEC. Afin d'avoir une base comparable entre 2024 et les années suivantes, ce montant a été neutralisé dans les tableaux suivants.

Ci-après sont abordées successivement les estimations pluriannuelles des dépenses primaires à prix constants et à prix courants.

Estimations pluriannuelles à prix constants

Les estimations des crédits de liquidation (à prix constants) permettent de refléter l'évolution en volume entre 2024 et 2029. À prix constants, hors reconstitution du fonds de garantie, les crédits de liquidation des dépenses primaires connaissent une croissance moyenne de 1,8 % de 2024 à 2029.

Les tableaux suivants détaillent les crédits de liquidation par département et par gros postes à prix constants.

Tableau 80 : Crédits de liquidation par département (2024-2029) à prix constants

(montants en millions EUR et évolution moyenne en %)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	évol moy 24/29
Crédits de liquidation	Actu	prix constants	prix constants	prix constants	prix constants	prix constants	prix constants
Départements							
Dotations	16.828	17.313	17.767	18.243	18.858	19.475	3,0
Chancellerie du Premier Ministre	233	269	277	239	231	231	0,2
Stratégie et Appui	641	495	387	261	251	251	-16,2
Organismes indépendants	41	40	40	40	40	40	-0,1
Justice	2.689	2.687	2.692	2.738	2.728	2.728	0,3
Intérieur	2.387	2.333	2.333	2.329	2.338	2.347	-0,3
Affaires étrangères et Coop. Développement	1.794	1.743	1.750	1.772	1.771	1.771	-0,3
Défense nationale	5.078	5.887	6.472	6.922	7.163	7.163	7,3
Police fédérale et fonctionnement intégré	2.789	2.868	2.869	2.841	2.844	2.844	0,4
Finances	9.063	2.274	2.151	2.146	2.144	2.146	-16,1
Régie des Bâtiments	971	980	964	968	986	986	0,3
TOTAL CELLULE AUTORITÉ	42.513	36.889	37.703	38.500	39.355	39.983	-1,0
Emploi, Travail et Concertation sociale	282	278	276	273	272	272	-0,7
Sécurité sociale	30.906	31.445	31.890	32.466	33.020	33.601	1,7
Santé publique, Sécurité de la Chaîne Alimentaire et Environnement	1.106	1.053	1.053	1.054	1.055	1.055	-0,9
Intégration sociale	2.074	2.040	2.070	2.104	2.135	2.171	0,9
TOTAL CELLULE SOCIALE	34.368	34.815	35.289	35.897	36.483	37.099	1,5
Économie, PME, Classes moyennes et Énergie	778	513	491	513	555	555	-5,1
Mobilité et Transport	4.383	4.840	4.692	4.428	4.396	4.443	0,4
Politique scientifique	613	559	559	567	551	551	-2,0
TOTAL CELLULE ÉCONOMIQUE	5.775	5.912	5.741	5.507	5.502	5.549	-0,8
Provision interdépartementale	373	296	396	497	542	592	11,4
Provision politique nouvelle	0	1	1	1	1	1	345,7
Provision indexation	390	390	390	390	390	390	0,0
Provision Ukraine	1.700	0	0	0	0	0	-20,0
TOTAL PROVISIONS	2.463	687	787	888	933	983	-6,9
Crédits départementaux	85.118	78.303	79.520	80.792	82.272	83.613	-0,3
Contribution RNB	3.150	4.789	5.336	5.426	5.519	5.613	13,7
Total crédits de liquidation	88.268	83.091	84.856	86.219	87.791	89.226	0,3
Fonds de garantie	6.684	0	0	0	0	0	
Hors Fonds de garantie	81.584	83.091	84.856	86.219	87.791	89.226	1,8

Tableau 81 : Crédits de liquidation par gros postes (2024-2029) à prix constants

(montants en millions EUR et évolution moyenne en %)

Gros postes	2024	2025	2026	2027	2028	2029	évol moy 24/29
	Actu	prix constants					
Crédits de liquidation							
Salaires et charges sociales	7.822	7.888	7.930	7.973	8.003	8.003	0,5
Frais de fonctionnement (hors RRF, vaccins et matériel)	3.250	3.142	3.171	3.427	3.702	3.702	2,7
Investissements (hors RRF)	1.844	2.622	3.058	3.077	2.883	2.883	10,6
RRF	342	217	122	0	0	0	-36,0
Vaccins, médicaments, moyens de protection, bioterr	81	2	2	2	2	2	-19,5
Achat de vaccins	50	0	0	0	0	0	-20,0
Budget des dotations hors dot. aux Comm.	458	453	453	453	453	453	-0,2
Budget des dotations aux Communautés	16.369	16.860	17.314	17.790	18.404	19.022	3,0
Pro Déo	199	229	229	229	229	229	3,0
Dotation mobilité Bxl-capitale	55	55	55	55	55	55	0,0
Financement communes et instit. bruxelloises	482	489	496	504	511	519	1,5
Dotation FEDASIL	786	786	786	786	786	786	0,0
Dotation aux zones de secours	188	188	188	188	188	188	0,0
Organismes internationaux	127	126	126	126	126	126	-0,2
Coopération au développement	1.256	1.236	1.253	1.274	1.273	1.273	0,3
Dotations aux zones de police	1.238	1.230	1.206	1.208	1.210	1.210	-0,5
Fonds paneuropéens	42	8	4	0	0	0	-64,5
Dotations Régie des bâtiments	971	980	964	968	986	986	0,3
Dotation à l'ONEM	155	154	152	150	149	148	-0,9
Dotation globale indépendants	456	458	458	458	458	458	0,1
Dotation équilibre indépendants	761	761	761	761	761	761	0,0
Allocations aux personnes handicapées	2.974	3.124	3.281	3.446	3.620	3.803	5,0
Dotation globale salariés	2.557	2.559	2.552	2.552	2.552	2.552	0,0
Dotation équilibre salariés	7.143	7.143	7.143	7.143	7.143	7.143	0,0
Subvention ORPSS	275	279	276	275	273	273	-0,1
Dotations pensions	15.141	15.534	15.814	16.213	16.571	16.950	2,3
Garantie revenus personnes âgées	992	1.009	1.027	1.045	1.063	1.082	1,8
Source de financement supplémentaire soins de santé	465	467	467	467	467	467	0,1
Subvention Covid-19 à l'ONVA	0	0	0	0	0	0	0,0
Blouses blanches	402	402	402	402	402	402	0,0
Dotation AFSCA	116	114	114	115	115	115	-0,1
Subsides aide médicale urgente	146	240	240	240	240	240	12,8
Concession journaux et périodiques	146	0	0	0	0	0	-20,0
CREG élargissement tarif social	3	3	3	3	3	3	0,0
CREG prime chauffage	0	0	0	0	0	0	0,0
Remise unique mazout, propane, pellet, ...	0	0	0	0	0	0	0,0
Instal.collectives de chauffage (tarif social, remise unic	4	4	4	4	4	4	0,0
Paiement Poste contrat de gestion	153	149	148	148	148	148	-0,7
SNCB	2.065	2.454	2.316	2.094	2.045	2.109	0,9
Infrabel	1.833	1.921	1.914	1.872	1.889	1.873	0,5
Subvention Métro Nord	50	0	0	0	0	0	-20,0
Subventions CPAS - revenu d'intégration	1.679	1.713	1.747	1.781	1.815	1.851	2,0
Subventions CPAS - loi du 02.06.1965	164	164	164	164	164	164	0,0
Remboursement à la CAAMI	91	91	91	91	91	91	0,0
Projets spatiaux ESA	266	276	275	275	270	270	0,4
Codes 8 et 9	237	205	121	122	124	124	-10,5
Santé publique Provision covid-19	0	0	0	0	0	0	0,0
Provision interdépartementale	373	296	396	497	542	592	11,4
Provision politique nouvelle	0	1	1	1	1	1	345,7
Provision indexation	390	390	390	390	390	390	0,0
Provision augmentation coût de l'énergie	0	0	0	0	0	0	0,0
Provision guerre Ukraine	1.700	0	0	0	0	0	0,0
Provision présidence UE	0	0	0	0	0	0	0,0
Autres dépenses primaires	2.134	1.884	1.907	2.024	2.159	2.162	0,5
Crédits départementaux	85.118	78.303	79.520	80.792	82.272	83.613	-0,3
Contribution RNB	3.150	4.789	5.336	5.426	5.519	5.613	13,7
Crédits y compris contribution RNB	88.268	83.091	84.856	86.219	87.791	89.226	0,3
Fonds de garantie	6.684	0	0	0	0	0	
Hors Fonds de garantie	81.584	83.091	84.856	86.219	87.791	89.226	1,8

Ces tableaux font ressortir les évolutions suivantes observées à prix constants entre 2024 et 2029 :

- 1) A prix constants, les salaires augmentent de 0,5 % sur la période 2024-2029. Cette évolution est principalement localisée au niveau des salaires de la Défense et de la Police fédérale ;
- 2) Les frais de fonctionnement augmentent en moyenne de 2,7 % à prix constants de 2024 à 2029 ;
- 3) Les crédits d'investissement ((en ce compris les investissements militaires) augmentent en moyenne de 10,6 % entre 2024 et 2029. Cette évolution provient quasi exclusivement des investissements de la Défense.

Au niveau des départements, les principales évolutions sont les suivantes :

- 1) Budget des dotations : les dotations fédérales accordées dans le cadre du financement des Communautés en exécution de la sixième réforme de l'Etat sont déterminées sur base de différents paramètres, notamment la croissance et l'inflation. Elles sont communiquées par le SPF Finances à prix courants et sont reprises telles quelles dans cette estimation à prix constants ;
- 2) SPF Chancellerie : les crédits de liquidation sont plus élevés en 2025 suite aux crédits prévus pour la construction du NCIA (NATO Communications and Information Agency) jusqu'à leur mise à 0 en 2028 ;
- 3) SPF BOSA : la diminution des crédits de liquidations entre 2024 et 2029 s'explique par l'évolution des crédits RRF qui disparaissent du budget après 2026 ;
- 4) Défense : la croissance des crédits de la Défense tout au long de la période 2024-2029 est localisée au niveau des investissements, des frais de fonctionnement et des transferts de revenus R&D aux entreprises ;
- 5) SPF Finances :
 - Les crédits de 2024 contiennent un montant de 6,684 milliards EUR inscrit au SPF Finances pour le transfert comptable des moyens du Fonds de garantie des services financiers. Il s'agit d'une opération interne, sans impact sur le solde SEC ;
 - Le crédit pour les fonds Paneuropéens passe de 42 millions EUR en 2024 à 7 millions EUR en 2025 et diminue pour s'éteindre en 2028 ;

- Un crédit (code 8) de 85,3 millions EUR est prévu pour l'IDA 18 en 2024 et 2025. Il est mis à 0 à partir de 2026 ;

6) SPF Sécurité sociale :

- Les dotations au Service Fédéral des Pensions croissent continuellement sur toute la période 2024-2029, passant de 15.141 millions EUR en 2024 à 16.950 millions EUR en 2029, soit une augmentation annuelle moyenne en terme réel de 2,3 % ;
- La dotation destinée aux allocations aux personnes handicapées passe de 2.974 millions EUR en 2024 à 3.803 millions EUR en 2029, soit une augmentation annuelle moyenne de 5,0 % ;
- La garantie de revenu aux personnes âgées augmente également et passe de 992 millions EUR en 2024 à 1.082 millions EUR en 2029, soit une augmentation annuelle moyenne de 1,8 % ;

7) SPF Santé publique : la diminution des crédits de liquidations entre 2024 et 2029 s'explique par la diminution à partir de 2025 des crédits prévus pour les achats de vaccins et médicaments (-129 millions EUR) et l'augmentation du crédit pour l'aide médicale urgente qui passe de 146 millions EUR en 2024 à 240 millions EUR à partir de 2025 ;

8) SPP Intégration sociale : la subvention aux CPAS pour le revenu d'intégration passe de 1.679 millions EUR en 2024 à 1.713 millions EUR en 2025 avant de s'établir à 1.851 millions EUR en 2028.

9) SPF Economie : il n'est plus prévu de crédits pour la concession des journaux et périodiques (146 millions EUR) ni de subventions Electrabel Doel 4 et Tihange 3 (61 millions EUR) après 2024. Le crédit pour le Backbone hydrogène passe de 3 millions EUR en 2024 et 2025 à 19 millions EUR en 2026 avant de s'établir à 151 millions EUR en 2029.

Les provisions se présentent globalement comme suit de 2024 à 2029 :

Tableau 82 : Aperçu des provisions 2024-2029 (à prix constants)

en millions EUR	Actu 24	Provisions 2025	Provisions 2026	Provisions 2027	Provisions 2028	Provisions 2029
		- Provisies 2025	- Provisies 2026	- Provisies 2027	- Provisies 2028	- Provisies 2029
Frais de justice et divers	114,1	101,4	129,7	157,4	125,4	95,4
Chèques repas	37,0	40,5	40,5	40,5	40,5	40,5
Impulsion projets violences intrafamiliales	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bien-être	0,0	70,3	141,5	215,6	292,2	371,9
Nouveaux contrats B-Post	83,8	83,8	83,8	83,8	83,8	83,8
Fedasil	137,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Provision interdépartementale	373,2	296,0	395,6	497,3	541,9	591,6
Renforcement Justice	0,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Provision politique nouvelle	0,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Provision indexation	390,1	390,1	390,1	390,1	390,1	390,1
Provision guerre Ukraine	1.700,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total provisions	2.463,4	687,0	786,6	888,3	932,9	982,6

Estimations pluriannuelles à prix courants

Les crédits des dépenses primaires (à prix courants) passent de 88.268 millions EUR (y compris reconstitution du fonds de garantie) en 2024 à 94.843 millions EUR en 2029, soit une croissance de 6.575 millions EUR. Hors reconstitution du Fonds de garantie, la croissance serait de 13.259 millions EUR.

Les charges d'intérêt du SPF Finances sont stables sur la période 2024-2029. En retirant les charges d'intérêts du SPF Finances et en prenant une estimation de sous-utilisation de 1.159 millions EUR à partir de 2025 (comme prévu pour à partir de 2025 au conclave budgétaire d'octobre 2023), les dépenses primaires (concept exposé général) passent de 86.934 millions EUR en 2024 à 93.560 millions EUR en 2029, soit une croissance de 6.626 millions EUR.

En y ajoutant les corrections SEC qui passent de respectivement -6.328 millions EUR en 2024 (diminution des dépenses primaires) à +505 millions EUR en 2029 (augmentation des dépenses primaires), les dépenses primaires (à prix courants) exprimées en SEC passent de 80.606 millions EUR en 2024 à 94.065 millions EUR en 2029, soit une croissance de 13.459 millions EUR.

Le tableau suivant reprend l'évolution des crédits de liquidation par départements estimés à prix courants, donc en ce compris l'indexation établie sur base du budget économique de février 2024.

Il s'agit d'une estimation pluriannuelle à prix courants. Le passage des prix constants aux prix courants est effectué selon une approche macro-économique basée sur l'évolution des paramètres d'indexation du budget économique du bureau fédéral du plan de février 2024 et en appliquant des coefficients d'indexation spécifique sur base de la nature économique des dépenses et non par un calcul détaillé par allocations de base. Les données à prix courants obtenues par cette approche ne préjugent en rien de décisions qui pourraient être prises ultérieurement.

À prix courants, hors reconstitution du fonds de garantie la croissance moyenne des crédits est estimée à 3,1 % sur la période 2024-2029.

Tableau 83 : Crédits de liquidation par département (2024-2029) à prix courants

(montants en millions EUR et évolution moyenne en %)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	évol moy 24/29
Crédits de liquidation	Actu	prix courants	prix courants	prix courants	prix courants	prix courants	prix courants
Départements							
Dotations	16.828	17.320	17.783	18.267	18.889	19.515	3,0
Chancellerie du Premier Ministre	233	273	286	251	245	249	1,7
Stratégie et Appui	641	498	391	263	248	240	-17,1
Organismes indépendants	41	41	42	43	43	44	1,7
Justice	2.689	2.734	2.787	2.876	2.911	2.953	1,9
Intérieur	2.387	2.359	2.386	2.407	2.443	2.477	0,7
Affaires étrangères et Coop. Développement	1.794	1.752	1.767	1.797	1.805	1.813	0,2
Défense nationale	5.078	5.994	6.707	7.286	7.663	7.786	9,1
Police fédérale et fonctionnement intégré	2.789	2.916	2.965	2.979	3.029	3.073	2,0
Finances	9.063	2.311	2.225	2.250	2.283	2.316	-14,8
Régie des Bâtiments	971	996	998	1.017	1.056	1.074	2,0
TOTAL CELLULE AUTORITÉ	42.513	37.195	38.338	39.434	40.615	41.539	-0,3
Emploi, Travail et Concertation sociale	282	285	288	290	294	298	1,1
Sécurité sociale	30.906	32.254	33.358	34.524	35.748	36.956	3,6
Santé publique, Sécurité de la Chaîne Alimentaire et Envir	1.106	1.060	1.066	1.073	1.080	1.086	-0,3
Intégration sociale	2.074	2.079	2.151	2.219	2.293	2.365	2,7
TOTAL CELLULE SOCIALE	34.368	35.678	36.863	38.106	39.413	40.705	3,4
Économie, PME, Classes moyennes et Énergie	778	519	502	529	577	582	-4,2
Mobilité et Transport	4.383	4.919	4.848	4.650	4.693	4.822	2,1
Politique scientifique	613	562	565	576	563	566	-1,5
TOTAL CELLULE ÉCONOMIQUE	5.775	6.000	5.914	5.755	5.833	5.971	0,7
Provision interdépartementale	373	297	401	509	563	624	12,6
Provision politique nouvelle	0	1	1	1	1	1	345,7
Provision indexation	390	390	390	390	390	390	0,0
Provision Ukraine	1.700	0	0	0	0	0	0,0
TOTAL PROVISIONS	2.463	688	792	900	954	1.015	-6,2
Crédits départementaux	85.118	79.560	81.907	84.195	86.816	89.231	1,0
Contribution RNB	3.150	4.789	5.336	5.426	5.519	5.613	13,7
Total crédits de liquidation	88.268	84.349	87.243	89.622	92.335	94.843	1,5
Fonds de garantie	6.684	0	0	0	0	0	
Hors Fonds de garantie	81.584	84.349	87.243	89.622	92.335	94.843	3,1

Corrections SEC :

Les corrections de passage vers les dépenses SEC permettent le passage entre les chiffres budgétaires et le solde de financement établi dans les comptes nationaux conformément à la nomenclature SEC.

Le tableau suivant donne un aperçu de ces corrections SEC pour la période 2024-2029.

Tableau 84 : Corrections SEC 2024-2029

Corrections de passage vers les dépenses SEC	2024	2025	2026	2027	2028	2029
	Mon. Mars 24					
	-	-	-	-	-	-
	Mon. Maart 24					
Contribution RNB à l'Union européenne	112					
Dépenses primaires budget de la Dette	66	55	54	56	56	56
Investissements Défense Nationale	631	-57	70	-118	307	564
Hélicoptères Police fédérale	-12	-2	14			
Compte de trésorerie Croix rouge (dépense)	9	9	9	9	9	9
Pécule de vacances	-18	0	0	0	0	0
Octrois de crédits et prises de participation (codes 8)	-188	-154	-69	-69	-69	-69
Amortissements de dettes (codes 9)	-49	-51	-52	-54	-55	-55
Reconstitution du Fonds de Garantie	-6.684	0	0	0	0	0
Intérêts condamnation textile chinois	92	0	0	0	0	0
Banques multilatérales de développement	-115					
Flexibilité Ukraine	-130					
Concession joumaux	-71					
Pro Deo	30	0	0	0	0	0
Totaux	-6.328	-201	26	-176	248	505

Les principaux éléments suivants peuvent être soulignés :

- Le budget de la Dette publique comprend des dépenses autres que des charges d'intérêt, qui ont un impact sur le solde SEC. Il s'agit des commissions sur les émissions d'emprunts publics, de la taxe annuelle sur les comptes titres et de la dotation à l'Agence de la Dette ;
- Une correction importante et récurrente concerne les investissements du département de la Défense pour lesquels le moment d'imputation en termes SEC (moment de la livraison du matériel) est différent de celui de l'imputation budgétaire. Cette correction peut donc varier de façon importante d'une année à l'autre en fonction du programme de livraison prévu pour le matériel militaire ;
- Dans le cadre de l'achat de deux hélicoptères Light Utility dont la livraison et donc l'impact SEC est prévue au plus tôt en 2026, un crédit de liquidation de 12,1 millions EUR est prévu au budget de la Police fédérale en 2024, de 1,8 millions EUR en 2025 et de 30 millions EUR en 2026. Vu que la livraison des hélicoptères est prévue en 2026, l'impact SEC est à prendre en compte en 2026. Une correction est dès lors apportée afin de diminuer les dépenses SEC (et donc avec un impact positif sur le solde SEC) de 12,1 millions EUR en 2024 et de 1,7 million EUR en 2025. Une correction venant augmenter les dépenses SEC de 13,8 millions EUR est apportée en contrepartie en 2026 ;
- Une correction de passage est apportée à la fois en recettes non-fiscales et en dépenses pour tenir compte du fait que le Fonds organique relatif à la Croix-Rouge a été remplacé par un compte de trésorerie ;
- Les octrois de crédits et les prises de participation (code 8), ainsi que les remboursements de dettes (code 9) n'ont pas d'incidence sur le solde de financement et sont donc neutralisés en SEC ;
- Pour ce qui concerne la nouvelle correction apportée pour les contributions aux banques de développement en 2024, ne disposant pas d'informations quant au lancement et aux

premiers paiements de nouveaux programmes pour les années 2025 à 2029, il n'a pas encore été tenu compte de corrections SEC dans ces estimations pluriannuelles ;

- Jusque 2024 y compris, les avocats pro déo sont rémunérés avec un certain décalage par rapport au moment de leurs prestations. À partir de 2025, il n'y a plus de décalage prévu entre le paiement et le moment de prestation.

6.1.2.5 De interestlasten 2025-2029

Tabel 85: De interestlasten voor 2024-2029

	2024 Mon. 03/24 -	2025 Mon. 03/24 -	2026 Mon. 03/24 -	2027 Mon. 03/24 -	2028 Mon. 03/24 -	2029 Mon. 03/24 -	'29 vs. '24 Différence -	
	Mon. 03/24	Verschil						
(en millions EUR sauf indication contraire)								(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
Charges d'intérêt (économiques)	9.877	10.924	12.060	13.474	14.869	16.558	6.681	Interestlasten (economisch)
Trésor	9.685	10.750	11.884	13.296	14.690	16.379	6.693	Schatkist
Intérêts en provenance des dépenses primaires	124	124	124	124	124	124	0	Uit primaire uitgaven overgehevde interesten
Organismes à consolider	68	51	52	54	55	55	-13	Te consolideren instellingen
	'29 vs. '24 Différence -	'25 vs. '24 Différence -	'26 vs. '25 Différence -	'27 vs. '26 Différence -	'28 vs. '27 Différence -	'29 vs. '28 Différence -	'29 vs. '24 Différence -	
	Verschil %	Verschil %	Verschil %	Verschil %	Verschil %	Verschil %	Verschil % p.an./ p.jr.	
Charges d'intérêt (économiques)	67,6	10,6	10,4	11,7	10,4	11,4	10,9	Interestlasten (economisch)
Trésor	69,1	11,0	10,6	11,9	10,5	11,5	11,1	Schatkist
Intérêts en provenance des dépenses primaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		Uit primaire uitgaven overgehevde interesten
Organismes à consolider	- 18,6	- 25,3	2,4	3,0	3,2	0,0	- 3,5	Te consolideren instellingen

De interestlasten geraamd door het Federaal Agentschap van de Schuld bedragen 10.750 miljoen EUR voor 2025. Dit is een stijging met 1.064 miljoen EUR of 11,0 % ten opzichte van 2024. Voor 2026 worden de interestlasten geraamd op 11.884 miljoen EUR (+10,6 % ten opzichte van 2025), voor 2027 op 13.296 miljoen EUR (+11,9 %), voor 2028 op 14.690 miljoen EUR (+10,5 %) en voor 2029 op 16.379 miljoen EUR (+11,5 %).

Daarmee zouden deze interestlasten 6.693 miljoen EUR of ongeveer 69 % hoger uitvallen in 2029 dan in 2024. Terwijl ze voor 2024 een 1,60 % van het bbp bedragen, evolueren ze naar 1,72 % in 2025 tot 2,32 % van het bbp in 2029. Deze evolutie is voor een groot gedeelte verbonden met de gehanteerde rentehypothesen en met de hypothesen voor de vorderingensaldi van entiteit I.

In de berekeningen wordt rekening gehouden met bruto-financieringsbehoeften van 48,4 miljard EUR voor 2025, ten opzichte van 51,7 miljard EUR voor 2024. Voor 2026 tot 2029 variëren de bruto-financieringsbehoeften tussen 55,7 miljard EUR en 69,1 miljard EUR.

De bruto-financieringsbehoeften gaan uit van het vorderingensaldo in procent van het bbp van de meerjarenraming van de initiële begroting, per hypothese aangevuld met een verslechtering van 0,2 % van het bbp voor 2029. De overgang van het vorderingensaldo naar het netto te financieren saldo wordt hieronder weergegeven:

Tabel 86: De overgang tussen vorderingensaldo en netto te financieren saldo 2025-2029

<i>en millions EUR</i>						
	<u>2024</u>	<u>2025</u>	<u>2026</u>	<u>2027</u>	<u>2028</u>	<u>2029</u>
PIB	605.569	624.406	644.626	664.193	685.321	706.476
Solde de financement de l'entité I %	2,90	3,50	4,10	4,40	4,70	4,90
<u>Solde de financement de l'entité I</u>	<u>17.562</u>	<u>21.854</u>	<u>26.430</u>	<u>29.224</u>	<u>32.210</u>	<u>34.617</u>
<u>Corrections de passage</u>	<u>2.634</u>	<u>905</u>	<u>519</u>	<u>-64</u>	<u>410</u>	<u>-422</u>
Intérêts courus vers intérêts échus	790	741	506	222	443	-172
Remboursement prêts (ONSS et Région wallonne)	-212	-62	-62	-62	-62	-62
Remboursements prêts Grèce	0	0	-97	-97	-97	-97
Primes d'émission cash	1.596	0	0	0	0	0
Impact des swaps	-52	-39	-44	-41	-42	-41
Coût BB	-39	13	-36	-13	-73	-142
Prime d'annulation de swap	100	100	100	100	100	100
Autres codes 8	452	152	152	-173	142	-8
SNF	<u>20.195</u>	<u>22.759</u>	<u>26.948</u>	<u>29.160</u>	<u>32.621</u>	<u>34.195</u>

De rentehypothesen zijn gebaseerd op de forward rates van 12/02/2024. Hieraan werd geen veiligheidsmarge toegevoegd. Volgende gemiddelde rentehypothesen werden gebruikt:

Tabel 87: De gemiddelde interesthypothesen voor 2024-2029 (in %)

	2024	+/-	2025	+/-	2026	+/-	2027	+/-	2028	+/-	2029	
	MON 3/24		MON 3/24		MON 3/24		MON 3/24		MON 3/24		MON 3/24	
4 maand	+3,14	-0,99	+2,15	-0,12	+2,03	+0,05	+2,08	+0,09	+2,18	+0,09	+2,27	4 mois
6 maand	+3,01	-0,88	+2,14	-0,10	+2,04	+0,06	+2,09	+0,09	+2,19	+0,09	+2,28	6 mois
12 maand	+2,77	-0,65	+2,12	-0,06	+2,05	+0,07	+2,13	+0,10	+2,22	+0,10	+2,32	12 mois
5 jaar	+2,53	+0,03	+2,56	+0,17	+2,73	+0,16	+2,89	+0,20	+3,09	+0,25	+3,34	5 ans
10 jaar	+2,90	+0,11	+3,01	+0,16	+3,17	+0,17	+3,33	+0,15	+3,48	+0,13	+3,61	10 ans
15 jaar	+3,20	+0,08	+3,27	+0,11	+3,38	+0,12	+3,50	+0,11	+3,61	+0,07	+3,68	15 ans
30/50 jaar	+3,14	-0,03	+3,11	-0,00	+3,11	-0,00	+3,11	-0,01	+3,10	-0,02	+3,07	30/50 ans

Onderstaande tabel toont de resultaten van een simulatie van een lineaire stijging van de rentecurve met 100 basispunten vanaf maart 2024. Voor 2024 zou dit een stijging van de rentelasten met 376 miljoen EUR tot gevolg hebben. Voor de jaren erna loopt dit sterk op. Voor de rentelasten van 2025 wordt het effect geraamd op 1.282 miljoen EUR; voor 2029 bedraagt het effect van de lineaire stijging 3.618 miljoen EUR.

Tabel 88: Effect lineaire stijging van de rentecurve met 100 basispunten vanaf maart 2024

Impact d'une augmentation des taux de 100 BP à partir de mars 2024	Millions EUR					
	<u>2024</u>	<u>2025</u>	<u>2026</u>	<u>2027</u>	<u>2028</u>	<u>2029</u>
Impact sur les intérêts de la dette émise à plus d'un an	149	652	1.141	1.654	2.188	2.731
Impact sur les intérêts de la dette émise à un an au plus	227	631	679	694	881	887
Impact sur les intérêts de la dette totale	376	1.282	1.820	2.348	3.069	3.618

Een tweede simulatie betreft de impact op de rentelasten van een wijziging van het vorderingensaldo met 1 miljard EUR, gefinancierd via extra uitgaven van leningen op 10 jaar. Het resultaat wordt in onderstaande tabel samengevat. Een toename van het tekort met 1 miljard EUR in 2026 bijvoorbeeld,

resulteert in een stijging van de raming van de rentelasten met 17 miljoen EUR in 2026 zelf en telkens 34 miljoen EUR in de daaropvolgende jaren.

Tabel 89: Effect wijziging van het vorderingensaldo met 1 miljard EUR

(millions EUR)	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Impact d'une augmentation du solde de financement de 1 mia. EUR en 2024	10	21	22	21	20	20
Impact d'une augmentation du solde de financement de 1 mia. EUR en 2025		15	31	31	31	31
Impact d'une augmentation du solde de financement de 1 mia. EUR en 2026			17	34	34	34
Impact d'une augmentation du solde de financement de 1 mia. EUR en 2027				18	37	37
Impact d'une augmentation du solde de financement de 1 mia. EUR en 2028					19	40
Impact d'une augmentation du solde de financement de 1 mia. EUR en 2029						20
total 2024 -2029	10	36	69	104	141	181

De interestlasten van de te consolideren instellingen zouden voor de periode 2025-2029 geleidelijk oplopen van 51 miljoen EUR voor 2025 naar 55 miljoen EUR voor 2029.

De vanuit de primaire uitgaven geherklasseerde interestuitgaven worden voor 2025-2029 geraamd op telkens 124 miljoen EUR.

De totale interestlasten op economische basis worden geraamd op:

- 10.924 miljoen EUR voor 2025 (+1.047 miljoen EUR of +10,6 % ten opzichte van 2024);
- 12.060 miljoen EUR voor 2026 (+1.135 miljoen EUR of +10,4 % ten opzichte van 2025);
- 13.474 miljoen EUR voor 2027 (+1.414 miljoen EUR, of +11,7 % ten opzichte van 2026);
- 14.869 miljoen EUR voor 2028 (+1.396 miljoen EUR, of +10,4 % ten opzichte van 2027);
- 16.558 miljoen EUR voor 2029 (+1.689 miljoen EUR, of +11,4 % ten opzichte van 2028).

6.1.2.6 Uitgaven vrijstellingen bedrijfsvoorheffing

Voor het vaststellen van de fiscale ontvangsten in ESR-termen worden de vrijstellingen van doorstorting van bedrijfsvoorheffing niet in rekening gebracht. Deze worden immers als een uitgave beschouwd.

De vrijstellingen van doorstorting van bedrijfsvoorheffing worden voor 2024 geraamd op 4.611 miljoen EUR en nemen in de daaropvolgende jaren toe tot 5.545 miljoen EUR in 2029. Dit is een stijging met 935 miljoen EUR tussen 2024 en 2029, hetzij een gemiddelde toename van 3,8 % per jaar.

De volgende tabel geeft een overzicht.

Tabel 90: Uitgaven vrijstelling bedrijfsvoorheffing

En millions EUR	2024	2025	2026	2027	2028	2029	'29 vs. '24
	Mon. 03/24	Différence					
	-	-	-	-	-	-	-
	Mon. 03/24	Vershil					
Dispenses de PrP à leg courante	4.611	4.795	4.979	5.157	5.350	5.545	935
AIP	270	280	289	298	307	316	46
R&D	1.582	1.650	1.718	1.780	1.847	1.915	333
Sport	150	157	163	169	176	182	32
Overtime	219	217	215	223	231	240	20
Night+Shift à leg courante	2.245	2.341	2.437	2.525	2.621	2.717	473
Marine	103	107	112	116	120	124	22
Starters+Zone	29	30	31	32	33	35	6
Formation	13	14	14	15	15	16	3

6.1.2.7 Solde des organismes à consolider avec le pouvoir fédéral (2025-2029)

Le tableau suivant affiche l'estimation des soldes 2024 à 2029 pour l'ensemble des organismes à consolider avec le pouvoir fédéral. L'estimation se base sur les données budgétaires les plus récentes dont dispose le SPF BOSA introduites dans eBMC dans le cadre du budget initial 2024. L'ONDRAF n'ayant pas reçu l'autorisation d'avoir un solde SEC négatif pour les années 2025 à 2029, le solde SEC de l'ONDRAF a par hypothèse été mis à 0 après 2024.

Tableau 91 : Soldes des organismes à consolider, en millions EUR (2024-2029)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	'29 vs. '24	
	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Différence	
	-	-	-	-	-	-	-	
	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Vershil	
(en millions EUR sauf indication contraire)								(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
Solde hors opérations financières	930	633	552	577	587	587	-343	Saldo buiten financiële verrichtingen
Sous-utilisation	143	137	137	137	137	137	-6	Onderbenutting
Solde SEC	1.073	770	689	714	724	724	-349	ESR-saldo
Charges d'intérêt	68	51	52	54	55	55	-13	Interestlasten
Solde primaire SEC	1.141	821	742	768	780	780	-362	Primair ESR-saldo

Pour l'année 2025, le solde SEC prévu des organismes à consolider est attendu en diminution de 303 millions EUR par rapport à 2024 pour s'établir à +770 millions EUR en 2025 et reste ensuite assez stable jusqu'en 2029. L'hypothèse de sous-utilisation retenue à partir de 2025 est de 137 millions EUR contre 143 millions EUR en 2024 comme prévu dans les notifications du conclave budgétaire relatif au budget initial 2024.

Les évolutions entre 2024 et les estimations 2025 à 2029 sont principalement localisées au niveau de la CREG et d'Infrabel :

- Pour ce qui concerne la CREG, la diminution du solde SEC entre 2024 et les années suivantes (-431,5 entre 2024 et 2025) s'explique principalement par la diminution des versements du SPF Finances (-403 millions EUR entre 2024 et 2025) ;

- Pour ce qui concerne Infrabel, le solde SEC redevient positif à partir de 2025 (+106 millions EUR entre 2024 et 2025).

Le tableau ci-dessous reprend le solde SEC par organisme pour les années 2024 à 2029.

Tableau 92 : Solde SEC par organisme (2024-2029)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029
	Mon. Mars 24					
	-	-	-	-	-	-
	Mon. Maart 24					
<i>en millions EUR</i>						
Organismes administratifs publics à gestion ministérielle						
Régie des Bâtiments	13,9	15,0	12,6	12,9	6,4	6,4
Bureau fédéral du Plan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire	0,5	0,8	0,1	0,0	0,0	0,0
Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Agence fédérale des Médicaments et des Produits de Santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Agence fédérale de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes administratifs publics à gestion autonome						
War Heritage Institute	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Orchestre national de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Théâtre royal de la monnaie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institut géographique national	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institut pour l'égalité des femmes et des hommes	0,0	-11,2	-11,2	-11,2	-11,2	-11,2
Agence fédérale de contrôle nucléaire	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Credendo	0,1	-1,7	-0,7	7,3	6,4	6,4
Services administratifs à comptabilité autonome						
Bibliothèque royale Albert I	-1,1	-1,7	-1,3	-0,5	-0,1	-0,1
Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les provinces	-0,8	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Observatoire royal de Belgique	-0,1	-0,2	-0,6	-0,1	-0,4	-0,4
Institut royal météorologique de Belgique	-2,0	-2,0	-2,0	-2,0	-2,0	-2,0
Institut d'aéronomie spatiale de Belgique	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institut royal des sciences naturelles de Belgique	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Musée royal de l'Afrique centrale	-2,2	-2,4	-1,1	-1,6	-1,7	-1,7
Musées royaux d'art et d'histoire	-1,0	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique	-0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institut royal du patrimoine artistique	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Service d'information scientifique et technique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institut national de Criminalistique et Criminologie	-3,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BELNET	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Résidence Palace/Centre international de presse	-0,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
SGS pour la gestion des cartes d'identité et du Registre national	-0,7	6,6	3,2	2,3	2,0	2,0
Affaires consulaires	0,6	1,4	1,8	1,4	1,8	1,8
Palais d'Egmont	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fedorest	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Service de restauration et d'hôtellerie de la Défense	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Service central de traduction allemande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secrétariat Polaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Commissariat général belge pour les expositions internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autorité des données de soins de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autorité nationale de la sécurité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autorité nationale de sécurité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
	Mon. Mars 24	Mon. Mars 24	Mon. Mars 24	Mon. Mars 24	Mon. Mars 24	Mon. Mars 24	
	-	-	-	-	-	-	
	Mon. Maart 24	Mon. Maart 24	Mon. Maart 24	Mon. Maart 24	Mon. Maart 24	Mon. Maart 24	
<i>en millions EUR</i>							<i>in miljoen EUR</i>
Organismes assimilés							Gelijkgestelde instellingen
Autorité belge de la concurrence	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	Belgische mededingingsautoriteit
Institut belge des services postaux et des télécommunications	-0,5	17,5	16,9	16,3	15,6	15,6	Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie
Centre d'études de l'énergie nucléaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Studiecentrum voor Kernenergie
Institut des comptes nationaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Instituut voor de Nationale Rekeningen
Cinémathèque royale de Belgique	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	Koninklijk Filmarchief van België
Institution royale Messines	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Koninklijk Gesticht van Mesen
Agence du commerce extérieur	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Agentschap voor Buitenlandse Handel
Institut de formation judiciaire	-0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Instituut voor gerechtelijke opleiding
Conseil national du travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Nationale Arbeidsraad
Conseil central de l'économie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Centrale Raad voor het Bedrijfsleven
Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
Fonds d'aide médicale urgente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Fonds voor Dringende Geneeskundige Hulpverlening
Palais des Beaux-Arts	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Paleis voor Schone Kunsten
Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz	440,3	8,8	-13,0	-16,4	-18,0	-18,0	Commissie voor Regulering van de Elektriciteit en Gas
SFPIM Real Estate	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	SFPIM Real Estate
Unia	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Unia
Myria	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Myria
ASBL Egov	0,6	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	VZW Egov
ASBL Fonds social chauffage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	VZW Sociaal Verwarmingsfonds
Commission normes comptables	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	Commissie boekhoudkundige normen
EIG EURIDICE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	EIG EURIDICE
ONDRAF	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	NIRAS
Patrimoine de l'École royale militaire	-0,5	-0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Vermogen van de Koninklijke Militaire School
Apetra (ASEVA)	90,3	66,9	63,2	59,6	54,5	54,5	Apetra (ASEVA)
Astrid	0,0	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	Astrid
Belgoprocess	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Belgoprocess
SA Certi-fed	0,1	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2	NV Certi-fed
ENABEL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ENABEL
Palais des Congrès	-4,3	-4,9	-4,9	-4,9	-4,9	-4,9	Congrespaleis
Société belge d'investissement international	1,7	2,1	2,7	3,1	3,4	3,4	Belgische Maatschappij voor Internationale Investerings
Société belge d'investissement pour les pays en développement	16,2	40,7	48,8	56,4	57,0	57,0	Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden
Société fédérale de participations et d'investissement	375,6	389,9	382,2	384,4	380,6	380,6	Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij
SA Zephir-Fin	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	NV Zephir-Fin
Service médiation consommateur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Consumentenombudsdiens
Service médiation énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Ombudsdiens voor energie
Dexia Holding	9,0	6,4	6,7	6,8	6,9	6,9	Dexia Holding
SCIENSANO	-1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	SCIENSANO
Commission des provisions nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Commissie voor nucleaire voorzieningen
INFRABEL & SPV	-14,1	91,9	42,5	59,8	87,6	87,6	INFRABEL & SPV
TUC RAIL	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	TUC RAIL
Woodprotect	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	Woodprotect
Myrrha	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Myrrha
Relaunch for the Future	7,5	3,6	1,3	-1,7	-2,2	-2,2	Relaunch for the Future
Cellule de traitement des informations financières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	Cel voor Financiële Informatieverwerking
Solde hors opérations financières	930,3	633,1	552,5	577,4	587,3	587,3	Saldo buiten financiële verrichtingen
Sous-utilisation	143,0	137,0	137,0	137,0	137,0	137,0	Onderbenutting
Solde SEC	1.073,3	770,1	689,5	714,4	724,3	724,3	ESR-saldo
Charges d'intérêt	68,0	50,8	52,0	53,6	55,3	55,3	Interestlasten
Solde primaire SEC	1.141,3	820,9	741,6	768,0	779,6	779,6	Primair ESR-saldo

Enfin, le tableau suivant reprend une synthèse des recettes et des dépenses attendues des organismes pour les années budgétaires 2024 à 2029.

Tableau 93 : Synthèse des recettes et des dépenses (2024-2029)

Recettes	2024	2025	2026	2027	2028	2029
	Mon. Mars 24					
	-	-	-	-	-	-
	Mon. Maart 24					
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes courantes pour biens et services	2.282,1	2.414,3	2.381,9	2.268,5	2.344,3	2.344,3
Revenus de la propriété	701,8	711,0	670,1	670,6	671,9	671,9
Recettes fiscales	401,0	388,9	388,7	389,7	386,7	386,7
Transferts en provenance d'autres secteurs	145,8	90,3	87,5	84,0	84,3	84,3
Transferts à l'intérieur du groupe institutionnel	5.499,3	5.134,5	5.102,3	5.042,8	5.079,9	5.079,9
Transferts en provenance de la sécurité sociale	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7
Transferts en provenance des pouvoirs locaux	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Transferts en provenance d'autres groupes institutionnels	24,6	30,5	10,1	9,7	9,7	9,7
Désinvestissements	16,6	37,0	10,5	5,9	5,9	5,9
Total hors opérations financières	9.075,0	8.810,2	8.654,8	8.475,0	8.586,6	8.586,6
Remboursements de crédits et liquidations de participations	117,9	126,8	143,2	157,2	177,3	177,3
Opérations financières relatives à la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des recettes des organismes	9.192,8	8.937,1	8.798,0	8.632,2	8.763,8	8.763,8
Dépenses						
Divers	152,0	114,8	97,7	93,2	93,2	93,2
Salaires et charges sociales	2.373,5	2.363,5	2.380,4	2.401,0	2.425,1	2.425,1
Dépenses courantes pour biens et services	2.983,7	3.125,9	3.095,5	2.990,5	3.039,1	3.039,1
Charges d'intérêt	68,0	50,8	52,0	53,6	55,3	55,3
Transferts à d'autres secteurs	928,6	1.068,4	1.079,3	1.092,6	1.097,3	1.097,3
Transferts à l'intérieur du groupe institutionnel	95,1	76,5	76,5	76,5	76,5	76,5
Transferts aux administrations de sécurité sociale	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Transferts aux pouvoirs locaux	194,4	141,4	143,6	145,8	148,1	148,1
Transferts vers d'autres groupes institutionnels	59,8	20,2	20,2	20,1	20,1	20,1
Investissements	1.288,9	1.215,2	1.156,6	1.023,7	1.044,0	1.044,0
Total hors opérations financières	8.144,7	8.177,2	8.102,3	7.897,6	7.999,3	7.999,3
Octroi de crédits et prises de participations	252,5	273,7	283,5	287,6	291,1	291,1
Opérations financières relatives à la dette	15,0	16,7	14,3	14,6	8,1	8,1
Total des dépenses des organismes	8.412,1	8.467,5	8.400,1	8.199,8	8.298,4	8.298,4
Solde des recettes et des dépenses des organismes	780,7	469,6	397,9	432,4	465,5	465,5
Solde hors opérations financières	930,3	633,1	552,5	577,4	587,3	587,3
Sous-utilisation	143,0	137,0	137,0	137,0	137,0	137,0
Solde SEC	1.073,3	770,1	689,5	714,4	724,3	724,3
Charges d'intérêt	68,0	50,8	52,0	53,6	55,3	55,3
Solde primaire SEC	1.141,3	820,9	741,6	768,0	779,6	779,6

6.1.2.8 Onverdeelde overgangscorrecties

De onverdeelde overgangscorrecties fluctueren onregelmatig over de periode 2024-2028 en bedragen respectievelijk -260 miljoen EUR, -78 miljoen EUR, 4 miljoen EUR, -25 miljoen EUR en -1 miljoen EUR.

Ze hebben enkel betrekking op Europese fondsen. Uitgaven die gebeuren met Europese middelen dienen ESR-matig steeds in evenwicht gebracht te worden via een correctie aan ontvangstenzijde.

6.2 Sécurité sociale

6.2.1 Remarques préalables

Cette section vise à adapter les données budgétaires de la sécurité sociale pour les années 2025 à 2029.

Les données chiffrées du régime des salariés proviennent du 75^{ème} rapport au Gouvernement du Comité de Gestion de la Sécurité Sociale, et ont été retravaillées dans des tableaux préparés par le SPF Sécurité sociale.

Les données chiffrées du régime des indépendants proviennent du Comité général de Gestion de l'INASTI-Gestion globale du 29 février 2024, et ont été retravaillées dans des tableaux préparés par le SPF Sécurité sociale.

Pour l'année 2024, les dotations d'équilibre ont été maintenues au niveau du budget initial 2024. Étant donné l'actualisation des données budgétaires pour 2024, les dotations d'équilibre devraient être revues à la baisse de 508 millions EUR pour l'ONSS-Gestion globale et de 278 millions EUR pour l'INASTI-Gestion globale, de manière à ce que le solde des comptes budgétaires des Gestion globales respectives soit nul (y compris les opérations de capital) sans tenir compte des trop-perçus de 2023 (dotation d'équilibre et financement alternatif, plus précisément §1 quater).

Dans le cadre de ce rapport, pour les années 2025 à 2029, le montant de la dotation d'équilibre de l'année N+1 est fixé à titre provisoire au montant de l'année N indexé avec l'indice santé de l'année N+1. Notons que, dans les données communiquées par le SPF Sécurité Sociale, le montant de la dotation d'équilibre de l'année N+1 est fixé, à partir de 2026, à titre provisoire en utilisant le montant nécessaire à l'équilibre budgétaire de l'année N indexé avec l'indice santé de l'année N+1.

Pour le financement alternatif, le SPF Finances a transmis des chiffres actualisés pour la TVA et le précompte mobilier qui ont été calculés conformément à la loi du 18 avril 2017 portant réforme du financement de la sécurité sociale pour la période 2024-2029.

S'agissant des frais de gestion, un exercice a été réalisé afin de faire correspondre les montants repris dans ce rapport avec le budget normé adapté communiqué par le SPF BOSA aux IPSS. À cette fin, une correction technique globale a été intégrée.

Concernant les enveloppes bien-être, les montants 2024 ont été intégrés dans les dépenses de prestation des institutions sur base des décisions du gouvernement. Pour 2025 à 2029, un montant théorique calculé par le Bureau fédéral du Plan se retrouve sur une ligne spécifique dans les tableaux sans répartition entre les différentes rubriques de prestation des institutions.

6.2.2 Solde de la sécurité sociale

Le tableau présenté ci-dessous regroupe les données budgétaires du régime des travailleurs salariés, du régime des travailleurs indépendants, des soins de santé, des régimes hors gestion globale et des pensions publiques ainsi que des corrections techniques.

Tableau 94 : Ensemble des régimes de la sécurité sociale (2024-2029)

	En millions EUR							
	In miljoen EUR							
	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Différence	
	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	Verschil (6) vs. (1)	
Cotisations (en termes SEC)	80 967	84 403	87 235	90 135	93 180	96 227	15 260	Bijdragen (ESR-terminen)
Subventions des pouvoirs publics	28 395	29 171	29 960	30 834	31 768	32 696	4 301	Toelagen van de overheden
Financement alternatif	23 316	24 324	25 172	26 210	27 332	28 529	5 213	Alternatieve financiering
Recettes affectées	3 381	3 531	3 668	3 808	3 955	4 106	725	Toegewezen ontvangsten
Transferts externes	443	425	428	430	433	435	-7	Externe overdrachten
Revenus de placements	210	196	231	273	273	279	69	Opbrengsten beleggingen
Divers	2 882	2 992	3 140	3 295	3 452	3 609	727	Diversen
Fraude sociale	5	0	0	0	0	0	-5	Sociale fraude
Recettes totales (transferts entre les régimes exclus)	139 600	145 042	149 834	154 986	160 393	165 881	26 281	Totaal ontvangsten (exclusief overdrachten tussen de stelsels)
Prestations	126 939	132 336	138 433	143 912	149 919	155 707	28 768	Prestaties
Enveloppe bien-être	0	516	1 061	1 625	2 219	2 835	2 835	Welvaartsenveloppe
Frais de paiements	3	3	3	3	3	3	0	Betalingskosten
Frais de gestion	2 818	2 951	3 082	3 231	3 392	3 550	732	Beheerskosten
Transferts externes	7 389	7 537	7 737	7 959	8 234	8 520	1 132	Externe overdrachten
Charges d'intérêt	16	16	15	15	15	15	-2	Interestlasten
Divers	2 469	1 917	2 061	2 061	2 112	2 209	-260	Diversen
Dépenses totales (transferts entre les régimes exclus)	139 634	145 275	152 303	158 807	165 894	172 838	33 204	Totaal uitgaven (exclusief overdrachten tussen de stelsels)
Solde budgétaire de la sécurité sociale	-34	-233	-2 469	-3 821	-5 501	-6 957	-6 923	Begrotingssaldo sociale zekerheid
Corrections techniques/SEC	624	594	562	521	520	516	-108	Technische/ESR-correcties
Solde de financement de la sécurité sociale	590	361	-1 907	-3 300	-4 981	-6 441	-7 031	Vorderingensaldo sociale zekerheid

	In %						
	En %						
	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	
	Différence 2024/2023	Différence 2025/2024	Différence 2026/2025	Différence 2027/2026	Différence 2028/2027	Différence 2029/2028	
Cotisations (en termes SEC)	5,6	4,2	3,4	3,3	3,4	3,3	Bijdragen (ESR-terminen)
Subventions des pouvoirs publics	7,2	2,7	2,7	2,9	3,0	2,9	Toelagen van de overheden
Financement alternatif	3,4	4,3	3,5	4,1	4,3	4,4	Alternatieve financiering
Recettes affectées	5,0	4,4	3,9	3,8	3,9	3,8	Toegewezen ontvangsten
Transferts externes	2,5	-3,9	0,6	0,6	0,6	0,5	Externe overdrachten
Revenus de placements	544,1	-6,5	17,8	18,4	0,0	2,0	Opbrengsten beleggingen
Divers	13,4	3,8	4,9	4,9	4,7	4,6	Diversen
Fraude sociale	100,0	-100	0	0	0	0	Sociale fraude
Recettes totales (transferts entre les régimes exclus)	5,9	3,9	3,3	3,4	3,5	3,4	Totaal ontvangsten (exclusief overdrachten tussen de stelsels)
Prestations	7,0	4,3	4,6	4,0	4,2	3,9	Prestaties
Enveloppe bien-être				53,1	36,6	27,7	Welvaartsenveloppe
Frais de paiements	14,8	0	0	0	0	0	Betalingskosten
Frais de gestion	5,8	4,7	4,4	4,8	5,0	4,7	Beheerskosten
Transferts externes	-0,4	2,0	2,7	2,9	3,4	3,5	Externe overdrachten
Charges d'intérêt	-13,6	-4,4	-1,1	-1,3	-1,3	-2,6	Interestlasten
Divers	3,1	-22,4	2,8	4,5	2,5	4,6	Diversen
Dépenses totales (transferts entre les régimes exclus)	6,5	4,0	4,8	4,3	4,5	4,2	Totaal uitgaven (exclusief overdrachten tussen de stelsels)
Solde budgétaire de la sécurité sociale	104,8	-583,1	-959,6	-54,7	-44,0	-26,5	Begrotingssaldo sociale zekerheid
Corrections techniques	-6,9	4,9	5,3	7,3	0,2	0,7	Technische correcties
Solde de financement de la sécurité sociale	54,4	38,9	628,8	-73,0	-50,9	-29,3	Vorderingensaldo sociale zekerheid

Le solde de financement de la sécurité sociale atteint 590 millions EUR en 2024. Le total des corrections techniques est de 624 millions EUR pour l'année 2024. Entre 2024 et 2029, le solde de financement de la sécurité sociale se détériore de 7.031 millions EUR. Cette détérioration ne peut pas

être considérée comme définitive étant donné le caractère provisoire des dotations d'équilibre pour la période 2025-2029. Cependant, elle indique l'évolution du solde avec une dotation d'équilibre gelée au niveau du budget initial 2024 (sauf indexation) et permet donc d'illustrer l'évolution sous-jacente des différents régimes.

Pour 2024, la sous-utilisation des IPSS pour un montant de 213 millions EUR apparaît dans le poste « Corrections techniques ». Entre 2025 et 2029, le montant de la sous-utilisation des IPSS est de 204 millions EUR.

Une correction SEC a été intégrée afin de neutraliser l'impact SEC des moins-values enregistrées par l'ONSS.

Tableau 95 : Détail des corrections relatives aux moins-values

<i>En millions EUR</i>	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Total	94,5	74,5	44,5	4,5	4,5	0

Une correction technique a également été intégrée pour la période 2024-2029 afin de consolider les montants des frais de gestion.

Tableau 96 : Détail des corrections relatives aux frais de gestion des IPSS

<i>En millions EUR</i>	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Total	43,1	43,9	44,7	45,5	46,3	47,1

Enfin pour la période 2024 à 2029, une correction de 250 millions EUR a été apportée, visant à intégrer des différences méthodologiques liées à l'enregistrement des données en termes budgétaires et SEC.

6.2.3 Régime des travailleurs salariés

Tableau 97 : Régime des travailleurs salariés (2024-2029)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	'29 vs. '24	
	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Différence	
	-	-	-	-	-	-	-	
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Vershil	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
Cotisations	66.232	68.990	71.278	73.643	76.125	78.670	12.437	Bijdragen
Gestion globale	66.149	68.907	71.194	73.559	76.041	78.584	12.435	Globaal beheer
Cotisations sociales	62.791	65.433	67.601	69.861	72.225	74.652	11.862	Sociale bijdragen
Mesures de gouvernement et majoration et intérêts de retard	328	347	366	369	373	377	49	Regeringsmaatregelen en opslagen en verwijlinteressen
Cotisations spécifiques	3.030	3.127	3.227	3.328	3.442	3.555	524	Specifieke bijdragen
Cotisations des organismes	83	83	84	84	85	85	2	Bijdragen instellingen
Subventions des pouvoirs publics	10.492	10.552	10.681	10.835	11.024	11.226	734	Toelagen van de overheden
ONSS-Gestion globale	2.756	2.809	2.854	2.905	2.957	3.010	254	RSZ-Globaal beheer
Dotation équilibre	7.143	7.277	7.409	7.542	7.677	7.815	672	Evenwichtsdotatie
Entités fédérées	593	467	418	388	390	401	-192	Gefedereerde entiteiten
Secteurs	0	0	0	0	0	0	0	Sectoren
Financement alternatif	19.932	20.813	21.548	22.455	23.436	24.482	4.549	Alternatieve financiering
Gestion globale	19.932	20.813	21.548	22.455	23.436	24.482	4.549	Globaal beheer
dont INAMI-Soins de santé	6.749	7.228	7.466	7.919	8.407	8.937	2.188	waarvan RIZIV-Geneeskundige verzorging
Recettes affectées	1.792	1.868	1.924	1.979	2.036	2.094	302	Toegewezen ontvangsten
Transferts externes	509	508	515	519	522	523	14	Externe overdrachten
Produit des placements	119	115	146	189	190	197	78	Opbrengsten beleggingen
Gestion globale	119	115	146	189	190	197	78	Globaal beheer
Divers	198	179	180	180	180	180	-18	Diversen
Organismes	198	179	180	180	180	180	-18	Instellingen
Total des recettes	99.280	103.025	106.271	109.800	113.513	117.371	18.091	Totaal ontvangsten
Prestations	60.480	63.261	67.118	70.340	73.918	77.325	16.845	Uitkeringen
Enveloppe bien-être	0	454	933	1.426	1.942	2.475	2.475	Welvaartsenveloppe
INAMI-Indemnités	13.300	14.225	15.143	15.916	16.792	17.659	4.359	RIZIV-Uitkeringen
SFP	40.391	41.633	43.916	45.862	48.071	50.191	9.800	FPD
Fedris-AT	323	328	333	337	342	346	23	Fedris-AO
Fedris-MP	208	203	200	197	193	189	-19	Fedris-BZ
ONEm	6.250	6.409	6.585	6.595	6.570	6.456	207	RVA
Interruption de carrière	562	565	552	535	521	515	-48	Loopbaanonderbreking
Chômage	5.477	5.670	5.863	5.917	5.921	5.830	353	Werloosheid
Chômage avec complément d'entreprise	210	175	170	143	128	112	-98	Werloosheid met bedrijfsstoelag
Mineurs	0	0	0	0	0	0	0	Mijnwerkers
Marins	8	8	8	8	8	8	1	Zeelieden
Frais de paiement	2	2	2	2	2	2	0	Betalingskosten
Frais de gestion	1.421	1.473	1.514	1.568	1.625	1.677	256	Beheerskosten
Gestion globale	253	270	273	279	285	290	37	Globaal beheer
Organismes	1.168	1.204	1.241	1.289	1.340	1.387	219	Instellingen
Transferts	36.557	38.462	39.946	41.439	43.036	44.695	8.138	Overdrachten
Pouvoir fédéral	3.280	3.308	3.371	3.439	3.539	3.615	335	Federale overheid
Entités fédérées	584	457	408	378	379	390	-194	Gefedereerde entiteiten
INAMI-Soins de santé	32.693	34.697	36.168	37.623	39.118	40.690	7.997	RIZIV-Geneeskundige verzorging
Intérêts sur emprunts	11	10	10	10	10	10	-1	Interessen op leningen
Divers	808	212	200	203	206	210	-598	Diversen
Total des dépenses	99.278	103.421	108.790	113.562	118.798	123.918	24.640	Totaal uitgaven
Solde	2	-396	-2.519	-3.762	-5.284	-6.548	-6.549	Saldo

	'29 vs. '24 Différence - Verschil %	'25 vs. '24 Différence - Verschil %	'26 vs. '25 Différence - Verschil %	'27 vs. '26 Différence - Verschil %	'28 vs. '27 Différence - Verschil %	'29 vs. '28 Différence - Verschil %	'29 vs. '24 Différence - Verschil % p.an./ p.jr.	
Cotisations	18,8	4,2	3,3	3,3	3,4	3,3	3,5	Bijdragen
Gestion globale	18,8	4,2	3,3	3,3	3,4	3,3	3,5	Globaal beheer
Cotisations sociales	18,9	4,2	3,3	3,3	3,4	3,4	3,5	Sociale bijdragen
Mesures de gouvernement et majoration et intérêts de retard	15,0	5,7	5,4	1,0	1,1	1,1	2,8	Regeringsmaatregelen en opslagen en verwijlijnteresten
Cotisations spécifiques	17,3	3,2	3,2	3,1	3,4	3,3	3,2	Specifieke bijdragen
Cotisations des organismes	2,6	0,2	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	Bijdragen instellingen
Subventions des pouvoirs publics	7,0	0,6	1,2	1,4	1,7	1,8	1,4	Toelagen van de overheden
ONSS-Gestion globale	9,2	1,9	1,6	1,8	1,8	1,8	1,8	RSZ-Globaal beheer
Dotation équilibre	9,4	1,9	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	Evenwichtsdotatie
Entités fédérées	- 32,4	- 21,4	- 10,4	- 7,2	0,4	2,9	- 5,8	Gefedereerde entiteiten
Secteurs	180,5	180,5	0,0	0,0	0,0	0,0	22,9	Sectoren
Financement alternatif	22,8	4,4	3,5	4,2	4,4	4,5	4,2	Alternatieve financiering
Gestion globale	22,8	4,4	3,5	4,2	4,4	4,5	4,2	Globaal beheer
dont INAMI-Soins de santé	32,4	7,1	3,3	6,1	6,2	6,3	5,8	waarvan RIZIV-Geneseskundige verzorging
Recettes affectées	16,8	4,3	3,0	2,8	2,9	2,8	3,2	Toegewezen ontvangsten
Transferts externes	2,8	- 0,2	1,4	0,8	0,6	0,2	0,6	Externe overdrachten
Produit des placements	65,2	- 3,5	27,4	29,1	0,3	3,7	10,6	Opbrengsten beleggingen
Gestion globale	65,2	- 3,5	27,4	29,1	0,3	3,7	10,6	Globaal beheer
Divers	- 9,1	- 9,6	0,2	0,2	0,2	0,1	- 1,7	Diversen
Organismes	- 9,1	- 9,6	0,2	0,2	0,2	0,1	- 1,7	Instellingen
Total des recettes	18,2	3,8	3,2	3,3	3,4	3,4	3,4	Totaal ontvangsten
Prestations	27,9	4,6	6,1	4,8	5,1	4,6	5,0	Uitkeringen
Enveloppe bien-être			105,6	52,8	36,2	27,4		Welvaartsenveloppe
INAMI-Indemnités	32,8	7,0	6,4	5,1	5,5	5,2	5,8	RIZIV-Uitkeringen
SFP	24,3	3,1	5,5	4,4	4,8	4,4	4,4	FPD
Fedris-AT	7,1	1,5	1,5	1,3	1,4	1,3	1,4	Fedris-AO
Fedris-MP	- 9,3	- 2,4	- 1,5	- 1,9	- 1,7	- 2,1	- 1,8	Fedris-BZ
ONEm	3,3	2,6	2,7	0,2	- 0,4	- 1,7	0,7	RVA
Interruption de carrière	- 8,5	0,5	- 2,3	- 3,1	- 2,7	- 1,2	- 1,6	Loopbaanonderbreking
Chômage	6,4	3,5	3,4	0,9	0,1	- 1,5	1,3	Werkloosheid
Chômage avec complément d'entreprise	- 46,8	- 16,7	- 3,0	- 15,9	- 10,3	- 12,8	- 8,0	Werkloosheid met bedrijfsstoelag
Mineurs	- 56,6	- 11,4	- 11,2	- 22,5	1,9	- 30,2	- 9,4	Mijnwerkers
Marins	10,2	3,2	1,9	1,6	1,6	1,6	2,0	Zeelieden
Frais de paiement	0,0	Betalingskosten						
Frais de gestion	18,0	3,7	2,7	3,6	3,6	3,2	3,4	Behoerskosten
Gestion globale	14,8	6,8	1,2	2,2	2,2	1,6	2,8	Globaal beheer
Organismes	18,7	3,0	3,1	3,9	3,9	3,5	3,5	Instellingen
Transferts	22,3	5,2	3,9	3,7	3,9	3,9	4,1	Overdrachten
Pouvoir fédéral	10,2	0,9	1,9	2,0	2,9	2,1	2,0	Federale overheid
Entités fédérées	- 33,2	- 21,8	- 10,7	- 7,5	0,3	2,9	- 5,9	Gefedereerde entiteiten
INAMI-Soins de santé	24,5	6,1	4,2	4,0	4,0	4,0	4,5	RIZIV-Geneseskundige verzorging
Intérêts sur emprunts	- 5,2	- 3,8	0,3	0,0	- 1,0	- 0,8	- 1,0	Interesten op leningen
Divers	- 74,0	- 73,7	- 5,8	1,6	1,7	1,7	- 11,7	Diversen
Total des dépenses	24,8	4,2	5,2	4,4	4,6	4,3	4,5	Totaal uitgaven
Solde	-357 908,3	-21 720,1	- 536,7	- 49,4	- 40,5	- 23,9	- 413,8	Saldo

Le tableau ci-dessous permet de faire le lien entre le solde présenté dans le 75^{ème} rapport au Gouvernement du CGSS pour les années 2024 à 2029 et celui présenté dans le présent rapport.

Tableau 98 : Concordance des soldes avec le 75^{ème} rapport au gouvernement du CGSS

en milliers EUR	2024				2025				2026				
	colonne soins de santé	colonnes autres branches	colonne ONSS-GG	Non reparti (fraude sociale)	Total	colonne soins de santé	colonnes autres branches	colonne ONSS-GG	Total	colonne soins de santé	colonnes autres branches	colonne ONSS-GG	Total
CGSS 08/03/2024	0	-500	564.333	5.400	569.233	0	-500	-395.506	-396.006	0	-500	-2.057.597	-2.058.097
Solde comptes courants													
(1) Frais d'administrations INAMI-Indemnités			402		402			376	376			382	382
(2) Financement alternatif - \$1 quarter								-1.106	-1.106			-1.129	-1.129
(3) Financement alternatif - PM												4.807	4.807
(4) Transferts vers l'INAMI (\$1 quarter)								1.106	1.106			1.129	1.129
(5) Revenus placements - FEDRIS - MP													
(6) Dotation d'équilibre												-382	-382
(7) Remboursements trop-perçu 2023 :													
Dotation d'équilibre 2023			-174.577		-174.577								
FA \$1quarter 2023			-393.229		-393.229								
arrondi					0				0			-1	-1
SPF Sécurité Sociale - Solde ONSS	0	-500	-3.071	5.400	1.830	0	-500	-395.130	-395.630	0	-500	-2.052.791	-2.053.291
(8) Dotation d'équilibre					0				0			-465.585	-465.585
arrondi					0				0			1	1
Comité de monitoring - Solde ONSS	0	-500	-3.071	5.400	1.830	0	-500	-395.130	-395.630	0	-500	-2.518.375	-2.518.875

en milliers EUR	2027				2028				2029			
	colonne soins de santé	colonnes autres branches	colonne ONSS-GG	Total	colonne soins de santé	colonnes autres branches	colonne ONSS-GG	Total	colonne soins de santé	colonnes autres branches	colonne ONSS-GG	Total
CGSS 08/03/2024	0	-500	-1.130.914	-1.131.414	0	0	-1.389.308	-1.389.308	0	0	-1.103.991	-1.103.991
Solde comptes courants												
(1) Frais d'administrations INAMI-Indemnités			388	388			395	395			403	403
(2) Financement alternatif - \$1 quarter			1.147	1.147			1.169	1.169			1.190	1.190
(3) Financement alternatif - PM			1.035	1.035			-1.702	-1.702			-3.121	-3.121
(4) Transferts vers l'INAMI (\$1 quarter)			-1.147	-1.147			-1.169	-1.169			-1.190	-1.190
(5) Revenus placements - FEDRIS - MP												
(6) Dotation d'équilibre			-388	-388			-395	-395			-403	-403
(7) Remboursements trop-perçu 2023 :												
Dotation d'équilibre 2023												
FA \$1quarter 2023												
arrondi											1	1
SPF Sécurité Sociale - Solde ONSS	0	-500	-1.134.773	-1.135.273	0	0	-1.392.064	-1.392.064	0	0	-1.105.379	-1.105.379
(8) Dotation d'équilibre			-2.626.958	-2.626.958			-3.892.311	-3.892.311			-5.442.209	-5.442.209
arrondi				0			2	2				0
Comité de monitoring - Solde ONSS	0	-500	-3.761.731	-3.762.231	0	0	-5.284.373	-5.284.373	0	0	-6.547.588	-6.547.588

Ci-dessous, quelques explications concernant le tableau :

- (1) Il s'agit de la différence entre les frais de gestion selon les instructions du SPF BOSA (budget normé) et les crédits supplémentaires liés à l'inflation et les crédits essentiels demandés par l'INAMI (tel que repris dans le document du 75^{ème} rapport au gouvernement du CGSS) ;
- (2) Il s'agit de l'impact sur les recettes de l'ONSS Gestion globale de la différence suite à l'actualisation des frais de gestion [cf.(1)] ;
- (3) Il s'agit d'une actualisation des recettes du PM, reçue après que le document pour le CGSS a été établi ;
- (4) Il s'agit de l'impact sur les dépenses de l'ONSS Gestion globale de la différence suite à l'actualisation des frais de gestion [cf.(1)] ;
- (5) Il s'agit d'une actualisation des revenus de placements de Fedris-Maladies professionnelles, reçue après que le document pour le CGSS a été établi ;

- (6) Il s'agit de l'impact suite à l'actualisation des frais de gestion de l'INAMI- Indemnités [(cf.(1))]. En effet, dans le 75^{ème} rapport au gouvernement du CGSS, pour les années 2026 à 2029, la dotation d'équilibre a été déterminée en utilisant le montant nécessaire pour garantir l'équilibre de l'année T-1 comme point de départ pour le calcul de la dotation d'équilibre de l'année T, et augmenté de la croissance de l'indice santé de l'année T par rapport à l'année T1. Il en résulte les montants suivants (en millions EUR) :

75 ^{ème} rapport au gouvernement du CGSS		2025	2026	2027	2028	2029
	Solde avant dotation d'équilibre	-7.672,543	-9.933,035	-11.305,985	-12.960,407	-14.359,633
	Dotation d'équilibre	7.276,537	7.874,938	10.174,571	11.571,099	13.255,642
	Solde après dotation d'équilibre provisoire	-396,006	-2.058,097	-1.131,414	-1.389,308	-1.103,991
	Montant nécessaire à l'équilibre budgétaire	7.734,176	9.994,667	11.367,618	13.022,539	14.421,766

- Le SPF Sécurité sociale a procédé à des corrections entraînant une modification du montant nécessaire à l'équilibre budgétaire ce qui a donc impacté les dotations d'équilibre [cf.(5)]. Il en résulte les montants suivants (en millions EUR) :

SPF Sécurité sociale		2025	2026	2027	2028	2029
	Solde avant dotation d'équilibre	-7.672,167	-9.927,845	-11.304,563	-12.961,713	-14.362,352
	Dotation d'équilibre	7.276,537	7.874,555	10.169,290	11.569,650	13.256,973
	Solde après dotation d'équilibre provisoire	-395,630	-2.053,290	-1.135,273	-1.392,063	-1.105,379
	Montant nécessaire à l'équilibre budgétaire	7.733,800	9.989,479	11.366,195	13.023,846	14.424,485

- (7) Il s'agit de décomptes de l'année 2023 qui seront remboursés en 2024 ;

- (8) Dans le cadre de ce rapport, le Comité de Monitoring a calculé la dotation d'équilibre provisoire en utilisant comme point de départ le montant de la dotation d'équilibre de l'année 2023 qui a chaque année été augmenté de la croissance de l'indice santé pour le calcul de la dotation d'équilibre des années suivantes. Il en résulte les montants suivants (en millions EUR) :

Comité de Monitoring		2025	2026	2027	2028	2029
	Solde avant dotation d'équilibre	-7.672,167	-9.927,846	-11.304,563	-12.961,713	-14.362,352
	Dotation d'équilibre	7.276,537	7.408,970	7.542,332	7.677,340	7.814,764
	Solde après dotation d'équilibre provisoire	-395,629	-2.518,876	-3.762,231	-5.284,373	-6.547,588

2024-2029

Le solde régime des travailleurs salariés atteint 2 millions EUR en 2024 et -6.548 millions EUR en 2029. Cela représente une détérioration de 6.549 millions EUR. Comme cela a été indiqué ci-avant, cette détérioration ne peut pas être considérée comme définitive étant donné le caractère provisoire des dotations d'équilibre pour la période 2025-2029.

Les recettes augmentent pour passer de 99.280 millions EUR à 117.371 millions EUR. Cette augmentation représente une croissance annuelle moyenne de 3,4 %. Les dépenses, quant à elles, augmentent entre 2024 et 2029, pour passer de 99.278 millions EUR à 123.918 millions EUR. Cette augmentation représente une croissance annuelle moyenne de 4,5 %.

Au niveau des recettes, les cotisations augmentent de 18,8 % entre 2024 et 2029, soit une augmentation de 12.437 millions EUR. L'augmentation de 12.435 millions EUR pour la partie Gestion globale s'explique par une hausse de 12.437 millions EUR (pour laquelle les commentaires sont reprises aux pages 29-31 du 75^{ème} rapport au Gouvernement) qui est tempérée par une diminution de 2 million EUR suite à la modification de la méthodologie SEC 2010 des réductions régionalisées. Cela représente une croissance annuelle moyenne de 3,5 %. Cette augmentation s'explique principalement par la croissance de la masse salariale (+13.094 millions EUR). Les hypothèses relatives aux masses salariales pour la période 2024-2029 sont présentées ci-dessus.

Tableau 99 : Hypothèses du Bureau fédéral du Plan relatives au calcul des masses salariales

	2024		2025	2026	2027	2028	2029
	sept-23	févr-24	févr-24	févr-24	févr-24	févr-24	févr-24
Secteur privé							
Augmentation réelle	0,1%	0,1%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
Indexation	3,5%	2,4%	2,5%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%
ETP	1,0%	0,9%	1,2%	1,2%	1,0%	1,1%	1,1%
Masse salariale - Total	4,6%	3,4%	4,3%	3,6%	3,5%	3,5%	3,5%
Secteur public							
Augmentation réelle	0,5%	0,8%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Indexation	4,0%	3,0%	2,0%	2,0%	1,5%	1,8%	1,5%
ETP	0,3%	0,5%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Masse salariale - Total	4,9%	4,4%	2,3%	2,1%	1,6%	2,0%	1,6%

Les subventions des pouvoirs publics augmentent de 734 millions EUR, pour passer de 10.492 millions EUR à 11.226 millions EUR. Cela représente une croissance de 7,0 % et une croissance annuelle moyenne de 1,4 %. Cette augmentation entre 2024 et 2029 est liée à l'augmentation de la dotation d'équilibre et à l'augmentation de la dotation de base.

Les recettes liées au financement alternatif augmentent quant à elles de 4.549 millions EUR, soit une augmentation de 22,8 % entre 2024 et 2029. En application de la loi du 18 avril 2017 portant réforme

du financement de la sécurité sociale, les pourcentages pour les montants de base de la TVA et du précompte mobilier sont définitivement fixés à respectivement 21,70 % et 78,08 %.

Tableau 100 : Financement alternatif (2024-2029)

<i>En millions EUR</i>	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Financement alternatif	19.932	20.813	21.548	22.455	23.436	24.482
TVA	15.327	16.011	16.561	17.301	18.107	18.976
<i>Montant de base</i>	<i>8.578</i>	<i>8.783</i>	<i>9.095</i>	<i>9.382</i>	<i>9.700</i>	<i>10.038</i>
<i>Soins de santé (§1 quater)</i>	<i>6.749</i>	<i>7.228</i>	<i>7.466</i>	<i>7.919</i>	<i>8.407</i>	<i>8.937</i>
Précompte mobilier	4.605	4.802	4.987	5.155	5.329	5.506
<i>Montant de base</i>	<i>4.605</i>	<i>4.802</i>	<i>4.987</i>	<i>5.155</i>	<i>5.329</i>	<i>5.506</i>

Au niveau des dépenses, les prestations augmentent de 27,9 % entre 2024 et 2029, pour passer de 60.480 millions EUR en 2024 à 77.325 millions EUR en 2029. Cela représente une croissance annuelle moyenne de 5,0 %.

L'augmentation des prestations (y inclus l'enveloppe bien-être) est due à :

- Effet volume : +7.574 millions EUR ;
- Indice-pivot : +5.652 millions EUR ;
- Variation impact mesures : -90 millions EUR ;
- Enveloppe bien-être : +2.475 millions EUR ;
- Autre impact : +1.235 millions EUR.

Les dépenses de prestations relatives à l'INAMI-Indemnités augmentent de 32,8 %. Les dépenses de pensions augmentent quant à elles de 24,3 %. Au niveau de l'ONEm, les dépenses augmentent de 3,3 % entre 2024 et 2029. Les autres dépenses de prestations, moins importantes en termes budgétaires, évoluent de manière contrastée.

Pour les années 2025 à 2029, un montant relatif à l'enveloppe bien-être est repris de manière isolée. Il s'agit des enveloppes théoriques qui ont été calculées par le Bureau fédéral du Plan. Ce montant passe de 454 millions EUR en 2025 à 2.475 millions EUR en 2029.

Le tableau suivant illustre l'évolution des prestations de l'INAMI-Indemnités, du SFP et de l'ONEM sur la période 2024-2029.

Tableau 101 : Prestations sociales (en millions EUR)

Prestations <i>(en millions EUR)</i>	2024	2025	2026	2027	2028	2029	en %					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(2)/(1)	(3)/(2)	(4)/(3)	(5)/(4)	(6)/(5)	(6)/(1)
INAMI-Indemnités	13.300	14.225	15.143	15.916	16.792	17.659	6,96%	6,45%	5,11%	5,51%	5,17%	32,78%
SFP	40.391	41.633	43.916	45.862	48.071	50.191	3,08%	5,48%	4,43%	4,82%	4,41%	24,26%
ONEM	6.250	6.409	6.585	6.595	6.570	6.456	2,56%	2,73%	0,15%	-0,38%	-1,73%	3,31%

Tableau 102 : Prestations sociales (facteurs de volume)

Facteurs volume	2024	2025	2026	2027	2028	2029	en %					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(2)/(1)	(3)/(2)	(4)/(3)	(5)/(4)	(6)/(5)	(6)/(1)
INAMI-Indemnités (nombre de jours)	212.371.825	221.595.866	230.129.781	237.172.671	244.447.263	251.987.443	4,34%	3,85%	3,06%	3,07%	3,08%	18,65%
SFP (effectives (moyenne))	5.027.893	5.132.901	5.214.559	5.315.050	5.416.589	5.519.060	2,09%	1,59%	1,93%	1,91%	1,89%	9,77%
ONEM (moyenne annuelle)	622.368	619.649	618.644	608.078	592.291	576.621	-0,44%	-0,16%	-1,71%	-2,60%	-2,65%	-7,35%

6.2.4 Régime des travailleurs indépendants

Tableau 103 : Régime des travailleurs indépendants (2024-2029)

	2024 Mon. 03/24	2025 Mon. 03/24	2026 Mon. 03/24	2027 Mon. 03/24	2028 Mon. 03/24	2029 Mon. 03/24	'29 vs. '24 Différence	
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24	Verschil	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)					
Cotisations	5.704	5.859	6.012	6.169	6.330	6.495	791	Bijdragen
Subventions des pouvoirs publics	1.217	1.241	1.264	1.286	1.309	1.333	116	Toelagen van de overheden
INASTI-Gestion globale	456	466	474	483	492	500	44	RSVZ-Globaal beheer
Dotation équilibre	761	775	789	803	818	832	72	Evenwichtsdotatie
Financement alternatif	3.384	3.511	3.624	3.755	3.897	4.047	663	Alternatieve financiering
Gestion globale	3.384	3.511	3.624	3.755	3.897	4.047	663	Globaal beheer
dont INAMI-Soins de santé	674	719	730	767	808	852	179	waarvan RIZIV-Geneeskundige verzorging
Recettes affectées	24	26	27	28	29	30	6	Toegewezen ontvangsten
Produit des placements	53	44	46	45	44	41	-12	Opbrengsten beleggingen
Divers	3	3	3	3	3	3	0	Diversen
Total des recettes	10.385	10.683	10.976	11.286	11.612	11.949	1.564	Totaal ontvangsten
Prestations	6.512	6.747	7.091	7.370	7.733	8.062	1.550	Uitkeringen
Enveloppe bien-être	0	62	128	200	277	360	360	Wetvaardensveloppe
INAMI-Indemnités	895	964	1.039	1.091	1.149	1.205	310	RIZIV-Uitkeringen
Pensions	5.599	5.701	5.902	6.057	6.283	6.472	874	Pensioenen
Droit passerelle	13	13	13	14	14	14	1	Overbruggingsrecht
Aidant proche	6	7	8	9	10	11	5	Mantelzorg
Frais de paiement	0	Betalingskosten						
Frais de gestion	143	147	151	156	161	165	22	Beheerskosten
Gestion globale	103	105	107	109	112	113	9	Globaal beheer
Organismes	40	42	44	47	49	52	12	Instellingen
Transferts	3.410	3.637	3.727	3.844	3.966	4.094	683	Overdrachten
hors Gestion globale	4	4	4	4	4	5	0	Buiten globaal beheer
INAMI-Soins de santé	3.406	3.633	3.723	3.840	3.962	4.089	683	RIZIV-Geneeskundige verzorging
Intérêts sur emprunts	3	3	3	3	3	3	0	Interests op leningen
Divers	292	38	39	39	40	41	-251	Diversen
Total des dépenses	10.361	10.573	11.012	11.413	11.905	12.366	2.004	Totaal uitgaven
Solde	24	111	-37	-127	-293	-416	-440	Saldo

	'29 vs. '24 Différence	'25 vs. '24 Différence	'26 vs. '25 Différence	'27 vs. '26 Différence	'28 vs. '27 Différence	'29 vs. '28 Différence	'29 vs. '24 Différence	
	Verschil							
	%	%	%	%	%	%	% p.an./ p.jr.	
Cotisations	13,9	2,7	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	Bijdragen
Subventions des pouvoirs publics	9,5	2,0	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	Toelagen van de overheden
INASTI-Gestion globale	9,7	2,2	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	RSVZ-Globaal beheer
Dotation équilibre	9,4	1,9	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	Evenwichtsdotatie
Financement alternatif	19,6	3,8	3,2	3,6	3,8	3,9	3,9	Alternatieve financiering
Gestion globale	19,6	3,8	3,2	3,6	3,8	3,9	3,6	Globaal beheer
dont INAMI-Soins de santé	26,5	6,7	1,5	5,1	5,3	5,5	4,8	waarvan RIZIV-Geneeskundige verzorging
Recettes affectées	23,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	Toegewezen ontvangsten
Produit des placements	-22,2	-17,7	5,8	-2,0	-3,2	-5,8	-4,1	Opbrengsten beleggingen
Divers	3,0	0,0	1,5	1,5	0,0	0,0	0,6	Diversen
Total des recettes	15,1	2,9	2,7	2,8	2,9	2,9	2,8	Totaal ontvangsten
Prestations	23,8	3,6	5,1	3,9	4,9	4,3	4,4	Uitkeringen
Enveloppe bien-être			106,3	55,6	39,0	29,8		Wetvaardensveloppe
INAMI-Indemnités	34,7	7,8	7,8	5,0	5,3	4,9	6,1	RIZIV-Uitkeringen
Pensions	15,6	1,8	3,5	2,6	3,7	3,0	2,9	Pensioenen
Droit passerelle	9,1	2,0	2,0	1,5	1,8	1,5	1,8	Overbruggingsrecht
Aidant proche	91,8	22,4	12,2	11,6	12,0	11,6	13,9	Mantelzorg
Frais de gestion	15,1	2,4	3,3	3,1	3,3	2,2	2,9	Beheerskosten
Gestion globale	9,0	1,2	2,3	2,1	2,2	0,8	1,7	Globaal beheer
Organismes	31,1	5,5	5,6	5,4	5,7	5,5	5,6	Instellingen
Transferts	20,0	6,6	2,5	3,1	3,2	3,2	3,7	Overdrachten
hors Gestion globale	9,9	2,6	1,7	1,8	1,7	1,7	1,9	Buiten globaal beheer
INAMI-Soins de santé	20,0	6,6	2,5	3,1	3,2	3,2	3,7	RIZIV-Geneeskundige verzorging
Divers	-85,9	-86,9	1,2	2,0	2,3	2,0	-13,2	Diversen
Total des dépenses	19,3	2,0	4,2	3,6	4,3	3,9	3,6	Totaal uitgaven
Solde	-1 848,3	365,5	-133,0	-246,5	-131,3	-42,1	-81,1	Saldo

Le tableau ci-dessous permet de faire le lien entre le solde présenté dans le tableau synoptique de l'INASTI du 29 février 2024 et le solde présenté dans le cadre de ce rapport.

Tableau 104 : Concordance des soldes avec le tableau synoptique de l'INASTI

Tableau synoptique INASTI du 29/02/2024						
en milliers EUR	2024	2025	2026	2027	2028	2029
INASTI - Résultat consolidé	278.010	110.845	-150.406	-88.697	-163.526	-117.836
(1) Frais d'administration INAMI-Indemnités	92	25	24	25	25	26
(2) Financement alternatif - §1quater		-110	-110	-111	-113	-114
(3) Financement alternatif - PM			955	206	-338	-620
(4) Transferts vers l'INAMI		110	110	111	113	114
(5) Dotation d'équilibre			-25	-25	-26	-26
(6) Remboursements trop-perçu 2023 :						
Dotation d'équilibre 2023	-215.106					
FA §1quater 2023	-39.179					
arrondi						
SPF Sécurité Sociale - Solde INASTI	23.817	110.870	-149.451	-89.464	-164.074	-118.112
(7) Dotation d'équilibre		0	112.887	-37.221	-128.953	-298.272
arrondi					1	
Comité de monitoring - Solde INASTI	23.817	110.870	-36.563	-126.685	-293.026	-416.384

Ci-dessous quelques explications concernant le tableau :

- (1) Il s'agit de la différence entre les frais de gestion selon les instructions du SPF BOSA (budget normé) et les crédits supplémentaires liés à l'inflation et les crédits essentiels demandés par l'INAMI (tel que repris dans le document de l'INASTI du 29/02/2024) ;
- (2) Il s'agit de la différence suite à l'actualisation des frais de gestion dans la branche soins de santé [exclusion des crédits supplémentaires repris dans le document de l'INASTI du 29/02/2024] ;
- (3) Il s'agit d'une actualisation des recettes du PM, reçue après que le document de l'INASTI du 29/02/2024 a été établi ;
- (4) Il s'agit de la différence suite à l'actualisation des frais de gestion dans la branche soins de santé [exclusion des crédits supplémentaires repris dans le document de l'INASTI du 29/02/2024] ;
- (5) Il s'agit de l'impact dû à l'actualisation des frais de gestion de l'INAMI- Indemnités. En effet, dans les données transmises par l'INASTI, pour les années 2026 à 2029, la dotation d'équilibre a été déterminée en utilisant le montant nécessaire pour garantir l'équilibre de l'année T-1 comme point de départ pour le calcul de la dotation d'équilibre de l'année T, et augmenté de la croissance de l'indice santé de l'année T par rapport à l'année T - 1. Il en résulte les montants suivants (en millions EUR) :

Données communiquées par l'INASTI		2025	2026	2027	2028	2029
	Solde avant dotation d'équilibre	-664,122	-826,614	-930,190	-1.110,367	-1.248,079
	Dotation d'équilibre	774,967	676,209	841,493	946,841	1.130,242
	Solde après dotation d'équilibre provisoire	110,845	-150,406	-88,697	-163,526	-117,836
	Montant nécessaire à l'équilibre budgétaire	664,122	826,614	930,190	1.110,367	1.248,079

Le SPF Sécurité sociale a procédé à des corrections entraînant une modification du montant nécessaire à l'équilibre budgétaire ce qui a donc impacté les dotations d'équilibre [cf.(3)]. Il en résulte les montants suivants (en millions EUR) :

Données communiquées par le SPF Sécurité Sociale	2025	2026	2027	2028	2029
Solde avant dotation d'équilibre	-664,097	-825,635	-929,960	-1.110,680	-1.248,673
Dotation d'équilibre	774,967	676,184	840,496	946,606	1.130,561
Solde après dotation d'équilibre provisoire	110,870	-149,451	-89,464	-164,074	-118,112
Montant nécessaire à l'équilibre budgétaire	664,097	825,635	929,960	1.110,680	1.248,673

(6) Il s'agit de deux décomptes de l'année 2023 qui seront remboursés en 2024 ;

(7) Dans le cadre de ce rapport, le Comité de Monitoring a calculé la dotation d'équilibre provisoire en utilisant comme point de départ le montant de la dotation d'équilibre de l'année 2024 qui a, chaque année, été augmenté de la croissance de l'indice santé pour le calcul de la dotation d'équilibre des années suivantes. Il en résulte les montants suivants (en millions EUR) :

Comité de Monitoring	2025	2026	2027	2028	2029
Solde avant dotation d'équilibre	-664,097	-825,634	-929,960	-1.110,680	-1.248,673
Dotation d'équilibre	774,967	789,071	803,275	817,653	832,289
Solde après dotation d'équilibre provisoire	110,870	-36,563	-126,685	-293,026	-416,384

2024-2029

Entre 2024 et 2029, le solde du régime des travailleurs indépendants se détériore de 440 millions EUR pour passer de 24 millions EUR à -416 millions EUR. Comme cela a été indiqué ci-avant, cette détérioration ne peut pas être considérée comme définitive étant donné le caractère provisoire des dotations d'équilibre pour la période 2025-2029.

Les recettes augmentent de 15,1 % pour passer de 10.385 millions EUR à 11.949 millions EUR. Cela correspond à une croissance annuelle moyenne de 2,8 %. Les dépenses, quant à elles, augmentent de 19,3 % pour passer de 10.361 millions EUR à 12.366 millions EUR. Cela correspond à une croissance annuelle moyenne de 3,6 %.

Au niveau des recettes, les cotisations augmentent de 13,9 % pour atteindre 6.495 millions EUR. Les subventions des pouvoirs publics, quant à elles, augmentent de 9,5 % en passant de 1.217 millions EUR à 1.333 millions EUR.

Les recettes liées au financement alternatif augmentent quant à elles de 19,6 %, pour atteindre 4.047 millions EUR en 2029. En application de la loi du 18 avril 2017 portant réforme du financement

de la sécurité sociale, les pourcentages pour les montants de base de la TVA et du précompte mobilier sont définitivement fixés à respectivement 4,54 % et 15,52 %.

Tableau 105 : Financement alternatif (2024-2029)

<i>En millions EUR</i>	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Financement alternatif	3.384	3.511	3.624	3.755	3.897	4.047
TVA	2.468	2.556	2.632	2.730	2.838	2.953
<i>Montant de base</i>	1.795	1.838	1.903	1.963	2.029	2.100
<i>Soins de santé (§1 quater)</i>	674	719	730	767	808	852
Précompte mobilier	915	955	991	1.025	1.059	1.094
<i>Montant de base</i>	915	955	991	1.025	1.059	1.094

Concernant les autres postes de recettes, les recettes diverses sont stables sur la période 2024-2029, tandis que les produits de placements diminuent (-22,2 %) et les recettes affectées augmentent (+23,3 %).

Au niveau des dépenses, les prestations augmentent de 23,8 %, pour passer de 6.512 millions EUR en 2024 à 8.062 millions EUR en 2029. Les dépenses relatives à l'INAMI-Indemnités (+34,7 %) et celles relatives aux pensions (+15,6 %) augmentent de manière sensible.

Pour les années 2025 à 2029, un montant relatif à l'enveloppe bien-être est repris de manière non-ventilée. Il s'agit des enveloppes théoriques qui ont été calculées par le Bureau fédéral du Plan. Ce montant passe de 62 millions EUR en 2025 à 360 millions EUR en 2029.

Le tableau suivant illustre l'évolution des prestations de l'INAMI-Indemnités et du SFP sur la période 2024-2029.

Tableau 106 : Prestations sociales (en millions EUR)

Prestations <i>(en millions EUR)</i>	2024	2025	2026	2027	2028	2029	en %					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(2)/(1)	(3)/(2)	(4)/(3)	(5)/(4)	(6)/(5)	(6)/(1)
INAMI-Indemnités	895	964	1.039	1.091	1.149	1.205	7,80%	7,76%	4,96%	5,33%	4,88%	34,70%
SFP	5.599	5.701	5.902	6.057	6.283	6.472	1,82%	3,54%	2,62%	3,74%	3,01%	15,60%

Tableau 107 : Prestations sociales (facteurs de volume)

Facteurs volume	2024	2025	2026	2027	2028	2029	en %					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(2)/(1)	(3)/(2)	(4)/(3)	(5)/(4)	(6)/(5)	(6)/(1)
INAMI-Indemnités	14.575.967	15.411.952	16.309.740	16.872.541	17.454.016	18.040.119	5,74%	5,83%	3,45%	3,45%	3,36%	23,77%
Incapacité primaire (jours)	4.145.495	4.264.153	4.377.627	4.470.106	4.562.586	4.655.065	2,86%	2,66%	2,11%	2,07%	2,03%	12,29%
Invalidité (jours)	10.430.472	11.147.799	11.932.113	12.402.435	12.891.430	13.385.054	6,88%	7,04%	3,94%	3,94%	3,83%	28,33%
Maternité (cas)	9.209	9.515	9.791	10.081	10.364	10.652	3,32%	2,90%	2,96%	2,81%	2,78%	15,67%
SFP <i>(effectives (moyenne))</i>	808.564	817.512	826.859	836.174	845.914	854.755	1,11%	1,14%	1,13%	1,16%	1,05%	5,71%

S'agissant des autres dépenses, les frais de paiement sont stables alors que tant les frais de gestion (15,1 %) que les transferts externes (+20,0 %) augmentent et les dépenses diverses (-85,9 %) diminuent.

6.2.5 Régime des soins de santé

Tableau 108 : Soins de santé (2024-2029)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	'29 vs. '24	
	Mon. 03/24	Différence						
(en millions EUR sauf indication contraire)	-	-	-	-	-	-	-	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
	Mon. 03/24	Verschil						
Recettes propres	6.541	6.826	7.131	7.439	7.753	8.068	1.527	Eigen ontvangsten
Cotisations	1.728	1.797	1.870	1.935	2.000	2.061	332	Bijdragen
Subventions des pouvoirs publics	834	822	831	840	849	858	23	Toelagen van de overheden
Recettes affectées	1.565	1.637	1.717	1.801	1.889	1.982	417	Toegewezen ontvangsten
Transferts externes	0	0	0	0	0	0	0	Externe overdrachten
Produits des placements	2	2	2	2	2	2	0	Opbrengsten beleggingen
Divers	2.411	2.568	2.711	2.861	3.013	3.166	755	Diversen
ONSS - Gestion globale	32.554	34.555	36.023	37.475	38.969	40.538	7.984	RSZ - Globaal beheer
montant 1	25.805	27.328	28.557	29.557	30.562	31.601	5.796	bedrag 1
montant 2	6.749	7.228	7.466	7.919	8.407	8.937	2.188	bedrag 2
INASTI - Gestion globale	3.216	3.436	3.520	3.630	3.746	3.867	651	RSVZ - Globaal beheer
montant 1	2.542	2.717	2.791	2.863	2.938	3.014	472	bedrag 1
montant 2	674	719	730	767	808	852	179	bedrag 2
Carrières mixtes et FBI	330	338	348	356	365	375	45	Gemengde loopbanen en IBF
Total des recettes	42.640	45.156	47.021	48.901	50.833	52.848	10.207	Totaal ontvangsten
Prestations	37.825	39.735	41.312	42.919	44.596	46.309	8.485	Prestaties
Frais de gestion	1.131	1.205	1.288	1.376	1.471	1.572	441	Beheerskosten
Transferts externes	2.627	2.769	2.892	2.996	3.112	3.224	597	Externe overdrachten
Divers	1.157	1.467	1.529	1.611	1.654	1.743	585	Diversen
Total des dépenses	42.739	45.176	47.021	48.901	50.833	52.848	10.108	Totaal uitgaven
Solde	-99	-20	0	0	0	0	99	Saldo

	'29 vs. '24	'25 vs. '24	'26 vs. '25	'27 vs. '26	'28 vs. '27	'29 vs. '28	'29 vs. '24	
	Différence	Différence	Différence	Différence	Différence	Différence	Différence	
	-	-	-	-	-	-	-	
	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	Verschil	
	%	%	%	%	%	%	% p.an./ p.jr.	
Recettes propres	23,4	4,4	4,5	4,3	4,2	4,1	4,3	Eigen ontvangsten
Cotisations	19,2	4,0	4,0	3,5	3,3	3,0	3,6	Bijdragen
Subventions des pouvoirs publics	2,8	- 1,4	1,1	1,0	1,1	1,1	0,5	Toelagen van de overheden
Recettes affectées	26,7	4,6	4,9	4,9	4,9	4,9	4,8	Toegewezen ontvangsten
Transferts externes	11,1	3,3	1,7	2,0	1,7	1,9	2,1	Externe overdrachten
Produits des placements	5,0	1,8	0,8	0,8	0,8	0,8	1,0	Opbrengsten beleggingen
Divers	31,3	6,5	5,6	5,6	5,3	5,1	5,6	Diversen
ONSS - Gestion globale	24,5	6,1	4,2	4,0	4,0	4,0	4,5	RSZ - Globaal beheer
montant 1	22,5	5,9	4,5	3,5	3,4	3,4	4,1	bedrag 1
montant 2	32,4	7,1	3,3	6,1	6,2	6,3	5,8	bedrag 2
INASTI - Gestion globale	20,2	6,8	2,5	3,1	3,2	3,2	3,8	RSVZ - Globaal beheer
montant 1	18,6	6,9	2,7	2,6	2,6	2,6	3,5	bedrag 1
montant 2	26,5	6,7	1,5	5,1	5,3	5,5	4,8	bedrag 2
Carrières mixtes et FBI	13,7	2,7	2,7	2,5	2,6	2,5	2,6	Gemengde loopbanen en IBF
Total des recettes	23,9	5,9	4,1	4,0	3,9	4,0	4,4	Totaal ontvangsten
Prestations	22,4	5,1	4,0	3,9	3,9	3,8	4,1	Prestaties
Frais de gestion	39,0	6,6	6,9	6,8	6,9	6,9	6,8	Beheerskosten
Transferts externes	22,7	5,4	4,4	3,6	3,9	3,6	4,2	Externe overdrachten
Divers	50,6	26,7	4,3	5,3	2,7	5,3	8,5	Diversen
Total des dépenses	23,7	5,7	4,1	4,0	3,9	4,0	4,3	Totaal uitgaven
Solde	100,0	79,6	0,0	0,0	0,0	296,1	14,9	Saldo

2024-2029

En 2024, le solde de l'INAMI-Soins de santé est de -99 millions EUR. Les montants du financement additionnel des soins de santé par les gestions globales, dit §1 *quater*, sont identiques à ceux repris dans l'AR du 29/01/2024 dans le cadre du financement alternatif de l'assurance obligatoire des soins de santé destiné aux régimes de sécurité sociale des travailleurs salariés et indépendants. Étant donné l'actualisation des chiffres, les montants de l'AR du 29/01/2024 devraient être revu pour atteindre 6.841 millions EUR pour l'ONSS-Gestion globale et 674 millions EUR pour l'INASTI-Gestion globale.

Pour 2025, le solde de l'INAMI-Soins de santé est de -20 millions EUR. Ce solde négatif en 2025 est lié à l'actualisation des données liées aux décomptes de l'aide financière fédérale exceptionnelle aux hôpitaux pour le Covid-19. En 2024 et 2025, l'INAMI versera aux hôpitaux les montants liés aux décomptes. Cela entraînera une régularisation d'environ 27 millions EUR. Cette régularisation sera réglée dans le budget des moyens financiers des hôpitaux (BMF). En 2024, le montant s'élèvera à 7 millions EUR (dans le BMF en 2024), et en 2025 à 20 millions EUR (dans le BMF en 2025). Il ne s'agit pas d'un coût supplémentaire pour les gestions globales ou d'une détérioration du résultat sur la période 2020-2025, étant donné les moindres dépenses au niveau de l'objectif budgétaire en 2022 (solde positif d'environ 28 millions EUR pour l'INAMI en 2022) qui compensent le résultat négatif de 2024 et en 2025.

Pour la période 2026-2029, le solde de l'INAMI-Soins de santé est à l'équilibre. Conformément aux articles 17 et 19 de la loi du 18 avril 2017 portant réforme du financement de la sécurité sociale, cet équilibre est atteint via le financement additionnel des soins de santé par les gestions globales (dit financement alternatif §1 *quater*).

Sur la période 2024-2029, les recettes augmentent de 23,9 %, passant de 42.640 millions EUR en 2024 à 52.848 millions EUR en 2029. Les cotisations (+19,2 %), les recettes affectées (26,7 %), les subventions des pouvoirs publics (+2,8 %) ainsi que les recettes diverses (+31,3 %) augmentent entre 2024 et 2029.

Le financement provenant des gestions globales des travailleurs salariés et indépendants augmente respectivement de 24,5 % et de 20,2 % entre 2024 et 2029.

6.2.6 Régimes hors gestions globales

Tableau 109 : Ensemble des organismes hors gestion globale (2024-2029)

	2024 Mon. 03/24	2025 Mon. 03/24	2026 Mon. 03/24	2027 Mon. 03/24	2028 Mon. 03/24	2029 Mon. 03/24	'29 vs. '24 Différence	
(en millions EUR sauf indication contraire)	- Mon. 03/24	- Verschil	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)					
Recettes	23.909	25.005	25.968	26.965	28.036	29.003	5.094	Ontvangsten
Cotisations	7.303	7.756	8.076	8.388	8.725	9.002	1.699	Bijdragen
Subventions des pouvoirs publics	15.851	16.556	17.184	17.873	18.586	19.280	3.428	Toelagen van de overheden
Transferts externes	449	415	424	416	431	422	-27	Externe overdrachten
Revenus de placement	36	36	37	37	38	39	3	Opbrengsten beleggingen
Divers	270	242	246	251	255	260	-10	Diversen
Dépenses	23.870	24.933	25.882	26.897	27.959	28.996	5.126	Uitgaven
Prestations	22.123	23.108	23.973	24.909	25.891	26.845	4.722	Prestaties
Frais de gestion	123	126	129	131	135	137	14	Beheerskosten
Transferts externes	1.410	1.497	1.574	1.647	1.720	1.798	388	Externe overdrachten
Charges d'intérêt	2	2	2	2	2	1	-1	Interestlasten
Divers	212	200	203	207	211	215	3	Diversen
Solde	39	72	86	68	76	7	-33	Saldo

	'29 vs. '24 Différence	'25 vs. '24 Différence	'26 vs. '25 Différence	'27 vs. '26 Différence	'28 vs. '27 Différence	'29 vs. '28 Différence	'29 vs. '24 Différence	
	- Verschil							
	%	%	%	%	%	%	% p.an./ p.jr.	
Recettes	21,3	4,6	3,9	3,8	4,0	3,5	3,9	Ontvangsten
Cotisations	23,3	6,2	4,1	3,9	4,0	3,2	4,3	Bijdragen
Subventions des pouvoirs publics	21,6	4,4	3,8	4,0	4,0	3,7	4,0	Toelagen van de overheden
Transferts externes	- 6,0	- 7,6	2,2	- 2,0	3,7	- 2,1	- 1,2	Externe overdrachten
Revenus de placement	9,2	- 0,5	2,4	2,4	2,4	2,3	1,8	Opbrengsten beleggingen
Divers	- 3,7	- 10,2	1,7	1,8	1,8	1,8	- 0,7	Diversen
Dépenses	21,5	4,5	3,8	3,9	3,9	3,7	4,0	Uitgaven
Prestations	21,3	4,5	3,7	3,9	3,9	3,7	3,9	Prestaties
Frais de gestion	11,0	2,3	2,2	1,9	2,4	1,6	2,1	Beheerskosten
Transferts externes	27,6	6,2	5,2	4,7	4,4	4,5	5,0	Externe overdrachten
Charges d'intérêt	- 45,2	- 12,4	- 9,4	- 10,3	- 5,7	- 18,3	- 7,7	Interestlasten
Divers	1,6	- 5,8	1,9	1,9	1,9	1,9	0,3	Diversen
Solde	- 83,4	82,8	19,8	- 21,4	12,4	- 91,4		Saldo

Tableau 110 : Pensions du secteur public (2024-2029)

	2024 Mon. 03/24	2025 Mon. 03/24	2026 Mon. 03/24	2027 Mon. 03/24	2028 Mon. 03/24	2029 Mon. 03/24	'29 vs. '24 Différence	
(en millions EUR sauf indication contraire)	- Mon. 03/24	- Verschil	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)					
Recettes	22.672	23.745	24.681	25.679	26.723	27.708	5.036	Ontvangsten
Cotisations	6.932	7.328	7.639	7.945	8.276	8.571	1.639	Bijdragen
Subventions des pouvoirs publics	15.337	16.033	16.661	17.350	18.059	18.748	3.411	Toelagen van de overheden
Transferts externes	371	369	365	368	371	374	3	Externe overdrachten
Revenus de placement	1	0	0	0	0	0	-1	Opbrengsten beleggingen
Divers	31	15	15	16	16	16	-16	Diversen
Dépenses	22.559	23.659	24.594	25.599	26.647	27.672	5.113	Uitgaven
Prestations	21.226	22.232	23.091	24.022	24.994	25.937	4.711	Prestaties
Frais de gestion	67	69	71	73	75	76	10	Beheerskosten
Transferts externes	1.266	1.357	1.431	1.504	1.577	1.658	392	Externe overdrachten
Divers	1	1	1	1	1	1	0	Diversen
Solde	112	86	87	80	75	36	-76	Saldo

	'29 vs. '24 Différence	'25 vs. '24 Différence	'26 vs. '25 Différence	'27 vs. '26 Différence	'28 vs. '27 Différence	'29 vs. '28 Différence	'29 vs. '24 Différence	
	- Verschil							
	%	%	%	%	%	%	% p.an./ p.jr.	
Recettes	22,2	4,7	3,9	4,0	4,1	3,7	4,1	Ontvangsten
Cotisations	23,6	5,7	4,2	4,0	4,2	3,6	4,3	Bijdragen
Subventions des pouvoirs publics	22,2	4,5	3,9	4,1	4,1	3,8	4,1	Toelagen van de overheden
Transferts externes	0,7	- 0,6	- 0,9	0,8	0,8	0,7	0,1	Externe overdrachten
Divers	- 50,0	- 50,8	0,5	0,5	0,4	0,4	- 8,4	Diversen
Dépenses	22,7	4,9	4,0	4,1	4,1	3,8	4,2	Uitgaven
Prestations	22,2	4,7	3,9	4,0	4,0	3,8	4,1	Prestaties
Frais de gestion	14,5	3,3	2,9	2,4	2,9	2,3	2,8	Beheerskosten
Transferts externes	31,0	7,2	5,4	5,1	4,9	5,1	5,5	Externe overdrachten
Solde	- 67,8	- 23,5	1,4	- 8,6	- 5,6	- 51,8		Saldo

Tableau 111 : Organismes hors gestion globale hors pensions du secteur public (2024-2029)

	2024 Mon. 03/24 -	2025 Mon. 03/24 -	2026 Mon. 03/24 -	2027 Mon. 03/24 -	2028 Mon. 03/24 -	2029 Mon. 03/24 -	'29 vs. '24 Différence -	
	Mon. 03/24	Verschil						
(en millions EUR sauf indication contraire)								(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)
Recettes	1.237	1.260	1.287	1.286	1.313	1.295	57	Ontvangsten
Cotisations	371	428	437	443	449	431	60	Bijdragen
Subventions des pouvoirs publics	514	523	523	523	526	531	17	Toelagen van de overheden
Transferts externes	78	46	59	47	60	48	-30	Externe overdrachten
Revenus de placement	35	36	37	37	38	39	4	Opbrengsten beleggingen
Divers	238	227	231	235	239	244	6	Diversen
Dépenses	1.311	1.274	1.288	1.298	1.312	1.324	14	Uitgaven
Prestations	896	876	882	887	897	908	11	Prestaties
Frais de gestion	56	57	58	59	60	60	4	Beheerskosten
Transferts externes	144	139	143	144	143	140	-3	Externe overdrachten
Charges d'intérêt	2	2	2	2	2	1	-1	Interestlasten
Divers	211	199	203	207	211	215	3	Diversen
Solde	-73	-14	-1	-12	1	-30	43	Saldo

	'29 vs. '24 Différence -	'25 vs. '24 Différence -	'26 vs. '25 Différence -	'27 vs. '26 Différence -	'28 vs. '27 Différence -	'29 vs. '28 Différence -	'29 vs. '24 Différence -	
	Verschil %	Verschil %	Verschil %	Verschil %	Verschil %	Verschil %	Verschil % p.an./ p.jr.	
Recettes	4,6	1,8	2,1	0,0	2,1	- 1,4	0,9	Ontvangsten
Cotisations	16,2	15,3	2,1	1,4	1,2	- 3,8	3,1	Bijdragen
Subventions des pouvoirs publics	3,3	1,6	0,1	0,0	0,7	0,9	0,6	Toelagen van de overheden
Transferts externes	- 38,0	- 40,5	27,0	- 19,5	26,4	- 19,2	- 6,6	Externe overdrachten
Revenus de placement	11,3	1,3	2,4	2,4	2,4	2,3	2,2	Opbrengsten beleggingen
Divers	2,4	- 4,8	1,8	1,8	1,8	1,8	0,5	Diversen
Dépenses	1,0	- 2,8	1,1	0,8	1,1	0,9	0,2	Uitgaven
Prestations	1,2	- 2,3	0,7	0,6	1,1	1,2	0,2	Prestaties
Frais de gestion	6,8	1,2	1,5	1,3	1,8	0,8	1,3	Beheerskosten
Transferts externes	- 2,4	- 3,1	2,5	0,5	- 0,3	- 1,9	- 0,5	Externe overdrachten
Charges d'intérêt	- 45,2	- 12,4	- 9,4	- 10,3	- 5,7	- 18,3	- 7,7	Interestlasten
Divers	1,6	- 5,8	1,9	1,9	1,9	1,9	0,3	Diversen
Solde	59,4	80,7	92,6	- 1 047,0	108,2	- 3 124,9		Saldo

2024-2029

Le solde des organismes hors gestion globale passe de 39 millions EUR en 2024 à 7 millions EUR en 2029, soit une détérioration de 33 millions EUR durant cette période.

Les recettes augmentent de 5.094 millions EUR pour passer de 23.909 millions EUR à 29.003 millions EUR (+21,3 %). Les recettes de cotisations augmentent de 23,3 % pour atteindre 9.002 millions EUR.

Les dépenses augmentent de 5.126 millions EUR pour passer de 23.870 millions EUR à 28.996 millions EUR (+21,5 %). Les prestations augmentent de 21,3 % pour atteindre 26.845 millions EUR.

6.3 Solde pour l'Entité I

6.3.1 Soldes nominal et primaire pour l'Entité I

Les tableaux suivants présentent un aperçu général de la composition des soldes nominal et primaire pour l'Entité I, d'une part sur base des flux globaux au sein de l'Entité I (exprimés en % du PIB) et, d'autre part, sur la base du solde et des charges d'intérêts par sous-entité (exprimés en millions EUR).

Tableau 112 : Composition des soldes nominal et primaire de l'Entité I – flux globaux (2024-2029) (en % du PIB)

	En % PIB						Différence -	
	In % bbp							
	2024 Mon. 03/24 -	2025 Mon. 03/24 -	2026 Mon. 03/24 -	2027 Mon. 03/24 -	2028 Mon. 03/24 -	2029 Mon. 03/24 -		
Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Verschil		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(6) vs. (1)	
Recettes	31,6	31,2	31,2	30,9	30,9	30,9	-0,7	Inkomsten
Recettes fiscales nettes	15,6	15,4	15,4	15,2	15,2	15,2	-0,5	Nettofiscale inkomsten
Recettes fiscales brutes	25,6	25,5	25,5	25,4	25,3	25,3	-0,4	Brutofiscale inkomsten
Impôts directs	15,3	15,2	15,3	15,1	15,1	15,1	-0,1	Directe belastingen
Impôts indirects et capital	10,3	10,2	10,2	10,2	10,1	10,1	-0,2	Indirecte & kapitaal
Transferts fiscaux à l'UE et à d'autres entités	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	Eigen fiscale ontvangsten ION
	-10,0	-10,1	-10,1	-10,1	-10,1	-10,1	-0,1	Fiscale adrachten naar EU & andere entiteiten
Cotisations sociales/recettes parafiscales	13,4	13,6	13,6	13,6	13,7	13,7	0,2	Sociale bijdragen/parafiscale ontvangsten
Recettes non fiscales	2,5	2,3	2,2	2,0	2,0	2,0	-0,5	Niet-fiscale ontvangsten
Dépenses primaires	-32,9	-33,1	-33,6	-33,7	-34,1	-34,3	-1,5	Primaire uitgaven
Dépenses finales	-28,9	-29,0	-29,4	-29,5	-29,9	-30,2	-1,3	Finale uitgaven
Ensemble des prestations sociales	-21,0	-21,3	-21,6	-21,9	-22,2	-22,4	-1,5	Totaal prestaties Sociale Zekerheid
Autres dépenses de la sécurité sociale	-2,0	-1,9	-1,9	-1,9	-1,9	-1,9	0,0	Andere uitgaven Sociale Zekerheid
Budget des dépenses primaires et OIP	-5,9	-5,8	-5,8	-5,7	-5,8	-5,8	0,2	Primaire uitgaven begroting & ION
Transferts fiscaux nets	-4,0	-4,2	-4,2	-4,2	-4,2	-4,2	-0,2	Nettobudgettaire transferten
Non réparti	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Onverdeeld
Solde primaire	-1,2	-1,9	-2,3	-2,8	-3,1	-3,4	-2,2	Primair saldo
Charges d'intérêts	-1,6	-1,7	-1,8	-2,0	-2,1	-2,3	-0,7	Interestlasten
Solde de financement	-2,9	-3,6	-4,2	-4,7	-5,2	-5,7	-2,9	Vorderingensaldo

Exprimée en pourcentage du PIB, une diminution des recettes de 0,7 point de pourcentage du PIB peut être observée sur la période 2024-2029. Entre 2024 et 2029, les dépenses primaires, quant à elles, augmentent de 1,5 point de pourcentage du PIB. Cette augmentation s'explique principalement par l'augmentation des prestations sociales. Cela se traduit par une diminution du solde primaire de 2,2 points de pourcentage du PIB entre 2024 et 2029. Les charges d'intérêt consolidées augmentent de 0,7 point de pourcentage du PIB entre 2024 et 2029. Ainsi, le solde de financement de l'Entité I se détériore de 2,9 points de pourcentage du PIB entre 2024 et 2029.

Tableau 113 : Composition des soldes nominal et primaire de l'Entité I – par sous-entité (2024-2029)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	'29 vs. '24		
	Mon. 03/24	Différence							
	-	-	-	-	-	-	-		
(en millions EUR sauf indication contraire)	Mon. 03/24	Verschil	(in miljoen EUR tenzij anders vermeld)						
Solde primaire entité I	-7.561	-11.591	-15.023	-18.295	-21.335	-24.168	-16.607	Primair saldo entiteit I	
Solde de financement entité I	-17.261	-22.347	-26.881	-31.524	-35.959	-40.474	-23.214	Vorderingensaldo entiteit I	
Solde de financement fédéral	-18.160	-22.979	-25.241	-28.510	-31.260	-34.315	-16.155	Vorderingensaldo federaal	
Solde de financement SS	590	361	-1.907	-3.300	-4.981	-6.441	-7.031	Vorderingensaldo SZ	
Mesures non réparties	309	271	267	286	283	281	-28	Onverdeelde maatregelen	
Charges d'intérêt entité I	9.699	10.757	11.857	13.228	14.623	16.306	6.607	Interestlasten entiteit I	
	% bbp - % PIB								
Solde primaire entité I	-1,2	-1,9	-2,3	-2,8	-3,1	-3,4	-2,2	Primair saldo entiteit I	
Solde de financement entité I	-2,9	-3,6	-4,2	-4,7	-5,2	-5,7	-2,9	Vorderingensaldo entiteit I	
Solde de financement fédéral	-3,0	-3,7	-3,9	-4,3	-4,6	-4,9	-1,9	Vorderingensaldo federaal	
Solde de financement SS	0,1	0,1	-0,3	-0,5	-0,7	-0,9	-1,0	Vorderingensaldo SZ	
Mesures non réparties	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Onverdeelde maatregelen	
Charges d'intérêt entité I	1,6	1,7	1,8	2,0	2,1	2,3	0,7	Interestlasten entiteit I	

Le solde de financement pour l'Entité I est estimé à -17.261 millions EUR ou -2,9 % du PIB en 2024. Sur la période 2024-2029, le déficit devrait se détériorer chaque année pour atteindre 40.474 millions EUR en 2029. Entre 2024 et 2029, le déficit passerait ainsi de -2,9 % du PIB à -5,7 % du PIB, soit une détérioration de 2,9 points de pourcentage du PIB.

Les charges d'intérêts consolidées passent de 9.699 millions EUR en 2024 à 16.306 millions EUR en 2029. Cela représente une augmentation de 6.607 millions EUR.

Le solde primaire de l'Entité I passe ainsi de -7.561 millions EUR ou -1,2 % du PIB en 2024 à un déficit de -24.168 millions EUR ou -3,4 % du PIB en 2029.

6.3.2 Solde primaire structurel de l'Entité I

Dans le cadre du réexamen de la gouvernance économique (RGE), la Commission européenne a mis l'accent sur le concept de solde primaire structurel. Pour passer du solde nominal au solde structurel, il est nécessaire de neutraliser l'impact de la conjoncture et l'impact des mesures ponctuelles (« one off ») ainsi que de tenir compte de la correction pour les transferts aux entités fédérées (concept CSF). Pour passer du solde structurel au solde primaire structurel, il est nécessaire de neutraliser l'impact des charges d'intérêt.

L'estimation de l'impact de la conjoncture sur le solde est basée sur l'output gap. Les estimations utilisées dans le cadre de ce rapport sont basées sur le budget économique 2024 et les perspectives économiques 2025-2029 du Bureau fédéral du Plan de février 2024. L'output gap pour les années 2024, 2025, 2026, 2027, 2028 et 2029 est estimé respectivement à 0,2 % du PIB potentiel en 2024, -0,4 % entre 2025 et 2027, -0,2 % en 2028 et 0,0 % en 2029. En conséquence, la correction cyclique pour l'Entité I est estimée à -445 millions EUR en 2024, -1.031 millions EUR en 2025, -1.019 millions EUR en 2026, -1.050 millions EUR en 2027, -599 millions EUR en 2028 et -128 millions EUR en 2029.

Le tableau suivant présente un aperçu des éléments qui sont repris en tant que one-off entre 2024 et 2029.

Tableau 114 : One-off Entité I (2024-2029)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	
	-	-	-	-	-	-	
(en millions EUR)	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	Mon. 03/24	(in miljoen EUR)
Rythme d'enrôlement	0	0	0	0	0	0	Inkohieringsritme
Réforme du précompte professionnel	- 908	- 221	0	0	0	0	Hervorming bedrijfsvoorheffing
Décomptes LSF	101						Afrekeningsaldo BFW
Décisions judiciaires	0	0	0	0	0	0	Gerechtelijke beslissing
ORD EU Budget	- 92	0	0	0	0	0	ORD EU Budget
TOTAL ENTITÉ I	- 898	- 221	0	0	0	0	TOTAAL ENTITEIT I

Pour les estimations de la **correction pour transferts**, les pourcentages sont ceux qui ont été transmis par le secrétariat du CSF. Selon le CSF, la correction pour transferts de -75 millions EUR en 2024, -93 millions EUR en 2025, -79 millions EUR en 2026, -49 millions EUR en 2027 et de 3 millions EUR en 2028 et 2029.

Le tableau suivant présente l'aperçu de l'estimation du solde primaire structurel pour l'Entité I entre 2024 et en 2029.

Tableau 115 : Estimation du solde primaire structurel de l'Entité I (2024-2029)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	29 vs. 24	
	Mon. 03/24	Différence						
	-	-	-	-	-	-	-	
(en millions d'euros)	Mon. 03/24	Verschil	(in miljoen euro)					
Solde de financement	-17.261	-22.347	-26.881	-31.524	-35.959	-40.474	-23.214	Vorderingsaldo
Correction cyclique	-445	-1.031	-1.019	-1.050	-599	-128	317	cyclische correctie
One-off	-898	-221	0	0	0	0	898	one-off
Correction pour transferts	-75	-93	-79	-49	3	3	78	correctie voor overdrachten
Solde structurel	-15.842	-21.002	-25.783	-30.425	-35.362	-40.349	-24.507	Structureel saldo
Charges d'intérêt	9.699	10.757	11.857	13.228	14.623	16.306	6.607	Interestlasten
Solde primaire structurel	-6.143	-10.245	-13.926	-17.196	-20.739	-24.043	-17.900	Structureel primaire saldo
<i>PIB</i>	<i>605.569</i>	<i>624.406</i>	<i>644.626</i>	<i>664.193</i>	<i>685.321</i>	<i>706.476</i>	<i>100.907</i>	<i>bbp</i>
	2024	2025	2026	2027	2028	2029	29 vs. 24	
	Mon. 03/24	Différence						
	-	-	-	-	-	-	-	
(en % PIB)	Mon. 03/24	Verschil	(in % bbp)					
Solde de financement	-2,9	-3,6	-4,2	-4,7	-5,2	-5,7	-2,9	Vorderingsaldo
Correction cyclique	-0,1	-0,2	-0,2	-0,2	-0,1	0,0	0,1	cyclische correctie
One-off	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	one-off
Correction pour transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	correctie voor overdrachten
Solde structurel	-2,6	-3,4	-4,0	-4,6	-5,2	-5,7	-3,1	Structureel saldo
Charges d'intérêt	1,6	1,7	1,8	2,0	2,1	2,3	0,7	Interestlasten
Solde primaire structurel	-1,0	-1,6	-2,2	-2,6	-3,0	-3,4	-2,4	Structureel primaire saldo

Le solde primaire structurel de l'Entité I se détériore chaque année entre 2024 et 2029 pour passer de -1,0 % du PIB en début de période à -3,4 % du PIB en 2029, soit une détérioration de 2,4 points de pourcentage du PIB. Cela représente une détérioration en termes nominaux de 17.900 millions EUR.

7 Solde et taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics

7.1 Solde de l'ensemble des pouvoirs publics

Le tableau suivant présente l'estimation des soldes nominal et primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics à politique constante, à la fois en millions EUR et en % du PIB.

Les données relatives à l'entité II proviennent du budget économique 2024 de février 2024 du Bureau fédéral du Plan et ont été adaptées concernant les Communautés et Régions en tenant compte de la différence d'estimation de l'IPP régional en SEC entre le BFP et le SPF Finances.

Tableau 116 : Aperçu des soldes nominal et structurel de l'ensemble des pouvoir publics (2024-2029)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	29 vs. 24	
	Mon. 03/24	Différence						
(en millions EUR)	Mon. 03/24	Vershil	(in miljoen EUR)					
Entité I								Entiteit I
Solde de financement	-17.261	-22.347	-26.881	-31.524	-35.959	-40.474	-23.214	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-6.143	-10.245	-13.926	-17.196	-20.739	-24.043	-17.900	Structureel primair saldo
Entité II								Entiteit II
Solde de financement	-9.199	-7.629	-7.189	-5.783	-4.714	-4.129	5.070	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-6.401	-4.297	-3.406	-1.530	-222	530	6.931	Primair structureel saldo
Corrections non réparties ensemble des pouvoirs publics	-182	-158	-157	-156	-155	-154	28	Onverdeelde correcties gezamenlijke overheid
Ensemble des pouvoirs publics								Gezamenlijke overheid
Solde de financement	-26.642	-30.135	-34.227	-37.463	-40.827	-44.757	-18.115	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-12.729	-14.703	-17.492	-18.886	-21.119	-23.670	-10.941	Structureel primair saldo

PIB	605.569	624.406	644.626	664.193	685.321	706.476	100.907	bbp
	Mon. 03/24	Différence						
(en % PIB)	Mon. 03/24	Vershil	(in % bbp)					
Entité I								Entiteit I
Solde de financement	-2,9	-3,6	-4,2	-4,7	-5,2	-5,7	-2,9	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-1,0	-1,6	-2,2	-2,6	-3,0	-3,4	-2,4	Structureel primair saldo
Entité II								Entiteit II
Solde de financement	-1,5	-1,2	-1,1	-0,9	-0,7	-0,6	0,9	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-1,1	-0,7	-0,5	-0,2	0,0	0,1	1,1	Primair structureel saldo
Corrections non réparties ensemble des pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Onverdeelde correcties gezamenlijke overheid
Ensemble des pouvoirs publics								Gezamenlijke overheid
Solde de financement	-4,4	-4,8	-5,3	-5,6	-6,0	-6,3	-1,9	Vorderingensaldo
Solde primaire structurel	-2,1	-2,4	-2,7	-2,8	-3,1	-3,4	-1,2	Structureel primair saldo

Le **solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics** en 2024 est estimé à -26.642 millions EUR ou -4,4 % du PIB.

Entre 2024 et 2029, le déficit augmente chaque année pour atteindre -6,3 % du PIB en 2029.

Entre 2024 et 2029, cela représente une détérioration du solde de financement en termes nominaux de 18.115 millions EUR ou 1,9 points de pourcentage du PIB.

La contribution plastique est incluse en tant que mesure non répartie au niveau de l'ensemble des pouvoirs publics car la part de chaque entité dans son financement n'est pas encore claire. Les dépenses sont estimées à 132 millions EUR en 2024, 158 millions EUR en 2025, 157 millions EUR en 2026, 156 millions EUR en 2027, 155 millions EUR en 2028 et 154 millions EUR en 2029. En 2024, un montant de 50 millions EUR relatif au coût des vaccins est également repris.

Le **solde primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics**, c'est-à-dire après correction des impacts de la conjoncture et des one-off et sans tenir compte des charges d'intérêts, est estimé pour l'année 2024 à -12.729 millions EUR ou -2,1 % du PIB. Entre 2024 et 2029, le solde primaire structurel de l'ensemble des pouvoirs publics se détériore pour passer de -12.729 millions EUR ou -2,1 % du PIB à -23.670 millions EUR ou -3,4 % du PIB.

Sur la période 2024-2029, cela représente une détérioration de 1,2 point de pourcentage du PIB.

7.2 Taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics

Le taux d'endettement est estimé sur base, entre autres, du solde de financement et des estimations de l'Agence de la Dette concernant l'impact des facteurs exogènes sur la dette.

Tableau 117 : Evolution du taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics à politique constante

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
	ICN	Mon. 03/24							
(en % PIB)	-	-	-	-	-	-	-	-	(in % bbp)
	INR	Mon. 03/24							
Taux d'endettement	104,3	105,9	105,9	108,0	110,3	113,1	115,9	118,9	Schuldgraad
Variation du taux d'endettement	-3,6	1,5	0,0	0,0	2,2	2,3	2,7	2,8	Verandering schuldgraad
Facteurs endogènes	-5,4	-0,8	0,6	0,6	1,6	1,9	2,4	2,5	Endogene factoren
Facteurs exogènes	1,8	2,3	-0,6	-0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	Exogene factoren

Le taux d'endettement passe de 105,9 % du PIB en 2024 à 118,9 % du PIB en 2029.

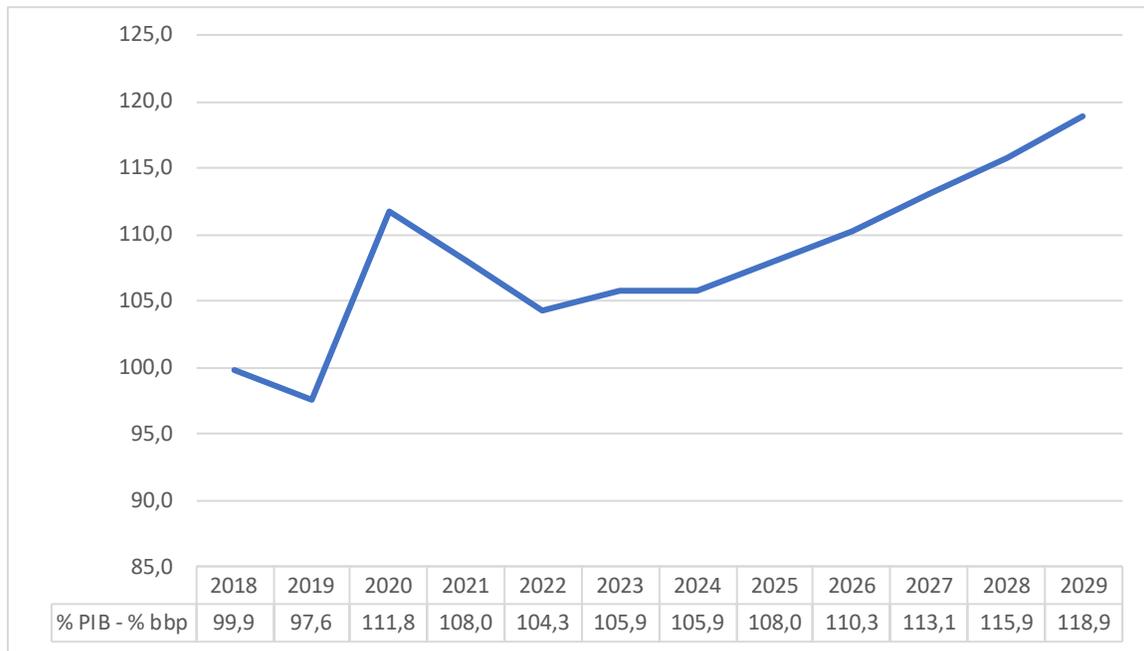
Il a été tenu compte des éléments suivants pour la détermination des facteurs exogènes :

Tableau 118 : Aperçu des facteurs exogènes (2024-2029)

En millions EUR	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Exogene factoren	-3.665	3.327	2.548	2.375	2.183	1.294
<i>in % bbp</i>	-0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	0,2
<i>Impact interesten swaps (cash)</i>	-52	-39	-44	-41	-42	-41
<i>Uitgiftepremies</i>	1.752	0	0	0	0	0
<i>Annulatiepremies swaps + swaptions</i>	100	100	100	100	100	100
<i>Overgang van gelopen interesten naar vervallen interesten (kas)</i>	770	695	429	117	266	-353
<i>Kostprijs terugkopen OLO's</i>	-39	13	-36	-13	-73	-142
<i>Terugbetaling Kaupthing</i>	0	0	0	0	0	0
<i>Terugbetaling Griekenland EFSF</i>	0	0	-97	-97	-97	-97
<i>Aantal schuldcorrecties op niveau gewesten en lokale overheden (VMSW, VWF)</i>	1.506	1.201	1.216	1.235	1.212	1.212
<i>Diverse kasovergang</i>	1.470	822	557	420	557	580
<i>Defensie investeringsuitgaven</i>	-619	59	-84	118	-307	-564
<i>Transformatiefonds</i>	0	0	0	0	0	0
<i>A1/A3</i>	-459	-459	-459	-459	-459	-459
<i>Participatie BNP</i>	0	0	0	0	0	0
<i>Bons d'état souscription 2023</i>	-9.000	0	0	0	0	0
<i>Andere</i>	908	937	967	996	1.028	1.060

Le tableau suivant présente l'évolution du taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics depuis 2018.

Tableau 119 : Evolution du taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics (2018-2029)



8 Comparaison des estimations de l'ensemble des pouvoirs publics avec d'autres institutions

Le tableau suivant donne un aperçu des estimations disponibles à ce jour réalisées par la Commission européenne, le Bureau fédéral du Plan, la Banque nationale de Belgique, l'OCDE et le FMI concernant la croissance réelle ainsi que le solde nominal et le taux d'endettement de l'ensemble des administrations publiques. Les estimations présentées dans ce rapport sont comparées à ces estimations.

Tableau 120 : Comparaison des résultats avec les estimations d'autres institutions

en % PIB		Croissance réelle					
		2024	2025	2026	2027	2028	2029
Commission européenne	<i>févr-23</i>	1,4	1,5				
Bureau fédéral du Plan	<i>févr-24</i>	1,4	1,3	1,4	1,3	1,4	1,3
BNB	<i>déc-23</i>	1,3	1,2	1,3			
OCDE	<i>nov-23</i>	1,1	1,5				
FMI	<i>oct-23</i>	0,9	1,2	1,2	1,2	1,3	
Comité de monitoring	<i>mars-24</i>	1,4	1,3	1,4	1,3	1,4	1,3

en % PIB		Solde nominal de l'ensemble des pouvoirs publics					
		2024	2025	2026	2027	2028	2029
Commission européenne	<i>févr-23</i>	-4,9	-5,0				
Bureau fédéral du Plan	<i>févr-24</i>	-4,6	-4,8	-5,2	-5,3	-5,4	-5,6
BNB	<i>déc-23</i>	-4,4	-4,8	-5,2			
OCDE	<i>nov-23</i>	-4,8	-5,0				
FMI	<i>oct-23</i>	-4,8	-4,8	-5,1	-5,5	-5,5	
Comité de monitoring	<i>mars-24</i>	-4,4	-4,8	-5,3	-5,6	-6,0	-6,3

en % PIB		Taux d'endettement					
		2024	2025	2026	2027	2028	2029
Commission européenne	<i>févr-23</i>	106,4	107,3				
Bureau fédéral du Plan	<i>févr-24</i>	106,2	107,9	110,0	112,4	114,5	116,8
BNB	<i>déc-23</i>	105,2	107,2	109,6			
OCDE	<i>nov-23</i>	107,4	109,8				
FMI	<i>oct-23</i>	106,8	108,5	110,9	113,5	115,9	
Comité de monitoring	<i>mars-24</i>	105,9	108,0	110,3	113,1	115,9	118,9

9 Overzicht van de globale investeringsinspanning voor entiteit I

In het federale regeerakkoord is de doelstelling opgenomen om tegen 2030 terug te keren naar een niveau van overheidsinvesteringen van 4 % van het bbp. De regering heeft voorzien dat de federale overheid haar deel zal doen, rekening houdend met haar aandeel in de overheidsinvesteringen in 2019, namelijk ongeveer 17,5 %.

Op 25 maart 2022 keurde de federale regering een aantal maatregelen goed die de planning, uitvoering en boekhoudkundige consolidatie van overheidsinvesteringen moeten vergemakkelijken en het beheer ervan moeten verbeteren. Met een beter beheer van overheidsinvesteringen wordt bedoeld dat er onder meer een geconsolideerd overzicht van de overheidsinvesteringen beschikbaar is en dat kapitaaluitgaven binnen het bestaande begrotingskader en begrotingsdoelstellingen gunstiger behandeld worden.

In het verlengde van voormelde regeringsbeslissing keurde de federale regering een addendum goed bij de omzendbrief van 1 april 2022 betreffende de initiële begroting 2023 en de meerjarenraming 2024-2027 met bijkomende richtlijnen inzake de behandeling van overheidsinvesteringen. Het addendum stelt onder meer dat er een overzicht van de globale investeringsinspanning dient te worden opgenomen in het rapport van het Monitoringcomité.

De volgende tabel geeft een overzicht van de globale investeringsinspanning voor entiteit I, waarbij zo nauw mogelijk wordt aangesloten bij het concept volgens het INR.

Tabel 121: Overzicht van de globale investeringsinspanning van entiteit I

<i>En millions EUR</i>	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	<i>In miljoen EUR</i>
SPF/SPP	1.976	1.731	2.517	3.009	3.123	2.978	3.031	FOD's / POD's
Correction SEC investissements défense	-1.063	631	-57	70	-118	307	564	ESR-correctie voor investeringen defensie
Organismes d'intérêt public	1.077	1.289	1.215	1.157	1.024	1.044	1.044	Instellingen van openbaar nut
IPSS	95	42	37	34	33	36	36	OISZ
Total Investissements publics directs	2.085	3.693	3.711	4.269	4.062	4.365	4.675	Totaal van directe openbare investeringen
Passage à la formation brute de capital ICN :	1.167	1.200	1.204	1.256	1.287	1.314	1.342	Overgang naar brutokapitaalvorming INR:
Activation Dépenses Politique scientifique	275	284	292	301	310	319	329	Activering uitgaven Wetenschapsbeleid
Activation dépenses IT SPF/SPP/OIP	493	508	524	539	555	572	589	Activering IT-uitgaven voor FOD's/POD's/ ION's
Activation dépenses IT IPSS	34	35	36	37	38	39	41	Activering IT-uitgaven OISZ
Activation investissements Infrabel et Ondraf	418	418	418	418	418	418	418	Activering investeringen Infrabel en Niras
Désinvestissements SPF/SPP	-25	-29	-28	-28	-28	-28	-28	Desinvesteringen FOD's / POD's
Désinvestissements OIP	-29	-16	-37	-11	-6	-6	-6	Desinvesteringen ION
Formation brute de capital SEC	3.252	4.893	4.916	5.526	5.349	5.680	6.018	Brutokapitaalvorming ESR
Aides à l'investissement	770	840	1.048	968	747	749	844	Investeringssteun
Investissements soutenus par les pouvoirs	4.022	5.733	5.963	6.493	6.096	6.428	6.861	Investeringen ondersteund door de overheid
<i>En % du PIB</i>	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>In % van het bbp</i>

De tabel start met de traditionele investeringsuitgaven van de departementen/instellingen en OISZ. Het gaat hier voor wat de departementen en instellingen betreft over de codes 7 van de economische hergroepering. De evolutie op het niveau van de departementen wordt sterk bepaald door de investeringen van defensie. Voor de instellingen openbaar nut zorgen Infrabel en de Regie der Gebouwen voor het gros van de investeringen.

Voor de activering van de IT-uitgaven, uitgaven wetenschapsbeleid en de productie voor eigen rekening van informatica-investeringen werd het laatst gekende cijfer van het INR hernomen, zijnde dat van 2022, waarop vervolgens een jaarlijks groeipercentage van 3 % werd toegepast.

De lijn investeringsbijdrage betreft in hoofdzaak de investeringssteun aan de NMBS.

De tabel maakt abstractie van investeringsuitgaven via alternatieve financiering (DBFM, offshore) aangezien er momenteel hierover geen gegevens beschikbaar waren.

10 Bijlagen

Bijlage 1 – Niet-fiscale middelen voor overgangscorrecties: grote posten (in kEUR)

(bedrag ≥ 20 mio EUR in 2024-2029 of verschil ≥ 20 mio EUR in 2024-2029)

Titel	Sec	Ch	Par	SEC	SEC	NO	Libellé NL	INI	Aanpassing	2024	2025	2026	2027	2028	2029	25-24	26-25	27-26	28-27	29-28
01	2	12	0	16	11	01	Opbrengsten van de Regie van het Belgisch Staats-	39.000	0	39.000	39.000	39.000	39.000	39.000	39.000	0	0	0	0	0
01	2	13	0	39	10	06	Subsidies vanuit EC voor AMIF en ISF	3.000	0	3.000	40.748	0	0	0	0	37.748	-40.748	0	0	0
01	2	13	0	39	10	09	Subsidies vanuit EC voor AMIF-BMVI-ISF	59.405	0	59.405	46.818	41.743	22.082	27.106	27.106	-12.587	-5.075	-19.661	5.024	0
01	2	14	1	16	12	02	Opbrengst van de kanselarij- en consulaatrechten	23.324	0	23.324	23.324	23.324	23.324	23.324	23.324	0	0	0	0	0
01	2	14	2	36	50	02	Netto-storting door de Nationale Loterij.	84.709	0	84.709	84.709	84.709	84.709	84.709	84.709	0	0	0	0	0
01	2	18	1	16	13	01	Inningskosten terugbetaald door de Europese	832.949	-59.702	773.247	776.445	787.316	798.338	809.515	820.848	3.198	10.871	11.022	11.177	11.333
01	2	18	1	26	10	13	Rente leningen plaatselijke overheidsdiensten	4.500	0	4.500	13.500	22.500	31.500	31.500	31.500	9.000	9.000	9.000	0	0
01	2	18	1	26	20	03	Interessen van de portefeuille van de Deposito- en	63.435	66.565	130.000	130.000	130.000	130.000	130.000	130.000	0	0	0	0	0
01	2	18	1	28	20	01	Dividenden van de deelnemingen van de Staat in de	581.000	0	581.000	361.000	361.000	361.000	361.000	361.000	-220.000	0	0	0	0
01	2	18	1	28	20	05	Dividend aan de Staat verschuldigd op basis van	104.599	37.672	142.271	94.198	90.235	87.313	87.150	87.150	-48.073	-3.963	-2.922	-163	0
01	2	18	1	36	50	01	Monopolierente van de Nationale Loterij.	101.500	0	101.500	101.500	101.500	101.500	101.500	101.500	0	0	0	0	0
01	2	18	1	38	50	01	Boetes dematerialisering	900	0	900	0	175.000	0	0	0	-900	175.000	-175.000	0	0
01	2	18	2	12	11	10	Inning rechtsplegingsvergoedingen	44.196	0	44.196	45.221	46.269	47.342	48.439	48.439	1.025	1.048	1.073	1.097	0
01	2	18	2	12	11	11	Gerecupereerde gerechts- en vervolgingskosten inza	34.088	0	34.088	34.088	34.088	34.088	34.088	34.088	0	0	0	0	0
01	2	18	2	16	20	03	Vergelding van de administratiekosten in verband	39.456	0	39.456	43.165	44.606	46.252	47.940	47.940	3.709	1.441	1.646	1.688	0
01	2	18	2	26	10	01	Nalatigheidsinteressen inzake belastingen	97.349	12.528	109.877	111.776	113.707	115.671	117.670	119.703	1.899	1.931	1.964	1.999	2.033
01	2	18	2	26	10	04	Nalatigheidsinteressen (ten laste van de bedrijven)	46.865	0	46.865	50.582	54.518	58.687	63.100	63.100	3.717	3.936	4.169	4.413	0
01	2	18	2	36	90	04	Toeslag boetes crossborder	81.168	0	81.168	85.885	90.883	96.167	101.766	97.511	4.717	4.998	5.284	5.599	-4.255
01	2	18	2	37	70	02	Bijdrage van de energiesector.	413.000	0	413.000	212.000	199.000	0	0	0	-201.000	-13.000	-199.000	0	0
01	2	18	3	16	12	03	Hyp. Retributies	224.747	0	224.747	231.489	231.489	238.434	238.434	238.434	6.742	0	6.945	0	0
01	2	18	6	38	10	02	Opbrengsten van transacties	75.000	0	75.000	0	0	0	0	0	-75.000	0	0	0	0
01	2	24	0	42	20	02	Terugbetaling alternatieve financiering '1 quater	0	432.759	432.759	0	0	0	0	0	-432.759	0	0	0	0
01	2	24	0	42	20	03	Terugbetaling door de OISZ van COVID-19 subs.	0	59.954	59.954	0	0	0	0	0	-59.954	0	0	0	0
01	2	24	0	42	80	03	Terugb. Evenwichtsdotatie RSVZ/RSZ	0	389.683	389.683	0	0	0	0	0	-389.683	0	0	0	0
01	2	25	0	12	11	04	Terugbetaling vaccins en andere coronakosten	49.960	0	49.960	0	0	0	0	0	-49.960	0	0	0	0
01	2	32	0	36	90	05	Bijdrage energiesector Doel 1 en 2	20.000	0	20.000	20.000	0	0	0	0	0	-20.000	0	0	0
01	2	32	0	36	90	13	Bijdrage aan de oliesector	150.750	2.610	153.360	0	0	0	0	0	-153.360	0	0	0	0
01	2	32	0	37	10	01	Overwinstbelasting	692.055	24.291	716.346	0	0	0	0	0	-716.346	0	0	0	0
01	2	33	3	38	10	02	Terugbetaling van uitgaven gedaan voor skeyes	27.000	-22.000	5.000	5.000	22.000	22.000	22.000	0	0	17.000	0	-22.000	0
01	2	33	3	38	10	02	Terugb. uitgaven gedaan voor skeyes	0	22.000	22.000	22.000	22.000	22.000	22.000	22.000	0	0	0	0	-22.000
01	2	33	5	16	11	25	Rijbewijzen	20.534	0	20.534	23.339	23.041	22.276	21.216	21.216	2.805	-298	-765	-1.060	0
01	2	33	7	28	20	01	Winstaandeel te storten door Proximus	217.065	0	217.065	72.355	108.532	108.532	108.532	108.532	-144.710	36.177	0	0	0
01	2	33	7	37	40	01	Kinderbijslag	60.374	0	60.374	58.944	58.333	57.633	57.070	57.070	-1.430	-611	-700	-563	0
01	2	51	0	26	10	01	Intersten leningen financiële crisis	67.979	0	67.979	55.807	47.598	43.802	41.262	41.262	-12.172	-8.209	-3.796	-2.540	0
02	2	06	0	59	11	01	Ontvangsten EU voor investeringen	481.742	-161.872	319.870	301.684	229.526	0	0	0	-18.186	-72.158	-229.526	0	0
02	2	18	1	97	00	01	Monetisering	37.000	0	37.000	37.000	37.000	37.000	37.000	37.000	0	0	0	0	0
02	2	18	2	58	20	01	Verbuurverklaringen en gesekwestreerde goederen	35.000	0	35.000	35.500	36.000	36.500	37.000	37.000	500	500	500	500	0
02	2	18	2	58	20	03	Terugvordering van alimentatiegelden.	21.887	0	21.887	22.982	24.131	25.337	26.604	26.604	1.095	1.149	1.206	1.267	0
02	2	32	0	77	30	01	Ontvangsten afkomstig uit de verkoop van de UMTS-	51.426	0	51.426	51.426	51.426	51.426	51.426	51.426	0	0	0	0	0
02	2	51	0	86	70	01	Wisselwinsten op de schuld in vreemde munt	303.701	0	303.701	167.496	129.411	100.000	119.133	119.133	-136.205	-38.085	-29.411	19.133	0
02	2	51	0	86	70	02	Kapitaalwinsten andere dan wisselwinsten (op de	24.349	0	24.349	9.947	26.415	40.913	54.225	54.225	-14.402	16.468	14.498	13.312	0
02	2	51	0	86	70	04	Inkomsten met betrekking tot derivaten.	784.047	0	784.047	186.357	174.114	164.140	163.330	163.330	-597.690	-12.243	-9.974	-810	0
02	2	51	0	86	70	06	Indekking van betalingen voor de F35 en Male	460.626	0	460.626	164.094	505.382	530.284	361.311	361.311	-296.532	341.288	24.902	-168.973	0
02	2	51	0	88	12	01	Terugbetaling leningen aan lidstaten van de EU	97.262	0	97.262	97.262	97.262	97.262	97.262	97.262	0	0	0	0	0
02	2	51	0	89	14	01	Terugbetaling van leningen aan AOI	48.111	0	48.111	48.111	48.111	373.111	58.111	58.111	0	0	325.000	-315.000	0
02	2	51	0	89	20	01	Terugbet. renteloze leningen RSZ-Globaal beheer	62.133	0	62.133	62.133	62.133	62.133	62.133	62.133	0	0	0	0	0
02	2	51	0	89	50	01	Terugbetaling - andere institutionele overheden	150.210	0	150.210	0	0	0	0	0	-150.210	0	0	0	0

